LA PENSÉE

SOMMAIRE

Du Numéro 18

NOTE DE LA RÉDACTION

Nous publions dans ce numéro une partie des articles annoncés sur le centenaire de 1848. Mais nous avons renoncé à faire paraître un numéro entièrement consacré à ce centenaire, car nous aurions dû en supprimer tous les articles d'actualité, nos chroniques ordinaires et les comptes rendus de livres et revues. Nous avons donc cru préférable de répartir sur plusieurs numéros les études consacrées au centenaire, pour pouvoir tenir nos lecteurs au courant des événements et des discussions qui retiennent en ce moment l'attention.

*
* *

La quatrième conférence des Amis de la *Pensée*, le jeudi 15 avril, a eu un succès retentissant. Elle a entièrement rempli le grand amphithéâtre de la Sorbonne d'une foule vibrante, qui a applaudi frénétiquement les professeurs Haldane, Prenant et Teissier et le professeur Maurice Caullery, membre de l'Institut, qui avait bien voulu accepter la présidence de la réunion. Les conférenciers ont exposé avec maîtrise l'état actuel du problème de l'évolution des espèces et répondu victorieusement — l'humour du professeur Haldane a été particulièrement goûté — aux critiques que les biologistes attachés aux philosophies idéalistes et aux théologies adressent encore aujourd'hui, non plus au principe de l'évolution, désormais hors de conteste, mais aux solutions proposées par le néo-darwinisme.

La dernière conférence de la saison a été assurée par Jean Bruhat, qui a parlé le 7 mai de l'histoire à la lumière du marxisme. Le professeur Georges Lefebvre, l'éminent historien de la Révolution française, présidait ; après l'exposé décisif de Bruhat, il a présenté avec chaleur sa conception de l'histoire et les quelques réserves qu'il croit devoir apporter à la méthode préconisée par l'orateur.

Nous comptons mettre sur pied pour l'an prochain un nouveau cycle de conférences, sûrs que nous sommes de l'appui enthousiaste du public parisien.

Dans plusieurs arrondissements de Paris des conférences ont aussi eu lieu avec un plein succès, ainsi que de très profitables séances de travail, où un collaborateur de notre revue discute des questions de sa spécialité avec un petit groupe de lecteurs.

Plusieurs groupes de province d'Amis de la *Pensée* ont organisé aussi des réunions très réussies ; mentionnons tout particulièrement le groupe de Nice, dont l'activité est remarquable. Il faudra à l'automne prochain développer et coordonner ces initiatives, pour répondre plus complètement à l'appel d'un public qui manifeste chaque jour plus clairement sa volonté de libre discussion et de culture rationnelle.

LE MANIFESTE COMMUNISTE ET LA SCIENCE

par Georges COGNIOT

Un siècle s'est écoulé depuis la publication du *Manifeste du Parti communiste*, l'œuvre géniale que Marx et Engels écrivirent sur mandat de la *Ligue des communistes*, prototype de l'organisation internationale du prolétariat. Le *Manifeste* est entré dans l'histoire comme premier programme scientifique de transformation communiste de la société. Lénine écrivait en 1895 :

> Cette petite brochure vaut des volumes entiers : c'est son esprit qui, jusqu'à maintenant, fait vivre et met en mouvement tout le prolétariat organisé et combattant du monde civilisé [1].

Le spectre s'est fait chair.

Depuis un siècle, le *Manifeste* a été l'objet des mépris, des attaques, de la persécution la plus brutale. Mais aucun de ces moyens n'a réussi contre lui et il est devenu le texte classique du socialisme le plus répandu à travers le monde.

Depuis un siècle, le *Manifeste* a paru dans 36 pays différents en 71 langues, et il en a été fait 750 éditions. La dernière traduction est celle qui vient d'être établie, pour le centenaire, dans l'idiome du Pays de Galles. L'U.R.S.S., à elle seule, dans les trente années de son existence, a publié 220 éditions en 51 langues avec un tirage de plus de six millions d'exemplaires.

Depuis un siècle, toutes les tentatives pseudo-savantes de « corriger » le marxisme ont échoué. Toutes les tentatives des gouvernements bourgeois pour « anéantir » le marxisme se sont révélées aussi impossibles que l'essai d'anéantir la classe ouvrière elle-même.

Les adeptes du *Manifeste* se dénombrent par dizaines de millions, ses principes sont en application sur un sixième du globe. La Ligue des communistes n'a jamais eu plus de 300 membres, les Partis communistes comptent aujourd'hui vingt millions d'adhérents. Le communisme n'est plus un spectre, comme le dit la première phrase du *Manifeste* ; c'est un mouvement universel qui jette la terreur au cœur des oppresseurs des peuples, à commencer par les milliardaires américains, et qui entraîne à la lutte pour les relations sociales supérieures les ouvriers, les paysans, les intellectuels, tous les hommes épris de liberté.

En 1848, les plus marquants des intellectuels français humanitaires et amis du progrès ignoraient, ou combattaient, et le communisme et le prolétariat. Le symbole de cette génération, c'est, — nous l'avons déjà fait remarquer ici même, — Edgar Quinet revêtant son uniforme de colonel de la 11e légion de la garde

1. Cité par P. POSPIÉLOV : « Le Manifeste du Parti communiste, document-programme du marxisme », dans le *Bolchévik*, p. 9, Moscou, 29 février 1948 (en russe).

nationale pour aller reprendre aux insurgés de Juin le Panthéon et contribuer de tout son pouvoir à écraser les ouvriers, dont l'échec devait précisément avoir pour conséquence le triomphe de la réaction *aussi sur le front intellectuel* et le vote de la loi Falloux, malgré l'opposition des Quinet désarmés et impuissants [1] ; les intellectuels d'après 1848, écrasés sous le poids de la contre-révolution, allaient se perdre, comme Flaubert, dans un dégoût et un désespoir hautains. En Angleterre s'épanouissaient l'ère victorienne pleine d'assurance dans l'avenir du régime établi, la pensée sans tourments des Macaulay et des John Stuart Mill [2].

Les adversaires sur la défensive.

Combien les temps ont changé ! De l'autre côté de la Manche, le *Supplément littéraire* du *Times* vient d'écrire le 13 décembre 1947 :

> Que la société bourgeoise ait été mise graduellement sur la défensive depuis cent ans, que son sort soit toujours dans la balance, il y aura peu de gens pour le nier aujourd'hui ; et tant que ce sort ne sera pas réglé, tant qu'une nouvelle synthèse n'aura pas été accomplie, le *Manifeste communiste* n'aura pas dit son dernier mot.

A cette note résignée fait écho, en France, la curieuse étude sur le *Manifeste* qui a paru en avril dans l'organe central du mouvement néo-fasciste, *le Rassemblement*. Cette étude représente un long et pénible effort de « réfutation », bien éloigné des négations brutales qu'on aurait pu attendre de la part des gaullistes. L'auteur affecte de traiter Marx avec objectivité, comme une grandeur historique incontestable, tant est vigoureux le prestige du marxisme même auprès des intellectuels égarés dans les rangs du R.P.F., tant est poignante en plus d'un parmi eux la nostalgie de la science et du vrai !

L'examen des moyens mis en œuvre dans cet article pour contredire Marx est dénué d'intérêt. Ils se ramènent à la tentative classique des socialistes droitiers d'accuser Marx d'un *péché antidialectique et « matérialiste »*. On opère par glissement des concepts et jeux de mots, on substitue, par exemple, à la lutte des classes — notion précise, correspondant à une réalité bien définie : les groupes humains déterminés par leur position relativement à la production — une soi-disant « lutte des intérêts », ce qui a l'avantage de remplacer les rapports concrets, historiques, matériels, rebelles à la prestidigitation, par les rapports des *passions*, qu'on peut soumettre à tous les tours de passe-passe que l'on veut. Ou encore, on oppose le prolétaire et le *possédant* en général, au lieu d'opposer, comme dans le *Manifeste* et dans la réalité, le prolétaire et *le propriétaire monopoliste des moyens de production sociaux* [3] : pauvre habileté destinée à bloquer les hommes des classes moyennes, petits producteurs indépendants, avec leurs ennemis des trusts contre les ouvriers socialistes. On prétend que, selon le marxisme, l'*Histoire s'arrêtera*

---

1. George Sand avait dit avec clairvoyance : « Je ne crois pas à l'existence d'une République qui commence par tuer ses prolétaires ». — Cité dans le remarquable, l'indispensable travail de Jean FRÉVILLE sur le Manifeste, *les Briseurs de chaînes*, Paris, Éditions sociales, 1948, p. 185. Nous publierons dans notre prochain numéro un compte rendu détaillé, par Jean Bruhat, de ce livre considérable.

2. Cf. « 1848 et aujourd'hui », par R.P.D. [R. PALME DUTT], dans *Labour Monthly*, mars 1948, p. 65.

3. Cf. Le texte du *Manifeste* : « Ce qui caractérise le communisme, ce n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise. » Et encore : « Le communisme n'ôte à personne le pouvoir de s'approprier des produits sociaux ; il n'ôte que le pouvoir d'asservir le travail d'autrui par cette appropriation. »

et la dialectique mourra dès que la révolution sociale sera un fait accompli, alors que la lutte du nouveau contre l'ancien dans la société continue en régime socialiste sous la forme de la critique et de l'autocritique, et que toutes les forces sociales, désormais unies, jettent enfin leur entière puissance dans le grand conflit dialectique avec la nature pour l'asservir à l'homme.

Toutes ces jongleries aboutissent à la même « conclusion » de « dépassement du marxisme » qu'on trouve chez Georges Izard et chez Léon Blum. On donne un grand coup de chapeau à la doctrine marxiste considérée dans son passé (« elle fut d'abord féconde »), puis on déclare qu' « elle n'est plus adaptée aux problèmes de 1948 », exactement comme dans les productions du revisionnisme dit socialiste. Pareille hypocrisie, en un sens, réjouit plus qu'elle n'irrite : elle témoigne de l'impossibilité soit de négliger le marxisme soit de le rejeter par des procédés tant soit peu francs et honnêtes.

Mission du prolétariat.

Ce n'est pas en vain que tous les faussaires s'en prennent, dans le marxisme, d'abord à la loi de la lutte des classes. Dans son ouvrage classique *Anarchisme ou socialisme ?* Staline a montré depuis longtemps comment la doctrine de la lutte des classes est la base tactique du *Manifeste* au même titre que le matérialisme est sa base théorique. Les réactionnaires sentent bien que, par la découverte du contenu réel de toute l'histoire écrite en tant qu'il est constitué par la lutte des classes, et par la prévision scientifique du rôle du prolétariat dans la transformation de la société moderne, le socialisme est devenu, d'une utopie sans danger pour les privilèges établis, une science dont l'application les mine et les abolit. Marx et Engels ont montré que la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie capitaliste ne peut pas aboutir à un apaisement, que l'aggravation de cette lutte est inévitable, qu'elle conduit nécessairement au renversement de la domination de la bourgeoisie, à la conquête révolutionnaire du pouvoir politique par le prolétariat, à l'instauration de la « dictature du prolétariat » dont les auteurs du *Manifeste* devaient préciser la notion après 1848-49 et surtout après 1871.

L'essentiel de leur doctrine, c'est la définition du prolétariat comme fossoyeur du régime capitaliste et constructeur du régime communiste.

> Marx et Engels ont composé le Manifeste en un temps où l'on percevait déjà les effluves de la tempête révolutionnaire de 1848. Le prolétariat avait, dès la première moitié du XIXe siècle, révélé sa force dans une série d'interventions révolutionnaires. Le soulèvement des ouvriers lyonnais, le mouvement de masse du chartisme anglais qui avait entraîné une part importante de la classe ouvrière, l'insurrection des tisserands de Silésie : autant de preuves que le prolétariat n'est pas seulement la classe souffrante et opprimée, comme chez Saint-Simon, par exemple, mais aussi la classe qui est apte, et qui est appelée, à devenir la force décisive de la transformation sociale [1].

De l'utopie à la science.

Le *Manifeste* observe que les grands « faiseurs de systèmes » ont écrit au début du siècle : ils ne pouvaient connaître que « les premières forces indistinctes et confuses » de l'antagonisme des classes de la société moderne qui, à cette date,

---

1. P. Pospiélov, texte cité, p. 9-10.

« commence seulement à se dessiner ». Ils n'ont donc pas su identifier la force sociale capable de modifier le milieu pour l'adapter enfin à l'homme.

Révolutionnaire par sa critique de l'ordre établi, le socialisme utopique s'avérait conservateur pour autant qu'il ne voyait pas comment la société est capable de se transformer elle-même par l'action des forces motrices qu'elle renferme en son sein. L'homme était, du point de vue du matérialisme mécanique du XVIIIe siècle, passivement déduit de son milieu, et pourtant on appelait cet homme à une action spontanée, à une initiative pédagogique transformant le milieu. Contradiction grossière.

Marx avait déjà écrit en 1845, dans ses *Thèses sur Feuerbach* ;

> La doctrine matérialiste que les hommes sont les produits du milieu et de l'éducation... oublie que le milieu est changé précisément par les hommes et que l'éducateur a besoin lui-même d'être éduqué.

En d'autres termes, dans la théorie du matérialisme mécanique, la toute-puissance du milieu (y compris l'éducation) aboutit à ceci que le caractère, le comportement des hommes sont les résultantes passives de l'activité du milieu. D'autre part, les utopistes veulent changer le milieu, et c'est pourquoi ils veulent changer avant tout l'opinion, l'éthique, l'éducation, pensant par ce moyen changer l'homme suffisamment pour qu'il change son milieu : mais si l'homme est le jouet des influences de son milieu, comment arrivera-t-il à changer spontanément son éducation ? comment deviendra-t-il capable d'initiative autonome, de rupture de la fatalité sociale ? [1]

C'est cette question que Marx résout, par la théorie dialectique du rôle révolutionnaire du prolétariat dans l'histoire contemporaine. Selon cette théorie, il n'y a pas seulement action du milieu sur l'homme, mais aussi réaction de l'homme sur le milieu. Par son activité révolutionnaire concrète, l'homme s'unit à la réalité objective et l'humanise. L'homme recouvre son dynamisme, la société sa capacité d'évolution, l'éducation cesse d'être indépendante de la pratique sociale et de la lutte sociale. [2]

Dès 1844, la *Sainte-Famille*, en partant des prémisses mêmes du XVIIIe siècle et de l'utopisme, avait défini en termes inoubliables le rôle dévolu à la classe sociale libératrice, l'objet de la grande initiative qui établira l'humanité harmonieuse :

> (...) Si l'homme se constitue toute connaissance, perception, etc. dans le monde sensible, et dans l'expérience au sein du monde sensible, ce qui importe dès lors, c'est d'organiser le monde empirique de telle façon que l'homme y fasse l'expérience et y prenne l'habitude de ce qui est véritablement humain, qu'il s'éprouve en qualité d'homme.
>
> Si l'intérêt bien compris est le principe de toute morale, ce qui importe c'est que l'intérêt particulier de l'homme se confonde avec l'intérêt humain (...) Si l'homme est formé par les circonstances, il faut former les circonstances humainement. Si l'homme est par nature sociable, il ne développe sa vraie nature que dans la société ; et la force de sa nature doit se mesurer non par la force de l'individu particulier, mais par la force de la société.

Le problème, c'est donc que la classe sociale la plus avancée donne forme

---

1. Cf. T.A. Jackson : *Dialectics*, Londres, Lawrence and Wishart, Ltd, 1937, *passim*.
2. Cf. Auguste Cornu : *La Jeunesse de Marx*, *passim*.

humaine au milieu, au monde empirique formateur de l'homme (et en particulier, à l'éducation proprement dite qui est un élément de ce milieu formateur). Comme Marx le dira plus tard dans *Herr Vogt* :

Il ne s'agit pas de mettre en vigueur un système utopique, mais d'intervenir en connaissance de cause dans le procès de bouleversement historique qui s'opère dans la société.

Prolétaires et communistes.

Ce procès objectif de bouleversement s'explique, on le sait, par la *contradiction* criante qui s'établit entre les forces productives engendrées par le capitalisme et les rapports de production capitalistes (les rapports que les hommes instituent entre eux du fait de la production capitaliste). Dès l'époque du capitalisme prémonopoliste, du capitalisme au développement ascendant, Marx et Engels ont démontré que, pour éviter l'effondrement de toute la société moderne, une révolution dans le mode de production est inévitable et nécessaire. On lit dans le *Manifeste* :

Les conditions bourgeoises de production et d'échange, le régime bourgeois de la propriété, la société bourgeoise moderne, qui a fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange, ressemble au magicien qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées. Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les rapports modernes de production, contre le régime de propriété qui conditionnent l'existence de la bourgeoisie et sa domination. Il suffit de mentionner les crises commerciales qui, par leur retour périodique, menacent de plus en plus l'existence de la société bourgeoise [1].

Le prolétariat a donc pour tâche d'établir un Etat nouveau. Il est guidé dans cette œuvre par un détachement d'avant-garde que le *Manifeste* définit dans les paragraphes où s'esquisse la théorie du Parti communiste :

Les communistes (...) n'ont pas d'intérêts séparés des intérêts de l'ensemble du prolétariat (...) Ils sont quant à la pratique la fraction des partis ouvriers de tous les pays la plus décidée, celle qui pousse toujours plus avant ; au point de vue théorique, ils ont sur le reste de la masse du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien.

Devenu par la révolution classe dominante, le prolétariat abolit les anciens rapports de production et détruit en même temps les conditions d'existence des classes *en général*.

Ainsi, Marx et Engels prouvent que la révolution prolétarienne ne s'accomplit pas seulement dans l'intérêt du prolétariat, mais aussi dans l'intérêt de la grande majorité du peuple pris dans son ensemble, dans l'intérêt de tous les travailleurs que le prolétariat est appelé à unir et à entraîner.

Le prolétariat et ses alliés.

On sait comment, en méditant les enseignements des événements de 1848 en France, Marx devait aboutir à la conclusion que l'hymne du prolétariat, s'il reste

---

1. *Manifeste du Parti Communiste*. Ed. du Centenaire p. 54.

un *solo*, si notamment il ne s'étend pas à la paysannerie, devient un *chant funèbre.*

La bourgeoisie soumet le village à la domination de la ville capitaliste, elle exploite sans pitié les paysans [1]. La bourgeoisie place les pays coloniaux et semi-coloniaux dans la dépendance des pays dits civilisés, elle assujettit l'Orient à l'Occident. La bourgeoisie des pays les plus puissants opprime les nations les plus faibles : il faut que disparaisse l'exploitation de l'homme par l'homme pour qu'on voie disparaître l'oppression nationale. C'est seulement dans la mesure où sera abolie l'exploitation d'un individu par l'autre que sera également abolie l'exploitation d'une nation par l'autre.

Mais Marx et Engels s'adressent aussi aux intellectuels. Pour être communiste, il n'est pas nécessaire, bien entendu, d'être prolétaire. Une phrase fameuse du *Manifeste* affirme qu'on voit même passer au prolétariat « une partie des idéologues bourgeois qui se sont élevés par le travail à l'intelligence théorique du mouvement historique dans son ensemble ». Après avoir montré, avec l'objectivité de l'historien, le rôle grandiose du capitalisme dans le développement des forces productives, Marx et Engels stigmatisent le manque de cœur, la bassesse d'âme propre au régime bourgeois.

> La bourgeoisie... n'a laissé subsister d'autre lien entre l'homme et l'homme que le sec intérêt, le brutal *paiement au comptant*. Elle a humilié l'homme en noyant tous les sentiments nobles dans les eaux glacées du calcul égoïste... Elle a dissous la dignité personnelle dans la valeur monnayée et substitué aux innombrables libertés bien garanties et dûment acquises une liberté unique et sans scrupules, celle du commerce.
>
> La bourgeoisie a dépouillé de leur auréole toutes les formes d'activité jusqu'alors honorables et vénérées. Du médecin, du juriste, du prêtre, du poète, de l'homme de science, elle a fait ses salariés.

Qu'un savant résiste à cette contrainte sans âme, qu'il proteste contre la transformation de la plus récente conquête de la science — l'énergie atomique — en une arme infernale d'extermination, et les attaques les plus viles se multiplient contre lui en France, tandis qu'en Angleterre un gouvernement dit socialiste le chasse de son laboratoire.

Un siècle d'histoire a confirmé le *Manifeste*.

Depuis que le *Manifeste* a été écrit, des modifications capitales de la société sont intervenues. La révolution de 1848 avait déjà montré la classe ouvrière dressée sur le champ de bataille de l'histoire comme force révolutionnaire. La Commune de Paris, en 1871, a été la première tentative de cette classe pour briser les chaînes du capitalisme. Mais les changements et les événements les plus importants ont eu lieu dans la seconde moitié de la période écoulée, période qui par elle-

---

1. Voir pour le développement de cette question Jean FRÉVILLE, ouvr. cité, p. 196 sq., avec les textes d'Engels, contemporains du *Manifeste*, sur le ralliement des paysans exploités au prolétariat, ainsi que les souvenirs du même sur le rôle joué par les questions paysannes dans le passage de la pensée de Marx de la politique pure à l'étude des conditions économiques pendant l'hiver 1842-1843, etc.

même constitue une nouvelle *époque* : vers le début du XXe siècle, le centre du mouvement révolutionnaire a été transféré en Russie [1].

Le capitalisme industriel s'est transformé en un capitalisme de monopole, qui a accentué les anciens antagonismes en en créant de nouveaux. Lénine a prouvé que le capitalisme de monopole, ou *impérialisme*, est le capitalisme *mourant*, le dernier stade avant la révolution prolétarienne ; il a établi que, dans les conditions nouvelles, la victoire du socialisme était à la fois possible et nécessaire dans un pays ou dans un petit nombre de pays pris à part, mais impossible dans tous les pays simultanément. Cette conclusion se déduisait de la loi de l'inégalité de développement, loi absolue de l'impérialisme. Dès lors, le front se rompt non pas forcément là où l'industrialisation, par exemple, est le plus poussée, mais là où l'impérialisme est le plus faible, par exemple à cause de l'alliance des paysans avec les ouvriers.

La crise générale du système capitaliste mondial a abouti à la guerre de 1914 et au détachement de l'ancienne Russie de ce système. L'année 1917 a vu s'accomplir le bouleversement le plus grandiose de l'histoire. Une ère nouvelle, l'ère du socialisme, a commencé dans les annales de l'humanité.

De la deuxième guerre mondiale, produit de la décomposition encore plus avancée du capitalisme, l'Union soviétique est sortie plus forte. De surcroît, un nouveau type d'Etat — la République populaire, la République où le peuple s'est déjà engagé sur la voie socialiste — s'est érigé dans une série de pays de l'Europe du Centre et du Sud-Est. Brusquement, le rapport des forces s'est trouvé modifié entre les deux systèmes sociaux, et cela à l'avantage du socialisme.

Telles sont les preuves vivantes, les confirmations expérimentales de la doctrine du *Manifeste*.

En vain, les faux savants, les ennemis de la vérité ont-ils prêché pendant un siècle la « stabilité » de l'ordre établi et la « faillite » du marxisme. En vain ont-ils représenté l'exclusion des capitalistes de la direction de l'Etat et de l'économie comme la ruine de la société et le chaos. Les faits ont répondu victorieusement.

L'émancipation des travailleurs a réellement été l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Les bourgeois philantropes n'y furent pour rien, et pas davantage les illusions opportunistes sur la vertu souveraine des majorités parlementaires de 51 % dont on supposait qu'elles seraient pacifiquement tolérées par la réaction.

Depuis trente ans, tandis que le capitalisme pourrit sur le fumier de l'histoire, le socialisme s'édifie en U.R.S.S. : plus de crises, plus de chômage, plus de paupérisation des masses. Le monde admire ce que peuvent les travailleurs, les simples gens du peuple dès lors que, libres d'entraves, ils déploient leur énergie créatrice. La thèse du *Manifeste* d'après laquelle le prolétariat, maître du pouvoir, s'en sert « pour augmenter au plus vite la masse des forces productives », a été entièrement vérifiée en U.R.S.S.

Le marxisme triomphe en U.R.S.S.

Pendant les années des plans quinquennaux d'avant-guerre (1928-1940), le développement de l'industrie soviétique s'est opéré à une cadence qui n'avait

1. Marx et Engels avaient salué cette modification capitale de la situation dans leur préface (datée du 21 janvier 1882) à la deuxième traduction russe du *Manifeste* : « Aujourd'hui... la Russie forme l'avant-garde du mouvement révolutionnaire de l'Europe. »

jamais été constatée ailleurs. En 1940, l'industrie du pays produisait à peu de chose près 12 fois plus qu'en 1913, et cela tandis qu'entre les deux guerres on voyait piétiner l'industrie anglaise et française.

Déjà le travail est devenu, selon la formule de Staline, une affaire d'honneur, une affaire de gloire, une affaire de noblesse et d'héroïsme. La raison en est que les rapports de production ont été mis en concordance totale avec l'état des forces productives : la propriété s'est faite sociale comme la production ; la coopération et l'entr'aide ont remplacé l'exploitation [1].

Et maintenant, il s'agit de passer à la production annuelle de 50 millions de tonnes de fonte, 60 millions d'acier, autant de pétrole, 500 millions de tonnes de charbon [2]. Il s'agit de dépasser le niveau de la production par tête d'habitant tel qu'il a été atteint aux Etats-Unis. Ainsi se réalisera l'abondance des produits et s'opérera, en conséquence, le passage progressif de la phase inférieure dite *socialiste* — « De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail » — à la phase supérieure dite *communiste* — « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » — ces deux phases distinctes représentant deux degrés successifs de maturité économique au sein du même mode de production.

Actuellement, écrit Léontiev [3], la phase supérieure du communisme n'est plus une perspective éloignée dont les délais échappent à la détermination concrète ; au contraire, pour la société soviétique, qui a édifié le régime socialiste, la phase supérieure du communisme est un but pratique réel.

Le développement de la productivité du travail est, en fin de compte, le facteur capital de cette évolution. Il suppose la conception du travail comme premier devoir social et la large initiative des masses (stakhanovisme). Il est lié à la généralisation des machines automatiques, à la motorisation et à l'emploi maximum des ressources de la chimie dans la production [4].

Le capitalisme est un frein pour le développement de la technique ; la bourgeoisie étouffe les forces productives :

Elle est, dit le Manifeste, incapable de régner parce qu'elle est incapable d'assurer à son esclave l'existence, même dans le cadre de son esclavage.

Au rebours, la production socialiste est constamment stimulée par les besoins des masses, dont la satisfaction est érigée en loi au lieu de la loi du profit.

La société socialiste crée ainsi les conditions requises pour effacer de la vie l'antithèse entre le travail physique et le travail intellectuel. Léontiev écrit [5] :

Les plus importantes de ces conditions sont les suivantes :

1. Liquidation du monopole du savoir, opérée grâce à l'expropriation des expropriateurs et à la socialisation des moyens de production ;

2. Droit à l'instruction réalisé dans le pays soviétique et fixé dans la Constitution stalinienne du socialisme vainqueur ;

3. Union de la science et de la production, conditionnée par la liquidation des rapports de production capitalistes sous lesquels la science sert d'appendice du capital et l'ouvrier se transforme en appendice de la machine.

---

1. P. Pospiélov, art. cité, p. 16.
2. Discours électoral de Staline, 9 février 1946.
3. A. Léontiev : « Le Manifeste du Parti communiste et les deux phases du communisme », dans le *Bolchévik*, 29 février 1948, p. 32.
4. A. Léontiev, art. cité, p. 37.
5. Art. cité, p. 39.

Ainsi devient possible l'accès de la classe ouvrière à la technique et à la culture, la marche à l'égalité *par en haut*.

En U.R.S.S., on a, dit Léontiev, réduit à néant

les théories des confusionnistes petits-bourgeois qui sous prétexte de liquider l'antithèse entre le travail intellectuel et le travail physique propageaient le renoncement à la spécialisation, le renoncement à la formation de cadres hautement qualifiés. Les représentants de ces théories de confusion vantaient sous le mot d'ordre d'éducation dite polytechnique l'instruction de la jeunesse dans un esprit d'omniscience superficielle et sous couleur de combinaison harmonieuse du travail intellectuel et physique. essayaient de miner la préparation des cadres spéciaux d'ingénieurs et de techniciens qui sont nécessaires à l'expansion de la grande industrie socialiste...

L'effacement de l'antithèse entre le travail physique et le travail intellectuel s'obtiendra non pas en égalisant le niveau culturel et technique des travailleurs manuels et des travailleurs intellectuels, des ouvriers qualifiés et des ouvriers non qualifiés, mais par un relèvement graduel, et cependant incessant, du niveau culturel et technique de la classe ouvrière, jusqu'à la hauteur des ingénieurs et des techniciens. La tâche revient, comme l'a indiqué le camarade Staline, à obtenir que tous les ouvriers et les paysans soient cultivés et instruits.

Marxisme et souveraineté nationale.

Le vieux monde du privilège a pris peur devant le triomphe du marxisme.

Présentement, une lutte acharnée se développe entre deux camps. L'impérialisme se démasque chaque jour un peu plus comme une force qui, pour s'assurer des débouchés et des sources de matières premières, des positions politiques et stratégiques, compromet l'existence indépendante des peuples, fussent-ils les plus riches de passé et de civilisation, et qui porte en lui une permanente nécessité de guerre ; l'impérialisme perd ses derniers faux-semblants intellectuels, il est destitué de ses dernières réserves morales. Son caractère évident de caducité, son rôle si manifestement destructif et réactionnaire font ressortir justement ce qu'il voudrait nier : le rayonnant prestige du socialisme scientifique, et surtout l'autorité grandissante de l'Union soviétique auprès de tous les combattants du camp de la démocratie.

Le peuple ne se laisse pas ravir les armes du combat spirituel. Il ne laisse pas salir la grande idée de l'indépendance nationale et de la souveraineté nationale. Le prolétariat, selon les prévisions géniales du *Manifeste*, sauve la nation : il « s'érige en classe nationale », il « se constitue lui-même en tant que nation ». Il défend fermement le principe formulé par Staline dans son étude sur le *Marxisme et la question nationale* avant même la guerre de 1914 : « La nation est souveraine et toutes les nations ont des droits égaux [1]. »

L'heure du choix.

L'heure du choix a sonné aussi pour les intellectuels. Encore moins qu'en juin 1848, quand il fallait être derrière ou devant la barricade, il n'y a place en 1948 pour un tiers parti. Il est nécessaire d'opter entre l'idéologie menteuse qui

---

1. Cité par P. Pospiélov, art. cité, p. 21.

méprise les hommes, qui ravale les citoyens (ces « animaux politiques », dit M. de Gaulle), qui enseigne la haine raciale et nationale, qui rétablit au profit des peuples de langue anglaise la théorie du *Herrenvolk*, du « peuple élu », et l'idéologie de liberté et de progrès qui, reposant fermement sur le socialisme scientifique, est aussi l'idéologie vraie.

L'idée marxiste de l'énergie inépuisable de la classe ouvrière, vérifiée par un siècle d'histoire, prévient contre toute tendance à sous-estimer la puissance matérielle et morale des forces démocratiques quand se présente telle ou telle difficulté locale et passagère. Le rassemblement de toutes les forces, de toutes les couches sociales démocratiques, est la préoccupation constante des adeptes du *Manifeste*, dont l'avant-dernier paragraphe proclame :

> Les communistes travaillent partout à l'union et à l'entente entre les partis démocratiques de tous les pays.

La victoire aveuglante des enseignements de Marx et Engels, développés dans la suite des temps par Lénine et Staline, remplit de confiance et de force tous les esprits à qui la recherche de la vérité est chère. La science sociale définit les lois du mouvement de la société comme les sciences naturelles définissent les lois du mouvement de la nature [1] ; elle est susceptible d'applications analogues aux techniques issues de la physico-chimie d'une part, de la biologie de l'autre. Les esprits rationnels ont foi en ses idées directrices autant qu'ils ont foi aux pronostics des sciences de la nature inanimée ou vivante, compte tenu, bien entendu, des caractères spécifiques des trois groupes de sciences.

Par là s'explique le besoin d'éducation marxiste qui se manifeste si puissamment, en ce temps, dans les milieux intellectuels comme dans d'autres. Ce n'est pas par l'effet d'un hasard que les conférences des Amis de la *Pensée*, organisées cette année coup sur coup au grand amphithéâtre de la Sorbonne, obtiennent une audience aussi imposante, qu'il s'agisse de philosophie, de biologie ou d'études politiques. Il reste à étendre méthodiquement l'effort à la province en maintenant le niveau élevé auquel on a atteint à Paris.

D'une façon plus générale, en débordant le cadre des seuls groupes d'Amis de la *Pensée*, il conviendrait certainement de mettre désormais sur pied une conception et un plan d'ensemble pour une vaste œuvre de conférences, pour la diffusion en grand des connaissances scientifiques selon l'esprit marxiste. Dans chaque centre intellectuel, les initiatives devraient surgir et se combiner sans tarder, afin que tout soit prêt dès l'automne, dès la fin de la période de vacances.

A la fin de cette année doivent paraître les premiers fascicules, tant attendus, de l'Encyclopédie de la Renaissance française. Un fascicule d'introduction, rédigé par Marcel Prenant, tracera le plan grandiose de cette gigantesque entreprise, à laquelle collaborent les meilleurs des savants, des écrivains et des artistes de notre pays.

L'étude individuelle n'est pas moins importante. Qu'à l'exemple des meilleurs, chaque professeur, chaque chercheur, chaque étudiant vive son rationalisme scientifique ! Jusque dans les secteurs qui passaient jusqu'ici en France

---

1. Lénine (*Œuvres complètes*, t. XXI, p. 428 du texte russe) écrit : « Chez Marx, il n'y a pas l'ombre de la tentative de créer une utopie, de deviner en vain ce qu'il n'est pas possible de savoir. Marx pose la question du communisme comme un savant qui, dans le domaine des sciences naturelles, poserait, par exemple, la question du développement d'une nouvelle variété, disons biologique, sachant qu'elle est apparue de telle façon et se modifie dans telle direction déterminée. » — Cité par A. Léontiev, art. cité, p. 26-27.

pour les plus fermés aux idées marxistes, — songeons, par exemple, à l'enseignement officiel des sciences politiques, — la *Pensée* a des amis convaincus. Puissent-ils, à tout instant, s'appliquer à étudier le marxisme, à pénétrer tout leur travail scientifique des semences inépuisables de vérité que la méthode glorieuse des auteurs du *Manifeste* porte en elle !

Le faux prophète de l'*Ere des organisateurs*, celui dont on voulait nous présenter la pensée comme le dernier cri de la « victoire » sur le marxisme et dont Léon Blum préface les livres, l'Américain James Burnham vient d'écrire lui-même dans le bulletin hebdomadaire de ses excellents amis français du R.P.F. (17 avril) des lignes bien désabusées :

> Un vaste mouvement éloigne sans doute les intellectuels américains du communisme ; mais ce mouvement paraît, dans son ensemble, *presque entièrement négatif*. Les intellectuels trouvent un abri momentané dans une variété abondante, mais décevante, de chemins : mysticisme, hédonisme, passivisme politique, anarchisme vague, l'art pour l'art, ou simplement l'opportunisme personnel. Bornes plantées, au départ du marxisme (?), le long d'une route très sinueuse *dont la fin n'a pas encore été découverte*...

Route sans issue, sans guide et sans espoir.

Néant de toute pensée d'aujourd'hui qui n'est pas marxiste.

Dans le même numéro du même bulletin, un André Malraux en donne une confirmation curieuse. On dirait d'un pastiche, tant ce qu'il écrit rappelle le culte imbécile et morbide du Sang, de la Mort, du Destin où Rosenberg, sous Hitler, excella :

> Ici commence l'instant silencieux de rêverie qui appelle l'affleurement de l'Histoire (sic) ... Dans quelques petites villes de l'Occident coule ce sang mystérieusement annonciateur du destin, qui nous est aujourd'hui fraternel...

Voilà donc le genre de « pensée » trouble et lourde, les appels à l'instinct de la brute mal habillés dans un style de beau parleur pour philistins bornés, la paralysie générale de l'intelligence, que les « lumières intellectuelles » parmi les adversaires du marxisme trouvent à opposer à la claire raison entonnant dans le *Manifeste du Parti communiste*, selon une expression de Staline, son « cantique des cantiques ».

Quelle joie et quelle fierté, devant ça, de se sentir debout sur le socle de granit de la science !

LA RÉVOLUTION DE 1848 ET LE MOUVEMENT NATIONAL

par Jean BABY

Le mouvement révolutionnaire qui a gagné, en 1848, la plus grande partie de l'Europe, a été rapide. En quelques semaines il a fait éclater un peu partout les conflits politiques, économiques, sociaux et nationaux qui mûrissaient depuis de longues années ; il a posé en termes pratiques un grand nombre de problèmes qui, pour la plupart, n'ont pas trouvé de solution immédiate, mais qui n'ont pas vieilli et que d'autres générations ont résolus. Tout cela signifie que les événements de 1848 présentent un intérêt considérable, au point que l'on a pu dire que celui qui comprenait les révolutions de 1848 comprenait toute l'histoire contemporaine.

Au moment où allait éclater la crise révolutionnaire, Marx et Engels venaient de rédiger le *Manifeste du Parti Communiste* où se trouvait l'analyse la plus exacte de la société bourgeoise de ce temps, et aussi la méthode scientifique qui permettait de voir clair au milieu des événements les plus complexes de l'histoire.

En sorte que l'année 1848 est doublement importante. Elle est un des plus grands moments de l'activité révolutionnaire pratique, elle est aussi un tournant décisif dans l'histoire de la pensée, puisque le *Manifeste* représente une prise de conscience d'une incalculable portée.

Les révolutions de 1848 sont très riches ; elles présentent à la fois des aspects économiques et sociaux, nationaux et politiques, philosophiques et artistiques, etc., tous étroitement liés et solidaires. Nous insisterons ici sur l'aspect national qui, d'ailleurs, a frappé le plus fortement les contemporains et les historiens.

Les révolutions nationales en 1848.

Bien que le mouvement révolutionnaire ait commencé en Italie dès le mois de janvier, il n'est pas douteux que la révolution parisienne des 23 et 24 février a été le foyer principal de la révolution européenne. Si la révolution parisienne a pu jouer ce rôle, c'est d'abord parce que de nombreux pays étaient mûrs pour la révolution :

> Au commencement de 1848, l'Allemagne était à la veille d'une révolution, et cette révolution serait arrivée sûrement, alors même que la révolution française de Février n'en eût pas hâté l'explosion. (Engels).

C'est aussi parce que la France conservait, en raison de son passé, un prestige révolutionnaire incomparable. Ce qui se passait chez elle avait, pour le reste du monde, une valeur d'exemple et d'encouragement.

La révolution française de 1848 apparaît principalement comme politique et sociale. C'est la bourgeoisie républicaine qui prend le pas sur les fractions orléa-

niste et légitimiste de la bourgeoisie ; c'est en même temps la classe ouvrière qui réclame une organisation sociale plus humaine, des libertés politiques, un nouveau régime du travail. Il ne s'agit pas pour la France de conquérir son indépendance nationale, acquise et consolidée depuis longtemps ; et cependant cette révolution est aussi profondément nationale. Les vainqueurs de 1848 ne cachaient pas leur hostilité aux traités de 1815 qui avaient sanctionné la défaite de la France, ils désiraient que la France reprît la première place en Europe, ils se proclamaient solidaires des peuples opprimés qui voulaient conquérir leur indépendance. Les révolutionnaires français les plus ardents voulaient donc à la fois accroître l'autorité de la nation française et soutenir les nations qui suivraient l'exemple de la France.

On trouvait chez nous de nombreux réfugiés politiques, en particulier un grand nombre de Polonais, des Italiens, des Allemands ; dans les premiers temps le gouvernement provisoire de la République leur laissa toute liberté pour s'organiser afin de participer aux luttes libératrices qui ne manqueraient pas de se dérouler dans leurs pays respectifs. C'est précisément parce que la France apparut tout de suite comme favorable aux mouvements de libération nationale des peuples européens que la révolution de Février exerça une influence aussi grande au delà des frontières.

A l'opposé de la France se trouvait l'Autriche de Metternich. La vieille monarchie des Habsbourg avait résisté à l'influence de la grande révolution française et de Napoléon, elle avait conservé son organisation antérieure de pays féodal formé de peuples divers privés de libertés. Metternich, très vigilant dans la lutte contre tout ce qui indiquait un désir quelconque de changement, gouvernait en s'appuyant sur les grands seigneurs féodaux qui opprimaient sans pitié les paysans, et sur une petite couche de financiers privilégiés chargés de fournir au gouvernement autrichien l'argent dont il avait besoin.

Imperméable à toute idée de progrès, Metternich ne veillait pas seulement sur l'Autriche, mais aussi sur l'Allemagne et l'Italie. Il avait dans ces pays sa clientèle de seigneurs féodaux, de princes, de fonctionnaires qu'il avait puissamment aidés à plusieurs reprises pour écraser les mouvements libéraux et nationaux.

Ce soutien avait largement contribué à maintenir l'Allemagne dans la situation où l'avaient placée les traités de 1815 : un pays morcelé en 36 Etats indépendants, pour la plupart insignifiants, mais au milieu desquels tranchait la Prusse dont la partie ouest, la Prusse rhénane, était la région économiquement et socialement la plus avancée de l'Allemagne. L'unification politique de l'Allemagne n'avait fait aucun progrès depuis 1815, mais l'organisation, sous l'égide de la Prusse, d'une Union Douanière (*Zollverein*) qui groupait les principaux Etats de l'Allemagne du Nord, avait renforcé le prestige du roi de Prusse dont la politique semblait favoriser les intérêts de la bourgeoisie allemande.

Quant à l'Italie, elle était plus durement opprimée par l'Autriche. Celle-ci occupait la partie principale de la plaine du Pô — la Lombardie et la Vénétie — rattachée à l'Autriche en 1815. Des princes autrichiens gouvernaient les duchés de l'Italie centrale, enfin le roi de Naples était le serviteur dévoué de Metternich. Les Italiens avaient appris à lutter contre l'envahisseur étranger, c'est-à-dire d'abord les Français dans la période napoléonienne ; ils avaient espéré conquérir en récompense leur unité et leur indépendance, mais ils n'avaient obtenu que le joug autrichien. C'est donc dans la lutte contre l'Autriche que se développèrent et s'affermirent les sentiments nationaux qui intéressaient de larges masses de la population, à l'exception toutefois des paysans misérables tenus dans l'ignorance et la servitude par les grands propriétaires fonciers et par l'Eglise.

Dans tous ces pays le mouvement national était un mouvement bourgeois. En règle générale la bourgeoisie lutte contre le système féodal qui freine son développement, paralyse son activité économique. En Allemagne, elle aurait désiré une monarchie constitutionnelle et mettait ses espoirs dans la bonne volonté — qui n'existait aucunement — du roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV ; tandis qu'en Italie les patriotes comptaient, les uns sur le pape, les autres sur la famille de Savoie qui régnait au Piémont, et qui était la plus indépendante à l'égard de l'Autriche, d'autres enfin, dirigés par Mazzini, voulaient fonder une République démocratique italienne.

De ce très bref aperçu, il ressort que la question nationale se posait en termes différents dans les trois pays, Allemagne, Autriche, Italie, où les révolutions nationales bourgeoises étaient sur le point d'éclater.

Les événements de Paris suscitèrent un grand enthousiasme dans tous les milieux libéraux de l'Europe, et en même temps frappèrent les princes de stupeur. Les forces libérales et nationales qui avaient grandi sans cesse depuis 1815, en même temps que la force économique de la bourgeoisie, et qui jusque là avaient pu être tenues en respect, apparurent tout à coup comme irrésistibles. C'est à Vienne même que fut porté le coup décisif : le 13 mars Metternich dut s'enfuir honteusement, cependant que bourgeois et ouvriers, unis dans la bataille, s'organisaient et arrachaient à l'Empereur les premières libertés démocratiques.

La défaite de Metternich fut partout le signal de la révolution nationale. En Italie le peuple de Milan, après des combats héroïques, chassa de la ville les troupes du général autrichien Radetzky ; l'Italie entière se souleva et le roi de Piémont, Charles-Albert, pour prendre la tête du mouvement, déclara la guerre à l'Autriche.

En Allemagne, pendant que l'insurrection triomphait à Berlin, des libéraux décidèrent de convoquer à Francfort un Parlement élu chargé d'organiser une nouvelle Allemagne unifiée.

Dans les limites de l'Etat autrichien, les Hongrois, sous la direction de Kossuth, proclamèrent leur autonomie, puis leur indépendance totale. A Prague, la bourgeoisie tchèque convoqua un Congrès panslave pour tenter de réaliser l'union des peuples slaves. Partout la route avait été tout de suite largement ouverte et paraissait facile. Comme l'a dit Engels en parlant de l'Allemagne :

> La bourgeoisie d'un pays eut-elle jamais une plus splendide position au moment où elle luttait pour le pouvoir contre le gouvernement établi ?

La défaite de la Révolution.

Et cependant la révolution a échoué. Ce furent les généraux autrichiens qui se ressaisirent les premiers. Le général Windischgraetz bombarda Prague et dispersa le Congrès panslave. Puis, nommé maréchal, il écrasa la révolution à Vienne. Pendant ce temps Radetzky, en Italie, battait l'armée de Charles-Albert. Après cette défaite, le mouvement révolutionnaire prit en Italie un caractère plus démocratique. Ainsi, à Rome, d'où le pape avait dû s'enfuir, la République avait été proclamée sous la direction de Mazzini. Mais la bourgeoisie se détournait des éléments démocratiques. Après l'abdication de Charles-Albert, le nouveau roi de Sardaigne, Victor Emmanuel II, écrasa le mouvement révolutionnaire ouvrier à Gênes. Les troupes autrichiennes continuèrent leur besogne de répression en Italie et, fait remarquable, ce furent les troupes françaises envoyées par le gouverne-

ment républicain français, issu de la Révolution de 1848, qui vinrent écraser la République romaine et rétablir la toute-puissance du pape.

La lutte fut particulièrement dure en Hongrie où les Autrichiens durent faire appel à l'aide d'une puissante armée tsariste pour venir à bout de l'armée nationale commandée par Kossuth.

En Allemagne, les libéraux bourgeois furent « protégés » par les troupes prussiennes qui écrasèrent les manifestations démocratiques des ouvriers jusqu'au jour où le Parlement de Francfort fut balayé à son tour par l'action conjuguée des dirigeants autrichiens et prussiens.

La bourgeoisie française en 1789 avait eu des conditions beaucoup plus difficiles, elle avait eu à lutter à la fois contre les ennemis intérieurs et contre une coalition européenne, et cependant elle avait triomphé, elle avait manifesté toute l'énergie et tout l'esprit de décision nécessaires. En 1848 le mouvement avait été tout de suite beaucoup plus large : à Paris comme à Vienne, à Berlin comme à Milan et dans tous les centres touchés par la Révolution, on avait vu une union sponnée, naturelle, facile, des diverses classes sociales, des bourgeois aux ouvriers, pour lutter contre les forces paralysantes du passé. Les paysans aussi, surtout en Autriche, avaient rapidement commencé à mettre en pièces le système de servitude féodale. S'ils n'allaient pas encore jusqu'au partage de la terre, ils détruisaient tout de même le système séculaire des rapports féodaux. Les bourgeoisies autrichienne, allemande, italienne, n'étaient pas seulement soutenues par un mouvement populaire large, elles pouvaient aussi compter sur la neutralité de l'Angleterre et de la France. Le gouvernement autocratique de la Russie était une menace, mais il n'était pas en mesure d'agir seul.

Pourquoi donc, en dépit de tous ces avantages, le mouvement national a-t-il été partout vaincu ?

Sans doute la bourgeoisie de ces divers pays était encore faible. Ainsi que l'a dit Engels :

> La bourgeoisie d'Allemagne était loin d'être aussi riche et aussi concentrée que celle de la France et de l'Angleterre.

Cela était encore plus vrai pour l'Autriche et l'Italie.

Il faut aussi noter le rôle important de la petite-bourgeoisie dans toutes ces révolutions. Elle était hésitante et timorée, se laissait griser par les phrases révolutionnaires et gagner par l'esprit d'aventure, puis tombait dans le découragement et la panique dès que les difficultés commençaient. Engels s'est exprimé en ces termes sur son compte :

> La petite-bourgeoisie, grande en vantardise, est très impuissante pour l'action et très craintive quand il faut risquer quelque chose. Le caractère mesquin de ses transactions commerciales et de ses opérations de crédit est éminemment fait pour donner à son propre caractère l'empreinte du manque d'énergie et de résolution ; il faut donc s'attendre à ce que les mêmes qualités marquent sa carrière politique. En conséquence la petite-bourgeoisie encouragea l'insurrection par des paroles ronflantes et force bravades sur ce qu'elle était décidée à accomplir ; elle s'empressa de s'emparer du pouvoir une fois que l'insurrection, bien malgré elle, eut éclaté ; elle se servit du pouvoir simplement pour annuler les effets de l'insurrection. Partout où un conflit armé avait amené les choses à une crise sérieuse, les petits-bourgeois étaient atterrés par la situation dangereuse qui leur était faite : atterrés à la vue du peuple qui avait pris au sérieux leurs grandiloquents appels aux armes ; atterrés de voir le pouvoir ainsi tombé dans leurs propres mains ; atterrés, par dessus tout, par les conséquences que pourrait avoir pour eux, pour leurs positions sociales,

pour leur fortune, la politique dans laquelle ils avaient été contraints de s'engager, (*Révolution et Contre-révolution en Allemagne*, pages 130-131).

Mais tout cela ne suffit pas encore à expliquer l'échec de la révolution. La cause essentielle, c'est que les diverses fractions de la bourgeoisie ont, par intérêt de classe, rompu très vite l'alliance qu'elles avaient été amenées à conclure, dans l'action, avec la classe ouvrière. Engels a parlé de ce phénomène comme d'une véritable loi des époques révolutionnaires :

C'est le sort de toutes les révolutions que cette union de différentes classes, qui jusqu'à un certain point est toujours la condition nécessaire de toute révolution, ne peut être de longue durée. La victoire n'est pas plutôt remportée sur l'ennemi que les vainqueurs se divisent en camps opposés et tournent leurs armes les uns contre les autres. C'est ce développement rapide et passionné de l'antagonisme des classes qui, dans les organismes sociaux vieux et compliqués, fait d'une révolution un si puissant agent de progrès social et politique (*id.*, page 49).

En 1789 le prolétariat industriel commençait à peine à exister, les ouvriers n'étaient pas en mesure de poser leurs propres revendications de classe. Mais depuis cette époque beaucoup de changements étaient intervenus : en 1848, dans les divers pays qui ont été touchés par la révolution, la classe ouvrière n'était ni assez forte pour prendre la direction du mouvement révolutionnaire, ni assez faible pour être utilisée comme un simple instrument que l'on remet à sa place une fois le travail terminé. Ce caractère fondamental des nouveaux rapports de classe apparut en France avec un éclat particulier. Les ouvriers parisiens, après les journées de février, posèrent leurs propres revendications : limitation de la journée de travail, droit au travail, organisation du travail. La bourgeoisie républicaine, qui avait fait alliance avec les ouvriers pour renverser Louis-Philippe, répondit par les massacres de juin. En Allemagne, en Autriche, et même en Italie on assista à des événements analogues. Voici le tableau imagé que donne Engels de ce qui s'est passé à Vienne avec la garde nationale bourgeoise issue de la révolution :

Le 19 août, on fit passer par l'Empereur la revue de la garde nationale ; la famille impériale, les courtisans, les hauts fonctionnaires, les grands officiers de la couronne, rivalisèrent entre eux de flatteries envers les bourgeois armés, qui déjà étaient ivres d'orgueil de se voir ainsi publiquement reconnus comme un des corps importants de l'Etat ; et aussitôt après parut un décret signé de Mr. Schwarzer, le seul ministre populaire du cabinet, supprimant le secours que le gouvernement avait accordé jusque là aux ouvriers sans travail. Le tour réussit ; la classe ouvrière fit une manifestation ; les gardes nationaux bourgeois se prononcèrent pour le décret de leur ministre ; ils furent lancés contre les « anarchistes », se jetèrent comme des tigres sur les ouvriers sans armes, qui n'opposèrent pas de résistance, et en massacrèrent un grand nombre, le 23 août (*Id.*, page 85).

Le contenu du mouvement national bourgeois.

Tout cela nous permet d'approfondir le contenu du mouvement national bourgeois tel qu'il s'est manifesté à cette époque. Pendant de longues années, les écrivains, les journalistes, les historiens, les philologues de ces peuples opprimés ont multiplié les écrits, les manifestations, les appels enflammés, les rappels du passé pour exalter le sentiment national, les traditions nationales, l'unité nationale. Cela d'ailleurs a donné souvent de très belles œuvres. Mais la bourgeoisie a « oublié » qu'elle n'était pas toute la nation, que les ouvriers, les paysans, et tous

les éléments non parasitaires de la société représentaient aussi la nation, que ces hommes avaient aussi des intérêts à défendre et qu'il faudrait les prendre en considération.

Les intérêts de classe de la bourgeoisie ne lui permettent pas de défendre les intérêts nationaux dans leur ensemble, elle ne peut en défendre que ce qui n'est pas en contradiction avec les privilèges qu'elle veut conquérir ou conserver.

Staline, dans le travail qu'il a rédigé en 1913 sur *le Marxisme et la question nationale*, a montré parfaitement que derrière la phraséologie nationaliste de la bourgeoisie se dissimulait une réalité beaucoup plus terre à terre :

> Le marché, voilà la question essentielle pour la jeune bourgeoisie. Ecouler ses marchandises et sortir victorieuse de la concurrence avec la bourgeoisie d'une autre nationalité, tel est son but. De là son désir de s'assurer son marché « propre », « national ». Le marché est la première école où la bourgeoisie apprend le nationalisme (page 19).

Derrière les phrases il faut en effet rechercher les intérêts de classe qu'elles recouvrent. Déjà le *Manifeste* avait posé les principes de base. Il s'agit du fameux paragraphe, si souvent mal compris, qui commence par les mots : « Les ouvriers n'ont pas de patrie ». Cela signifie que dans les conditions politiques, économiques et sociales existant à cette époque, les ouvriers avaient été dépouillés de tous les biens matériels et spirituels qui constituent le patrimoine national, c'est-à-dire ce que l'on entend défendre sous le nom de patrie. En s'exprimant ainsi, le *Manifeste* déchirait le voile de mensonge que la bourgeoisie avait intérêt à maintenir sur la notion générale de patrie, comme si la patrie pouvait exister indépendamment des conditions matérielles d'existence réservées aux diverses classes sociales. Mais le *Manifeste* ajoutait :

> Comme le prolétariat de chaque pays doit, en premier lieu, conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationalement dirigeante, devenir lui-même la nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot.

Cela signifie que la lutte de la classe ouvrière se mène avant tout sur le plan national, que la place toujours plus grande prise par la classe ouvrière dans la vie politique du pays lui donne des responsabilités nationales de plus en plus étendues, que finalement elle doit devenir la classe nationalement dirigeante, celle sur qui repose tout l'avenir national.

Ce n'est pas tout. Le *Manifeste* ajoute encore :

> Tous les mouvements historiques ont été, jusqu'ici, accomplis par des minorités ou au profit de minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité, au profit de l'immense majorité.

Comme les classes qui l'ont précédée dans l'histoire à la tête de l'Etat, la bourgeoisie ne peut jamais représenter que les intérêts égoïstes d'une minorité, dont les privilèges ont pour condition la misère des classes laborieuses. Au contraire la classe ouvrière, représentant les intérêts de l'immense majorité, peut donner un contenu beaucoup plus riche et plus généreux à l'idée nationale. La bourgeoisie réclame la liberté pour elle, mais elle ne peut pas l'accorder à ceux qu'elle exploite ; c'est la contradiction qui déchire tout mouvement national qui a pour objectif de porter au pouvoir une classe dont l'existence est fondée sur l'oppression des autres classes. C'est évidemment ce qui a tué le mouvement national bourgeois en 1848. Toutes les phrases des poètes, tous les appels les plus

généreux n'ont pas pesé lourd devant les calculs d'intérêt des industriels et des marchands, ils ont sacrifié le mouvement national sur l'autel du profit. Il vaut mieux renoncer à la liberté plutôt que de libérer en même temps la classe qui donne le profit.

C'est la base économique du mouvement national bourgeois qui explique son caractère agressif inévitable. La bourgeoisie d'un pays donné entre fatalement en concurrence économique — ce sont les exigences de la production capitaliste — avec la bourgeoisie d'autres pays. Ces concurrents ne peuvent pas être considérés autrement que comme des adversaires qu'il faut s'efforcer d'abattre. De là naissent le mépris pour les autres nations, le chauvinisme borné, la haine soigneusement entretenue contre tous ceux qui peuvent être considérés comme des rivaux. En général ceux qui sont aux frontières sont les plus directs et sont les plus détestés.

Dans cette voie le mouvement national bourgeois devient rapidement redoutable. C'est le nationalisme agressif, puis le racisme. De sorte que la bourgeoisie qui a commencé à lutter pour la liberté nationale, qui a même réclamé la liberté pour tous quand elle était opprimée par les féodaux ou par d'autres bourgeoisies plus puissantes, devient, quand elle a triomphé, une force d'oppression qui menace la liberté et l'indépendance de tous les groupements nationaux plus faibles.

Cela s'est affirmé avec une netteté particulière dans la période de l'impérialisme, où les Etats impérialistes ont brisé la vie nationale de tous les peuples qu'ils ont pu soumettre à travers le monde.

Dans cette lutte sans merci que se livrent les diverses nations bourgeoises concurrentes, la bourgeoisie s'efforce toujours d'entraîner à ses côtés la classe ouvrière, précisément au nom de l'intérêt national, de l'honneur national. Cette propagande n'est pas toujours inefficace. C'est ainsi par exemple que la classe ouvrière anglaise, pour une large part, a fini par considérer que l'exploitation féroce d'une grande partie du monde, de peuples très nombreux, par l'impérialisme britannique, c'est-à-dire par la bourgeoisie anglaise, était une grande tâche nationale qui apportait honneur et profit. Dans tous les pays impérialistes les mêmes phénomènes de démoralisation, plus ou moins profonds, se sont manifestés.

En 1848, le caractère sauvagement oppresseur des nations bourgeoises commençait seulement à apparaître ; toutefois l'exemple de l'Irlande montrait bien comment une nation, même quand elle n'est ni jaune ni noire, peut être opprimée par une nation bourgeoise démocratique.

La classe ouvrière et le mouvement national.

La classe ouvrière lutte contre ce chauvinisme et pose le problème national en termes absolument différents.

Les nations existent, elles sont une réalité historique solide. Staline a donné d'elles une définition célèbre :

> La nation est une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans la communauté de culture.

C'est dans le cadre national que les hommes sont instruits. Le libre emploi de la langue maternelle, la connaissance de l'histoire nationale, de ses grandeurs et de ses faiblesses, l'attachement aux traditions nationales quand elles n'ont pas un

caractère cruel ou oppressif, tout cela représente la culture nationale dans ce qu'elle a de sain et de nécessaire pour l'épanouissement de l'individu et du groupe auquel il appartient. La classe ouvrière reconnaît ce que chaque culture nationale a de précieux et de respectable, elle soutient et encourage tout ce qui dans la culture nationale peut avoir un caractère original et progressif.

Mais la classe ouvrière ne détache pas les luttes nationales des conditions plus générales de la lutte des classes. Elle n'oublie pas que sa mission historique est de créer une société sans classes et que c'est par ce chemin qu'elle peut émousser et faire disparaître finalement tout ce que le mouvement national peut avoir d'agressif sous la direction bourgeoise. Cela est possible parce que la victoire du socialisme signifie la fin de la concurrence économique à l'intérieur et à l'extérieur des nations. C'est cela qui permet à la classe ouvrière de proclamer sans hypocrisie, sans arrière-pensée, le droit de chaque nation à disposer librement d'elle-même, à vivre entièrement indépendante. C'est cela qui faisait dire à Marx et Engels, en 1848, dans le *Manifeste :*

> Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation. En même temps que l'antagonisme des classes, à l'intérieur de la nation, l'hostilité des nations entre elles disparaîtra.

C'est cela qui faisait dire à Staline dans l'étude citée :

> Aussi les ouvriers luttent-ils et continueront-ils de lutter contre la politique d'oppression des nations sous toutes ses formes, depuis les plus subtiles jusqu'aux plus brutales, de même que contre la politique d'excitation (des nations l'une contre l'autre) sous toutes ses formes.
>
> Aussi la social-démocratie de tous les pays [on était en 1913. J.B.] proclame-t-elle le droit des nations à disposer d'elles-mêmes.
>
> Le droit de disposer de soi-même, c'est-à-dire : seule la nation elle-même a le droit de décider de son sort, nul n'a le droit de s'immiscer par la force dans la vie de la nation, de détruire ses écoles et autres institutions, de briser ses us et coutumes, d'entraver l'usage de sa langue, d'amputer ses droits...
>
> Luttant pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, la social-démocratie s'assigne pour but de mettre un terme à la politique d'oppression de la nation, de la rendre impossible et de saper ainsi la lutte des nations, de l'émousser, de la réduire au minimum.
>
> C'est ce qui distingue essentiellement la politique du prolétariat conscient de la politique de la bourgeoisie, qui cherche à approfondir et attiser la lutte nationale, à poursuivre et accentuer le mouvement national. (p. 23-25).

En somme le mouvement national bourgeois, tel qu'il s'est manifesté en 1848, et tel qu'il s'est révélé par la suite, bien qu'il ait à l'origine un caractère progressif, est inévitablement, quels que soient les ornements littéraires dont il a su se parer, étroit, égoïste et agressif. Le mouvement national prolétarien est au contraire large, généreux et pacifique. Large puisqu'il est valable pour toutes les nations, sans aucune espèce d'exception, parce qu'il s'oppose à toute « théorie » de races prétendues supérieures et inférieures. Généreux en ce sens que non seulement il enseigne le respect de toutes les nations, de toutes les cultures nationales, mais encore qu'il s'efforce d'aider les nations les plus faibles, les plus arriérées pour accélérer leurs progrès matériels et intellectuels. Enfin pacifique parce qu'il tend à supprimer les oppositions d'intérêts qui étaient exploitées par le nationalisme bourgeois et crée les conditions matérielles d'une union internationale de toutes les nations, libres et égales. Le socialisme seul peut créer la forme d'organisation où peuvent coexister sans se heurter des groupements nationaux libres et

une administration internationale non contraignante, où peuvent s'épanouir ensemble les cultures nationales les plus diverses et les sentiments les plus forts de fraternité internationale.

Les deux aspects modernes de la question nationale.

Le monde actuel, comparé à celui de 1848, montre bien les progrès accomplis depuis un siècle, et aussi les formes redoutables que le nationalisme agressif a pu prendre. En 1913 Staline donnait la théorie de la question nationale, mais après 1917 il a fait passer cette théorie dans la pratique, il a organisé l'U.R.S.S., c'est-à-dire le premier Etat socialiste multinational, groupant les nations les plus diverses, parvenues à des stades de civilisation très différents. Ces nations se sont entr'aidées, les cultures nationales se sont épanouies et les anciens antagonismes, cependant très forts par endroits, ont rapidement disparu pour faire place à un patriotisme soviétique dont la force et la qualité se sont révélées au cours de la grande guerre de libération.

Pendant et après la deuxième guerre mondiale, on a pu voir comment les partis ouvriers ont pris la tête du mouvement national pour la lutte contre les envahisseurs fascistes. Aujourd'hui dans les pays de démocratie populaire s'épanouissent des nations qui depuis un siècle ou davantage avaient lutté vainement pour leur indépendance. Polonais, Hongrois, Tchèques, Roumains, Yougoslaves sont des peuples qui en 1848 ont combattu pour leur indépendance. Même l'effondrement de l'Autriche-Hongrie et la défaite allemande en 1918 n'avaient pu leur apporter cette liberté pour laquelle ils avaient consenti beaucoup de sacrifices. Et cela parce que la bourgeoisie devenue classe dirigeante dans ces divers pays trouvait en face d'elle d'autres bourgeoisies plus puissantes et plus redoutables que le vieux Metternich. Le capital financier de Londres, de Paris, de New-York, de Berlin était plus fort que les soldats de Radetzky ou de Windischgraetz, de sorte que les « élites » bourgeoises de ces divers pays s'empressèrent de passer des accords avec leurs maîtres étrangers pour exploiter à compte commun les travailleurs nationaux et pour persécuter les minorités nationales les plus faibles.

Le résultat de tout cela, ce furent les haines raciales, les méthodes fascistes de gouvernement, la corruption généralisée qui triomphaient dans ces pays de l'Europe centrale et orientale soi-disant indépendants. Leur exemple a prouvé, une fois de plus, que sous le contrôle des puissances impérialistes il n'y a pas de place pour les petites nations indépendantes.

Aujourd'hui, au contraire, tous ces peuples sont entrés dans la voie du socialisme, ils suppriment peu à peu les antagonismes de classe, ils travaillent pour leur propre compte et non pour le profit d'une classe dirigeante parasitaire. Les forces populaires ont compris bien vite que la situation avait été complètement retournée par rapport à l'avant-guerre, qu'il devenait maintenant possible de conquérir une véritable indépendance nationale, profitable à tous, de parvenir à la liberté pour tous et non pour quelques-uns. Les résultats étonnants obtenus depuis trois ans dans la plupart de ces pays montrent ce que peut être un véritable mouvement national démocratique qui entraîne l'ensemble de la nation.

Par contre on a pu voir aussi quels fruits empoisonnés peut donner le nationalisme bourgeois. Toute bourgeoisie qui a conquis sa liberté nationale s'empresse de priver de liberté les groupements nationaux plus faibles, de leur enlever les bases mêmes de la nation : le territoire, l'économie indépendante et si possible

la culture nationale. Une hiérarchie de nations s'est ainsi établie, nullement fondée sur des qualités intrinsèques mais fondée sur la force, sur la violence. Et cela a donné par exemple ce formidable orgueil britannique que Joseph Chamberlain exprimait en ces termes célèbres :

Je crois en cette race, la plus grande des races gouvernantes que le monde ait jamais connues ; je crois en cette race anglo-saxonne, fière, tenace, confiante en elle-même, que nul climat, nul changement ne sauraient abâtardir et qui, infailliblement, sera la force prédominante de la future histoire et de la civilisation universelle, et je crois en l'avenir de cet empire vaste comme le monde dont un Anglais ne saurait parler sans un frisson d'enthousiasme.

Plus tard, ce fut le fascisme où la théorie des races inférieures et supérieures devint un dogme qu'on n'avait même plus le droit de discuter. On sait ce que cela a apporté à l'humanité. Le monde capitaliste enfante inexorablement les antagonismes nationaux, il a besoin pour vivre des haines nationales. Les haines de races, les préjugés barbares tirés du passé deviennent de puissants moyens de gouvernement. Hitler a montré comment on peut se servir de l'antisémitisme pour pervertir l'opinion ; le mépris des nègres, aux Etats-Unis et ailleurs, est de même un moyen de gouvernement, une méthode subtile de corruption, mais aussi un produit naturel du mouvement national bourgeois dans la phase de déclin du capitalisme.

Aujourd'hui c'est l'impérialisme américain qui menace l'indépendance de toutes les nations du monde ; ce n'est pas parce qu'il est américain, mais parce que sa structure économique le pousse à dominer le marché mondial, à se rendre maître de toutes les sources de matières premières, à imposer partout ses marchandises et ses capitaux. Le chauvinisme américain, l'exaltation bourgeoise, c'est-à-dire capitaliste, de la nation américaine ont pour contre-partie la violence exercée, directement ou par personnes interposées, contre les peuples les plus divers, Chinois, Grecs, Indonésiens, mais aussi Italiens, Français, Chiliens, Brésiliens, etc., qui luttent pour conserver ou reconquérir leur indépendance nationale.

Le mouvement national démocratique qui doit entraîner aux côtés des travailleurs les couches les plus larges de la nation, c'est l'arme essentielle pour lutter contre l'impérialisme et ses conséquences, c'est-à-dire les crises économiques et la guerre.

C'est au moment où les peuples sont engagés, dans toutes les parties du monde, dans cette lutte gigantesque dont dépend le sort de l'humanité que des « théoriciens », au premier rang desquels sont les socialistes de droite, s'efforcent d'obscurcir le problème en s'élevant contre les dangers du nationalisme *en général*. Ces bons apôtres ne s'en prennent pas au nationalisme impérialiste qui menace la paix du monde, sur ce point ils sont toujours très discrets ; ils disent seulement que le nationalisme doit être dépassé, que l'organisation mondiale de la production suppose le renoncement, tout au moins partiel, à la souveraineté nationale. Les nations, disent-ils, doivent abdiquer une partie de leurs droits pour permettre l'établissement d'organisations supérieures : bloc occidental, bloc européen, Etat mondial, etc.

Tout cela n'est qu'abominable hypocrisie, soumission aux désirs de l'impérialisme le plus agressif, collaboration effective avec ceux qui cherchent à détruire la vie nationale de tous les peuples.

Les marxistes répondent : indépendance nationale pleine et entière et sur la base la plus démocratique ; pas de hiérarchie entre les nations, respect

de toutes les nations du monde ; aide et soutien à celles qui sont les plus faibles. Ils reprennent ce que disait Staline au mois d'avril 1948 lors de la signature du pacte soviéto-finlandais :

Bien des gens ne croient pas qu'il puisse y avoir des relations sur le pied d'égalité entre une grande et une petite nation. Mais nous autres, hommes soviétiques, estimons que ces relations peuvent et doivent exister. Les hommes soviétiques estiment que toute nation, grande ou petite, possède ses particularités qualitatives, ses traits spécifiques qui n'appartiennent qu'à elle et que les autres nations n'ont pas. Ces particularités sont la contribution de chaque nation au trésor commun de la culture mondiale, une contribution qui complète et enrichit celle-ci. Dans ce sens, toutes les nations — les petites comme les grandes — sont dans la même situation et chaque nation équivaut à toute autre nation.

1848 a posé les principaux problèmes nationaux de l'Europe. Ce grand mouvement national a été accompagné d'un cortège littéraire brillant dont on s'est beaucoup servi pour dissimuler la nature profonde des problèmes nationaux. Mais les marxistes ont une autre méthode pour étudier et résoudre les questions posées par l'histoire. Cette méthode leur permet de dire que le mouvement national bourgeois se décompose aujourd'hui très vite et qu'il ne peut plus apporter au monde que les pogromes, la misère, la guerre ; qu'en face se dressent les mouvements nationaux démocratiques qui ont déjà transformé une partie du monde et qui préparent partout les voies du progrès humain et de la paix définitive.

KARL MARX ET LA REVOLUTION DE 1848 EN FRANCE

par A. CORNU

Karl Marx n'a participé de manière directe et active à la Révolution de 1848 qu'en Allemagne, mais c'est du développement de cette révolution en France qu'il a tiré les enseignements essentiels, et c'est elle qui a constitué, avec la Commune, la plus grande expérience révolutionnaire de sa vie.

Dans le *Manifeste communiste* qui paraissait en Février, au moment même où la Révolution éclatait à Paris, il venait de dégager d'une magistrale analyse de l'évolution historique moderne la nécessité d'une prochaine révolution sociale et avait indiqué l'attitude que devait prendre le prolétariat, au cours de cette révolution, pour la défense de ses intérêts de classe.

Il montrait que, de toutes les classes qui entraient alors en lutte contre la bourgeoisie, seul le prolétariat constituait une classe révolutionnaire, car seul il visait à une transformation radicale de la société par la suppression de la propriété privée des moyens de production sociaux. Les classes moyennes, artisanat et paysannerie, écrasées par la concurrence et menacées d'être prolétarisées, aspiraient en effet non à l'abolition de cette propriété privée, mais au rétablissement de son ancienne forme limitée, qui leur paraissait offrir la meilleure garantie pour le maintien de leur situation sociale, et elles étaient ainsi amenées à prendre une attitude réactionnaire [1].

Trop faible encore pour réaliser par ses propres forces ses aspirations de classe, le prolétariat devait, pensait Karl Marx, soutenir dans sa lutte révolutionnaire la fraction la plus progressive de la bourgeoisie de chaque pays et profiter de cette lutte pour obliger cette fraction à la mener à fond et à la transformer par là même en une véritable révolution sociale, dont l'aboutissement nécessaire serait la révolution prolétarienne.

Trois situations différentes se présentaient de ce point de vue, dans les grands pays européens, du fait de leur degré inégal de développement économique et social.

Restaient en dehors du mouvement révolutionnaire, d'une part la Russie, où le régime absolutiste et féodal était encore tout puissant, et l'Angleterre où ce régime était à peu près entièrement aboli et où la bourgeoisie dirigeante triomphait alors du premier grand mouvement prolétarien dans ce pays, le mouvement chartiste.

En France où l'oligarchie financière, qui avait accédé au pouvoir par la Révolution de 1830, voyait se dresser contre elle les autres classes de la société, le prolétariat devait, disait Karl Marx, soutenir l'action révolutionnaire des classes

1. Cf. *Le Manifeste Communiste*, Editions sociales, 1947, pp. 18-19.

moyennes représentées par le parti social-démocrate de Ledru-Rollin et de Louis Blanc.

En Allemagne enfin, où l'ensemble de la bourgeoisie se dressait contre le régime absolutiste et féodal encore prédominant, le prolétariat devait aider la bourgeoisie à détruire ce régime et à préparer, par le développement du système capitaliste, les conditions préalables nécessaires à une révolution prolétarienne.

Aussi bien en France qu'en Allemagne, le prolétariat devait pousser la bourgeoisie à mener jusqu'au bout sa révolution pour transformer ensuite celle-ci en une révolution communiste.

Karl Marx pensait que dans la révolution prochaine le rôle essentiel serait joué par l'Allemagne, à cause du profond antagonisme de classe entre la bourgeoisie et la noblesse féodale, qui devait donner à la révolution dans ce pays un caractère plus radical qu'ailleurs. Cette révolution bourgeoise allemande se produisant à un stade de développement économique et social plus avancé que celui des révolutions bourgeoises antérieures, française et anglaise, devait constituer, par son caractère radical, le prélude de la révolution prolétarienne [1].

De Février à Juin.

La Révolution de Février surprit Karl Marx à Bruxelles, d'où il fut presque aussitôt expulsé. Répondant à une invitation de Flocon [2], membre du Gouvernement provisoire, il se rendit à Paris où il avait reçu le mandat de reconstituer le Comité central de la Ligue des Communistes, qui avait jusqu'alors siégé à Londres. Il ne resta à Paris qu'un mois pendant lequel il s'occupa, après la reconstitution de ce Comité, de préparer l'organisation de la révolution allemande qui éclatait en mars successivement à Vienne et à Berlin.

Dans un appel lancé au nom de la Ligue des Communistes, il invitait le peuple allemand à proclamer une république unitaire, à donner à cette république un caractère socialiste par la nationalisation des biens féodaux, des mines et des moyens de transport et à s'armer pour la défense [3]. Puis il se rendit à Cologne, centre de la région la plus industrielle de l'Allemagne, pour diriger de là l'action révolutionnaire.

Mais il s'aperçoit, dès son arrivée dans cette ville, que le programme radical qu'il avait établi est inapplicable à cause de la faiblesse du prolétariat, de l'apathie des classes moyennes et de la crainte de la bourgeoisie de favoriser par son action une révolution prolétarienne. Il change aussitôt de tactique, car il n'a pas cet esprit dogmatique qui prétend imposer ses vues au réel.

Il renonce donc au programme révolutionnaire communiste, qui aurait eu pour effet de menacer les conquêtes de la révolution en amenant une rupture complète entre la bourgeoisie et le prolétariat, et s'efforce au contraire d'unir

1. Cf. *Le Manifeste Communiste*, pp. 36-37.
2.

Paris, le 1er mars 1848.

Cher et vaillant Marx,

Le sol de la République française est le refuge de tous les amis de la liberté. La tyrannie vous a banni, la libre France vous ouvre ses portes à vous et à tous ceux qui luttent pour la sainte cause de la fraternité des peuples. Salut et fraternité.

Ferdinand Flocon.

3. Cf. *Le Manifeste Communiste*, p. 47.

dans un mouvement démocratique tous les éléments révolutionnaires, bourgeoisie dirigeante, classes moyennes et prolétariat, pour achever la destruction du régime féodal et créer, par l'établissement du régime bourgeois, les conditions préalables nécessaires à la révolution prolétarienne.

Il fonde à cet effet un journal, *La nouvelle Gazette rhénane*, pour stimuler la bourgeoisie à parachever la révolution qu'elle a commencée.

Cette tactique nouvelle échoue, parce que la tendance contre-révolutionnaire s'accentue constamment dans la bourgeoisie qui, dès son accès au pouvoir, s'appuie de plus en plus sur les éléments conservateurs et réactionnaires, monarchie, noblesse, bureaucratie et armée, pour défendre, avec leur aide, ses intérêts de classe menacés par le prolétariat.

Cette attitude conservatrice, qui se manifeste aussi bien dans les parlements de Berlin et de Vienne qu'à l'assemblée de Francfort, se confirme encore après l'écrasement du prolétariat français dans les journées de Juin.

Seul à peu près dans toute la presse européenne, Karl Marx, qui s'était jusqu'alors abstenu de faire dans son journal une politique communiste pour ne pas rompre le front démocratique, fait une magnifique apologie du prolétariat parisien et stigmatise l'égoïsme de classe de la bourgeoisie française qui, après s'être servie du prolétariat pour s'élever au pouvoir, n'avait pas hésité à le pousser à la révolte, pour le faire massacrer par l'armée et la garde nationale [1].

Après la trahison de la bourgeoisie allemande.

Pour faire face à la contre-révolution qui grandissait dans toute l'Europe après l'écrasement du prolétariat parisien et sauvegarder les conquêtes révolutionnaires, Karl Marx pensait que le moyen le plus efficace serait une guerre contre la Russie, bastion de la réaction européenne. De cette guerre il espérait un redressement de toutes les forces révolutionnaires face à la réaction absolutiste et féodale dans laquelle la bourgeoisie conservatrice trouvait un appui.

Cette guerre contre la Russie, il espéra d'abord qu'elle serait déclenchée par le soulèvement de la Pologne prussienne, puis par le conflit entre la Prusse et le Danemark soutenu par la Russie ; mais l'écrasement rapide de l'insurrection polonaise et l'armistice conclu entre le Danemark et la Prusse réduisirent cet espoir à néant.

Fort de ces deux victoires, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV, que la

---

1. Article de la *Nouvelle Gazette rhénane* du 29 juin 1848.
Cf. KARL MARX : *Les luttes de classes en France*, 1848-1850. *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Ed. Sociales, 1948, pp. 59-60 :
« La fraternité des classes antagonistes dont l'une exploite l'autre, cette fraternité proclamée en Février, inscrite en grandes lettres au front de Paris, sur chaque prison, sur chaque caserne, son expression véritable, authentique, prosaïque, c'est la guerre civile, sous sa forme la plus effroyable, la guerre entre le Capital et le Travail. Cette fraternité flamboyait à toutes les fenêtres de Paris, dans la soirée du 25 juin quand la bourgeoisie illuminait, alors que le Paris du prolétariat brûlait, saignait, râlait...
« La révolution de Février fut la *belle* révolution, la révolution de la sympathie générale parce que les antagonismes, unis dans la lutte contre la royauté, sommeillaient... La révolution de Juin est la révolution *haïssable*, la révolution répugnante, parce que la chose a remplacé la phrase, parce que la révolution a mis à nu la tête du monstre, en abattant la couronne qui le dissimulait...
« Aucune des nombreuses révolutions de la bourgeoisie française ne fut un attentat contre l'ordre, car chacune laissait subsister la domination de classe, laissait subsister l'esclavage des ouvriers, laissait subsister l'ordre bourgeois, chaque fois qu'était modifiée la forme politique de cette domination et de cet esclavage. Juin a porté atteinte à cet ordre ! Malheur à Juin ! »

bourgeoisie avait laissé sur le trône, chassa celle-ci du pouvoir en faisant appel à l'armée. C'est également en faisant appel à l'armée que l'empereur d'Autriche put reprendre le pouvoir, en écrasant le 1er novembre 1848 le prolétariat viennois qui s'était soulevé.

L'échec de ce soulèvement qui n'avait reçu aucun appui de la part des démocrates allemands, malgré les exhortations pressantes de Karl Marx, marquait le renversement décisif des rapports de forces en Allemagne entre la Révolution et la Contre-révolution, et, au lendemain même de la chute de Vienne, Frédéric-Guillaume IV, reléguant le Parlement prussien en province, abrogeait la Constitution.

Dégageant alors la leçon de ce double échec dû à la trahison de la bourgeoisie allemande, qui avait failli à sa tâche historique d'abattre, comme l'avait fait la bourgeoisie française, le régime absolutiste et féodal, Karl Marx pensait qu'une seule alternative se présentait désormais en Allemagne : le retour à la monarchie absolue ou la révolution prolétarienne.

Une dernière possibilité révolutionnaire bourgeoise devait cependant s'offrir encore en Allemagne à l'occasion du conflit provoqué par la Constitution entre le Parlement de Francfort, qui venait de l'élaborer, et les souverains, en particulier le roi de Prusse, qui refusaient de la reconnaître. Un soulèvement populaire, né de ce conflit dans les états de l'Allemagne du Sud, ne devait trouver aucun appui dans le Parlement de Francfort, composé de bavards impénitents, incapables d'action, et devait être rapidement écrasé, en même temps que ce Parlement était dissous.

Devant l'échec de cette insurrection, qui marquait la fin de la révolution en Allemagne, Karl Marx reporta son espoir sur la France, où il se rendit en juin 1849, pensant que la révolution ne tarderait pas à y éclater à nouveau et qu'à l'exemple de la France toute l'Europe se soulèverait. Ce soulèvement devait s'accompagner d'une guerre contre l'Angleterre, la grande puissance capitaliste, qui, maintenant que la révolution se dirigeait non plus contre le régime absolutiste et féodal, mais contre la bourgeoisie, remplaçait, aux yeux de Karl Marx, la Russie comme bastion de la contre-révolution.

Mais son espoir, là encore, ne devait pas se réaliser, car le prolétariat parisien, décimé en Juin 1848, était incapable de se soulever, et c'était au contraire la contre-révolution, comme l'avaient déjà montré l'élection de Louis Bonaparte à la présidence de la République en décembre 1848 et le triomphe du parti de l'ordre aux élections de mai 1849, qui l'emportait de plus en plus.

Karl Marx ne devait pas tarder à être lui-même victime de ce mouvement réactionnaire. A peine installé à Paris, il recevait en effet, le 19 juillet, l'ordre de quitter cette ville avec sa famille pour se rendre dans le Morbihan. Refusant d'obéir à cet ordre, il se réfugiait en août en Angleterre, où il devait rester jusqu'à la fin de ses jours.

Malgré toutes ces déconvenues, Karl Marx conservait avec les autres émigrés de Londres l'espoir d'une reprise prochaine de la révolution. Il réorganisa, à cet effet, la Ligue des Communistes qui, dans la période de réaction qui s'ouvrait, devait de nouveau servir d'organisme directeur au mouvement révolutionnaire prolétarien, redevenu clandestin. En même temps il fondait une revue, pour laquelle il reprenait le titre de son journal *Nouvelle Gazette rhénane* ; il se proposait d'y analyser l'ensemble des événements révolutionnaires, pour en dégager de nouvelles leçons de tactique prolétarienne.

Cela l'amenait à choisir comme objet d'étude non plus l'Allemagne qui,

du fait de la carence de la bourgeoisie et des classes moyennes et de la faiblesse du prolétariat, ne lui paraissait plus offrir de perspective révolutionnaire, mais la France, où l'opposition de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat s'était nettement affirmée dans les journées de Juin et où se manifestaient ainsi plus clairement les conditions dans lesquelles s'engagerait la prochaine révolution prolétarienne [1].

Le rôle des facteurs économiques.

Amené par l'étude du mouvement révolutionnaire français à analyser les raisons économiques et sociales de la Révolution et de la Contre-révolution, il devait se rendre compte qu'à la crise de 1847, qui avait provoqué la révolution, succédait depuis le début de 1849 une période de prospérité, marquée par la reprise rapide des affaires qui, supprimant la base réelle de la révolution, expliquait le succès de la Contre-révolution.

Cela devait déterminer chez lui un changement radical d'attitude vis-à-vis du mouvement révolutionnaire. Renonçant à l'espoir d'un triomphe prochain de la révolution, il entrait en conflit avec la majorité des membres de la Ligue des Communistes qui, méconnaissant la situation réelle, se proposaient de provoquer, par des conjurations et des complots, un nouveau mouvement révolutionnaire en Europe. Comme il condamnait cette tactique, vouée à un inéluctable échec, Karl Marx fut accusé de trahison, ce qui entraîna en septembre 1850 une scission dans la Ligue des Communistes, qui n'y survécut pas.

Se retirant alors momentanément de la lutte politique pour se consacrer à l'étude de l'économie politique, Karl Marx devait faire un an plus tard, en s'appuyant sur cette étude, une analyse approfondie de la Révolution de 1848 en France, qui venait de trouver sa conclusion dans le coup d'Etat du 2 Décembre 1851.

Reprenant et complétant l'esquisse qu'il en avait tracé dans *Les luttes de classes en France de 1848 à 1850*, il exposait, immédiatement après le coup d'Etat, les traits essentiels de ce mouvement révolutionnaire dans un livre célèbre qui passe à bon droit pour un modèle d'analyse historique : *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte.*

Il montrait qu'à la différence de la Révolution de 1789 qui avait eu pour but et pour effet de remplacer la société féodale par la société bourgeoise adaptée à la mise en œuvre de forces nouvelles de production, la Révolution de 1848 n'avait été qu'en apparence seulement une révolution sociale. Son but avait été, en effet, non la transformation radicale de la société bourgeoise, mais l'adaptation de celle-ci aux intérêts des différentes fractions rivales de la classe possédante. La lutte, limitée dans l'ensemble à ces fractions, avait eu cependant comme résultat essentiel de créer, par l'antagonisme irréductible entre la bourgeoisie et le prolétariat, né des journées de Juin, les conditions nécessaires au développement d'une révolution sociale communiste [2].

L'objet de la Révolution de 1848 avait été en effet de remplacer au pouvoir l'oligarchie financière, qui dominait sous Louis-Philippe, par les autres fractions

---

1. Ces articles ont été réunis et publiés sous le titre de *Les luttes de classes en France de 1848 à 1850*.

2. Cf. *Les luttes de classes en France*, 1848-1850. — *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Ed. Sociales, 1948, pp. 173-176.

de la classe possédante liguées contre celle-ci : grands propriétaires fonciers, bourgeoisie industrielle dont les intérêts s'opposaient à ceux de la haute banque, « capacités » (médecins, avocats, intellectuels) privées de pouvoir politique par le suffrage censitaire, classes moyennes victimes de la concurrence, paysannerie ruinée par les prêts hypothécaires.

Le mécontentement de toutes ces fractions de la bourgeoisie, aggravé par les mauvaises récoltes et par la crise industrielle de 1847, devait, sous l'impulsion du prolétariat qui portait le poids principal de cette crise, faire éclater la Révolution de Février [1].

Comme en 1830, le prolétariat était immédiatement frustré du fruit de la victoire qu'il avait payée de son sang, et écarté du pouvoir que se partageaient et se disputaient les différentes fractions oppositionnelles de la bourgeoisie. Celles-ci devaient être, du reste, sucessivement éliminées du gouvernement par l'oligarchie financière, qui, momentanément privée du pouvoir, allait bientôt le reprendre, pour en être peu après chassée par Louis Bonaparte [2].

De ce fait, la Révolution de 1848, au lieu de suivre comme la Révolution de 1789 une marche ascendante qui avait amené successivement au pouvoir les Constitutionnels, les Girondins et les Montagnards, allait suivre une ligne descendante marquée par l'élimination successive des partis les plus avancés par la contre-révolution, qui trouvait finalement, avec le coup d'Etat du Deux-Décembre, sa conclusion logique [3].

La ligne descendante de la Révolution de 1848.

La première période, qui s'étend du 24 février au 4 mai 1848, date de la réunion de l'Assemblée Constituante, est caractérisée par la réunion des éléments disparates de l'opposition victorieuse dans le gouvernement provisoire. Celui-ci, pour se faire accepter du prolétariat révolutionnaire, doit donner à la République, proclamée sous la pression populaire, une apparence démocratique en l'entourant d'institutions sociales [4].

Du fait de l'impuissance du prolétariat à imposer une organisation nouvelle du travail, conforme à ses intérêts de classe, ces institutions, en particulier la Commission chargée de rechercher les moyens d'améliorer les conditions des classes laborieuses, restent totalement inopérantes. Incapable de supprimer la cause véritable de sa misère, qui est le salariat, organisation de travail propre au régime capitaliste, le prolétariat ne pouvait s'affranchir effectivement et devait tendre à le faire de manière illusoire, en s'enivrant de l'idéal de fraternité, de fraternisation universelle, derrière lequel la bourgeoisie, ébranlée par la secousse révolutionnaire, masquait momentanément les antagonismes de classes [5].

Regroupant ses forces à l'abri de ce masque, la bourgeoisie, laissant le prolétariat s'enivrer de cet idéal de fraternité, s'emparait de la réalité du pouvoir : du gouvernement et de l'administration de l'Etat.

---

1. Cf. *Les luttes de classes en France*, 1848-1850. — *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte.* Ed. Sociales, 1948, p. 43.
2. Cf. *Ibid.*, p. 44.
3. Cf. *Ibid.*, p. 195-196.
4. Cf. *Ibid.*, p. 45.
5. Cf. *Ibid.*, p. 46-47.

Comme le régime capitaliste n'était pas en cause et que toutes les classes sociales s'étaient apparemment ralliées à la République, le gouvernement provisoire n'entra pas en lutte contre les éléments conservateurs et réactionnaires ; il se contenta d'adapter l'organisation politique et sociale aux intérêts de l'ensemble de la classe possédante et de donner ainsi une assise plus large et plus solide à la domination de la bourgoisie.

En dépit de l'apparente suprématie des classes moyennes dans le gouvernement provisoire, ce fut en fait la grande bourgeoisie qui resta maîtresse de l'Etat, grâce au pouvoir financier dont elle disposait. Pour s'assurer l'appui des banques, le gouvernement provisoire dut, en effet, garantir les intérêts des créanciers de l'Etat, ce qui épuisa ses ressources et l'amena à faire peser sur les classes moyennes et la paysannerie tout le poids des mesures financières prises pour pallier ses embarras financiers : remplacement du montant des livrets de caisse d'épargne par des bons du Trésor vendus à vil prix par les petits bourgeois appauvris par la crise, impôt additionnel de 45 centimes sur les quatre contributions frappant principalement les paysans qui, faisant ainsi les frais de la révolution, devaient fournir le gros contingent de la Contre-révolution, qui déjà se préparait [1].

Dès le début apparaissait ainsi le caractère conservateur de la Révolution de 1848, qui, au lieu de libérer les classes moyennes et la paysannerie, faisait peser sur elles tout le poids des impôts. En même temps qu'il les écrasait ainsi, le Gouvernement provisoire détournait leur colère contre les ouvriers occupés à d'inutiles et onéreux travaux de terrassement dans les dérisoires Ateliers Nationaux, sur lesquels se portait toute la haine des petits bourgeois et des paysans ruinés et aigris [2].

La deuxième période de la révolution qui va du 4 mai 1848, à mai 1849, est caractérisée par la consolidation de la bourgeoisie dirigeante et la montée de la Contre-révolution.

L'œuvre essentielle de l'Assemblée Constituante où dominaient les partis bourgeois, fut de ramener entièrement à la mesure bourgeoise la révolution de Février en lui enlevant les apparences sociales qui lui avaient tout d'abord été données, ce qu'elle ne pouvait faire qu'en écrasant le prolétariat [3].

Après avoir réprimé une tentative faite par celui-ci pour la dissoudre par la force et emprisonné à la faveur de cette répression Blanqui et les communistes révolutionnaires, l'Assemblée, sûre de l'appui des classes moyennes, poussa le prolétariat à la révolte, en ordonnant le renvoi des ouvriers célibataires des Ateliers Nationaux.

Les ouvriers répondirent à cette mesure le 22 juin par une formidable insurrection, qui fut écrasée au cours d'une lutte de cinq jours, par l'action conjuguée de l'armée et de la garde nationale, commandée par le général Cavaignac.

Cette lutte, qui constituait la première grande bataille sociale entre la bourgeoisie et le prolétariat, dissipa les illusions de fraternisation et donna au prolétariat la notion de l'antagonisme irréductible de classe qui l'oppose à la bourgeoisie [4].

Le premier effet de la défaite du prolétariat fut de permettre le regroupement

---

1. Cf. *Ibid.*, p. 50-52.
2. Cf. *Ibid.*, p. 54-55.
3. Cf. *Ibid.*, pp. 57-58.
4. Cf. *Ibid.*, pp. 60 et 180.

dans le parti de « l'ordre, » des deux fractions réactionnaires royalistes de la bourgeoisie, les légitimistes représentant la grande propriété foncière et les orléanistes, représentant le capital financier, qui après avoir pris, au lendemain de la révolution, le masque républicain, affirmaient maintenant ouvertement leurs sentiments contre-révolutionnaires et allaient abattre successivement les fractions les plus avancées de la bourgeoisie en les combattant au nom de « l'ordre » [1].

La première victime de ce mouvement contre-révolutionnaire devait être le parti social-démocrate, représentant les classes moyennes semi-prolétarisées. Il fut chassé du gouvernement par le parti républicain national, qui dominait l'Assemblée constituante et dont le chef militaire, le général Cavaignac, venait de s'illustrer par la répression impitoyable de l'insurrection ouvrière [2].

L'activité de ce parti, qui n'avait pas de solides assises sociales, étant surtout composé d'intellectuels, devait avoir un caractère essentiellement contre-révolutionnaire. Après avoir écrasé le prolétariat et éliminé du pouvoir le parti social-démocrate, il favorisait en effet, en supprimant les concordats, la mainmise de la haute finance sur la petite industrie artisanale et le petit commerce, qui récoltaient comme fruit de l'aide qu'ils avaient apportée à l'écrasement du prolétariat, la liquidation judiciaire et la banqueroute [3].

Après avoir, par cette politique réactionnaire, ouvert la voie au parti de l'ordre, le parti républicain national ne devait pas tarder à être lui-même victime de ce parti et l'histoire de l'Assemblée nationale, après Juin, est celle de sa rapide désagrégation. Son œuvre marquante fut l'élaboration de la Constitution qui, à part le remplacement du suffrage censitaire par le suffrage universel, conservait l'essentiel de la charte constitutionnelle de 1830. Il s'y ajoutait simplement la proclamation de toute une série de libertés formelles : liberté de presse, de parole, d'association dont l'exercice était subordonné à l'intérêt de la sûreté générale, c'est-à-dire en fait à l'intérêt de la classe dominante. Par la suite, chaque parti devait se prévaloir de cette Constitution pour demander aussi bien le maintien que la suppression de ces libertés qui, en même temps qu'elles étaient proclamées, étaient abolies en fait par leur subordination à l' « intérêt public » [4].

Le point faible de cette Constitution était de créer deux puissances souveraines : l'assemblée législative et le Président, élu directement par tous les Français, et chef du pouvoir exécutif, et d'engendrer par là même un conflit entre ces deux puissances qui allait amener, avec le coup d'état, la fin du régime républicain.

L'élection de Louis Bonaparte à la présidence de la République, le 10 décembre 1848, devait marquer le début de la chute du parti républicain national, que la grande bourgeoisie n'avait soutenu que pour son action contre le prolétariat et les classes moyennes et qu'elle allait maintenant combattre au nom de « l'ordre », à cause de son reste de tendances libérales.

Dès son accession au pouvoir, en effet, Louis Napoléon constitua un ministère avec Odilon Barrot, dernier ministre de Louis-Philippe, qui chassa les républicains des postes administratifs élevés qu'ils occupaient et les remplaça par des monarchistes. Cette lutte entre les républicains nationaux et le Président, qui revêtait en apparence la forme d'un conflit entre le pouvoir législatif et le pouvoir

1. Cf. *Ibid.*, pp. 180-181 et 189.
2. Cf. *Ibid.*, p. 65.
3. Cf. *Ibid.*, p. 66.
4. Cf. *Ibid.*, p. 184-186.

exécutif, constituait en fait une lutte entre la moyenne bourgeoisie, restée attachée à la forme républicaine, et la grande bourgeoisie royaliste, groupée dans le parti de l'ordre. Celui-ci voyait dans la république présidentielle ce qu'elle était vraiment, à savoir une monarchie restaurée qui permettait de réaliser, sur le plan législatif et administratif, les conditions nécessaires à l'asservissement du prolétariat [1].

Dans leur lutte contre le Président, les républicains nationaux, ne voulant pas s'appuyer directement sur le peuple par crainte d'une insurrection prolétarienne, se laissèrent progressivement dominer par le parti de l'ordre et se résignèrent, sans trop de résistance, à laisser dissoudre l'Assemblée.

Les élections législatives de mai 1849, qui ouvrent la troisième et dernière période de la Révolution de 1848 en France, marquent un très grand succès du parti de l'ordre, qui dispose d'une grande majorité à l'assemblée. Le parti républicain national sort écrasé de ces élections, tandis que l'opposition démocratique, groupée dans la Montagne, réussit à enlever plus de deux cents sièges.

La faiblesse de la Montagne qui faisait, par son seul nom, figure de parti révolutionnaire, tenait à sa constitution sociale petite-bourgeoise, qui la portait non à abolir le régime capitaliste par l'accentuation des antagonismes sociaux, mais à atténuer au contraire ceux-ci pour les transformer en une harmonie propre à sauvegarder les intérêts des classes moyennes [2].

Dès l'ouverture de l'Assemblée législative, la lutte s'engage entre la Montagne et le parti de l'ordre à l'occasion de la mise en accusation de Louis Bonaparte et de ses ministres à la suite de l'expédition de Rome, qui avait abouti à un massacre des démocrates. Cette mise en accusation ayant été rejetée, la Montagne organise une démonstration pacifique, aisément dispersée, qui permet au parti de l'ordre de traduire en Haute Cour une partie des membres dirigeants de la Montagne, tandis qu'une autre partie s'enfuit à l'étranger.

A la suite de cet échec de la Montagne, le parti de l'Ordre est désormais tout puissant à l'assemblée. Cependant son succès même ne va pas sans l'affaiblir, car en frappant les députés de la Montagne, il diminue le régime parlementaire au seul profit de Louis-Bonaparte avec lequel il ne tarde pas à entrer en conflit [3].

Celui-ci s'appuyait sur l'armée et sur tous les mécontents, en particulier sur les paysans qui l'avaient porté à la Présidence par haine de la bourgeoisie. Favorisés sous la Révolution de 1789 par la classe bourgeoise, qui voyait dans la propriété paysanne parcellaire une garantie contre tout retour offensif du féodalisme, les paysans étaient maintenant opprimés par cette même classe, qui les réduisait à la misère par les prêts hypothécaires, ceux-ci constituant en effet une charge aussi lourde que l'avaient été les servitudes féodales. Cependant, au lieu de se rapprocher du prolétariat pour lutter avec lui contre l'exploitation capitaliste, les paysans, effrayés par une propagande qui leur présentait les ouvriers comme des « partageux », mettaient leur confiance dans Bonaparte et avec lui dans l'Etat qui, loin d'atténuer leur misère, devait l'aggraver par des charges fiscales de plus en plus lourdes [4].

Remplaçant en novembre 1849 Odilon Barrot par une de ses créatures, Hautpoul, Bonaparte a désormais la libre disposition du pouvoir exécutif : armée,

---

1. Cf. *Ibid.*, pp. 77, 85-86.
2. Cf. *Ibid.*, p. 200-201.
3. Cf. *Ibid.*, p. 205-207.
4. Cf. *Ibid.*, p. 108-109 et 257-262.

administration, police. Ne se sentant toutefois pas encore assez fort pour impos sa dictature, il laisse l'apparence du pouvoir au parti de l'ordre qui réagit du res au début assez vigoureusement contre les velléités de pouvoir personnel du Pr sident.

Le conflit entre eux est momentanément différé par le succès assez consid rable remporté aux élections du 10 mars 1850 par la Montagne qui bénéficie d mécontentement des classes moyennes, de la paysannerie et du prolétariat. Pou abattre la Montagne, le parti de l'ordre abolit le suffrage universel en radiant tro millions d'électeurs faisant partie des classes non possédantes.

Mais en transformant ainsi la République en un pouvoir autocratique et e continuant à affaiblir le régime parlementaire, le parti de l'ordre renforce l'aut rité du Président et se dissocie rapidement dans la lutte qui ne tarde pas reprendre contre celui-ci.

Après avoir gagné l'armée par ses libéralités et s'être constitué, avec la Sociét du 10 Décembre, composée du rebut de la population, une garde prétorienne Louis Bonaparte se fait acclamer dans ses tournées en province comme le gardie de l'ordre public.

Abandonnant dans le conflit qui l'oppose au Président successivement toute les prérogatives parlementaires, le parti de l'ordre se laisse finalement arrache le reste de pouvoir réel qu'il détenait encore en acceptant la destitution de so général Changarnier qui avait succédé à Cavaignac comme chef de l'armée e de la garde nationale.

La dissociation du parti de l'ordre, privé désormais de tout pouvoir et d tout appui, se manifeste le 29 mai 1851 lors du vote sur la révision de la Consti tution, réclamée par les Bonapartistes, pour permettre la réélection de Louis Bona parte. Le rejet de cette demande de révision provoque une scission dans le part de l'ordre, dont un nombre de plus en plus grand de membres se rallie à Bona parte.

Consciente de son impuissance, l'Assemblée législative s'ajourne alors d 10 août au 4 novembre, permettant à Bonaparte de préparer, en son absence tout à loisir son coup d'Etat.

Il y est aidé par une notable partie de la bourgeoisie dirigeante qui, réprou vant les luttes parlementaires, qui symbolisent pour elle l'anarchie, abandonne l parti de l'ordre pour se ranger derrière Bonaparte : elle subordonne ainsi, pou la sauvegarde de ses privilèges de classe, ses intérêts politiques à ses intérêts écono miques et sociaux [1].

Encouragé par les applaudissements de plus en plus nombreux qui l'accueillen maintenant dans ses tournées lorsqu'il attaque l'Assemblée nationale et la dénonc comme un foyer d'anarchie, et par les votes des conseils généraux qui en aoû se prononcent unanimement en sa faveur, Bonaparte n'hésite plus. Dès la rentré de l'Assemblée, le 4 novembre, il demande par un message le rétablissement d suffrage universel pour gagner la faveur populaire ; après le rejet de son messag par l'Assemblée le 13 novembre, il rassemble à Paris les régiments les plus sûr et le 2 décembre il disperse l'Assemblée Législative tombée en discrédit, et instaur la dictature en décrétant l'état de siège.

Ce coup d'Etat marquait, en même temps que la fin du régime parlementaire celle de la Révolution.

---

1. Cf. *Ibid.*, pp. 241-242.

La bourgeoisie qui avait écrasé le prolétariat dans les journées de Juin subissait, par un juste retour des choses, les conséquences de sa propre politique. Elle avait fait appel au sabre et c'était le sabre qui la frappait, elle avait décrété l'état de siège et c'était contre elle que l'état de siège était proclamé [1]. Dans sa détresse l'Assemblée avait adressé un appel au peuple, mais le prolétariat avait eu raison de ne pas se soulever, car son soulèvement aurait immédiatement rallié contre lui tous les défenseurs de l'ordre et lui aurait valu un renouveau des massacres de Juin [2].

Au demeurant, la bourgeoisie restait, en dépit des apparences, maîtresse du pouvoir et en soutenant Bonaparte, ses représentants les plus avisés avaient compris que c'était par lui qu'ils pouvaient le mieux imposer leur dictature de classe.

Contraint de renforcer le pouvoir économique et social de la bourgeoisie, tout en lui enlevant apparemment son pouvoir politique, Bonaparte ne pouvait le faire qu'au détriment des classes laborieuses qui l'avaient en partie porté au pouvoir, au détriment des paysans sur lesquels il devait continuer à faire peser les charges hypothécaires et fiscales et des ouvriers qu'il devait maintenir dans un état de servitude, tout en faisant miroiter à leurs yeux un avenir meilleur [3].

Ces contradictions constituaient la grande faiblesse de son régime et c'est d'elles qu'il devait succomber, pensait Karl Marx, lors d'une nouvelle grande crise économique qui favoriserait, comme celle de 1847, la jonction des classes moyennes et du prolétariat.

Un siècle après.

Il n'est pas sans intérêt d'étudier, à la lumière de l'analyse faite par Karl Marx de la Révolution de 1848, l'évolution présente de la lutte de classes en France qui, malgré de grandes différences dans la situation économique, politique et sociale, offre d'instructives analogies avec le déroulement de la lutte de classes de 1848 à 1851.

En 1848 le prolétariat impuissant, frustré du fruit de la victoire révolutionnaire qu'il a remportée, s'enivre d'un idéal de fraternité, qui masque momentanément les antagonismes de classes. A l'abri de ce masque, la bourgeoisie dirigeante s'empare des postes essentiels de l'Etat, soulève ensuite les classes moyennes, artisans, petits commerçants et paysans contre le prolétariat, par une propagande anticommuniste, et profite de l'appui de ces classes, pour massacrer le prolétariat dans les journées de Juin.

Ruinant ensuite les classes moyennes par l'aggravation des impôts et le rejet des concordats qui favorisent par les faillites qu'ils provoquent le processus de concentration du capital, elle fait abattre successivement tous les partis démocratiques qui représentent ces classes par le parti de l'ordre, et remplace finalement celui-ci par le césarisme, qui lui offre le maximum de garantie pour la défense de ses intérêts de classe.

Après 1944, l'idéologie de la libération, remplaçant celle de la fraternité, sert à masquer pour un temps les antagonismes de classes. A l'abri de ce masque, la bourgeoisie dirigeante garde, malgré les concessions qu'elle doit faire au prolétariat, les principaux leviers de commande de l'Etat et de la production et s'em-

---

1. Cf. *Ibid.*, pp. 253-254.
2. Cf. *Ibid.*, p. 255.
3. Cf. *Ibid.*, pp. 264-265.

pare progressivement de la presse. Rendant alors la classe ouvrière responsable de la hausse des prix, dont elle est le principal bénéficiaire, elle essaie d'en profiter pour dresser contre le prolétariat les classes moyennes, ruinées par cette hausse, opérer, à l'abri de cette opposition, un reclassement politique axé non plus sur la Libération mais sur l'anticommunisme et utiliser ce reclassement qui désagrège les partis politiques des classes moyennes, privés de plus en plus du soutien populaire, pour reconquérir entièrement le pouvoir. Elle rejoint ainsi la politique américaine qui, sur le plan mondial, tend également à profiter de la crise pour désagréger les moyennes nations capitalistes et les grouper sous sa direction dans une action commune contre l'U.R.S.S.

La différence essentielle qui distingue cette politique contre-révolutionnaire de celle de 1848-1851, tient à la force beaucoup plus considérable de l'organisation politique et syndicale du prolétariat, aux nationalisations qui ont affaibli la domination exclusive du capitalisme, surtout au renforcement de la puissance de l'U.R.S.S. et à la décadence du régime capitaliste. Tandis, en effet, que l'ère de prospérité qui succédait à partir de 1849 à la crise de 1847, donnait une assise solide à la contre-révolution, on assiste maintenant à un effondrement dont la manifestation la plus éclatante est la guerre elle-même, moyen suprême de pallier les grandes crises de ce régime et qui, à la différence de ce qui s'était passé en 1918, après la première guerre mondiale, reste sans effets durables sur la reprise et la stabilisation des affaires. Cet effondrement rend inopérants les palliatifs qu'après la crise de 1919 le capitalisme avait cru trouver, car la domination exclusive du capitalisme américain, qui a un besoin urgent de tous les marchés pour remédier à sa propre crise, implique, par l'ouverture des frontières à laquelle il subordonne son appui financier, la ruine des industries nationales, c'est-à-dire l'aggravation de la crise mondiale, à laquelle seule l'organisation socialiste de la production pourra mettre fin.

LE COMMUNISME MATÉRIALISTE EN FRANCE AVANT 1848

UN PRÉCURSEUR : THEODORE DEZAMY

par Roger GARAUDY

La révolution industrielle, en faisant apparaître et en aiguisant les contradictions internes du capitalisme et les conflits de classes, a posé aux penseurs français, dès la première moitié du XIXe siècle, des problèmes d'économie politique, d'histoire et de philosophie.

Chaque classe sociale et chaque fraction de classe aperçut avec sa perspective propre le panorama mouvant de cette société en pleine métamorphose. L'aristocratie avait en partie survécu aux révolutions bourgeoises et prolongeait jusqu'en 1848 les survivances féodales ; la banque et ses spéculations avaient fait de la haute finance l'un des personnages décisifs de la monarchie de Juillet ; l'industrie était en plein essor : la production industrielle triple de 1827 à 1843, le nombre des métiers mécaniques dans le textile passe de 5.000 en 1834 à 31.000 en 1846, celui des chevaux-vapeurs employés augmente dans la proportion de 1 à 6 de 1830 à 1847. Pendant la même période, stimulées par la naissance des chemins de fer, l'extraction du charbon a doublé et la production de la fonte triplé. Le patronat industriel prend donc une place grandissante dans la vie sociale et le prolétariat industriel se concentre lentement : il ne compte guère plus d'un million de personnes en 1848. En 1845 il n'y a encore que 3.200 entreprises comptant plus de 50 ouvriers. 135 en comptent plus de 500.

Malgré cet essor du capitalisme, la France demeure encore très nettement, avant 1848, un pays où l'agriculture domine. La prépondérance du revenu agricole et de la propriété immobilière est écrasante: sur un revenu d'environ 3 milliards, la propriété non bâtie représente 1.825 millions, la propriété bâtie 738 millions et la propriété mobilière 420 millions, c'est-à-dire moins de 1/6 de l'ensemble. En 1830, 85 % de la population française vit de l'agriculture, en 1848 encore 75 %.

A côté des grands domaines d'allure féodale pullule une petite paysannerie parcellaire de plus de 7 millions de propriétaires en 1848.

Dans les villes, à côté de la haute finance et de l'industrie, existe également une poussière de petits rentiers, de petites entreprises artisanales et de petites boutiques. 120.000 rentiers, 150.000 petits artisans, 1 million et demi de patentés.

Chacune de ces catégories sociales, en dehors des 200.000 personnes qui contrôlent la vie économique et dirigent la politique de la nation, rêve d'une solution des problèmes qui donne satisfaction à ses intérêts de classe, qui la mette à l'abri des crises qui disloquent déjà périodiquement le régime, qui lui garantisse l'avenir : du féodal qui ne se résigne pas à la décadence au boutiquier redoutant la faillite, du petit paysan rongé d'hypothèques et guetté par l'usurier, à l'ouvrier, au salaire menacé et voué au chômage, chacun écoute le rêveur qui propose une panacée.

De ce tableau sommaire des rapports de forces et des rapports de classe, de 1830 à 1848, il ressort que la production industrielle ne domine pas encore l'économie nationale. La bourgeoisie industrielle fait encore figure de « classe moyenne ». Elle n'est pas capable de prendre la tête de toute la bourgeoisie et de pousser jusqu'au bout sa lutte de classe. Jusqu'en 1848, cette bourgeoisie industrielle sera une fraction de l'opposition et elle aura besoin de l'appoint du mouvement politique ouvrier pour jouer son jeu.

La classe ouvrière, dont la croissance est parallèle à celle de la grande industrie, n'a pas non plus la force suffisante pour constituer une force politique vraiment indépendante. Sa lutte de classe contre le grand patronat industriel n'est pas encore le drame historique décisif.

Socialistes et communistes.

Aussi, jusqu'en 1848, les diverses formes de socialisme révèlent-elles plus souvent les révoltes de la petite bourgeoisie, menacée d'être rejetée dans le prolétariat, que la conscience de classe des ouvriers.

Les contradictions capitalistes le plus souvent dénoncées sont celles qui mettent en péril les intérêts des classes moyennes, artisans, petits commerçants, paysans. L'anarchie de la production et l'usure sont ainsi plus souvent analysées et dénoncées que l'exploitation de l'homme par l'homme et la production de la plus-value qui caractérisent la condition ouvrière.

L'on peut distinguer un courant de pensée socialiste, qui domine à peu près sans partage de 1830 à 1840, et qui exprime l'idéologie petite-bourgeoise influencée à la fois par la grande bourgeoisie et par la poussée ouvrière. Ce courant continue Saint-Simon avec Pierre Leroux, et Fourier avec Victor Considérant. Méconnaissant en général le rôle historique de la classe ouvrière, le socialisme ne met pas au premier plan l'antagonisme des classes, il ne voit pas dans l'Etat l'instrument des dominations de classes, et sa philosophie est idéaliste, teintée de religiosité. Il oscille entre le romantisme féodal chrétien de Lamennais et l'anarchisme bourgeois de Proudhon. Avec Louis Blanc, Pecqueur, Vidal, il révèlera son impuissance pratique en 48 à la Commission du Luxembourg.

Un autre courant se dessine surtout à partir de 1840. Il grandit en même temps que la classe ouvrière. C'est le courant spécifiquement communiste. Mal dégagé d'abord du mouvement républicain bourgeois, il se développera sous l'influence du compagnon de Babeuf, Buonarotti, qui fait le lien entre le jacobinisme de Robespierre, de Marat et de Babeuf d'une part, et l'éveil de la conscience de classe des ouvriers après 1840. Mystique et utopique avec Cabet et Pillot, variante ouvrière du jacobinisme avec Lahautière et Laponneraye, il devient rigoureusement matérialiste avec Dézamy et Blanqui. D'une manière générale, de 1840 à 1848, ce courant communiste s'oppose au courant socialiste en quatre points fondamentaux ;

1. Les communistes voient dans la lutte des classes la loi fondamentale de l'histoire et aperçoivent de plus en plus clairement le rôle historique de la classe ouvrière ;

2. Ils lient étroitement le mouvement ouvrier au mouvement politique et notamment à la lutte pour la République ;

3. Leur philosophie est imprégnée de matérialisme et parfois même reprend, comme Dézamy, toute la philosophie matérialiste du XVIII[e] siècle ;

4. **Enfin ils sont partisans de la lutte et de l'action quotidiennes, soit dans les sociétés secrètes, soit dans des organisations de classes.**

Dans sa préface de 1890, Engels trace fermement cette ligne de démarcation en expliquant pourquoi Marx et lui-même ont appelé leur *Manifeste* non pas *Manifeste socialiste*, mais *Manifeste communiste*.

En 1847, écrit-il, on comprenait sous ce nom de socialiste, deux sortes de gens. D'abord, les adhérents des divers systèmes utopiques, notamment les owenistes en Angleterre et les fouriéristes en France, qui n'étaient déjà plus, les uns et les autres, que de simples sectes agonisantes. D'un autre côté, les charlatans sociaux de tout acabit qui voulaient, à l'aide d'un tas de panacées et avec toutes sortes de rapiéçages, supprimer les misères sociales, sans faire le moindre tort au capital et au profit. Dans les deux cas, des gens qui vivaient en dehors du mouvement ouvrier et qui cherchaient plutôt leur appui auprès des classes « cultivées ». Au contraire cette partie des ouvriers qui, convaincus de l'insuffisance des simples bouleversements politiques, réclamaient une transformation fondamentale de la société, s'appelait alors communiste... *Le socialisme signifiait en 1847 un mouvement bourgeois, le communisme un mouvement ouvrier* [1].

***

Dans ses *Révélations sur le procès des communistes*, du 4 octobre 1852, Engels montre que le communisme allemand était, à l'origine, « un rejeton du communisme ouvrier français, inspiré de réminiscences de Babeuf [2] ». Et il ajoute : « Par l'intermédiaire des combattants (blanquistes) du 12 mai 1839, réfugiés à Londres, on se tenait en relations étroites avec les révolutionnaires français [3]. »

Le développement du mouvement ouvrier qui constitue la base du communisme, s'accéléra après la révolution de 1830. Répressions sanglantes et massacres enseignèrent aux ouvriers à voir le même ennemi dans le patronat qui les exploite et dans le gouvernement qui les mitraille lorsqu'ils luttent contre cette exploitation. Guizot note dans ses *Mémoires* (t. III, p. 425) :

L'insurrection de 1834 a déployé aux yeux de tous la bannière toute politique qu'elle servait, elle a crié bien haut son mot de ralliement : République ! mot bien différent de celui qu'on répétait en 1831 : Tarif !

La répression jetait dans la clandestinité ou dans les prisons les intellectuels du mouvement républicain et les prolétaires du mouvement ouvrier. De ce rapprochement naquirent, dans les cachots et dans les sociétés secrètes, les premières formes du communisme.

Le grand instructeur de ce mouvement néo-babouviste, ce fut le survivant de la Conspiration des Egaux : Buonarotti.

Parmi les premiers théoriciens du communisme en France, de 1840 à 1848, on peut distinguer, en dehors du courant utopique et mystique de Cabet, deux tendances principales : la tendance néo-jacobine de Laponneraye et de Lahautière qui cherchent à déduire de l'idée républicaine les principes du communisme, avec la méthode abstraite des rationalistes métaphysiciens du XVIIIe siècle ; et la tendance proprement matérialiste de Dézamy et de Blanqui qui veulent d'abord

---

1. K. Marx et F. Engels : *Manifeste du Parti communiste*, p. 9. Editions sociales 1947.
2. Edition Molitor, p. 69.
3. *Id.*, p. 75.

résoudre, par la lutte et la victoire du prolétariat, les problèmes de classe, tran former les fondements économiques du régime, et qui estiment que sur cette bas économique et sociale nouvelle peuvent alors, et alors seulement, s'épanouir un vraie liberté et une République concrète.

Pour montrer jusqu'où fut poussée, en France, avant 1848, l'élaboration d communisme matérialiste, nous laissons de côté le courant rationaliste néo jacobin de Lahautière et Laponneraye, de même que le matérialisme de Blanqu qui mérite une étude spéciale, pour ne retenir qu'un exemple : celui de Théo dore Dézamy.

Un humanisme matérialiste.

Théodore Dézamy, maître d'école en Vendée, puis membre de la Société des saisons à Paris, devient secrétaire de Cabet et collabore au *Populaire*. Ennemi de la religiosité et de l' « apolitisme » de Cabet comme du mysticisme de Lamennais, Dézamy lutte comme théoricien et comme militant, pour un communisme résolument matérialiste. Il organise, en 1840, avec Jean-Jacques Pillot, le banquet communiste de Bellevillle et, en 1848, il combat, aux côtés de Blanqui, avec les ouvriers républicains.

Dans la *Sainte-Famille*, Marx voit en lui l'un des disciples communistes les plus conséquents des philosophes matérialistes du XVIIIe siècle. Après avoir évoqué Cabet, « le représentant le plus populaire quoique le plus plat du communisme », Marx ajoute :

> Les communistes français les plus scientifiques, Dézamy, Gay, etc..., développent la doctrine du matérialisme en tant que doctrine de l'humanisme réel et comme la base logique du communisme.

Dézamy attribue à la philosophie le même but et la même méthode que les matérialistes français du XVIIIe siècle. Dans son ouvrage fondamental, *Le Code de la communauté*, il écrit :

> — Quel est le but de la philosophie ?
> — C'est de conduire les hommes au bonheur.
> — Comment espérez-vous parvenir à ce résultat ?
> — Par la science. (Page 110).

Dézamy proteste d'ailleurs contre le galimatias et le jargon des philosophes qui veulent faire de la philosophie le monopole d'une prétendue élite. La philosophie, dit-il, devient un fléau « lorsqu'on néglige de la faire pénétrer dans les masses populaires » (p. 109). Très proche des formules de Marx, Dézamy montre le rôle des idées lorsqu'elles pénètrent les masses : éveiller la conscience de l'exploitation et apporter le remède. La première partie de la tâche, c'est de « rendre la position du prolétariat plus affreuse en lui faisant sentir toute l'étendue de son malheur » ; la deuxième, c'est, après la science de son malheur, lui apporter la technique efficace de son émancipation.

En quatre pages de son *Code de la communauté* (p. 257 à 261), Dézamy résume sa conception matérialiste de la nature. Il définit excellemment la matière et proclame l'unité matérielle du monde. La nature, écrit-il,

> c'est un tout infini qui roule dans un cercle perpétuel de composition et de décomposition, de génération et de transformation... Le monde... subsiste par lui-même. La création, qui est l'action de tirer quelque chose du néant, est impossible.

L'homme est sur le prolongement de l'évolution animale.

Les plus nobles fonctions : la conscience, la pensée, la volonté, l'esprit, de même que le phénomène de la vie, ne sont autre chose que le jeu harmonieux des organes.

Mais l'action de la nature sur l'homme a pour réciproque l'action de l'homme sur la nature.

Les organes, pris individuellement ou collectivement, sont modifiables par l'influence du monde extérieur ; de même le monde extérieur est soumis à l'action individuelle ou simultanée des facultés de l'homme. L'homme, en quelque sorte, peut façonner la terre à son gré.

Cette science de l'homme, de son esprit, de ses passions, Dézamy l'emprunte tout entière à Helvétius, celui de ses maîtres pour lequel il a l'admiration la plus profonde.

Comme lui il considère que tous les phénomènes de l'intelligence, du cœur ou de l'action, ont leur racine commune et unique dans la sensibilité. Et comme chaque être sent plus fortement en lui-même qu'en autrui, il se préfère nécessairement aux autres :

L'amour de soi... a sa racine dans la sensibilité... il est le tronc de l'arbre des passions qui n'en sont que des rameaux. (*Code*, p. 112).

*
* *

De là découle une méthode nouvelle de la morale :

La philosophie n'a aucun besoin d'extirper du cœur de l'homme aucune des passions... Le mot « passion » signifie « facultés mises en action ». Elles ne sont point un mal en elles-mêmes. Au contraire, plus elles sont satisfaites, plus nous sommes heureux ; elles ne deviennent des vices ou des crimes que lorsqu'elles sont mal dirigées et enfin dépravées par une mauvaise organisation sociale. (p. 113).

Toute morale consiste donc en cela : à savoir que la somme totale de nos passions soit tellement conforme à l'intérêt public qu'on soit toujours dans la nécessité de bien faire. (P. 261).

Et Dézamy reprend, pour poser le problème moral, qui s'identifie pour lui, comme pour tous les matérialistes modernes, avec le problème politique et social, la formule de Morelly dans son *Code de la nature* :

Trouver une situation où l'homme ne puisse plus être dépravé ni méchant (p. 14).

Dans son opuscule intitulé : *M. Lamennais réfuté par lui-même* (1841), Dézamy remet la morale « sur ses pieds » en dénonçant « l'erreur capitale » des législateurs et des philosophes.

Intervertissant l'ordre immuable de la nature, ce n'est point les institutions sociales qu'ils ont faites pour l'homme, c'est l'homme lui-même qu'ils se sont obstinés d'adapter de force à leurs lois capricieuses, de plier au joug de leurs mystères plus ou moins irrationnels, plus ou moins barbares. (P. 55).

Au chapitre VIII de ce court et admirable pamphlet, Dézamy définit l'humanisme matérialiste qui est le fondement concret de la société politique :

L'homme a soif de bonheur, écrit-il ; personne ne conteste cette vérité, car ceux qui nient la félicité sur la terre la placent au ciel. Quant à nous... convaincus que la terre est notre unique patrie... le but constant de tous nos efforts sera de réaliser le bonheur en ce monde...

Le bonheur est le développement parfait et régulier de toutes nos facultés...

Trouver donc une situation qui puisse assurer à tous, et sans contrainte, la perpétuelle satisfaction des besoins du corps et des besoins de l'esprit : tel est le problème qui, actuellement, se présente à résoudre.

Nous définissons la société une assurance mutuelle contre tous les accidents, contre toutes les infécondités. Il n'y a point de société où cette réciproque solidarité n'existe pas. Où il y a des riches et des pauvres, des valets et des maîtres, des nobles et des prolétaires, des exploiteurs et des exploités, en un mot où au sommet sont les favoris de la fortune, à la base les déshérités et les parias..., je ne vois qu'une agglomération, qu'un amas informe d'individualités exclusives, d'égoïsmes juxtaposés, qu'une arène monstrueuse et sanglante d'ennemis acharnés prêts à chaque instant à se dévorer entre eux.

...Le dernier terme du problème est donc celui-ci : Trouver une situation... où les intérêts individuels ne puissent jamais être en antagonisme.

La question ainsi posée, la conclusion se déduit d'elle-même : c'est l'association communautaire. (P. 68 à 72.).

Les trois tares du capitalisme.

Ces principes posés, Dézamy se livre à une critique aiguë du régime capitaliste dont il définit fortement les trois tares fondamentales :

L'anarchie des intérêts individuels,
L'antagonisme des classes,
L'exploitation et l'écrasement du prolétariat.

1. L'anarchie des intérêts individuels est due à deux causes principales : la libre concurrence et le monopole.

Pour établir un équilibre entre la production et la demande, il faut : *a*) connaître les besoins et les ressources du consommateur ; *b*) régler sur cette connaissance la production. Or, constate Dézamy, cela exige un certain concert entre les producteurs. Ce concert ne peut s'établir sous le régime de la concurrence anarchique... Chacun s'efforce, au contraire, de donner le change aux autres. Aussi la production se faisant au hasard, sans ordre, sans mesure, sans prudence,

est-il tout naturel que l'équilibre entre l'offre et la demande soit à chaque instant troublé par l'encombrement d'une industrie et l'abandon d'une autre. (DÉZAMY : *Organisation de la liberté et du bien-être universel*, 1846.)

Dès les premières pages de son *Code de la communauté*, Dézamy décrit l'industrie comme « un champ de bataille continuel ». Il souligne le paradoxe de l'abondance devenant une catastrophe en régime capitaliste, et cet autre encore :

Les plus sublimes découvertes de la science, les machines, sont de véritables fléaux pour le plus grand nombre et viennent briser mille existences pour chaque heureux qu'elles doivent faire.

Le monopole complète et aggrave les ravages de la « libre concurrence », c'est-à-dire de l'anarchie. Dans L'*Organisation de la liberté et du bien-être*, Dézamy dénonce

les homicides étreintes du monopole. Pour que messieurs les grands pachas de la finance, les hauts barons de l'usine, les Crésus du comptoir, les seigneurs de l'industrie entassent millions sur millions, que de victimes ne leur faut-il pas faire dans tous les rangs ?

2. L'antagonisme des classes est fortement décrit par Dézamy. Dans l'*Almanach de la communauté*, qu'il publia en 1844 en collaboration avec divers écrivains communistes, en particulier Gay et Navel, il donne, d'après l'*Encyclopédie nouvelle* de Raymond, ces définitions :

Je nomme prolétaires les hommes qui produisent toute la richesse de la nation, qui ne possèdent que le salaire journalier de leur travail, et... qui ne retirent chaque jour du fruit de leur travail qu'une faible portion incessamment réduite par la concurrence...

Je nomme bourgeois les hommes à la destinée desquels la destinée des prolétaires est soumise et enchaînée ; les hommes qui possèdent des capitaux et vivent du revenu annuel qu'ils leur rendent ; qui tiennent l'industrie à leurs gages... (P. 69 à 72.)

De ces définitions encore floues et sans caractère scientifique, Dézamy conclut néanmoins à la nécessité de la lutte entre ces classes :

Qu'on s'étonne après cela... si quelquefois ces infortunés... galvanisés par la détresse et le désespoir, secouent avec rage leurs lourdes chaînes et s'écrient d'une voix terrible : Vivre en travaillant ou mourir en combattant. (*Code de la communauté*, p. 60.)

3. L'exploitation et l'écrasement du prolétariat enlèvent toute espèce de signification à l'abstraite liberté qu'on prétend conférer à chaque homme comme un droit :

Pourquoi tous les citoyens ne sont-ils pas personnellement libres ? Parce qu'il y en a qui, poussés par la faim, se voient forcés de se vendre au premier marché qu'ils rencontrent... Ils marchent... « par la peine de la faim », comme les esclaves qui ne vont que « par la peine du fouet ». (*Code*, p. 58.)

La Commune selon Dézamy.

Après cette critique, souvent profonde, du régime capitaliste, Dézamy montre, dans son *Organisation de la liberté*, qu'il n'est point d'autre issue que le changement radical du régime économique et social.

La solution terrestre, par opposition aux mystifications religieuses qui prêchent la résignation en attendant les félicités d'en haut, c'est le communisme.

La « commune », telle que l'entend Dézamy, c'est-à-dire la cellule de base de la société communiste, se définit par trois traits fondamentaux :

Propriété commune,
Travail commun,
Education commune.

Le monde, nous dit le *Code de la Communauté* (p. 14), doit être considéré comme une table suffisamment garnie pour tous les convives, dont tous les mets appartiennent tantôt à tous, parce que tous ont faim, tantôt à quelques-uns seulement, parce que les autres sont rassasiés.

La loi doit intervenir pour garantir à chacun son droit à la vie. Loin de limiter ou de détruire la liberté (comme elle le fait en régime capitaliste), elle l'organise et lui donne son contenu réel et son fondement économique. La loi, dit Dézamy, n'est point faite pour affaiblir le faible et fortifier le fort, mais, au contraire, pour protéger le faible contre le fort et pour lui garantir la plénitude de ses droits.

La communauté de propriété implique la communauté de travail. Dézamy cite Morelly qui résume ainsi le principe fondamental du communisme :

Prendre part aux travaux communs, proportionnellement à ses forces, à son intelligence, à ses besoins, à ses aptitudes particulières, et, de même, aux produits communs, aux jouissances communes, proportionnellement à la somme de tous ses besoins.

Le communisme exclut, avec l'exploitation de l'homme par l'homme, jusqu'à la possibilité du parasitisme social. Dézamy détermine les principes du travail en régime communiste :

1. Dans la communauté il n'existe que des travailleurs ;
2. Tout travail est une fonction publique également louable ;
3. Le travail manuel commence et finit à l'âge déterminé par la nature et la science ;
4. Loin d'être aiguillonnés à une fatigue au-dessus de leur force, comme cela arrive aujourd'hui, les enfants, les malades, les infirmes seront, au contraire, fraternellement conviés au repos par tous les citoyens plus jeunes ou plus heureux, les travailleurs valides. (P. 63)

Et il répond à ceux qui médisent de l'égalité :

Je conviens bien volontiers que les hommes, aujourd'hui, possèdent à des degrés fort divers leurs talents et leurs aptitudes. Mais cela serait-il une raison de conclure à des privilèges, soit dans la répartition de la richesse publique, soit par une suprématie politique, ou même purement honorifique ? Rien ne me paraît plus contraire au principe de la société qui est de prévenir les effets des inégalités naturelles. Puis, d'ailleurs, le génie de l'homme, l'homme tout entier, n'est-il pas le produit du passé et du milieu social dans lequel l'homme vit et a vécu ; c'est-à-dire de son organisation première, de son éducation, des mœurs, des lois et d'une infinité d'autres circonstances ? — Ne devient-il pas évident, dès lors, que, si quelqu'un donne plus, c'est qu'il a reçu davantage ? (P. 21 et 22.)

Dézamy voit dans l'éducation comme un corollaire de la communauté de propriété et de travail. La pédagogie est renouvelée par le communisme, ce grand précurseur prévoit dans son Code de la communauté (p. 67 et 68) :

L'apprentissage finira par devenir partie intégrante de l'éducation scolaire... Chaque citoyen, dans notre système, devient apte à plusieurs fonctions au lieu de ne l'être qu'à une seule.

Insistant sur cet aspect « polytechnique » de l'éducation et du travail de l'homme en régime communiste, Dézamy y voit un tel progrès dans le sens de l'humanisme concret qu'il proclame que cet « exercice successif de toutes nos facultés, ce qui, selon moi, est le point capital, » montre à lui seul la supériorité du communisme ; savants et artistes grandiront par ce contact avec la nation.

Pour l'organisation pratique de l'enseignement, Dézamy reprend le plan célèbre de Michel Le Peletier de Saint-Fargeau, que Robespierre lut lui-même à la Convention :

plan d'éducation commune et égale, dit Dézamy, et qui ne connut de limitation que par la loi parricide de la propriété.

Pour la fermeté doctrinale.

Telles sont les perspectives que le communisme matérialiste de Dézamy ouvre à l'homme en lui montrant qu'il ne peut accéder au bonheur, à la liberté et à la toute-puissance que par l'association de ses forces.

Sauf Blanqui, qui eut le mérite immense de suppléer à la défaillance principale de Dézamy en s'attachant aux *moyens* d'action et de réalisation pour atteindre à ce haut idéal, nul écrivain français, avant 1848, n'a poussé avec plus de rigueur le développement du communisme matérialiste.

Aussi devons-nous à Dézamy la double critique de l'utopie de Cabet et du prétendu socialisme chrétien de Lamennais.

Dans un pamphlet intitulé *Calomnies et politique de M. Cabet*, paru en 1842, Théodore Dézamy a montré toute l'importance qu'il attachait à la défense des principes théoriques du communisme. Il a eu le mérite de voir le premier — beaucoup plus fortement que Blanqui qui verse souvent dans l'éclectisme doctrinal — que l'intransigeance philosophique était nécessaire pour forger un parti communiste. Il a parfaitement discerné que les déviations théoriques expriment toujours la pression d'intérêts de classe différents de ceux de la classe ouvrière.

Sa préoccupation fondamentale, c'est de définir la base doctrinale sur laquelle « puisse se réunir le prolétariat, et forger d'abord, avant de passer outre, sa propre unité ». Ayant ainsi montré le sens de sa polémique en défendant le principe de l'unité et de l'indépendance d'un parti ouvrier, Dézamy explique qu'il ne veut pas que la classe ouvrière soit entraînée par des idéologues, à la remorque des divers clans de cette bourgeoisie pour n'y servir que des intérêts bourgeois.

En se maintenant strictement à ce point de vue de classe, Dézamy dénonce les inconséquences de Cabet.

> Monsieur, on trouve de tout dans vos écrits : déisme, spiritualisme, panthéisme, naturalisme, matérialisme. (P. 6.)

Dézamy condamne ce « girouettisme » et ce « scepticisme en matière de science et de philosophie », qui amènent Cabet à composer même avec les tenants de l'idéologie religieuse et à glisser vers leurs positions politiques, à pratiquer un réformisme sans principe qui conduisit Cabet aux pires platitudes envers Louis-Philippe.

Cette fermeté doctrinale permit à Dézamy de faire pour la première fois justice, en des termes étonnamment actuels, des traditionnelles attaques contre le communisme matérialiste faites au nom du prétendu socialisme chrétien ou humaniste. Dans son pamphlet : *M. Lamennais réfuté par lui-même* (1841), Dézamy réfute brillamment les « objections » faites en 1840 au communisme français, des objections que l'on prétend aujourd'hui hypocritement n'adresser qu'à un « communisme allemand et russe », et qui se révèlent piteusement centenaires.

Nous ne reproduirons à titre d'exemple que la « Première objection », empruntée au *Livre du peuple*, de Lamennais (p. 135), et la réponse de Dézamy :

> Première objection.
> Les communistes vont se perdre dans le fatalisme de la nature. Qu'est-ce que l'homme dans ce système ? Un je ne sais quoi indéfinissable, un fantôme d'être sans liberté, sans responsabilité, un rouage aveugle d'une machine aveugle.
> Réponse.
> Aucun système plus que le système communautaire ne reconnaît de virtualité à l'activité humaine ; personne plus que nous ne déplore ces prétendues vertus passives

que tant d'autres se plaisent à sanctifier ; personne n'est plus convaincu surtout que si les germes de tout bien se trouvent dans la nature, il faut, pour les développer, mettre la main à l'œuvre, c'est-à-dire aider la nature de nos bras et de notre intelligence. Et c'est pourquoi nous nous inquiétons sans cesse du problème de l'avenir, et voulons constituer la situation la plus propice au progrès social. Nous ne sommes donc point fatalistes.

Les fatalistes, ce sont ceux qui enseignent qu'il est des vices inhérents à la nature humaine, et des misères qui ne doivent point finir. Les fatalistes, ce sont ceux qui parlent sans cesse de morale surnaturelle, d'harmonie préétablie, de Révélation et de Providence ; ce sont ceux qui préconisent la passivité humaine en gourmandant les « hommes de peu de foi » qui se préoccupent de leur lendemain... Les fatalistes, en un mot, ce sont ceux qui adorent comme dieux ou prophètes certains législateurs-philosophes : Moïse, Jésus, Mahomet, etc. En effet, quelques sublimes que puissent être plusieurs de ces réformateurs, si nous posions leurs doctrines comme éternellement parfaites, les examiner serait un crime, y toucher un sacrilège ; et ainsi, en immobilisant, on fermerait la carrière à tout progrès ultérieur.

Tradition française et marxisme.

Un préjugé tenace tend à opposer au socialisme scientifique fondé par Marx et Engels, réalisé et développé par Lénine et Staline, une prétendue « tradition française » qui serait idéaliste et étrangère à la notion de lutte des classes.

Notre tradition nationale apporte un démenti à cette thèse absurde.

La grande bourgeoisie révolutionnaire du XVIII[e] siècle s'était, avec la philosophie matérialiste, vouée au mouvement : plus de « droit divin », plus de légitimité métaphysique. Les institutions ne se justifient devant le matérialisme qu'en faisant la preuve de leur utilité sociale, de leur aptitude à assurer à tous le bonheur, « cette idée neuve en Europe » depuis 93.

Quand cette bourgeoisie eut fait sa révolution, elle se hâta de répudier cette philosophie dangereuse. Elle s'était servie du matérialisme pour conquérir le pouvoir. Elle avait besoin de l'idéalisme et de la religion pour le conserver. C'est ce que Napoléon comprit en signant le Concordat, en donnant aux hommes, avec la religion, l'égalité dans le ciel en compensation de l'inégalité sur la terre. Plus la classe ouvrière grandit en face d'elle, plus la bourgeoisie se raccroche aux idées religieuses.

Réciproquement, le matérialisme pénètre au XIX[e] siècle la classe ouvrière, comme il a pénétré au XVIII[e] siècle la bourgeoisie, c'est-à-dire au fur et à mesure que cette classe grandit en nombre, en organisation, en conscience d'elle-même par suite de la révolution industrielle.

Dézamy, théoricien du matérialisme et de la lutte de classes, s'inscrit dans la grande tradition intellectuelle des philosophes français du XVIII[e] siècle et des historiens du XIX[e] siècle.

Ce que Marx et Engels ont apporté de l'extérieur au socialisme et au communisme français, ce n'est ni le matérialisme ni la lutte de classes, mais l'analyse scientifique de l'un et de l'autre.

A partir de l'expérience économique de l'Angleterre où le capitalisme avait un demi-siècle d'avance sur la France, et de la philosophie allemande, Marx et Engels ont découvert quatre notions fondamentales qui leur permirent de substituer aux anticipations géniales des précurseurs français du socialisme, une doctrine rigoureusement scientifique :

1. La théorie scientifique de la valeur et de la plus-value, qui leur a permis de découvrir le mécanisme de l'accumulation capitaliste et de faire la théorie scientifique de l'exploitation de l'homme par l'homme.

2. La conception matérialiste de l'histoire qui, appliquant les principes du matérialisme à l'étude des faits sociaux, leur a permis de mettre en évidence les racines économiques des luttes de classes.

3. La méthode dialectique qui, appliquée à l'économie et à l'histoire, leur fit découvrir dans les contradictions mêmes du capitalisme les lois mêmes de son développement et sa disparition. Ainsi s'unissent dans le marxisme l'esprit scientifique et l'esprit révolutionnaire.

4. La définition du socialisme moderne : l'appropriation des moyens de production par la société, et en même temps, la démonstration que le socialisme n'était plus un rêve, mais une science. Le socialisme était la seule solution possible des contradictions du capitalisme et le terme de ses luttes de classes par la victoire du prolétariat.

Ce socialisme scientifique, qui assimilait toutes les créations progressives du passé, était quelque chose de radicalement nouveau. Toutes les anticipations du passé s'intégraient à la science nouvelle : avec Marx et Engels le socialisme donnait la certitude et les moyens de vaincre à tous ceux qui défendent la vie [1].

---

1. On trouvera une étude plus étendue sur Théodore Dézamy et les matérialistes du début du XIXe siècle dans le livre de Roger GARAUDY : *Les Sources françaises du socialisme scientifique*, récemment paru aux Editions Hier et Aujourd'hui.

1848-1851 :
GRANDEUR ET SERVITUDE DE L'UTOPISME PETIT-BOURGEOIS

par Félix ARMAND

Les années 1848-1851 sont une de ces époques critiques où changent de sens les rapports sociaux, où naissent, dans la confusion souvent, dans les luttes toujours, les formes sociales nouvelles. Elles sont de celles qui présentent le plus d'intérêt pour l'historien. Epoques protées, leurs multiples et mouvantes perspectives reflètent, chacune à sa façon propre, les multiples forces en présence dans leurs actions réciproques. De toutes ces perspectives, la plus riche, peut-être, et la plus révélatrice, est celle qui suit, au cours de ces événements, l'action et la pensée de la petite-bourgeoisie française.

On sait que 1848 voit en Europe et spécialement en France la prépondérance économique passer du capitalisme mercantile au capitalisme industriel et bancaire. Par un mouvement corrélatif, le prolétariat naît en tant que classe. Ce processus historique détermine des luttes complexes. Le capitalisme dans son ensemble veut arracher le pouvoir politique aux bribes d'une aristocratie terrienne qui vit son agonie de classe. Mais il est divisé contre lui-même. Son développement se fait au travers de crises qui ruinent les uns pour enrichir les autres. Les divers clans capitalistes se disputent la première place. Leurs ambitions et leurs rivalités politiques traduisent leurs appétits économiques. Mais le soubassement général de ces confuses bagarres, c'est l'exploitation renforcée et généralisée de la classe ouvrière et de la paysannerie, la volonté commune et délibérée, aussi bien des aristocrates que des fractions diverses de la grande bourgeoisie, de maintenir et grossir les profits, d'assurer leur situation de classe par la résistance acharnée aux revendications populaires, d'ailleurs encore anarchiques et embryonnaires, plus instinctives que conscientes.

Au centre de ces tourbillons, une petite-bourgeoisie d'artisans, de boutiquiers, de gens des professions libérales se sent de plus en plus subordonnée aux industriels et aux banquiers, et, menacée par les crises, redoute la prolétarisation comme une irrémédiable déchéance. Elle se souvient avec nostalgie de la Révolution qui lui avait donné le pouvoir politique en sanctionnant sa prépondérance sociale. Elle est tournée vers ce passé, son âge d'or. Prenant l'effet pour la cause, elle est volontiers républicaine. Mais la Révolution pour elle, c'est le passé, non l'avenir : la Révolution, c'est sa Révolution. Oublieuse de la violence qu'elle a exercée, elle redoute la violence nouvelle. Elle ressent douloureusement les contradictions du régime capitaliste qu'elle a engendré et qui la ronge. Tandis que le capitalisme, qui en est encore à l'économie libérale anglaise et au rationalisme mécaniste, reste pantois devant les crises, elle s'attaque à la critique du régime lui-même, met à nu ses contradictions. Mais, à un stade encore embryonnaire du développement social, trop éloignée des luttes quotidiennes, isolée dans ses boutiques ou ses ateliers artisanaux, il lui sera interdit de les comprendre. La « science sociale » à laquelle elle aboutit reste forcément confuse, mystique, romantique et métaphysique.

Au point de friction de toutes les classes, liée par d'insensibles dégradés au grand capitalisme comme au prolétariat, la petite-bourgeoisie se conçoit et se présente comme le champion de toutes les classes. Elle est l'Humanité. Sa raison est la Raison ; — son droit, le Droit ; — sa morale, la Morale ; — sa justice, la Justice. Le problème social est pour elle un problème juridique à résoudre rationnellement par la recherche du meilleur plan possible de la meilleure société possible. Elle en fait une pure construction de l'esprit. Les systèmes utopiques auxquels elle aboutit ressemblent dans leur immobilité, leur fini, leur apparente perfection, aux cosmogonies antiques, aux métaphysiques hiérarchisées et fermées de Platon et d'Aristote, dont celle de Hegel est le dernier et le plus brillant exemple. Capital, salaire, profit, rapports de production et d'échange y apparaissent comme le Droit et la Justice, mystifiés, revêtus du manteau magique des catégories éternelles. Ils concilient, dans l'absolu, les intérêts inconciliables, harmonisent les discordances, balancent les forces opposées, juxtaposent des contradictions que seul le mouvement de l'histoire et son expression scientifique, le matérialisme dialectique, pourront et sauront surmonter.

En 1848, cette petite-bourgeoisie utopique et souvent généreuse dans ses illusions naïves, devait nécessairement être placée au centre des luttes sociales et politiques. La grande bourgeoisie capitaliste a besoin de son appui dans les combats qu'elle a à livrer à la fois contre les restes de l'aristocratie nobiliaire et contre les revendications sociales du prolétariat. Les fractions montantes du capitalisme trouveront dans le libéralisme républicain une arme qui leur permettra de se hisser au pouvoir sur un pied d'égalité avec les fractions nanties. La pensée utopique enfin leur présente l'espoir d'un âge d'or où, les crises disparues et les revendications sociales conjurées, un développement régulier, illimité, harmonieux leur est assuré sans douleur. D'un autre côté le prolétariat encore embryonnaire et sans conscience de classe cherchera dans l'idéologie petite-bourgeoise, avec la critique et la condamnation d'un régime d'oppression, les premiers linéaments de sa conception du monde.

La pensée petite-bourgeoise et utopique traduit, de façon globale et contradictoire, les aspirations d'une grande bourgeoisie et d'un prolétariat qui se cherchent.

L'Ecole Phalanstérienne est le type même de ces mouvements petits-bourgeois. Elle est en 1848 la seule école socialiste solidement constituée. Elle dispose d'une doctrine, le Fouriérisme, qui est l'exemple achevé de système utopique. Elle a une tribune : *La Démocratie pacifique*, journal quotidien. Elle a par toute la France des groupes actifs d'adhérents et de propagandistes. Depuis longtemps déjà, sous la pression des événements, elle a abandonné l'enseignement doctrinal pour l'action politique. Enfin, à sa tête, un homme d'une haute culture, d'un noble caractère, d'une éloquence chaude et persuasive, d'une honnêteté intellectuelle et morale absolue : Victor Considerant. Directement ou indirectement elle a influencé des hommes politiques, des écrivains qui allaient être appelés à jouer un rôle, parfois de premier plan : George Sand, Félix Pyat Eugène Sue, Louis-Blanc. On retrouve dans la pensée « Quarante-huitarde » (d'une expression que les ennemis de tout progrès veulent péjorative et qui ne traduit que leur sotte incompréhension) tous leurs grands thèmes : Fraternité, Association, Harmonie, Droit au Travail, Démocratie, Droit des Peuples...

Ce sont ces hommes et leurs idées que la Révolution de 1848 devait implacablement mettre à l'épreuve des faits. Le drame de l'Ecole sociétaire est celui de la petite-bourgeoisie tout entière avec ses illusions généreuses, ses concepts confus, ses connaissances incertaines, ses prétentions naïves, ses incohérences et

ses réticences devant l'action, les contradictions perpétuelles entre les intentions et les faits.

La tragédie des années 1848 à 1851 a manifesté de façon éclatante la grandeur et la servitude de la pensée utopique. Et cette grandeur comme cette servitude condamnent sans appel tous les retours du réformisme contemporain, sous toutes ses formes, de l'Humanisme à la « Troisième Force », aux positions périmées du socialisme utopique [1].

La grandeur de la pensée utopique, nos réformistes contemporains l'ont tout simplement oubliée. Pas un de ses aspects progressifs qu'ils n'aient abandonné. Pas un de ses échecs dont ils aient su tirer la leçon. Toutes les pages de cette histoire leur sont autant de démentis catégoriques. Comme on comprend leur réticence à célébrer un centenaire qui porte en lui tant de promesses avortées, de prolongements trahis, d'espoirs déçus ! Comme on comprend leurs efforts pour « noyer le poisson », fausser les perspectives, falsifier l'histoire ! Comment soutiendraient-ils la comparaison avec un Victor Considérant amené par les faits à se dépasser lui-même en dépassant sa propre classe, à reviser constamment sa pensée et ses actes, à abandonner, au rythme de l'histoire, ses belles illusions, à passer du socialisme doctrinaire à la lutte politique, du monarchisme constitutionnel à la République sociale, de la démocratie juridique à la démocratie réelle, de l'horreur de la violence et du respect de la légalité formelle à l'appel à l'insurrection ? Cette démarche constamment progressive qui devait conduire l'idéaliste utopique de Février 1848 à prendre officiellement parti pour les communards en mars 1871, quel exemple pour nous, quelle honte pour eux ! Ils ont peur du fantôme des hommes de 48. Ils n'en sont que la caricature.

Le passif de l'utopisme...

Les erreurs doctrinales de l'Ecole Sociétaire, nous ne pouvons les étudier ici. Les faits eux-mêmes, conséquences des fautes tactiques que ces erreurs portaient en elles, s'étaient chargés de les réfuter. Il nous suffira d'indiquer ici qu'elles tiennent essentiellement à la différence entre le socialisme utopique et le marxisme. Aussi l'histoire de 1848 apparaît-elle, de ce point de vue (mais est-il besoin d'une preuve nouvelle ?) comme la confirmation du matérialisme dialectique en général et, ce qui est aujourd'hui plus actuel, de la justesse de la ligne d'action du prolétariat français et de ses organisations de classe.

La croyance à un socialisme humanitaire, la méconnaissance de la lutte des classes comme loi fondamentale du mouvement historique, loi qui ne peut être surmontée que par la lutte de classes elle-même, les conduit à chercher des conciliations impossibles, à ignorer la fonction et le rôle de l'Etat, à redouter la violence et l'action propre du prolétariat. D'où les appels au calme, au respect de l'ordre et d'une légalité que la bourgeoisie elle-même n'hésite pas à briser dès qu'elle devient gênante (« La légalité nous tue », dira Odilon Barrot). De là le fait que l'appareil officiel du Parti sera à tout instant dépassé par ses propres troupes, par les événements, par le peuple. Ne croyant pas au Prolétariat ni à sa mission historique, ils ne croient pas au suffrage universel, ils voient mal l'importance révolutionnaire de la conquête des institutions politiques, et ils ne croient pas,

1. J'espère avoir réussi à le montrer dans ma brochure : *Les Fouriéristes et les luttes révolutionnaires de* 1848 *à* 1851, publiée dans la collection du Centenaire.

d'abord, à la République qu'imposera l'initiative armée du peuple. Le Droit au travail, ce mot d'ordre essentiel qui donne tout son sens à la Révolution de Février, est certes une revendication fouriériste. Mais il faudra le pistolet de l'ouvrier Marche pour arracher à Louis Blanc et à Lamartine le décret qui le codifiera. La crainte de la violence révolutionnaire les dresse contre Blanqui, le chef de la seule organisation prolétarienne : Pas de dictature de Paris, pas de spoliation, pas de violence ! « Il faut abattre la tyrannie de la misère sans spolier les riches, sans guerre sociale ! »

En 1936, Léon Blum aussi proclamera « la pause ». Il est « le gérant honnête » de la société capitaliste. Notre gouvernement de « 3e Force » affirme aujourd'hui sans rire qu'il maintiendra le pouvoir d'achat des salaires et réduira les prix sans toucher aux profits...

Considérant, et les fouriéristes officiels, ne comprendront rien aux journées de Juin, ce « fatal malentendu ». Les prolétaires sont « de malheureux égarés » dupes d'agitateurs communistes en mal d'attentats contre l'ordre établi : les chefs d'orchestre clandestins de l'époque. Si le leader phalanstérien souffre dans sa sensibilité, du moins accepte-t-il la répression : « Est-ce que je demande que, tant que l'émeute gronde dans la rue, vous fassiez retirer la force armée et le canon qui doit rétablir l'ordre ? Non ! » s'écrie-t-il devant l'Assemblée, et il votera des félicitations à Cavaignac, sans apercevoir, comme George Sand, qu'on vient de tuer la République.

Ce naïf représentant de la « 3e Force » entre à chaque instant dans le jeu de la réaction et reste stupéfait devant le spectacle d'une République sociale engendrant une République bourgeoise, d'une République bourgeoise accouchant d'une dictature. Victor Considerant assiste, impuissant apprenti sorcier, à l'implacable déroulement qu'il a provoqué ou n'a pas su conjurer. Empêtré dans ses mots magiques de « Progrès dans l'ordre », de « Concorde et Fraternité », il n'aperçoit pas que l'Ordre progressif ne peut être que l'ordre révolutionnaire et prolétarien, qu'il signifie l'intégration du prolétariat dans l'Etat, la démocratisation de la République. Il avait contribué à éliminer la classe ouvrière du pouvoir, à « ramener le travail à ses anciennes conditions ».

L'éviction des communistes du gouvernement, la restriction des droits syndicaux, l' « éclatement » de la C.G.T., la mise en place d'un dispositif de répression, le vote des « lois scélérates », le sabotage de la Constitution démocratique, reproduisent sous nos yeux le même processus de décomposition. Et les tenants de l'actuelle « Troisième Force » répètent, sans en rater une, toutes les fautes et toutes les erreurs de leurs devanciers utopistes. Encore ces derniers avaient-ils pour excuse les limites que leur situation sociale et l'immaturité des conditions historiques assignaient à leurs connaissances. N'a-t-on pas le droit de supposer chez leurs actuelles doublures une claire volonté de trahir ?

Il y a plus grave. Toute la démagogie césarienne sortait des idéologies fumeuses du socialisme utopique. Louis Bonaparte est passé par les groupes fouriéristes : extinction du paupérisme par des réformes paternalistes, respect de façade d'une volonté populaire travestie en referendum et en plébiscite, prétentions à concilier les classes au-dessus des partis, bientôt contre eux, phraséologie sur le droit des peuples et le principe des nationalités, tout cela se trouvait en vrac dans le fond doctrinal des Phalanstériens. Il suffisait d' « oublier » le principe premier du socialisme utopique : créer une société sans classe, pour en ôter toute substance révolutionnaire, et le transformer en un brouet à relents fascistes. Les inspirateurs d'Hitler, ceux du Maréchal, ont fait la même cuisine. Il n'est pas plus étonnant de trouver des Phalanstériens dans le personnel d'Empire que de voir les

Paul Faure, les Belin, les Dumoulin, les Déat passer à la collaboration, le Léon Blum de *A l'Echelle Humaine* faire cause commune avec l'ultra-capitalisme américain, la « 3[e] Force » partager fraternellement les mairies avec les hommes du R. P. F.

...et ses anticipations géniales.

Mais à côté de ces faiblesses, que de grandeurs ! Auprès de ces erreurs que les conditions expliquent et que l'histoire excuse, quelle étonnante sûreté de vues, quelles anticipations géniales, que d'honnêteté dans la pensée, de fermeté dans le caractère, que de courage et d'audace tranquille [1] !

Il suffira ici de citer ceux de ses jugements qui apparaissent les plus caractéristiques et les plus éloquemment actuels.

Ecoutons-le dire leur fait à ceux qui, économiquement nantis et politiquement installés, estiment la situation sociale « réglée avec justice et libéralité... Chacun y a son droit, sa place, son avenir... de quoi contenter les plus exigeants et rafraîchir les plus fatigués » (Guizot, cité par Considérant).

> Ces gens là ont trouvé parfaitement légitime d'armer le peuple contre l'ancienne noblesse et de profiter de la victoire des masses pour accaparer toutes les positions sociales... et ils réprouvent comme révolutionnaire et anarchique toute doctrine tendant à la modification du statu-quo ! Les classes populaires et la masse de la bourgeoisie doivent se tenir pour satisfaites d'avoir changé de maîtres...

mais

> Les hommes les plus dévoués au principe d'ordre... se sont vus forcés de désespérer de toute initiative progressive de la part d'un gouvernement qu'ils avaient longtemps défendu contre ses ennemis ; de reconnaître qu'il poursuit à l'intérieur et à l'extérieur, une politique corruptrice, matérialiste et rétrograde ; qu'il a lâchement abandonné toutes les nobles traditions de la France, et que, trahissant les grands principes proclamés par la Révolution française, dont le développement progressif et pacifique était sa mission dans le monde, il a pris parti pour l'oppression contre la liberté, pour l'exploitation de l'homme par l'homme contre la fraternité, pour la corruption contre la justice... (*Introduction aux Principes du Socialisme.* Octobre 1847).

Ce gouvernement est condamné, avec ceux qui le soutiennent.

> Ils ont amassé sur leur tête la plus écrasante accumulation de mépris qui se soit jamais formée dans un pays constitutionnel...
>
> Maintenant...
>
> la peur les gagne, la stupeur s'empare d'eux...
>
> Ils tremblent parce que...
>
> leur heure est proche... (*La Démocratie pacifique*, 22 et 23 août 1847).

Six mois plus tard Guizot et Louis Philippe étaient en fuite. C'était le combat du passé contre l'avenir et

---

1. Reprenant certains des thèmes que René Maublanc et moi-même avions déjà mis en évidence dans un *Fourier* qui parut aux E.S.I. en 1938, j'ai insisté dans ma brochure du Centenaire sur l'aspect prémarxiste de l'œuvre de Considerant.

quand le temps est venu où le passé doit se transformer, si le passé livre bataille à ce qui doit être, il succombe fatalement. (*Principes du Socialisme*, p. 3).

La tâche de l'ouvrier, c'est d'organiser l'ordre nouveau, la démocratie réelle :

La vraie démocratie..., c'est l'organisation régulière de la paix et du travail, le développement de la richesse générale, la réalisation progressive de l'ordre, de la justice et de la liberté... Le mot de démocratie, ...dans le sens de gouvernement de tous par tous, caractérise l'état social le plus avancé qu'il soit donné à l'humanité d'atteindre... La plus haute fonction de l'humanité... sera certainement de se gouverner elle-même... Ce mot pose donc la question du temps : l'émancipation des classes laborieuses (*Id.*, p. 62).

Cette démocratie devra régner entre des nations également émancipées. Ce qui exclut l'intervention dans les affaires intérieures des pays étrangers :

Laissons aux autres peuples le soin de se donner eux-mêmes les formes qui leur conviennent ; leur indépendance et leur dignité y sont intéressées et les nations ne voient pas d'un bon œil, en général, que leurs voisins se mêlent trop de leurs affaires intérieures ! (*Id.*, p. 70).

Puissent Messieurs Truman, Marshall, Bevin, Schuman et Bidault méditer sur tous ces textes.

Seulement c'est la fonction même du capitalisme que d'intervenir à main armée dans les affaires d'autrui :

L'Angleterre [entendons aujourd'hui : l'Amérique], tourmentée d'une pléthore sous laquelle elle respire à peine, fait des efforts surhumains pour verser le trop plein de ses fabriques sur toutes les plages. Elle s'ouvre à coups de canon les portes du vieil empire de la Chine. Elle parcourt incessamment à main armée le globe, demandant partout des consommateurs... et, à côté d'elle... et dans son propre sein... et dans ses immenses possessions de l'Ancien et du Nouveau Monde, d'innombrables masses de travailleurs dépérissent et meurent ou se révoltent, parce que les absurdes rigueurs du régime... ne leur permettent pas de consommer le plus strict nécessaire ! (*Id.*, p. 23).

Dédié aux interventionnistes américains et à leurs alliés.

La France suivra-t-elle cet exemple ? Ecoutera-t-on ceux qui veulent

...mettre la France en guerre... jeter la partie la plus vive et la plus généreuse des classes prolétaires sur des champs de bataille... pour débarrasser l'atelier industriel encombré... (*Id.*, p. 42-43)

comme le voudraient les impérialistes bourgeois ?

Non. La France démocratique a une mission qui lui est tracée par les principes mêmes de 1789. Elle doit

...prendre l'initiative dans l'œuvre d'organisation de la paix du monde. Tel est le but qui détermine la véritable tâche européenne de la France, c'est-à-dire sa politique extérieure. Ce rôle libérateur et social lui est dicté par ses antécédents glorieux et son noble caractère. La France doit marcher en tête de colonne sur la voie de l'émancipation des peuples et des destinées de l'Humanité. (*Id.*, p. 67).

Cela pour ceux qui, sacrifiant l'indépendance nationale, enrôlent la France dans la nouvelle Sainte-Alliance des gouvernements contre les peuples.

Il y a mieux encore. De février 1848 à juin 1849 les événements ont marché. Le gouvernement du Prince Président, malgré les articles 5 et 54 de la Constitu-

tion : La République française n'emploie jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple ; — et : le pouvoir exécutif ne peut, de son propre chef, engager aucune guerre (ces articles figurent encore dans notre Constitution) — vient, pour de bas motifs impérialistes et dynastiques, d'attaquer la jeune République Romaine, et de rétablir, à coups de canon, le Pape, monarque absolu, dans sa toute puissance. (Qu'on songe à la Grèce, à l'Italie, à la grande conspiration contre les démocraties.) Considérant n'hésite plus. Ce socialiste pacificateur s'engage dans les voies de l'insurrection.

Nous professons que les majorités ne sont pas omnipotentes, et qu'une majorité, fût-elle régulièrement et constitutionnellement formée, peut rendre tel vote qui justifie pleinement l'insurrection contre elle...

Contre l'arbitraire et la menace de dictature, les républicains ont le droit...

...de combattre à coups de fusil. (*La Démocratie Pacifique*. 10 juin 1849).

Les interventionnistes délirants, les responsables de la guerre du Viet-Nam, les organisateurs d'un régime de force, les tripatouilleurs de textes constitutionnels, les auteurs des lois scélérates, les matraqueurs de grévistes se sentiront-ils flétris par cette voix d'outre-tombe ?

Sans doute, en cent années, le monde s'est transformé. L'Union Soviétique a réalisé le rêve des vieux utopistes, et, bâtissant le socialisme, construit la « vraie démocratie » chère à Victor Considerant. Les peuples des Républiques nouvelles sont entrés dans la même voie. Le capitalisme s'est, lui aussi, modifié. Cartels et monopoles ont surgi. Le capitalisme financier a conquis la prépondérance. Des trusts tentaculaires, aux ramifications internationales, tiennent sous leur domination, non seulement leur pays d'origine, mais encore les pays étrangers les moins développés ou les plus affaiblis. Infime oligarchie, reposant sur la surexploitation de toutes les autres couches sociales, ils imposent partout où ils le peuvent, à des capitalismes asservis et démissionnaires, l'abdication nationale et politique, l'abandon des vieilles formes démocratiques qu'ils camouflent sous la plus basse et la plus abjecte démagogie. Ils portent en eux la guerre à toute force libératrice, à toute puissance d'indépendance. Le temps est passé pour nous des guerres étrangères. Il n'y a plus que la lutte multiforme menée contre tous les peuples par un capitalisme totalitaire.

Le spectre du communisme dominait, en 1848, l'Europe capitaliste. Sa réalité domine aujourd'hui le monde capitaliste. La bataille s'est faite plus âpre et plus dure. C'est que la lutte de classes approche de l'heure décisive. Aussi la leçon de 1848 est-elle plus que jamais valable. Et cette leçon est une leçon d'union. Non pas l'union théorique de classes antagonistes que prônaient les utopistes, mais l'union active dans une lutte commune de toutes les classes asservies contre leur tyran commun. Que l'exemple de Considerant nous mette en garde contre ses propres erreurs. Le confusionnisme utopique divisait les alliés naturels et renforçait leur ennemi. Autour de la seule puissance lucide, cohérente et déterminée, le prolétariat organisé nationalement et internationalement, il faut assurer le rassemblement des classes moyennes et paysannes, former la grande ronde des forces démocratiques.

Une seule politique, un seul front de combat.

LA QUESTION PAYSANNE EN 1848

par Albert SOBOUL

On a souvent souligné le rôle important que joua la paysannerie dans les événements qui se déroulèrent en France, des Journées de Février 1848 au coup d'État du 2 décembre 1851. Bien des historiens ont insisté sur l'attitude politique réactionnaire des paysans, sur leur désaffection rapide à l'égard d'une république qui ne leur apportait qu'un surcroît de charges fiscales, sur l'importance de leur vote dans l'élection du prince-président Louis-Napoléon Bonaparte. La paysannerie aurait contribué pour une part considérable à l'échec de la Seconde République, puis à sa chute.

En fait, il semble que ce soit là une vue sommaire, et qui appelle bien des nuances. En 1848, il n'y a pas une paysannerie française, mais des classes paysannes souvent antagonistes, et dont l'attitude sociale comme la position politique présentent de multiples nuances. Depuis le XVIIIe siècle surtout, la paysannerie traditionnelle se dissocie par suite du passage de l'ancienne agriculture à une agriculture nouvelle, intégrée dans le système de production capitaliste. A une paysannerie pauvre dont les conditions d'existence s'aggravent à mesure que se précipite la révolution agricole, s'oppose une paysannerie nantie, une bourgeoisie rurale qui sortent plus fortes de la période révolutionnaire et impériale. Cependant, les petits paysans luttent pied à pied pour défendre leur droit à la vie, et ce qui en constituait la garantie, leurs droits d'usage sur les champs, les landes et les bois. Lutte obscure, dramatique, qui ne se ralentit pas un siècle durant, qui passe par certains paroxysmes ; ainsi en juillet 1789, lors de la révolte agraire et de la Grande Peur, ainsi en 1830 : à chaque fois que l'appareil d'Etat et la pression des classes dominantes viennent à faiblir. Ainsi en 1848.

Quarante-huit et la Seconde République marquent en effet, dans cette histoire des luttes de la petite paysannerie, une étape dont on ne saurait trop souligner l'importance. Alors que la paysannerie propriétaire, la bourgeoisie rurale, les grands propriétaires nobles ou bourgeois, un moment effrayés, accentuent de 1848 à 1851 leur pression politique et leur domination économique, les paysans pauvres se dressent avec violence en un véritable réflexe de classe qui les amène en 1851 à une réelle prise de conscience politique en faveur de cette république naguère encore méconnue ou honnie. Les années 1848-1851 constituent le dernier épisode de violence, le dernier sursaut de la petite paysannerie traditionnelle sur le point de disparaître dans cette grande révolution qui finira par intégrer la production agricole dans l'économie capitaliste [1].

---

1. L'étude de la question paysanne en 1848 est rendue difficile par l'absence de toute statistique sur la répartition de la propriété et de l'exploitation. La statistique agricole de 1840 constitue avant tout un inventaire des produits de l'agriculture et de leur consommation. Elle ignore les problèmes si importants de la propriété et de l'exploitation. Pour avoir une idée de la répartition de la propriété sous la Monarchie de Juillet, il faut se reporter aux cotes foncières de l'administration des contributions directes, avec toutes les approximations qu'elles comportent.

La source essentielle de cette étude est constituée par les séries BB18 et BB30 des Archives Nationales. Formées par les versements du Ministère de la Justice, elles renferment la correspondance et les rapports des procureurs généraux. Les documents sont donc d'ordre essentiellement politique. Nous signalerons en particulier l'intérêt des cartons BB30 358 à 366, concernant

I

La transformation capitaliste de la production, si elle s'est opérée d'une manière relativement rapide pour l'industrie, a été beaucoup plus lente pour la production agricole. Les agents les plus actifs de cette transformation, grands propriétaires fonciers, qu'ils fussent nobles ou bourgeois, gros fermiers qui formaient dans les pays de grande culture une véritable bourgeoisie rurale, se sont en effet heurtés à une résistance opiniâtre des petits paysans et des ouvriers agricoles groupés dans d'antiques communautés rurales, fortement unies par les liens économiques et sociaux des droits d'usage et des habitudes communautaires. Dans bien des régions, le prolétariat rural et les petits exploitants eux-mêmes ne subsistaient que grâce aux usages traditionnels, en particulier à la vaine pâture sur les jachères ou les champs dépouillés, et aux droits sur les bois. Le maintien de ces droits s'opposait aux progrès de la production agricole dans le sens capitaliste: à la suppression de la jachère et à son remplacement par les prairies artificielles, aux clôtures nécessaires aux progrès de l'élevage, comme à une exploitation rationnelle des forêts. Lutte grandiose, obscure, qui opposait une multitude paysanne attachée à ses modes traditionnels de vie, et une minorité de chefs d'exploitation qui voyaient dans la terre un capital à faire fructifier et dans l'agriculture une entreprise semblable, dans son essence, à l'industrie.

La transformation capitaliste de l'agriculture s'amorce sous l'ancien régime. La communauté rurale traditionnelle détend son étreinte devant les progrès de l'individualisme agraire [1] ; le mouvement des « enclosures » enlève de nombreuses terres à l'assolement forcé, à la jachère et à la vaine pâture. Dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, sous l'influence des agronomes anglais, puis des économistes français, en particulier des physiocrates pour qui la terre est la seule richesse réelle, l'agriculture devient, dans la haute société, une véritable mode. Le Dauphin empoigne les mancherons et trace un sillon symbolique ; Marie-Antoinette joue à la bergère au Petit Trianon. En fait l'agromanie traduit la volonté d'une fraction de l'aristocratie nobiliaire et de la bourgeoisie de faire vendre le maximum à ses domaines fonciers, grâce à une exploitation modernisée et rationnelle. L'administration royale appuie ces efforts : en 1785 est créé au Contrôle Général des finances le Comité d'Agriculture.

Malgré tout, à la fin de l'ancien régime, on ne constate de sérieux progrès que dans quelques régions du Nord de la France, Flandre, Picardie, et dans une moindre mesure en Beauce et en Normandie orientale [2]. La paysannerie pauvre défend âprement ses droits traditionnels.. L'élevage est sa ressource essentielle ; il ne pourra se maintenir si la vaine pâture disparaît ; et la vaine pâture recule par la clôture des prés et la diminution des jachères, à mesure que progressent les cultures nouvelles (prairies artificielles, graines oléagineuses...). Les droits de

les troubles postérieurs à la Révolution de février 1848, et contenant la correspondance et les rapports classés par ressort de cours d'appel jusqu'en 1850. Nous ne prétendons nullement avoir épuisé cette importante documentation. En particulier, pour l'étude de la résistance paysanne à la réaction, puis au Coup d'Etat du 2 décembre 1851, il est indispensable de dépouiller les rapports politiques des procureurs généraux des cours d'appel contenus dans les cartons BB[30] 367 et suivants (années 1849 à 1870).

1. M. Bloch : « La lutte pour l'individualisme agraire dans la France du XVIIIe siècle » (*Annales d'Histoire économique et sociale*. 1930).

2. Voir G. Lefebvre : *Les paysans du Nord pendant la Révolution* ;
A. Demangeon : *La plaine picarde* ;
J. Sion : *Les paysans de Normandie orientale.*

glanage et de chaumage constituent pour les pauvres d'importantes ressources d'appoint ; les gros fermiers s'obstinent à les restreindre, et à imposer l'usage de la faux qui, coupant les céréales plus bas que la faucille, ne laisse presque plus rien sur le champ. C'est l'existence même de l'immense prolétariat rural de la société d'ancien régime qui est en jeu. Et l'on comprend dès lors la violence des réactions paysannes et des révoltes agraires de 1789, qui permirent aux gens des campagnes de reconquérir une partie des avantages perdus au XVIIIe siècle.

La Révolution ne devait pas cependant entraîner de ce point de vue de transformations radicales. La communauté paysanne traditionnelle était condamnée par l'évolution économique elle-même. L'individualisme et le libéralisme qui triomphaient dans les domaines politique et économique, ne pouvaient que s'imposer dans celui de la production agricole, au détriment des droits collectifs. Le mouvement continua donc. L'agriculture qui s'était engagée dans la voie du capitalisme dès l'ancien régime, vit disparaître des obstacles qui la gênaient encore : la liberté de cultiver et de clore fut proclamée, comme avait été proclamée d'une manière plus générale la liberté économique. Le Code rural voté en 1791 par l'Assemblée Constituante accorde au paysan le droit d'exploiter sa terre en toute liberté ; la Constitution de 1793, constitution montagnarde, par l'article XVII de sa Déclaration des droits de l'Homme, reconnaît elle aussi la liberté de culture, sans égard pour les paysans pauvres qui lui étaient hostiles [1].

Cependant, la Révolution française n'alla pas aussi loin dans cette voie que l'Angleterre du XVIIIe siècle. Dans sa lutte contre l'aristocratie d'ancien régime, la bourgeoisie avait besoin d'alliés ; elle les chercha parmi les paysans, plus que parmi les sans-culottes des villes, sauf pendant la courte période de la Convention montagnarde, du 31 mai 1793 au 9 thermidor an II. Pour attacher la paysannerie à l'ordre nouveau, le sien, la bourgeoisie abolit les droits féodaux, non sans réticences, ni hésitations ; elle permit aux paysans aisés l'accès aux ventes des biens nationaux ; elle n'osa pas supprimer brutalement les droits d'usage des communautés rurales qui restèrent maîtresses d'en décider. La loi de 1792 laissera encore aux paysans eux-mêmes le droit de maintenir ou d'abolir la vaine pâture. Malgré la puissance de l'Etat impérial, Napoléon lui-même ne toucha ni à la vaine pâture ni au droit de parcours.

Sous la restauration, les progrès agricoles restent faibles ; la jachère persiste toujours, bien que sa durée ait tendance à diminuer. Jusque vers 1840, la situation ne change guère. Landes et jachères occupent toujours une part fort importante du sol, 7.712.000 hectares de jachères et 8.606.000 de landes et pâtures, pour 19.031.000 hectares de terres cultivées et 1.775.000 seulement de prairies artificielles, selon la statistique de 1840-1841. En 1836-1838, la Chambre des députés prépare un projet de loi pour la suppression de la vaine pâture et du droit de parcours, qui semblent condamnés. Mais la majorité des départements demande qu'on ne procède à l'abolition de la vaine pâture qu'avec une prudence extrême ; l'argument mis en avant est le même depuis l'ancien régime : les paysans pauvres ne peuvent subsister que par l'appoint de ressources que leur procurent la vaine pâture et les droits collectifs [2].

Vers 1840, la situation de la production agricole et des classes rurales rappelle encore plus l'ancien régime qu'elle ne laisse prévoir la période contemporaine.

---

1. Voir G. Lefebvre : « La Révolution française et les paysans » (dans les *Cahiers de la Révolution française*, n° 1) ; Questions agraires au temps de la Terreur.
2. Voir H. Sée : « La vaine pâture sous la Monarchie de Juillet d'après les enquêtes de 1836-1838 » (*Revue d'Histoire moderne*, 1926).

Les progrès de l'organisation capitaliste de la production demeurent toujours très lents dans les campagnes, très souvent imparfaits ; les communautés rurales traditionnelles sont toujours vivaces, et toujours solide l'autonomie des petits producteurs paysans.

La transformation capitaliste de l'agriculture.

La dernière partie du règne de Louis-Philippe, de 1840 à 1848, fut marquée par une accélération du processus de transformation de l'agriculture dans le sens capitaliste. L'antagonisme traditionnel s'exacerba. Cette tension explique dans une grande mesure la violence des réactions paysannes, lorsqu'en 1848 vint à se détendre le ressort de l'Etat, et l'appareil de répression à faiblir.

La production agricole augmente, en même temps que les rendements. En Ille-et-Vilaine par exemple, de 1840 à 1846, la production des céréales s'accroît de 20 %. Les jachères sont en décroissance ; en 1840, elles représentent encore 47.7 % de la superficie totale des terres cultivées en céréales, 33 % seulement en 1842. De 36 millions d'hectolitres en 1840, la production du vin passe, en 1848, à 50 millions. L'accroissement de la richesse foncière est incontestable. Les produits des droits sur les donations et successions montent de 30 millions en 1826 à 52 en 1847 : de 1.200 millions sous Charles X, l'annuité successorale passe à deux milliards en 1847.

Les progrès de l'agriculture de 1840 à 1848 ont été déterminés par la conjoncture générale de l'économie, comme par les efforts d'un gouvernement qui s'était donné pour tâche d'impulser, en faveur de la classe qui le soutenait, toutes les formes d'enrichissement.

Malgré l'insuffisance de l'organisation du crédit et le taux trop élevé des banques locales, des capitaux nombreux s'investissent dans l'agriculture. La bourgeoisie continue de placer en biens fonds une partie des capitaux accumulés dans le commerce et l'industrie : dans la société de Juillet qui vient à peine de se différencier de l'ancienne société aristocratique, l'acquisition de la terre marque toujours l'ascension dans l'échelle sociale, et constitue comme une marque d'aristocratie pour ces bourgeois naguère encore boutiquiers. Un facteur politique accentue cette tendance : après la Révolution de Juillet, les grands propriétaires légitimistes se retirèrent sur leurs terres et consacrèrent leurs capitaux à l'amélioration de leurs domaines. Fait remarquable si l'on songe précisément à l'insuffisance du crédit agricole, et qui ne manqua pas de frapper un observateur comme Stendhal :

> Ouvrez l'*Almanach Royal* de 1829, vous verrez la noblesse occuper toutes les places ; maintenant elle vit à la campagne, ne mange que les deux tiers de son revenu et améliore ses terres... Outre les fermes, chaque propriétaire a une réserve de 150 arpents qu'il fait valoir ; beaucoup achètent tout ce qui est à vendre autour d'eux, et dans dix ans ces messieurs auront refait des terres magnifiques. [1]

---

1. Stendhal : *Mémoires d'un touriste*, 19 avril 1837. (Cité par H. Sée : *Histoire économique de la France*. t. II, p. 140).
Voir aussi Balzac : *Les Paysans*, *Le Curé de campagne*.
(Cf. M. Blanchard : *La campagne et ses habitants dans l'œuvre d'Honoré de Balzac*, thèse, 1931)
Voir enfin le chef-d'œuvre d'Eugène Le Roy : *Jacquou le Croquant*.

Un autre agent actif de la transformation de l'agriculture fut le développement des voies de communication. De 1840 à 1848, le réseau des voies navigables s'étend ; la loi de 1836 sur les chemins de grande et de petite communications fait sortir les campagnes de leur isolement séculaire. Ainsi s'accélère la diffusion des nouvelles techniques agricoles ; les chaux et les marnes arrivent dans les départements du Centre et de l'Ouest, pour fertiliser les terres froides. Ainsi s'esquisse déjà par la révolution des transports qui ne produira ses pleins effets que sous le Second Empire, avec l'extension du réseau ferré, une véritable révolution de la production agricole ; les unités économiques traditionnellement autonomes achèveront alors d'éclater, pour se spécialiser et s'insérer dans des systèmes plus vastes, complémentaires et solidaires les uns des autres.

Le gouvernement de Louis-Philippe soutient les efforts des capitalistes qui s'attachent à rénover la production agricole. Au Conseil général de l'agriculture institué en 1831, entrent trente grands propriétaires fonciers ; en 1836, un ministère du Commerce et de l'Agriculture est organisé ; de 1841 date la création de deux inspecteurs généraux de l'agriculture.

La révolution agricole qui s'était affirmée dans les pays de grande culture, dès le XVIIIe siècle, précipite donc son cours après 1840, sous l'influence des facteurs généraux qui transforment l'économie et la société : l'agriculture s'intègre dans les cadres de la production capitaliste.

La situation de la petite paysannerie s'en trouve lourdement aggravée. De 1840 à 1848, ses conditions d'existence empirent non seulement par suite du déséquilibre qui résulte pour les communautés rurales traditionnelles de la révolution agricole, mais encore par le jeu d'une série de facteurs qui tous, agissant et réagissant les uns sur les autres, concourent à accélérer le rythme de l'évolution.

Le premier fait notable est la poussée démographique. La population paysanne s'accroît depuis le XVIIIe siècle, sans que les défrichements ou les améliorations foncières arrivent à satisfaire les besoins de terre d'une paysannerie toujours plus nombreuse et toujours plus misérable. La plupart des villages de France atteignent leur apogée démographique entre 1840 et 1860. L'accroissement de la population rurale, alors que la production agricole augmente à un rythme bien plus lent, se traduit par une misère accrue. De 32.500.000 habitants environ en 1842, la population de la France passe en 1846, à 35.500.000. En 1846, la population rurale représente encore 75 % du total général. Bien que les recensements ne donnent pas encore de renseignements sur la profession des habitants, on peut vraisemblablement supposer que les trois quarts des Français adultes sont occupés d'agriculture ou d'industrie rurale. Les statistiques sont malheureusement muettes sur la répartition de la propriété foncière. Les chiffres des cotes foncières renseignent insuffisamment, les relevés cadastraux se faisant par communes, et un propriétaire pouvant l'être dans plusieurs communes. Ils indiquent cependant un accroissement du partage du sol : de 10.300.000 environ en 1826, les cotes foncières montent à 11.500.000 en 1842 ; on estime que le nombre des propriétaires fonciers passe de 6,5 millions en 1825, à 7,5 en 1850. Précisons que la moitié au moins des cotes foncières sont inférieures à 5 francs, et représentent donc les petits paysans propriétaires qui ne peuvent vivre que par l'appoint de ressources que leur procurent les droits collectifs ou l'industrie rurale.

La petite paysannerie, déjà dépourvue de terres suffisantes, voit au même moment l'un de ses moyens d'existence lui échapper. L'industrie rurale qui, dans l'économie agricole traditionnelle, permettait à de nombreux paysans pauvres de subsister, est en voie de disparition, et en particulier le filage et le tissage à domicile ; ils ne peuvent en effet résister à la concurrence de la grande industrie textile.

qui opère, grâce à la concentration des capitaux, celle des métiers et de la main-d'œuvre. Dans la Seine-Inférieure, à partir de 1835, la décadence du tissage à domicile et des industries rurales se précipite [1]. La misère des campagnes s'accroît d'autant ; l'exode rural s'accélère, comme aussi, suivant les régions, l'évolution de l'agriculture, — le travail de la terre constituant désormais, pour bien des paysans, la seule ressource possible.

Tandis que s'aggravent les conditions d'existence de la petite paysannerie, l'assaut continue contre les droits traditionnels des communautés rurales. Si le gouvernement n'ose pas toucher à la vaine pâture et au libre parcours, il s'en prend aux biens communaux qui jouent un si grand rôle dans la vie des paysans pauvres et des ouvriers agricoles. En 1836, le gouvernement s'est déjà préoccupé de la question et s'est montré favorable, non à leur partage, mais à l'amodiation par la commune, c'est-à-dire à leur location : ce qui ne peut que profiter aux paysans riches ou aisés. Après 1840, le mouvement s'accélère et se généralise dans l'ensemble de la France. Ainsi, dans le département de la Seine-Inférieure, c'est surtout après 1840 que l'on se préoccupe sérieusement de la mise en valeur et de l'amodiation des communaux : en 1851, 122 communes sur 196 ont amodié leurs biens. Amodiation des communaux, clôture des champs qui se multiplient, comme l'indiquent en particulier les violences et les bris dont se rendent coupables les paysans, tradition toujours vivace sous la monarchie de juillet, reprise des droits d'usage sur les forêts que l'on entreprend d'exploiter plus rationnellement : autant de faits qui tendent à désagréger les communautés rurales et à ruiner leur mode traditionnel d'exploitation du sol.

Il est enfin un dernier facteur d'aggravation de la situation paysanne : la lourdeur de la dette hypothécaire qui écrase la petite paysannerie et la met à la merci de ses créanciers. Les prêts hypothécaires sont ruineux pour les petits cultivateurs qu'aucune institution de crédit ne vient aider. La grande propriété foncière trouve à emprunter, à 5 % au plus. Le petit paysan doit passer par des conditions beaucoup plus dures et recourir aux usuriers qui réclament jusqu'à 15%. En Alsace, l'usure est souvent pratiquée par les Juifs [2], ce qui explique les troubles antisémites de 1848, dans les campagnes alsaciennes ; dans d'autres régions, l'usure est le fait des chrétiens.

Karl Marx a analysé les répercussions de la dette hypothécaire sur la petite paysannerie française, en ce milieu du XIXe siècle :

La population campagnarde, qui dépasse les deux tiers de la population française, est composée dans sa plus grande partie de *propriétaires fonciers* soi-disant libres. La première génération affranchie gratuitement par la Révolution de 1789 des charges féodales, n'avait rien payé pour la terre. Mais les générations suivantes payèrent, sous la forme de *prix du sol*, ce que leurs aïeux demi-serfs avaient payé sous forme de rente, de dîme, de corvées, etc. Plus, d'une part, s'accroissait la population, plus, d'autre part, augmentait le partage des terres, — et plus le prix de la parcelle montait, car le chiffre de la demande croissait avec son exiguïté. Mais à mesure qu'augmentait le prix que le paysan payait pour la parcelle, soit qu'il l'achetât directement, soit qu'il se la fît compter comme capital par ses cohéritiers, *l'endettement du paysan*, c'est-à-dire l'hypothèque, augmentait dans la même proportion... De même que sur la propriété moyenâgeuse s'accumulent les *privilèges*, de même s'accumulent sur la parcelle

1. Voir J. SION : *Les paysans de la Normandie Orientale.*
H. SÉE : « Note sur l'industrie textile de la Mayenne dans la première moitié du XIXe siècle ». (*Bulletin de la Commission historique de la Mayenne*, 1927).
2. Voir P. LEUILLOT : « L'usure judaïque en Alsace sous l'Empire et la Restauration ». (*Annales historiques de la Révolution française*, 1930).

moyenâgeuse s'accumulent les *privilèges*, de même s'accumulent sur la parcelle moderne les hypothèques. D'un autre côté, dans le régime du parcellement, la terre est pour son propriétaire un pur instrument de production. A mesure qu'on morcelle la terre, sa fertilité diminue. L'application de la machine à la terre, la division du travail, les grands travaux d'amélioration du sol..., deviennent de plus en plus impossibles, en même temps que les faux frais de la culture s'accroissent proportionnellement à la division de l'instrument de production lui-même. Et il en est ainsi, que le propriétaire de la parcelle possède ou non du capital. Mais plus la division augmente et plus le bien-fonds constitue, avec son inventaire extrêmement misérable, tout le capital du paysan parcellaire, et moins le capital s'investit dans la terre, et plus le petit paysan manque de terre, d'argent et de connaissances pour utiliser les progrès de l'agronomie, et plus la culture du sol régresse. Enfin *le produit net* diminue dans la mesure où s'accroît la *consommation brute*, et où la famille du paysan tout entière est écartée de toute autre occupation par sa propriété, sans pour cela que celle-ci soit capable de la faire vivre.

C'est donc dans la mesure où s'accroît la population et avec elle le partage de la terre, que renchérit *l'instrument de production*, la terre, et que diminue sa fertilité, c'est dans la même mesure que *périclite l'agriculture et que s'endette le paysan* [1].

Lorsque le paysan ne peut plus charger sa parcelle d'hypothèques, il devient la proie de l'usure. Que l'on ajoute les charges fiscales. Et l'on concevra que finalement, le paysan

cède au capitaliste non seulement une rente foncière, non seulement le profit industriel, en un mot non seulement *tout le bénéfice net*, mais même une *partie du salaire*, de sorte qu'il est tombé au degré du tenancier irlandais ; et tout cela sous le prétexte d'être propriétaire privé.

Pays de grande culture et pays d'agriculture traditionnelle.

La situation de la paysannerie française n'était cependant pas uniforme dans tout le pays. L'évolution ne se déroulait pas au même rythme, les méthodes capitalistes étaient loin de s'imposer à la production agricole d'une manière égale dans toutes les régions. Il est nécessaire d'introduire ici des nuances sociales et régionales.

Unanime lorsqu'il s'était agi de l'abolition des droits féodaux, la paysannerie s'était rapidement divisée lorsque s'affrontèrent les intérêts de ses diverses fractions. Les grands fermiers, les paysans propriétaires avaient intérêt à voir s'instaurer définitivement la liberté de culture ; ils ne pouvaient qu'être sensibles à l'idée si familière à l'économie libérale, d'améliorer leur sort par l'effort individuel. A eux aussi s'adressait le mot d'ordre de Guizot : « Enrichissez-vous ! » Foncièrement différents étaient les intérêts et les revendications des petits et moyens exploitants, des paysans parcellaires, des métayers, des journaliers qui n'avaient pour vivre que le travail de leurs bras : c'est contre eux que l'agriculture réalisait ses progrès, c'est pour eux seuls que la communauté rurale prenait tout son sens. La paysannerie ne formait pas une classe homogène. Les antagonismes qui s'affrontaient dans les campagnes expliquent les prises de position des diverses fractions de la paysannerie devant les événements de 1848 à 1851.

Les diversités régionales soulignaient ces antagonismes sociaux, opposant les régions de grande culture et de fermage, aux pays de métayage où dominait la

---

1. Karl Marx : *Les luttes de classes en France* (1848-1850). (Editions sociales, 1948, p. 108-109). Cet ouvrage fut écrit en 1850.

petite culture. Sans se référer aux diversités d'aptitudes physiques, de paysage rural et de production agricole, deux systèmes divisaient la France, séparés par une zone mixte. Le Nord, sous l'influence de la Flandre, était à l'avant-garde de la modernisation de l'agriculture : la vaine pâture était en régression, le développement des prairies artificielles permettait l'élevage à l'étable ; les plantes industrielles, textiles et oléagineuses, introduites dans l'assolement, en avaient rompu le rythme triennal. Le Nord était le pays des grandes exploitations et de ces gros fermiers, agents actifs de la transformation de la production agricole. Le prolétariat rural y était nombreux, plus nombreux encore à mesure de la disparition progressive des droits collectifs. Mais le Nord, dans cette première moitié du XIX[e] siècle, s'industrialisait rapidement et fortement. Ainsi, par la ville et l'usine, fut absorbé l'excédent de ce prolétariat que l'agriculture nouvelle rejetait des campagnes, et terminée, par la désintégration de la communauté rurale traditionnelle, la lutte séculaire qui opposait les paysans pauvres aux propriétaires et aux grands fermiers. Par là s'explique, dans une certaine mesure, que les pays du Nord de la France, pays de fermage et de grande culture, n'aient pas connu, de 1848 à 1851, l'agitation et les révoltes qui caractérisèrent les pays de métayage et de petite culture.

Ceux-ci formaient essentiellement le Centre, l'Ouest et le Midi de la France. L'orientation capitaliste de l'agriculture y était beaucoup moins marquée. La communauté rurale se maintenait encore, la petite culture prédominait, plus variée dans le Midi. Dans les régions montagneuses et dans l'Ouest, pays d'enclos, la vaine pâture ne s'exerçait que sur les terrains communaux. L'émiettement traditionnel des exploitations en unités familiales de culture, moyennes (*métairies*, *bordes* et *domaines*) ou petites (*locateries* du Centre. *brasseries* du Midi, *bordages* ou *closeries* de l'Ouest) constituait un obstacle à l'introduction des procédés de la culture moderne. Les conditions économiques et sociales du métayage ne permettaient pas la concentration des exploitations, comme en pays de fermage. La poussée capitaliste se faisait cependant sentir même dans ces régions, par l'aggravation des métayages ou l'existence de ces fermiers généraux qui prenaient à ferme l'ensemble des biens d'un propriétaire, pour les sous-louer aux paysans.

L'enquête menée après 1840 par les inspecteurs généraux de l'agriculture, et dont les résultats furent publiés pour quelques départements, nous renseigne sur l'état de ces classes sociales rurales qui devaient entrer en action en 1848, et sur l'inégal développement de l'agriculture française suivant les régions [1].

Dans le département des Hautes-Pyrénées qui en 1849, fut affecté de troubles agraires importants, dominent la petite et la moyenne culture ; les grandes exploitations sont peu nombreuses. Les petits propriétaires exploitent eux-mêmes ; les grands propriétaires divisent leurs biens en métairies qu'ils donnent à demi-fruit. Vaine pâture, droit de parcours, glanage, grapillage sont partout en vigueur. Les instruments aratoires sont rudimentaires ; « [la charrue] ressemble beaucoup à l'araire des Romains ; elle est très imparfaite ». L'assolement est biennal ou triennal, le plus souvent avec jachère (blé-maïs-jachère, blé-jachère). Les forêts domaniales et communales sont grévées de lourdes servitudes (droits d'usage en

1. « Agriculture française par M.M. les Inspecteurs généraux de l'Agriculture » : Aude. Côtes-du-Nord (1844), Isère (1843), Haute-Garonne (1843), Nord, Hautes-Pyrénées (1843), Tarn (1845), (7 volumes).
Voir H. Sée : « L'agriculture dans les Côtes-du-Nord en 1844 ». (*Annales de Bretagne*, t. XXX).
Voir aussi C. Monnier : *De l'agriculture en France, d'après documents officiels* (2 vol., 1846). Moreau de Jonnès : *Statistique de l'agriculture en France* (1848).

bois, pâturage, pacage, coupe de fougères). Si l'on compare ces données de l'enquête des inspecteurs généraux, aux réponses fournies pour l'arrondissement de Tarbes à un questionnaire envoyé par les autorités administratives en 1812, on constate la stagnation de l'agriculture dans cette région au cours de la première moitié du XIXe siècle. En 1812, la seule commune d'Ossun, au voisinage de Tarbes, cultive les prairies artificielles :

> ses habitants qui, depuis des siècles, font le roulage fort au loin, apprirent dans leurs courses l'art des prairies artificielles.

Il faut croire que leur exemple fut peu suivi ; car les enquêteurs de 1843 constatent la quasi-absence des prairies artificielles.

Dans le Gers voisin, d'après l'enquête de 1814, la grande culture n'existe pas.

> On n'y pratique que celle par laquelle les propriétaires travaillent leurs biens de leurs propres mains, ou les donnent à travailler à moitié fruits à des colons que l'on nomme *métayers* ou *bordiers*.

Ces métayers s'étaient insurgés en juillet 1793 [1] ; ils s'insurgeront encore en 1851.

Situation à peu près identique en Haute-Garonne, bien que la grande propriété y soit plus importante. L'exploitation y est très morcelée, le métayage généralement répandu ; quant au fermage, « on pourrait le passer sous silence, s'il ne témoignait des efforts faits par certains propriétaires pour adopter un meilleur système d'exploitation ». L'écobuage est encore pratiqué sur les sols les plus pauvres... Dans le département voisin du Tarn, « la grande culture, c'est-à-dire l'exploitation des terres par des fermiers qui fournissent les animaux de labour, les bestiaux, les ustensiles, et en général tout le mobilier nécessaire », est inconnue en 1814 [2]. En 1843, les enquêteurs font la même constatation : le métayage est cause de routine, les métayers sont trop misérables pour renouveler leur équipement et leurs méthodes de culture. « L'absence de tout capital autre que celui du travail du métayer et de sa famille, constitue le vice radical du système. » Le maïs domine la vie agricole de ce département : « c'est la plante de prédilection du métayer qui lui emprunte sa nourriture favorite ; c'est le pivot de la rotation biennale ; elle est encore une des bases de l'alimentation du bétail pendant l'été ». Quant au bétail, « il ne répond nullement aux besoins de l'agriculture ».

Ces techniques archaïques, et la condition misérable qui en résulte pour les métayers et les travailleurs de la terre, contrastaient avec l'aspect progressif des techniques et de la production agricole dans les pays de grande culture. Dans les départements du Nord et de l'Isère, les enquêtes des inspecteurs généraux de l'agriculture signalent de grands progrès, et, dans le Nord, le règne incontesté de

---

1. Voir G. Lefebvre : *Questions agraires au temps de la Terreur*, p. 113 et note 5. « Les métayers se soulevèrent vers le 10 juillet dans les districts de Mirande, Miélan et Montesquieu ; le 14, ils s'attroupèrent à Mirande, disant que l'on ferait sauter la tête des premiers propriétaires qui viendraient exiger la dîme, *laquelle nous appartient en entier* ».

D'après Brégail : « Une insurrection des bordiers dans le Gers en 1793 », dans le *Bulletin de la Société du Gers*, 1901.

Mirande devait être le centre principal de la résistance dans le Gers, en décembre 1851.

2 La Statistique agricole de 1814. (*Comité des travaux historiques et scientifiques. Notices, Inventaires et documents*). Ce recueil contient les réponses que l'on a pu retrouver, à un questionnaire envoyé en janvier 1812, et à une circulaire du 30 décembre 1814 du Directeur général de l'Agriculture.

la grande culture. En Normandie [1] la jachère a complètement disparu dès 1850 ; dans les années Quarante, la culture de la betterave, celle du colza prennent une grande extension ; le pommier, mieux adapté au climat, remplace la vigne. Le fermage est seul en usage. De la vente des biens nationaux, la bourgeoisie urbaine comme la bourgeoisie rurale, ont consolidé leur position terrienne et accru leur puissance économique et sociale. Sous la monarchie de Juillet, ces progrès de l'agriculture sont accentués par le retour à la terre d'une foule de nobles et de fonctionnaires légitimistes, et par le placement dans des acquisitions domaniales, de nombreux capitaux de la bourgeoisie industrielle, qui voit là une sûre opération financière et un moyen d'augmenter son influence politique. Puissance des capitaux, perfection de la technique et de l'outillage, intensité de la production, élévation du rendement, organisation commerciale : tels sont déjà dans les années Quarante du XIXe siècle, les traits caractéristiques des régions de grande culture, comme la Seine-Inférieure ou le Nord.

Cette concentration agraire entraîne un exode rural intense. Ce ne sont pas les paysans proprement dits qui partent, mais les gens occupés d'industrie rurale, puis les ouvriers agricoles que les campagnes ne nourrissent plus. En Seine-Inférieure, l'industrie rurale disparaît ; les tisserands vont chercher du travail dans les grands centres textiles de la région de Rouen. Le développement du machinisme agricole prive de travail de nombreux journaliers ; la batteuse remplace le fléau ; le nombre des batteuses dans la Seine-Inférieure passe de 1.489 en 1856 à 3.403 en 1860. Le battage au fléau se faisait au cours de l'hiver : sa disparition réduit les ouvriers au chômage, durant la mauvaise saison. L'usage de la faux eut les mêmes résultats : elle exige moins de bras que la faucille, pour un travail plus rapide ; vers 1825, la faux pénètre dans le pays de Bray, la région de Seine-Inférieure la moins ouverte cependant aux innovations agricoles. Le machinisme fut, pour les ouvriers agricoles, l'une des causes déterminantes de l'exode rural.

Au cours des années Quarante, les pays de grande culture achèvent donc leur révolution agricole. La petite paysannerie a été éliminée par les grands propriétaires et les gros fermiers mieux armés pour la lutte économique ; l'ancien prolétariat rural, qui n'arrivait à subsister que grâce aux droits d'usage et à l'industrie rurale, privé de ces ressources d'appoint, s'est déversé dans les nouvelles cités industrielles. La structure économique et sociale des pays de grande culture apparaît en 1848 foncièrement différente de celle des pays d'agriculture traditionnelle. Foncièrement différentes devaient être aussi les réactions des uns et des autres aux événements de Février.

Les troubles agraires à la veille de 1848.

La situation déjà difficile de la petite paysannerie fut aggravée par la crise agricole de 1847. La décadence de l'agriculture traditionnelle et la désagrégation des communautés rurales, sous la poussée des entreprises capitalistes, les mettaient dans un état de moindre résistance pour supporter la crise économique. Et cela à un moment où la révolution agricole dans les pays de grande culture n'avait pu encore porter tous ses fruits, en accroissant la production dans des proportions suffisantes, en organisant efficacement le commerce des grains, en profitant des

1. Voir J. Sion : *Les paysans de Normandie Orientale.*

facilités nouvelles de communications et de transports. Une série de mauvaises récoltes, à partir de 1845, fit reparaître dans les campagnes le spectre de la famine et son cortège de troubles habituels, comme sous l'ancien régime et la Révolution. Le prix du blé monta ; la disette affecta essentiellement les consommateurs, et dans les campagnes, les paysans pauvres et les ouvriers agricoles. En Alsace, la famine régna [1]. En 1845 déjà, le préfet du département de l'Ariège écrit que « plus de 25.000 personnes touchent au moment de n'avoir plus de pain » [2].

La situation de la paysannerie à la veille de la Révolution de 1848 est donc, toutes proportions gardées, la même qu'à la fin de l'ancien régime. Les antagonismes de classe se sont exacerbés, à mesure que s'imposaient les modes capitalistes de production. Une immense paysannerie vit dans des conditions misérables [3]. La menace de famine en 1846-1847 précipite la crise. De même que la Révolution de 1789 a été devancée au printemps, par la révolte agraire, puis doublée en juillet par la Grande Peur [4], de même la Révolution de 1848 a été annoncée et préparée dans les campagnes par toute une série de troubles, qui vont s'amplifiant, jusqu'au moment où la chute de la Monarchie de Juillet et les changements politiques permettent aux revendications et à la colère paysannes de se donner libre cours.

*
* *

L'agitation paysanne qui précéda la Révolution de 1848 fut due à deux causes essentielles, la disette, consécutive à la crise agricole d'une part, de l'autre les empiètements de l'autorité ou des grands propriétaires sur les droits collectifs des communautés paysannes [5].

En décembre 1844 et janvier 1845, des désordres sont signalés à Saint-Loubès (Gironde), à l'occasion d'une adjudication de biens communaux. Des troubles ont lieu à Saint-Marcel (Isère) dans les premiers mois de 1845, lors d'un partage de biens communaux. La clôture par un particulier de terrains « prétendus communaux » entraîne une agitation à Frosian (Loire-Inférieure), en décembre 1845. En mars 1846, les « prétentions » des habitants à l'exercice du droit de pacage amènent des désordres dans les villages de Mocpoix et de Varennes, dans l'arrondissement de Fontainebleau. Désordres encore à la même date dans les Côtes-du-Nord, à Caurel, à l'annonce d'un partage des landes communales. En janvier 1847, la population indigente de Bar-le-Duc commet des dévastations dans les bois [6]... En fait cette agitation des paysans pour la défense de leurs droits collectifs sur les terres vaines, sur les forêts ou sur les communaux, n'avait jamais cessé depuis l'ancien régime. Elle ne devait disparaître, dans la seconde moitié du XIXe siècle,

---

1. Voir Mme KAHAN-RABECQ : « La crise des subsistances dans le Haut-Rhin à la veille de la Révolution de 1848 ». (*La Révolution de 1848*, 1937).
F. PONTEIL : « La crise alimentaire en 1847 dans le Bas-Rhin ». (*La Révolution de 1848*. 1925-1926).
2. Voir Ph. MORÈRE : « Note sur l'Ariège avant le régime démocratique ». (*La Révolution de* 1848. 1911-1912).
3. « Un paysan à la physionomie stupide et vêtu de toile de coton bleue, passait sur le pont ; l'épicière m'a dit que cet homme ne mangeait de la viande que huit fois par an; il vit d'ordinaire avec du lait caillé. Pendant les grands travaux de la moisson, les paysans se permettaient de boire de la piquette ». (STENDHAL : *Mémoires d'un touriste* ; Cosne, 12 avril 1837; cité par H. SÉE : *Histoire économique de la France*, t. II p. 144).
4. Voir G. LEFEBVRE : *La Grande Peur de* 1789.
5. Archives Nationales, BB18 1428, 1438, 1440, 1449.
6. Archives Nationales. BB18 1428, 1438, 1440, 1449.

qu'avec le triomphe définitif de la révolution agricole. Il est significatif de constater que ces troubles n'affectent pas les régions du Nord de la France, pays de grande culture où les modes capitalistes d'exploitation et de production l'ont définitivement emporté sur les procédés archaïques des communautés rurales. Sont troublées les régions de petite culture où domine une nombreuse paysannerie de métayers toujours menacée par les grands propriétaires : Midi aquitain, Bretagne... Dans les pays d'enclos de l'Ouest de la France, les communaux avaient une aussi grande importance pour la nourriture du bétail des paysans pauvres, que les terres en jachère ou en chaume des villages à champs ouverts de l'Est : c'est sur les communaux que le métayer qui ne peut pratiquer la grande culture et cultiver des prairies artificielles, faute de capitaux pour moderniser son exploitation, envoie le bétail dont le produit constitue le plus souvent et sa nourriture et l'essentiel de son revenu. Vendre les communaux ou les affermer, ce dont ne profitent que les propriétaires aisés ou riches, c'est attenter aux conditions d'existence des paysans pauvres. De là leur émotion chaque fois que cette question est posée ; de là leurs réactions défensives.

Les autres troubles qui affectent les campagnes dans les années 1846-1847 ont pour cause la disette. Leur répartition est beaucoup plus large. Les pays de grande culture n'en sont pas exempts : la crise de la production agricole est générale ; les ouvriers agricoles des grandes fermes du Nord de la France y sont aussi sensibles que les petits métayers du Midi ou de l'Ouest. Troubles sur les marchés, attroupements au passage de convois de grains ou de pommes de terre, violence contre les marchands blatiers ou les meuniers : les réactions du petit peuple des campagnes sont les mêmes que sous l'ancien régime ou sous la Révolution, à chaque fois que se posait la question des subsistances. En juin 1845, à Mauléon (Basses-Pyrénées) éclate une émeute « sous prétexte » de la cherté des grains. Des désordres à l'occasion du commerce des grains ont lieu en septembre, et se multiplient bientôt dans le ressort de la cour d'appel de Rennes. En octobre, un attroupement se forme à Givet (Ardennes), pour empêcher le passage en Belgique d'une péniche chargée de pommes de terre. En novembre, c'est à Chatillon-sur-Loing qu'est signalée une agitation à l'occasion du chargement d'un bateau de grains. Les troubles dès lors se multiplient : à Saint-Waast (Nord) à l'occasion d'un envoi de pommes de terre en Belgique (mars 1846), à Giat (Puy-de-Dôme) en mai ; en août, à Saint-Amand-sur-Sèvre (Deux-Sèvres), au Temple (Vendée). A Château-Chinon, sept femmes sont poursuivies pour entraves à la libre circulation des grains (août-septembre 1846). En décembre 1846, des manifestations tumultueuses ont lieu à Granges, dans les Vosges, contre un meunier. Le gouvernement, dans les premiers mois de 1847, doit prendre des mesures contre les bandes de mendiants qui parcourent les arrondissements de Parthenay et de Niort. En février 1847, est découvert en Vendée un « complot », « ayant pour objet de piller plusieurs propriétaires de grains ». En août, la région de Lisieux est troublée à l'occasion des subsistances... [1]. Leur détresse amène les ouvriers agricoles à prendre conscience de leurs droits : au printemps de 1846, on signale dans l'arrondissement de Tours des coalitions d'ouvriers vignerons [2].

Les troubles agraires ne cessaient de se répéter, quand l'ébranlement causé dans tout le pays par les Journées parisiennes de Février vint leur donner une ampleur nouvelle.

(A suivre).

---

1. Archives Nationales, BB[18], 1433, 1436, 1438, 1440, 1445, 1448, 1449, 1450.
2. Archives Nationales, BB[18] 1442.

VERS UN HUMANISME NOUVEAU

LA LIBERTÉ DE L'ÉCRIVAIN SOVIÉTIQUE

par André BONNARD

Nous reproduisons ci-dessous quelques fragments d'une très belle conférence donnée à Lausanne le 1er décembre 1947, sous les auspices de l'Association Suisse-U.R.S.S., par M. André Bonnard, professeur de grec à l'Université de Lausanne. M. Bonnard, invité par l'Union française universitaire et l'Association France-U.R.S.S., doit venir prochainement à Paris traiter le même sujet ; le texte complet de sa conférence paraîtra ultérieurement par les soins de l'Union française universitaire.

M. André Bonnard, qui enseigne le grec depuis vingt ans à l'Université de Lausanne, a publié un livre sur Les Dieux de la Grèce *et en annonce un autre sur* La poésie de Sapho. *Mais il est connu surtout par ses traductions et adaptations de tragédies antiques, qui ont été jouées non seulement en Suisse, mais en Belgique et en France avec un très grand et légitime succès. Sa traduction d'*Antigone *a été jouée à Orange et à Paris, à l'Odéon ; son* Œdipe-Roi, *déjà joué à Lyon et à Bruxelles, sera bientôt repris à Arles ; Arthur Honegger a écrit une musique de scène pour son* Prométhée enchaîné.

Sans faire de politique active, M. André Bonnard n'a jamais hésité à défendre publiquement la cause de la justice. Pendant la guerre, un article de lui, « Neutralité ou fraternité », où il prenait vigoureusement parti contre le nazisme, fut sévèrement jugé par beaucoup de ses compatriotes, et la conférence dont nous extrayons ce fragment fit scandale à Lausanne dans les milieux « bien pensants ».

Il préside aujourd'hui le Comité suisse d'aide à la Grèce démocratique.

On se demandera sans doute avec quelque surprise quel titre peut bien avoir un helléniste à parler de littérature soviétique. Pas d'autre en vérité que d'être précisément un helléniste, c'est-à-dire quelqu'un qui, vivant dans le commerce d'une littérature dont l'homme, sa condition et son pouvoir constituent l'unique objet, ne peut faire autrement, s'il prend cette littérature au sérieux, s'il y trouve un principe de conduite, que de se demander s'il existe dans le monde moderne une littérature qui propose à notre temps une vue de l'homme capable à son tour, comme fit l'humanisme grec, d'accroître notre pouvoir, de nourrir notre pensée et nos actes.

L'humanisme grec s'est toujours cherché des héritiers. Il en a trouvé plusieurs, au cours des siècles, toujours provisoires. Car c'est le propre de l'humanisme de constamment se dépasser. Le monde soviétique prétend proposer à notre époque une nouvelle figure de l'homme. Que vaut-elle ? Nul ne peut y rester indifférent. J'ai voulu la connaître. J'ai interrogé la littérature soviétique sur cet homme nouveau qu'elle nous propose.

Mais ici on dira, non plus seulement avec surprise, mais avec sévérité, qu'il faut être bien léger — dans l'état présent de notre information, et au surplus en ignorant la langue russe — pour prétendre ouvrir une enquête sur la littérature

soviétique. Ce qu'on dira dans ce sens ne dépassera sans doute pas en sévérité ce que j'ai pu me dire à moi-même. Je sais que ma documentation n'est pas complète. Je sais que se mêler de parler de poésie soviétique, par exemple, en ignorant le russe est une sorte d'impertinence.

Je dirai seulement que j'ai fait ce que j'ai pu ; que, depuis un an, en dehors des lectures qu'exige ma profession, je n'en ai guère fait d'autre que de littérature soviétique. A côté des œuvres nombreuses que j'ai pu me procurer, j'ai recueilli sur cette littérature d'importants témoignages, parfois de source anglo-saxonne [1]. Enfin, je me suis efforcé de poser aux textes que je lisais les mêmes questions exactement, et selon les mêmes méthodes, que celles que je pose journellement à la littérature grecque, demandant sans cesse à l'écrivain : « Que penses-tu de l'homme ? Qu'apportes-tu à l'homme que je suis, aux hommes de ce temps ? »

Je ne me défends pas de mon imprudence. Je dirai seulement qu'il peut y avoir, pour un intellectuel de ce siècle, plus que de l'imprudence, une sorte d'inconscience à ne pas chercher à connaître et à comprendre — si la fonction de l'intellectuel est de comprendre — ce que veut dire ce grand peuple qui déclare apporter à l'homme un nouveau message.

Il est vrai que sur le sens et la valeur de ce message circulent beaucoup de réponses toutes prêtes. J'ai tenté d'aller au delà de ces réponses, j'ai tenté d'aller aux œuvres.

Climat d'un humanisme naissant.

S'il est une chose qui frappe un helléniste au moment où il commence à s'orienter dans le monde soviétique, c'est l'appétit de savoir qui s'y manifeste. Un humanisme à sa naissance se signale en premier lieu par un impérieux besoin de connaissance, par une sorte de fureur de comprendre et d'exprimer qui s'empare d'une époque et d'un peuple.

Rien ne définit mieux ce qu'on appelle improprement le miracle grec que l'effort soudain des penseurs et des poètes de la jeune Grèce pour explorer le monde et le figurer par le verbe. L'invention de la tragédie, la fondation de la science et de la philosophie ne sont qu'une seule et même démarche de l'humanisme grec à sa naissance — face aux civilisations déclinantes de l'Orient — pour inventorier à nouveau les richesses de l'univers, en assurer à l'homme la conquête par la connaissance, lui fixer les lois de son action.

Si l'on est tenté de parler aujourd'hui d'un humanisme soviétique naissant, c'est, il me semble, d'abord à cause de cette frénésie de savoir brusquement poussée au cœur d'une nation qu'on ne croyait sujette, à tort d'ailleurs, qu'au vague à l'âme.

Lénine disait en 1913 : « Notre pays est le plus arriéré du monde, » — en vérité le plus inculte. Et aujourd'hui ? Non seulement l'école est obligatoire et quarante-sept millions d'enfants la fréquentaient en 1939, non seulement, selon un slogan désormais périmé, l'analphabétisme est liquidé, mais partout, dans

---

1. Notamment G. STRUVE : *Histoire de la littérature soviétique*. (Editions du Chêne, Paris, 1945). Cet ouvrage contient une bibliographie des œuvres de la littérature soviétique parue en traduction française, en 1945 — plus de cent soixante.

les provinces les plus reculées de l'Union, renaissent ou naissent enfin des cultures nationales autonomes. Car ce n'est pas en russe que les Arméniens et les Kirghizes apprennent à lire. Dans cette confédération qui n'existe que par l'adhésion libre de ses membres, c'est dans la langue de leur peuple natal que les enfants s'initient à la culture. Et quand cette langue n'était — comme pour de vastes nations de Sibérie — qu'une langue orale, des savants ont pris la peine de la fixer. Dans la seule République fédérée de la Russie proprement dite, l'enseignement se fait en près de trente langues différentes — alors que, sous l'ancien régime, en Ukraine, l'enseignement en ukrainien était interdit. Partout le nivellement de la russification tsariste a fait place à la floraison de cultures originales.

J'aurais aimé citer des exemples — il y en a de singulièrement frappants — de ce régionalisme culturel qui a permis à des peuplades à demi sauvages d'accéder aux plus hautes formes de la culture. Mais ce n'est pas le régionalisme en lui-même qui m'intéresse, c'est l'inverse, je veux dire l'élan conjugué dont il est l'indice, la marche en commun des peuples soviétiques vers un humanisme.

Et je parle bien des peuples, je parle des masses populaires. Car si c'est le gouvernement (dans la mesure où le gouvernement doit ici se distinguer du peuple) qui prend l'initiative de créer en abondance des institutions culturelles, le fait important à souligner — et ce fait est sans doute un des phénomènes sociaux les plus frappants de notre temps —, c'est que le peuple se rue vers la culture qui lui est offerte avec une fringale de savoir qui rappelle celle du jeune Pantagruel — la fringale de toutes les Renaissances.

Fringale de lecture. A titre d'exemple, et parmi les auteurs français tirés en Russie à plus d'un million, certains à quatre millions d'exemplaires : Victor Hugo, Maupassant, Zola, Romain Rolland, Balzac, Mérimée et, bien sûr, Jules Verne. Parmi les Anglais : Wells, Kipling, Dickens, Shakespeare. Quant aux grands classiques russes, Tolstoï, Gorki, et quant aux modernes les plus connus, Cholokhov, Tikhonov, Ehrenbourg, ils connaissent des tirages bien plus considérables encore.

Fringale de théâtre aussi, fringale de musique bien entendu. Mais surtout — et si je ne l'indiquais au départ, mon tableau de la littérature soviétique se situerait dans une perspective inexacte : fringale de science proprement dite. Dans les Universités (une trentaine, au sens que nous donnons à ce mot), dans les écoles polytechniques et les écoles spécialisées (plus de quatre cents), dans les maisons de culture et les laboratoires créés par les syndicats, la jeunesse afflue et se grise de savoir. L'humanisme soviétique naissant est essentiellement scientifique. C'est que la science apparaît à la jeunesse des peuples jeunes comme la fin la plus noble qu'elle puisse poursuivre, en même temps que la plus utile — une vaste entreprise de libération, conduite par l'élite de la communauté, les savants, et mise au service de tous. Or, ce goût de la science définit, à des degrés divers, toute naissance humaniste. Dans la Grèce antique et à l'époque de la Renaissance occidentale, la ferveur pour la recherche scientifique alla de pair avec l'essor de l'art et de la poésie. Au reste, c'est la littérature elle-même qui, bien loin d'être tenue pour un simple délassement, s'offrait en Grèce comme une connaissance de l'homme à transmettre aux générations futures.

C'est dans cet esprit-là justement que le peuple soviétique se porte aujourd'hui au-devant des œuvres littéraires. La littérature est à ses yeux une science de l'homme, un enseignement de l'homme.

Un personnage de Boris Levine, dans le roman intitulé *Jeunesse*, nous dit très exactement à quelle tâche s'est attelée, en Union soviétique, l'élite culturelle. Une tâche terriblement difficile, dans ce pays encore tout récemment inculte.

Il s'agit, dit-il, de mettre à la disposition de tous, de la masse du peuple, les meilleurs écrivains, les plus grands musiciens, « en même temps que le pain et l'électricité ». Car l'un et l'autre sont également nécessaires. Et ce personnage précise : il s'agit de donner à tous Shakespeare et Beethoven. Non pas Shakespeare et Beethoven pour l'élite et, en échange, *Viens Poupoule* pour le peuple (l'exemple n'est pas de moi, il est soviétique). Mais toute la culture du monde — et les mathématiques, et la physique, et l'art — à tout le monde. Et il ajoute encore : le plus important, c'est que cette opération si difficile devienne la plus simple qui soit. Donner Beethoven et Shakespeare à tous doit devenir un geste aussi naturel, « aussi simple que d'ouvrir une fenêtre ».

En lisant ces lignes où s'exprime l'idéal culturel soviétique, je pensais au mot d'un fameux nazi : « Quand j'entends le mot culture, je prends mon revolver ». Et certains nous répètent à satiété que fascisme et communisme, c'est la même chose !

....

Liberté de l'écrivain soviétique.

Je crois nécessaire de développer ici quelques réflexions sur la liberté de l'écrivain soviétique. Il me semble qu'on les attend de moi, et j'ose dire que c'est un problème auquel je me suis arrêté. Si je ne l'avais, après examen, tranché d'une certaine façon, je n'aurais pas accepté de m'occuper d'une littérature que certains nous présentent comme exécutée sur commande par des « intellectuels serviles ». J'aime la liberté — non pas seulement pour moi, mais aussi pour autrui. Si la littérature soviétique m'a gagné, c'est justement à cause d'une passion de liberté que j'ai sentie en elle : j'entends par là l'effort concerté d'hommes libres qui travaillent à mieux fonder la liberté de tous.

Je distinguerai deux aspects du problème de la liberté de l'écrivain. Le premier, à vrai dire élémentaire, est posé par l'existence d'une censure et des restrictions qu'elle apporte à l'activité de l'artiste.

La censure.

Car, naturellement, il y a une censure. Toute société qui a conscience d'incarner et de défendre de précieuses valeurs se gardera de laisser le premier écrivain venu user de ce qu'il appelle son talent pour procéder à la désintégration pure et simple de ces valeurs. La société soviétique qui, depuis qu'elle existe, a dû défendre son existence contre l'hostilité sourde ou déclarée du reste du monde, qui vient de subir la guerre, avec la décomposition morale qu'elle entraîne, sous une forme plus horrible que l'Occident ne peut l'imaginer — la société soviétique sait que pour sauver la fécondité de sa révolution elle a des mesures d'hygiène, peut-être de chirurgie, à prendre à l'égard de la santé morale d'un peuple qui veut vivre, et vivre noblement. Que deviendront demain les peuples auxquels on offre, sous couleur d'art, une littérature de nausée ? On se le demande avec douleur en lisant certains des meilleurs écrivains d'Occident qui paraissent ne se réclamer de la liberté que pour cultiver en l'homme le goût de l'absurde et le dégoût de soi-même.

Donc la censure existe, comme il est naturel dans une société organisée. Reste

à examiner l'usage qu'on en fait. N'oublions pas d'ailleurs que les démocraties occidentales connaissent bien des formes de censure avouées ou non avouables. Je n'ai pas l'intention de verser dans la polémique. Mais je ne puis m'empêcher de remarquer que l'indignation qu'on étale au sujet des décisions de la censure soviétique est un peu trop à sens unique. Tandis qu'on monte en épingle la semonce adressée à des revues de Léningrad à propos de textes de Zochtchenko et d'Akhmatova, il me paraît que c'est bien rarement, bien discrètement qu'on nous renseigne sur l'étroite dépendance, sur la servilité dans laquelle l'argent en Amérique, c'est-à-dire le pouvoir, tient la création cinématographique d'Hollywood, qui est pourtant devenue le principal aliment de la culture des peuples occidentaux. Nous a-t-on dit que tel chef-d'œuvre du cinéma américain est aujourd'hui interdit ou boycotté dans de libres Etats de la libre Amérique, pour avoir d'une certaine manière offensé le capitalisme ? [1] Mais je passe.

Que censure-t-on en Union soviétique ? Les œuvres idéologiquement hostiles au régime sans aucun doute. Non pas du tout celles qui, dans les personnages qui l'incarnent, critiquent les réalisations présentes et passées du régime, mais celles qui doutent de son avenir, qui mettraient en doute sa faculté de progresser. D'un mot, les œuvres défaitistes à l'égard des pouvoirs de l'homme.

Un exemple. Le roman de Zamiatine, *Nous autres*, n'a pu paraître qu'en Tchécoslovaquie. C'est un roman utopique qui se déroule au XXVI[e] siècle et prétend prouver par l'absurde la non-valeur de la civilisation soviétique.

Autre exemple. *Acajou* de Pilniak parut à Berlin. Il fut condamné en tant que trotskiste. Pilniak est un très grand écrivain. J'ai lu de lui l'*Année nue*, antérieur à *Acajou*, qui peint avec un extraordinaire éclat, et une grande audace, le conflit de la vieille Russie populaire, de la sauvage Russie de l'Est à demi asiatique et de la Russie de la révolution marxiste. Pilniak déteste l'aspect « socialisme scientifique » de la Révolution d'octobre. La seule chose qui l'attire dans la Révolution, c'est son pouvoir d'incendie — une sorte de force purificatrice qu'il lui reconnaît. L'*Année nue* dit la double attirance de Pilniak pour l'une et l'autre Russie, et la double condamnation que finalement il prononce. L'*Année nue* n'a pas été interdite. Mais je pense qu'il n'y a pas à s'étonner que l'auteur de ce livre hargneusement révolutionnaire, plein de réticences et de regrets, ait pu verser dans l'insatisfaction trotskiste.

Après la condamnation d'*Acajou*, Pilniak continua d'écrire, et son livre suivant : *La Volga se jette dans la Caspienne*, non seulement reprenait avec beaucoup de liberté le thème de l'opposition des deux Russies, mais contenait, à titre d'épisode secondaire, une grande partie d'*Acajou*, tout juste transposé. On peut même dire, et on a dit à l'étranger, que, sous couleur de glorifier la construction socialiste, la *Volga* est une œuvre nettement contre-révolutionnaire. « Le Plan Quinquennal y est servi avec une sauce de romantisme fortement assaisonnée de Dostoïevski », écrit M. Struve. La censure n'intervint pas.

Les « commandes sociales ».

Cette histoire illustre l'un des comportements de la censure soviétique. Il lui arrive d'osciller entre la vigilance et le relâchement, oscillation méditée et sans doute commandée par les circonstances, par la température morale de la nation.

---

1 Ainsi les *Raisins de la colère*, *Monsieur Verdoux*.

Des historiens anglais ou français ont déjà dressé la courbe de ces variations. Je ne m'y engage pas. Je note seulement que le pire moment fut celui des « commandes sociales ». C'était à l'époque du premier plan quinquennal ; les autorités soviétiques tentèrent une double opération : embrigader les écrivains dans l'œuvre du plan quinquennal et créer une littérature dite prolétarienne, c'est-à-dire écrite par des ouvriers et des paysans qui, récemment encore, savaient à peine lire et écrire.

Les résultats furent bien entendu désastreux. Parmi les très rares réussites d'une littérature directement issue du prolétariat, il faut citer *J'aime* d'Avdéenko. Avdéenko, un repris de justice, avait traversé l'enfer de misère et le paradis de l'aventure des enfants vagabonds. Il s'était révolté dans les orphelinats de rééducation. Il avait difficilement appris à vivre en société, à aimer farouchement des métiers dangereux — à aimer enfin sa locomotive. Avdéenko écrivit ou plutôt dicta un ouvrage plein de maladresse, avec quelques personnages en papier mâché, d'autres de l'étoffe la plus authentique — un ouvrage d'une observation aiguë, d'une fraîcheur de regard incomparable, et surtout débordant d'un extraordinaire amour de la vie, au fond du trou le plus noir.

La politique des commandes sociales aux écrivains prolétariens était malgré tout un défi aux lois de la création littéraire. Beaucoup d'écrivains protestèrent. Un grand critique, Polonski, jeta les hauts cris, déclarant qu'il était impossible et absurde de faire commerce de l'idéologie, ridicule de prétendre créer sur commande des formes artistiques valables. Il affirmait la valeur de la forme dans son indissoluble liaison avec le fond, disant, en une formule frappante : « La forme, c'est le fond lui-même mis au jour par la puissance de l'art. »

Le réalisme socialiste.

On donna raison aux protestataires. En 1932, le Comité central du parti communiste, reconnaissant l'erreur, dissolvait l'Association des écrivains prolétariens. Il revenait à l'esprit de la résolution dans le domaine des belles lettres qu'il avait prise en 1925, et dans laquelle il avait affirmé que le produit de la création artistique est le résultat d'une sensibilité exceptionnelle, de l'imagination, des souffrances et des souvenirs de l'écrivain, passés au crible de sa personnalité originale, qu'il convenait de respecter. En 1932 donc, l'autorité fondait l'Association des écrivains soviétiques : elle lui donnait pour programme ce qu'on a appelé le réalisme socialiste. Mais ce n'était pas le Parti communiste, c'était la critique, c'était les écrivains eux-mêmes qui avaient défini ce programme. La critique demandait en effet que la littérature fût à la fois une peinture et une école de l'homme. Non de l'homme en soi, mais de l'homme russe et socialiste : de l'homme russe, ce qui signifiait du même coup le retour à la tradition littéraire russe du XIXe siècle, et de l'homme socialiste, c'est-à-dire de l'homme engagé dans la construction de la société nouvelle, d'une société conçue comme étant non l'aboutissement d'une évolution mécanique, mais comme étant précisément l'œuvre de l'homme. Une littérature qui se propose de peindre l'homme et du même coup de le montrer acharné à poursuivre la réalisation de son essence, disons sa vocation humaine, une telle littérature, dont l'exemple est déjà dans Gorki, on peut l'appeler, si l'on veut, réalisme socialiste. Mais à coup sûr elle constitue un humanisme.

Telles furent, brièvement résumées, les relations entre l'autorité et les écrivains. On pourrait ajouter à cet historique quelques exemples de la liberté d'allure que le pouvoir a toujours laissée aux écrivains dans la peinture de la réalité soviétique. Ces exemples abondent. On ne s'avancerait même pas trop en disant que la satire des institutions nouvelles est une des pentes naturelles de tout le roman soviétique — notamment du roman paysan, si important.

Mais je ne retiens dans ce sens qu'un roman que la critique russe et étrangère a tenu pour une des œuvres maîtresses de la littérature russe contemporaine : c'est l'*Envie* de Youri Olécha.

....

L'*Envie* d'Olécha donne la mesure de la liberté de satire et de refus dont dispose l'écrivain soviétique. L'œuvre a été l'objet de débats passionnés dans les revues soviétiques. Elle n'a reçu aucune observation de la censure. Olécha continua d'écrire. (Et pourtant on peut lire, sous la plume d'un critique anglo-saxon : « La disparition d'Olécha est l'un de ces mystères inquiétants que la vie soviétique nous offre quelquefois ». [1]

Liberté et création.

Cependant le problème de la liberté de l'écrivain soviétique ne se pose pas uniquement en fonction du contrôle qu'exerce la censure. Le limiter à ces termes serait se condamner à n'entendre pas grand chose à la création littéraire en Union soviétique.

En fait, la liberté que la société soviétique offre à l'écrivain, c'est bien autre chose qu'un droit de critique à son égard. Non pas un simple droit de refus. Non pas une liberté vide de contenu, comme nous l'entendons trop souvent en Occident. Non pas la liberté de créer offerte à l'écrivain dans l'absence de toute raison de créer. Non pas une liberté d'impuissance, mais justement un pouvoir de créer, une exigence de création, suscitée par l'existence d'une communauté en gestation de justice, d'une communauté engagée dans une œuvre exaltante pour l'imagination et la sensibilité de l'artiste. Libérer l'homme, épanouir l'individu dans l'harmonie sociale, quelle entreprise est plus capable de libérer, en la personne de l'artiste, d'épanouir en lui les forces créatrices ?

En vérité, la société soviétique offre à l'écrivain enfin quelque chose à aimer, enfin une grandeur à exalter — disons le mot : enfin une vérité à communiquer. Je ne dis pas Vérité avec un grand V : je dis une vérité valable pour notre présent historique, une vérité dont les hommes d'aujourd'hui puissent vivre. C'est parce qu'il est épris de cette vérité que l'écrivain soviétique ne peut faire autrement que de créer. La liberté devient ici nécessité. « La liberté coïncide (je cite Jaspers) avec la nécessité de dire le vrai. » Jaspers — qui ne pense pas aux Soviets — mais aussi Fadéiev, l'un des plus grands écrivains soviétiques, le secrétaire de l'Association des écrivains, qui déclare : « L'homme libre est celui qui dit la vérité ». Et s'il faut invoquer à l'appui de cette définition de la liberté des garants de mon pays romand, je rappelle que le libéralisme de Vinet, de Se-

---

1. Struve, *op. cit.* Il faut d'ailleurs noter que même une algarade de la censure n'empêche par un écrivain de reprendre la plume. Zochtchenko a publié dans *Novy Mir* n° 9, 1947 une série de croquis. L'un d'entre eux a paru en anglais dans *New Statesman and Nation* du 6-12-1947.

crétan, de Bridel tenait la liberté pour « une obéissance résolue au devoir », une « dépendance acceptée ». Y aurait-il plus haut devoir pour l'écrivain que celui de dire le vrai ?... Sans doute, pour ces penseurs vaudois, cette liberté-nécessité n'existait qu'en vertu d'une foi qui la commandait — la foi chrétienne. Mais il existe en Russie une autre foi, non moins brûlante de l'amour des hommes — une foi qui commande la même obéissance au vrai, une foi qui donne à la liberté son contenu de vie spirituelle, sa force génératrice de valeurs.

On s'est habitué en Occident à admettre que la littérature et l'art sont naturellement en état d'opposition, ou même de révolte, à l'égard de la société. Et ce n'est pas là seulement une rengaine de poète maudit. C'est la conséquence nécessaire du désordre social. Dans une société où l'ordre n'est plus que désordre établi, l'artiste n'a plus à choisir qu'entre deux façons d'exercer sa vocation : ou bien il cultive l'art pour l'art, ou bien il exprime sa révolte contre une société révoltante.

Mais supposons une société sinon en équilibre, du moins sur la voie d'un ordre harmonieux, la fonction de l'art n'est-elle pas dès lors (et c'est le cas des classicismes) d'exprimer harmonieusement cet effort vers l'harmonie ? L'art peut devenir « officiel », il peut en bonne conscience devenir « conformiste » (ces mots ne me font pas peur) à partir du moment où l'artiste tire sa plus profonde raison de créer de l'accord qu'il saisit entre sa vocation de créateur et cette création plus vaste qui est l'œuvre du corps social. En ce sens, l'art grec en ses plus hautes créations — temple et tragédie — est un art officiel.

Et il faut dire aussi un art orienté, un art aimanté. Dans toute grande civilisation, l'activité créatrice de l'écrivain, cette liberté qu'il engage dans la joie d'engendrer sont aimantées par un puissant pôle de valeurs. Son effort propre, c'est dès lors, à ses yeux, de découvrir les formes esthétiques qui exprimeront pour la joie des autres les vérités essentielles que cette civilisation manifeste. Mais cela peut se dire autrement : toute grande civilisation a un style — à la fois un style de vie et un style d'art.

Heureuses les époques où l'art n'est point détaché de la vie de la communauté, point détaché du monde réel où les hommes vivent et souffrent, où les hommes créent — les époques où l'art accepte sa fonction de dire à tous comment vivre plus humainement. Notre précieuse communauté européenne d'Occident, cette communauté de rescapés que nous sommes, quel idéal commun l'habite, et donc quel art classique peut-elle avoir ? Dans la société soviétique, la vie du monde en devenir est trop foisonnante de promesses pour que l'art ne souhaite pas l'exprimer. L'art retrouve ici sa fonction expressive, sa fonction médiatrice, qui est de traduire la vérité en beauté, de la rendre sensible à l'être entier — visible aux yeux d'un peuple.

L'écrivain soviétique me paraît donc avoir reçu un privilège. Il lui est proposé d'annoncer l'homme nouveau — à la fois de le peindre et de le former. (C'est, je l'ai dit, le propos du réalisme socialiste.) Il lui est proposé de dire la grandeur de l'œuvre entreprise par son peuple et d'y collaborer. Cependant, s'il ne se dérobe pas à cette tâche, nous disons, nous, sceptiques d'Occident, qu'il fait de la littérature de propagande. Mais comment s'y déroberait-il ? Il croit, il sait que les hommes de son pays se sont unis pour fonder dans un dur effort une communauté fraternelle, un ordre social où l'homme, libéré, par la connaisance des lois qui régissent les sociétés, bientôt de la misère et un jour — il le faudra bien — de la guerre, un ordre où l'homme enfin sera promis à la joie de vivre son accomplissement. Il sait cela. Comment ne le dirait-il pas ? Propagande ? Sans doute. Il a existé, dans les siècles anciens, une très fameuse littéra-

ture de propagande, et qui a formé l'humanité pour une longue durée de son histoire. Cette littérature, on l'appelle, d'un très beau nom et très exact, l'Evangile. La surprenante « bonne nouvelle » a triomphé des sarcasmes que la culture désabusée du temps adressait à sa propagande.

Retour aux Grecs.

Et chez les Grecs ? Que fut, aux yeux des poètes athéniens, la tragédie, ce fruit splendide entre tous du génie de l'homme ? La tragédie fut pour les Grecs une école de l'homme: « Le poète est un maître d'école », dit avec simplicité l'un d'eux. Et, en effet, le poète tragique, en la personne du héros, illustrait pour son peuple de plus hautes valeurs humaines. « Nous, poètes, nous rendons les hommes meilleurs dans les cités », déclare l'Euripide d'Aristophane. Et Fadéiev, à son insu, reprend en écho : « L'écrivain a pour tâche d'éduquer le peuple. »

On a beaucoup épilogué sur un mot fameux de Staline : « Les écrivains sont les ingénieurs des âmes. » On affecte de comprendre que l'âme est ravalée à n'être que béton. Cependant, le poète antique ne se connaît pas de fonction plus noble que de former les âmes. Lui aussi édifie le pont qui doit conduire l'homme au delà de lui-même, porter son âme à la dimension héroïque. Si la construction des âmes nous paraît une tâche indigne d'un écrivain, nous paraît dégrader son art, n'est-ce pas que nous avons perdu le sens du devenir humain, et perdu le sens de l'art ?

Il existe d'ailleurs un mot de Sophocle qui rejoint étrangement celui de Staline, une fière définition de son art : « Je peins les hommes tels qu'ils doivent être », disait-il. Il est sans doute paradoxal, mais non inexact de dire que Sophocle définissant à la fois l'art d'Euripide et le sien (« Euripide peint les hommes tels qu'ils sont, je les peins tels qu'ils doivent être ») donnait la première définition du réalisme socialiste. Voici en effet celle de Fadéiev : « Peindre l'homme avec vérité tel qu'il est et en même temps tel qu'il doit être. » Parfaite concordance de deux humanismes.

Peindre l'homme dans sa réalité présente et dans son meilleur devenir, l'écrivain soviétique accepte, non dans la contrainte, mais dans la joie, d'accomplir sa vocation de créateur, cette tâche humaniste, ou simplement humaine.

EN GRÈCE
FASCISME ET DÉMOCRATIE

par Jean VARLOOT

Aujourd'hui comme voici cent vingt ans, les gouvernements de la Sainte-Alliance conservatrice se prononcent contre les patriotes grecs. Aujourd'hui, comme alors, la presse officielle calomnie les héros. Elle les traitait d'esclaves révoltés contre leur souverain légitime; de klephtes, c'est-à-dire de voleurs ; elle les traite maintenant de bandits, de rebelles, de mercenaires de l'étranger. Mais les mots que, en 1825, l'admiration dicta à Chateaubriand, restent vrais : « Les peuples acquièrent des droits à la liberté par la gloire. »

Foula Porphyrogénis et Sérafim Maximos [1] ont déjà éclairé les lecteurs de la *Pensée* sur le sort malheureux de la Grèce moderne, terrain de lutte des puissances capitalistes, position stratégique pour les impérialismes depuis la découverte du pétrole dans le Moyen-Orient. Nous voudrions compléter leur exposé d'après des documents dont l'authenticité est incontestable [2] en retraçant brièvement l'histoire de ces dernières années depuis la constitution de l'E.A.M., puis confirmer nos remarques par l'examen de quelques revues et livres récents.

***

L'E.A.M. (Ethnikon Apelefterotikon Metopon, Front national de libération), fut constituée à la date du 25 septembre 1941. Elle fut la réunion, dans une sorte de C.N.R., des organisations de la résistance intérieure grecque, et en particulier de cinq partis : socialiste, communiste, libéral, agraire, et Union démocratique. L'E.A.M. créa l'E.L.A.S. (Ellenikos Laïkos Apelefterotikos Stratos, armée populaire grecque de libération), qui groupa les partisans, et lutta en particulier contre les milices à la solde des Allemands. Elle comprit jusqu'à 120.000 hommes. De mai 1943, date de la constitution de son état-major général, au printemps 1944, l'E.L.A.S. libéra les trois quarts du pays, qui furent administrés par l'E.A.M. En octobre 1944, quand les Allemands durent se replier vers le Nord en raison de l'offensive soviétique dans les Balkans, elle acheva elle-même la libération du territoire grec.

Ce n'est donc pas pour combattre les Allemands que les Anglais débarquèrent en Grèce. La libération est du 12 octobre, le débarquement du 15. Ce que voulut le gouvernement britannique, fidèle à sa politique traditionnelle, ce fut restaurer,

---

1. *Pour mieux comprendre la Grèce démocratique*. La *Pensée*, n° 16, janvier-février 1948, p. 26-32.

Sérafim Maximos a depuis été expulsé par le gouvernement Schuman, ayant été déchu de la nationalité grecque par le gouvernement Sophoulis.

2. Voir en particulier le rapport, accablant pour le gouvernement grec, du colonel anglais Sheppard, chef de la mission de l'U.N.R.R.A. en Grèce (1947). Un compte rendu de cette brochure, *Britain in Greece*, a paru dans le numéro 16 de la *Pensée*, p. 149, sous la signature de S. Molinier.

dans un pays soulevé par un grand élan démocratique, le gouvernement monarchiste émigré au Caire qu'il avait entretenu pendant la guerre. Le président Papandréou fit appel officiellement à M. Churchill, lui demandant l'appui des troupes britanniques, car, disait-il en substance, il était impossible de contrarier l'évolution politique de la Grèce par des moyens purement politiques.

Les Grecs ne comptent que cinquante-deux jours de libération. Le gouvernement, où Papandréou avait été obligé d'inclure des représentants de l'E.A.M., mais à des ministères secondaires et en minorité, refusa de dissoudre les organisations fascistes qui déjà se réarmaient, refusa d'entreprendre une sérieuse épuration. Devant cette attitude, les ministres de l'E.A.M. se démirent, et la grève générale se déclencha. Le 3 décembre une grande manifestation pacifique de protestation fut mitraillée par la police, qui fit 120 morts. Ce fut le signal d'un soulèvement qui dura trente-trois jours et fut marqué par des combats sanglants à Athènes, où les tanks anglais sévirent brutalement. Après un armistice le conflit se termina par la signature, garantie par les Anglais, de l'accord de Varkiza, le 12 février 1945. Il comportait des engagements réciproques : du côté du gouvernement, liberté d'opinion, suppression de l'état de siège, libération des otages, organisation rapide et sincère d'un plébiscite ; du côté de l'E.A.M., démobilisation de l'E.L.A.S. et livraison des armes.

L'accord fut appliqué à la lettre par l'E.A.M., mais non par le gouvernement patronné par les Anglais. Ce fut le premier de la nouvelle série des chiffons de papier, dont les derniers connus sont ceux de Trieste et de Potsdam. Le gouvernement de Tsaldaris, chef du Parti populiste ultra-réactionnaire, déclencha contre le peuple une campagne d'intimidation et de terreur, surtout après la comédie des élections de mars 1946, auxquelles les partis démocratiques refusèrent de participer, et où il n'y eut que 50 % de votants.

En mars 1947, les Anglais affaiblis, après avoir proclamé, malgré l'engagement donné à Sophoulis, chef du parti libéral, les résultats du plébiscite truqué sur la monarchie, laissèrent place aux Américains. Ceux-ci intervinrent dans les affaires grecques d'une façon plus brutale, et n'essayèrent pas de garder les apparences. M. Griswold, chef de la mission des Etats-Unis, prit, en fait, possession d'une colonie américaine. Un conseiller américain fut affecté à chaque ministère, et la mission reçut le droit officiel de vérifier les décisions politiques du gouvernement, et d'intervenir dans toutes les affaires économiques et budgétaires.

Quelques mois plus tard, comme Tsaldaris, par sa brutalité, semblait indisposer l'opinion internationale, on voulut donner au gouvernement « légal » une couverture libérale, et M. Henderson vint à Athènes pour aider M. Griswold à établir une alliance entre Tsaldaris et Sophoulis, qui fut chargé de former un gouvernement de « Troisième Force ». Mais ce ministère, où l'on n'associa que des politiciens tarés [1], n'était qu'une façade destinée à tromper l'opinion internationale. La suite des événements le fit bien voir.

La fascisation s'accentua, la terreur s'intensifia, tandis que le contrôle américain se resserrait toujours davantage. Les militaires américains vinrent aider officiellement l'armée monarchiste dans ses opérations de répression contre les patriotes : l'état-major devint mixte, et des officiers américains furent adjoints à tous les échelons, où ils dirigent en fait les opérations. Les subsides de Truman permirent d'employer les grands moyens : on bombarda systématiquement les

---

1. Les cadres du Parti libéral avaient collaboré avec les nazis, par exemple le président du Parti, Gonotas. On sait que Tsaldaris, chef du Parti populiste, déjà pro-allemand en 1914-18, fut un agent payé de l'état-major hongrois pendant la dernière guerre.

villages de l'intérieur, même ceux qui n'étaient pas tenus par les partisans, mais dont la population reçut un ordre d'évacuation dans un délai de vingt-quatre heures. Ainsi 600.000 paysans sont maintenant entassés aux abords des villes, dans des conditions déplorables d'hygiène et d'hébergement. Enfin, le couronnement de la collaboration militaire gréco-américaine devait être au début de 1948 l'ordre officiel venu de Washington de tuer les prisonniers faits au combat : « *capture and kill* ».

* * *

Quand nous parlons de la fascisation du régime grec, nous ne lançons pas ce terme à la légère. Ce régime présente actuellement des caractères bien définis, et que les Français reconnaîtront aisément. Voici les principaux : libertés syndicales suspendues [1], grèves interdites sous peine de mort [2], 150.000 fonctionnaires démocrates licenciés, liberté de la presse supprimée [3], journaux d'opposition interdits, ouvrages progressistes saisis et brûlés publiquement, lettres et télégrammes soumis à la censure, enseignement plongé dans l'obscurantisme, l'E.A.M. mis hors la loi, associations d'ex-prisonniers politiques dissoutes, de même que celles des veuves et orphelins des victimes du nazisme, arrestations sans procédure judiciaire, emprisonnements en masse dans des camps de concentration, exécutions systématiques prononcées par des cours martiales, enfin, en dehors de tout simulacre de légalité, déclenchement contre le peuple d'une vague d'assassinats politiques, confiés aux organisations paramilitaires qui n'avaient pas été dissoutes après le départ des Allemands [4].

Le bilan des victimes de cette terreur systématique a déjà été publié. Rappelons que, fin octobre 1947, on comptait déjà 5.000 démocrates massacrés, 68.000 torturés, 14.000 blessés. Depuis l'intervention américaine en mars 1947, le rythme des exécutions « légales » s'est accéléré. On en compte environ un millier en douze mois, dont plusieurs dizaines de femmes et de prêtres. Nous relevons en particulier dans la documentation présentée par G. Bourdaras, ex-député au

---

1. Le gouvernement nomme lui-même les chefs des néo-syndicats ; les anciens syndicalistes ont été tous déportés ou assassinés.

2. Parmi trois décrets du gouvernement Sophoulis de décembre 1947, dont le premier prévoit la confiscation des biens de ceux qui prêtent une aide directe ou indirecte à l'armée démocratique, et dont le second déclare apatrides ceux des Grecs qui mènent à l'étranger « une activité antinationale » en « encourageant » l'armée démocratique et les considère comme « étrangers sous déportation » s'ils rentrent en Grèce, le troisième renvoie devant les cours martiales extraordinaires les cas de « suspension, d'abandon ou de non-participation positive au travail ». L'article 2 considère comme abandon collectif l'abandon du travail par plus de trois personnes.

3. Les correspondants de guerre des journaux américains à Athènes ont demandé il y a quelques mois à leur gouvernement d'exclure la Grèce du plan Marshall parce que « la liberté de la presse y est supprimée ». Le même jour, le gouvernement d'Athènes, aidé du directeur du bureau de presse de l'ambassade des Etats-Unis, s'efforçait de démentir ces accusations, et l'on arrêtait le rédacteur en chef et le gérant de l'hebdomadaire du Parti socialiste *E.L.D.* En mars 1948 a aussi été arrêté le rédacteur en chef du *Rizospastis*, Manolis Glézos, héros de l'E.L.A.S. qui, en mai 1941, donna le signal de la résistance à Athènes en arrachant de l'Acropole le drapeau à croix gammée.

4. Un chef de bande comme Katsareas, assassin de 300 résistants sous l'occupation allemande, qui fait de nouveau régner la terreur dans le Péloponnèse et fut l'instigateur du massacre de 80 démocrates prisonniers à Gythion en mars 1947, a toujours gardé sa qualité de capitaine dans l'armée « régulière ». Sophoulis réclamait sa punition en octobre 1946 encore, mais le couvre maintenant. Tsaldaris a dit : « Les organisations paragouvernementales ne seront pas dissoutes : elles constituent une forme spéciale du pouvoir d'Etat ». On ne peut mieux parler le langage hitlérien.

Parlement, un grand nombre d'attentats contre des religieuses et des prêtres démocrates [1]. Pendant ce temps on répand en France une brochure sur les atrocités commises contre les ecclésiastiques par les « bandits communistes » grecs.

Telle est la « démocratie » Sophoulis, que défend en France une campagne à laquelle les blumistes participent honteusement. Pourtant, la conférence internationale pour les droits de l'homme réunie à Londres a proclamé dans une résolution du 17 juin 1947 : « Le régime actuel en Grèce constitue une infamie pour la civilisation ».

Malheureusement la documentation qu'on peut opposer à cette campagne est encore peu diffusée. Nous n'avons pas eu en France une brochure analogue à celle du colonel Sheppard. En attendant qu'il soit remédié à cette carence de nos intellectuels, nous pouvons certifier à nos lecteurs que nous avons pu voir des lettres [2] ou des journaux manuscrits des camps de concentration, qui ont été reproduits en phototypie par le bureau de presse du Comité d'aide à la Grèce démocratique.

Nous citerons par exemple le *Combattant enchaîné*, organe central des combattants de la résistance populaire emprisonnés à Katsikosta. Ce numéro qui date de juillet 1946, est tout vibrant de la célébration de la prise de la Bastille. Plus encore que les articles exaltant le combat pour la démocratie, nous avons trouvé bouleversantes la petite chronique où les prisonniers se plaignent de la « gamelle », et cette réclamation tragique où ils demandent l'autorisation de sortir des baraques, « tombeaux humides ou fournaises ardentes », où ils sont verrouillés.

*
* *

Certains esprits qui prétendent à l'objectivité ont pu réclamer à l'actif de l'intervention américaine en Grèce l'aide financière et économique à laquelle on fait tant de réclame. Examinons-la donc objectivement.

Quand on parcourt une revue qui vient d'Athènes, comme *Antaios*, on est frappé d'abord des signes d'un marasme économique sans précédent. Et l'explication en est aisée. Sur les 300 millions de dollars accordés à la Grèce, 57,5 % sont consacrés aux fournitures de guerre, 15 % au ravitaillement, 8 % à la reconstruction [3]. Il est clair que c'est un programme de financement de la guerre civile, non d'aide économique. Le Congrès des Etats-Unis n'a voté là que des dépenses de guerre américaines. On conçoit alors l'hypocrisie de cette « aide », et tous les doutes à l'égard du plan Marshall s'en trouvent justifiés.

Au lieu de créer les conditions d'une reconstruction, les crédits américains

---

1. Par exemple, deux religieuses du couvent Evangelistia en Laconie sont violées et précipitées du haut d'un rocher. Le prêtre Lucas Triantafilou, du village de Velesi en Locride, meurt des tortures infligées par les monarchistes. Le prêtre de Karditza est torturé pour avoir témoigné contre des collaborateurs. Cette persécution n'abat pas l'esprit démocratique du clergé. C'est au gouvernement Markos que le 6 mars 1948 le prêtre Gymnopoulos habitant une région non libérée demande de recueillir les enfants. « Car la mort guette tous les jours ces êtres innocents, la mort que les mitrailles de l'aviation du gouvernement d'Athènes sèment dans nos villages. Je suis sûr que le gouvernement démocratique acceptera ma sollicitation si chrétienne. »

2. Voir la lettre d'un détenu du camp de concentration de Yioura, nouveau Dachau, publiée par le *Patriote grec*, organe de l'Union démocratique des Hellènes de France (nº 56).

3. Programme officiel des experts américains contenu dans le rapport trimestriel du président Truman au Congrès (31-12-1947). Le programme initial, six mois auparavant, comportait 50 % aux fournitures de guerre, 16 % à la reconstruction.

les détruisent, et jettent définitivement la Grèce dans le chaos économique : dislocation des moyens de communication, isolement des provinces les unes des autres, abandon des campagnes. Il en résulte une baisse catastrophique de la production [1], un chômage croissant [2], la concentration de la capacité d'achat aux mains d'une oligarchie de trafiquants (ceux-là même qui avaient « collaboré »), la chute de la monnaie [3], la hausse incessante des prix. Le coefficient des prix par rapport à 1 en 1939, était de 208 en avril 1947, et de 314 en janvier 1948. Les salaires étaient au coefficient 107 en novembre 1947, montèrent à 161 en décembre, mais revinrent à 107 en janvier 1948, sans doute à cause du chômage. Ainsi les prix, ont, depuis 1939, augmenté trois fois plus que les salaires.

Par suite la capacité d'achat des travailleurs est pratiquement nulle, et tous les témoignages constatent la misère générale du peuple grec. Ainsi se trouve jugée à ses effets l'aide américaine.

*
* *

Pour corroborer et compléter la vue générale que nous avons essayé de donner sur la situation en Grèce, nous analyserons maintenant quelques documents, livres et surtout revues, qui nous parviennent d'Athènes. Nous ne cachons pas qu'aucun texte ne nous semble à l'échelle de la tragédie qui se joue là-bas et que nous ne pouvons même pas suivre en spectateurs directs. Mais cela suffira sans doute pour que nos lecteurs disent avec Chateaubriand : « Le spectacle est digne en effet de l'admiration des hommes : mais nous plaindrions les spectateurs qui pourraient en être les témoins sans en partager l'honneur et les périls ».

Pour nous attacher plus particulièrement à la vie intellectuelle, nous consulterons une revue comme *Antaios*. Elle nous montre que la condition de l'intellectuel grec est, dans la misère générale, extrêmement basse. « Beaucoup de savants manquent même de pain. La dure lutte pour la vie paralyse l'activité scientifique [4] ». Les établissements scientifiques sont soumis à des mesures antiprogressistes. « A l'Académie d'Athènes hululent les chouettes ». Plus de recherche. « On n'enseigne plus la méthode scientifique. L'enseignement est fermé aux enfants du peuple ». Le prix des revues a sextuplé en deux ans. Les *Lettres libres* [5] ont dû interrompre leur publication pendant l'été 1947. « Le livre n'a jamais connu moins de diffusion et le théâtre de crise plus grande ».

Les renseignements qui nous parviennent d'Athènes par ailleurs reflètent une activité de façade, qui cherche à masquer les conditions réelles de la vie intellectuelle, et qui est surtout entretenue par les manifestations officielles. Le centenaire de l'Ecole française d'Athènes a été, et devait être célébré avec éclat en septembre 1947. Mais la France n'y fut représentée par aucune personnalité de

---

1. Les mines sont à 16 % de la production d'avant-guerre, l'ensemble de la production à 35 %, d'après les experts. De plus, les Américains sabotent l'écoulement de la production des tabacs grecs, une des principales ressources du pays. Le tabac grec se vendait surtout en Allemagne. Les producteurs américains de tabac de Virginie, privés du débouché britannique, veulent se réserver le marché de la bizone allemande. Ils y ont fait interdire l'importation des tabacs grecs (d'où un stock de 30.000 tonnes immobilisé en Grèce), et conseillent aux paysans grecs de se livrer plutôt à la culture des pommes de terre...
2. 54.000 chômeurs en mars 1947, 115.000 en octobre.
3. La livre anglaise valait 4.500 drachmes en 1944, 120.000 en mars 1947. 240.000 en mars 1948. Pendant ces derniers douze mois, la circulation fiduciaire a augmenté de 72 %.
4. *Antaios*, numéro 10-12, pages 286 et suivantes (1947).
5. Les *Lettres libres*, n° 6, p. 138.

premier plan, et les cérémonies furent dérangées par les événements. Il fut impossible d'aller à Delphes, où les officiels craignaient une incursion de partisans, et le théâtre d'Epidaure, où le groupe du « Théâtre antique » de la Sorbonne joua les *Perses* d'Eschyle, fut envahi par une foule de paysans des environs, très amateurs de tragédie même antique, mais peu respectueux des officiels et des pontifes de l'érudition.

C'est du moins ce que raconte une publication intitulée ambitieusement l'*Hellénisme contemporain* [1], dont la présentation luxueuse révèle le patronage officiel. Les éditoriaux, qui font l'apologie du gouvernement, se signalent par une maladroite hypocrisie. Ainsi, voit-on saluer [2] la loi qui limite la liberté de la presse comme « un signe favorable pour la restauration des véritables libertés démocratiques ». Un individu du nom de Carantonis y vomit sur la littérature de la Résistance, essayant gauchement, comme d'autres chez nous, de la condamner au nom de l'art.

Si vraiment, prétend-il [3], la résistance avait réussi à créer des œuvres dignes de ce nom, l'art aurait absorbé en lui la cause efficiente, et l'on ne parlerait plus de résistance.

Sophisme significatif. On veut avant tout enterrer la résistance. On lui reproche d'avoir

continué à grouper des milliers d'individus d'un tempérament varié, d'origine sociale très diverse

quel aveu !

et surtout des jeunes dans une fraternisation présentée comme bienfaisante avec les nations slaves

quel crime !

dans une lutte pour la liberté du peuple.

Carantonis reconnaît avec dépit [3] que c'est

de cette résistance que nos gens de lettres tirent leur inspiration... Bien qu'ils se piquent de réalisme, ils ne sont point émus par la repoussante réalité humaine de leur mouvement... Aussi toutes les œuvres sont-elles dépourvues de tout intérêt humain artistique... Leur principal but est de créer et d'imposer comme valeurs des vertus guerrières et des qualités combatives. Ce sont des œuvres japonaises, militaristes.

Et Carantonis de « signaler avec quelque soulagement que l'intérêt pour toute cette littérature baisse ». Dans la crise du livre qui sévit à Athènes, il est facile d'interpréter tendancieusement les goûts du public. Mais si même ces goûts se portent ailleurs, c'est qu'il s'agit, comme en France, d'un public bourgeois qui n'a rien appris, et qui s'est dépêché d'oublier. Ce qui est plus grave, c'est le fossé qui risque de se creuser entre certains écrivains, retombés dans la vie artificielle des cercles athéniens, et le peuple qui a repris la lutte. Démètre Photiadis

---

1. L'*Hellénisme contemporain*, numéros 1,3,4,5 6. Athènes, Imprimerie Nationale.
2. *Ibid*, n° 5, p. 430.
3. *Ibid*, n° 3, p. 286.

met en garde à juste titre ces écrivains [1] contre le byzantinisme où ils s'enferment de nouveau. Le défaut capital qui a toujours menacé la littérature grecque moderne, c'est l'imitation servile des œuvres étrangères. Les revues xénomanes sont pleines de pages traduites, qui ont trop souvent révélé chez le traducteur l'ignorance du génie et des richesses de la langue maternelle. Tel est le reproche qu'on a fréquemment adressé à la période antérieure à 1930. Et ce grief vaudrait à nouveau, si la littérature se coupait encore une fois du peuple, si elle cessait de prendre ses racines dans l'inspiration nationale et populaire, si elle ne chantait pas la nouvelle résistance.

Significatives à cet égard sont les querelles parfois mesquines qu'a pu susciter un livre comme le *Domaine grec* de R. Levesque [2], à qui P. Eluard avait conseillé de composer le tableau de la littérature grecque moderne, et qui a réuni des éléments puisés seulement entre 1930 et 1946, et « non sans arbitraire », comme il l'avoue lui-même. Il est évident qu'il omet des auteurs connus, comme Terzakis, qu'il cite au contraire des inconnus, comme Engonopoulos (pour le plaisir de décrire un milieu pittoresque), et Gazos, riche industriel dont il cite à peu près toute l'œuvre en quelques pages, ou des auteurs secondaires comme Gambas. Par contre, il semble ne jurer que par Séféris, qui n'est à tout le moins aucunement représentatif [3]. On comprend que les « immortels » grecs se soient indignés du succès supposé de ce livre [4]. Ce qu'on comprend moins bien, c'est que R. Levesque ait écarté systématiquement de son choix les écrivains de la résistance, même s'ils étaient connus avant 1939 (cela sauf une exception que nous citerons plus loin). Néanmoins, comme le dit très bien l'éditorial des *Lettres libres* [5], R. Levesque a rendu, après tout, des services au philhellénisme. Il a prouvé l'existence d'une littérature qui mérite d'être connue, et que « ici, quelque part, tout près, se trouve encore la Grèce ».

C'est cette Grèce que nous retrouvons dans les *Lettres libres*, fidèles à la culture française progressiste, et toujours intéressantes [6]. Voilà au moins une revue qui s'obstine courageusement « à rester fidèle à l'esprit et à l'homme », comme dit l'éditorial du numéro six, et à « ouvrir ses colonnes à la pensée libre », du moins « sans aucune entrave de notre part ». Cette liberté est évidemment très limitée, et s'il a été encore possible de traduire un poème de Maïakovski [7] et de

---

1. Les *Lettres libres*, nº 4, p. 81. (1947).

2. Robert LEVESQUE : *Domaine grec*. Editions des Trois Collines, Genève-Paris, 1947. Le même auteur a publié une traduction des poèmes de Sikelianos.

3. Séféris, diplomate émigré au Caire pendant l'occupation, a fort habilement pastiché les poètes français du XXe siècle. Aussi se traduit-il fort bien en français, et R. Levesque n'y manque pas. Mais son inspiration reste artificielle.

4. Voir les *Lettres libres*, nº 4, p. 74.

5. *Ibid*, nº 5 p. 106 et aussi p. 128, l'article de bon sens de N. Vrettacos. *L'Hellénisme contemporain* reproche à R. Levesque d'avoir dit que les Grecs plaignaient les Italiens prisonniers des Allemands à la fin de la guerre...

6. Alors que dans l'*Hellénisme contemporain* on ne rencontre d'intéressant que le travail de D. Zakythinos sur « La crise monétaire et économique à Byzance du XIIIe au XVe siècles » (numéros 2 à 5), on trouve dans les *Lettres libres*, à côté d'un article de X. Théodoridis sur les innovations d'Agathon dans la tragédie ancienne, de bons articles consacrés à la langue et à la littérature populaires, comme la chronique linguistique de Th. Stavros (par exemple sur le caractère artificiel de l'augment), ou comme l'étude dense de A. Sigala, professeur à Salonique, sur la chanson populaire grecque, où il montre la difficulté qu'il y a à restituer les chansons populaires, falsifiées qu'elles sont souvent dans les versions publiées jusqu'ici (voir à ce sujet le livre de LAMPRINOS sur la *Chanson populaire*, inspiré de la méthode dialectique. Athènes, 1947, et la brochure de Panos SPALA sur la *Chanson ouvrière*).

7. *Lettres libres*, nº 6, p. 157.

dire son fait à Maxwell Anderson [1], le débat entrepris dans le numéro du 15 novembre dernier sur l'Ecole de Paris ne pouvait se faire en toute indépendance [2].

C'est aussi la vraie Grèce que nous retrouvons dans la revue économique et scientifique *Antaios*, qui essaie de maintenir, malgré tout, un niveau élevé dans ses colonnes. La série des conférences de l'*Ep-an* (association science-reconstruction) manifeste une activité qui, issue de l'esprit de libération, ne se soumet pas à la torpeur d'une atmosphère « moisie ». Les sections économique et pédagogique, en particulier, paraissent animées d'une vie persistante, et quelques livres récents parus dans la collection de l'*Ep-an* nous semblent dignes d'un grand intérêt [3].

Pour l'année 1948, *Antaios* a changé sa formule en amplifiant son contenu, mais sans changer, dit-il [4], ses buts, ni dévier de son programme fermement progressiste. Il veut continuer à examiner librement les solutions présentées aux problèmes économiques, et à critiquer tous les points de vue antiscientifiques. Le numéro de janvier contient un hommage à Paul Langevin, et un article d'El. Eliou sur la valeur de la méthode scientifique, où il combat judicieusement ses négateurs. P. Rigopoulos y étudie très scrupuleusement l'index du coût de la vie et le niveau de vie des travailleurs de 1914 à 1945 [5]. D. Sotiriou y analyse la situation critique de l'enseignement en 1947, due aux révocations dans le personnel prononcées par le ministre Papadimos, à la réquisition des locaux scolaires par les troupes, à l'impossibilité pour les enfants pauvres de suivre l'école [6]. Dans la livraison de février, qui contient un article très documenté du rédacteur en chef D. Batsis sur l'orientation de l'économie grecque, G. Spiliopoulos réclame une protection médicale de l'enfance [7].

A leur façon ces savants nous semblent « lutter pour le peuple grec jusqu'au

---

1. *Ibid*, p. 138. Maxwell Anderson, l'auteur de *Winterset* naguère joué à Paris, tout en faisant à Athènes des déclarations démocratiques, a, en tant qu'envoyé du *New-York Herald Tribune*, affirmé aux Américains d'énormes contre-vérités : « Les hommes ne sont pas fusillés pour leurs opinions politiques, ils ne sont pas emprisonnés ni exilés. »

2 Le graveur Tassos y proteste contre la condamnation prononcée par Kamenov, au nom des nouvelles tendances des arts plastiques en U.R.S.S., à l'égard de l'Ecole de Paris. Il ne voit pas, faute d'information, que la déviation dont ont pris peu à peu conscience les artistes soviétiques, et qui menace tout autant les artistes grecs, c'est l'imitation servile d'un art étranger, qui les détourne de puiser les thèmes et la forme même de leur art dans l'inspiration profonde de leur peuple. En ce sens, comme dans l'Europe classique du XVIIIe siècle, l'imitation devient formalisme, et le salut ne peut venir que d'un réalisme, tel que le définit parfaitement D. Photiadis, dans un article intitulé « Forme et contenu », qu'on voudrait citer longuement.

3. D. Batsis : *l'Industrie lourde en Grèce*. Athènes, 1947, (512 pages.)

N. Kitsikis : *la Philosophie de la nouvelle physique*. Athènes, 1947 (90 pages). Ce dernier ouvrage, divisé en deux parties : la science contemporaine et la métaphysique, la science contemporaine et la dialectique, comporte un examen des principales théories physico-philosophiques depuis Newton, et conclut à l'accord de la physique moderne, depuis Einstein, avec le matérialisme dialectique. N. Kitsikis, recteur de l'Ecole polytechnique d'Athènes, ancien sénateur, connu mondialement pour son œuvre scientifique, vient d'être inquiété par la police de Sophoulis, après avoir vu sa femme condamnée à mort, pour avoir « participé à des réunions secrètes ». Les Allemands n'avaient pas osé l'inquiéter en raison de sa célébrité.

4. Editorial du numéro 1 (janvier), où est traduit notre article d'octobre 1947 dans la *Pensée*.

5. Nous y relevons en particulier un tableau de la consommation des denrées alimentaires en Grèce qui prouve que de 1940 à 1945 la consommation de viande s'est réduite des 5/6, et que celle de beurre a été réduite à zéro.

6. 1.000 instituteurs ont été révoqués sans pension ; plusieurs centaines, déplacés d'office et incapables de rejoindre leur nouveau poste, ont été licenciés ; 2.000 postes sont vacants dans les écoles primaires dont beaucoup sont fermées ou fonctionnent avec des classes dont l'effectif atteint jusqu'à 120 élèves. Les nouveaux manuels scolaires, établis dans un esprit rétrograde, sont rédigés en grec officiel, « purifié », rompant ainsi avec cent ans d'une lutte, qui semblait triomphante, pour le grec populaire, démotique.

7. En 1938, à la protection médicale de l'enfance n'était consacré que 0,71 % du budget, et il n'existait que 35 crèches, alors que la mortalité infantile atteignait 50 % en Epire.

dernier souffle », suivant la formule du regretté Jean Zevgos. Le professeur Zevgos, l'un des tenants les plus en vue du socialisme scientifique, fut en effet le modèle de l'intellectuel démocrate. Il lutta toute sa vie pour mettre la science au service du peuple. et combattit avec acharnement la « science pure », qui met les intellectuels au service, « le plus impur qui soit, des exploiteurs du peuple ». Descendant d'un combattant de 1821, et héroïque résistant lui-même, il fut membre du Comité central de l'E.A.M. Inscrit au Parti communiste grec depuis 1922, il y fut aussi membre du Comité central. Le 20 mars 1947, il tombait à Salonique, victime d'un assassinat politique. Comme le dit *Antaios*, de même qu'aux temps de la « première » occupation, « le sang des combattants de notre peuple arrose l'arbre de la liberté ».

Et c'est comme un écho de cette protestation des martyrs que nous retrouvons dans ces vers de Nicos Vrettachos, traduits (une fois n'est pas coutume) dans *Domaine grec* [1], et écrits à l'adresse des soldats anglais en 1946 :

Ici, dans ce pays étrange dont les rivières,
Les rochers et les gorges, les nuages et les monts
S'en vont en guerre avec nous, chantent et se font blesser,
Ici parmi les arbres où Armatoles et Klephtes ont suspendu leurs chansons

Byron est mort... Voici longtemps que Byron est mort...
Et puisqu'il n'a pas laissé un seul descendant pour son Hellade,
Que sont venus faire ici les soldats de son pays ?
Répondez pour que nous le disions aux oiseaux et qu'ils le chantent !

Nous nous étions dit qu'ils viendraient pour nous offrir de nouveau
Quelques fleurs de la terre de notre bien-aimé Shelley
Et ils sont venus pour sacrifier notre peuple, cet Adonis !
Notre Adonis aux mille blessures... Levez-vous
Pour que nous prenions dans nos mains les clairons de la patrie
Afin de leur faire comprendre que l'Olympe ne s'abaisse pas !

***

Ce n'est pas, évidemment, à Athènes, dans les circonstances présentes, que la littérature pourrait exalter aussi librement le sursaut du peuple contre l'ingérence étrangère. La vie littéraire athénienne, telle que nous la connaissons [2], semble se jouer sur une avant-scène fragile, le rideau étant tiré devant le drame réel qui en explique les contradictions. La fièvre brillante des conférences et des expositions, artificielle et officielle le plus souvent, ne se concilie guère avec la misère générale. L'*Hellénisme contemporain* lui-même est obligé d'en tenir compte, et nous renseigne à ce sujet : tantôt ce sont les destructions de guerre comme celle de la Bibliothèque publique de Corfou [3] tantôt c'est la statistique du logement [4], ou celle des orphelins [5]. Ce que ne dit pas l'*Hellénisme contem-*

1. Nous avons fait quelques légères modifications à la traduction de R. Levesque.
2. L'*Hellénisme contemporain* (n° 6, p. 26) avoue que l'année littéraire 1947 a été piètre. Signalons cependant un essai critique de C. Dimaras sur Palamas. et surtout le tome II de l'*Anthologie de la prose néo-hellénique* de Valétas.
3. *L'Hellénisme contemporain*, n° 4. Corfou perdit les 2/3 de ses habitations et la plupart de ses monuments historiques en 1943, et aussi à la suite des bombardements anglo-américains. D'autres bibliothèques grecques ont été brûlées. comme celle de la Canée. Les Italiens et les Allemands ont volé ou utilisé pour le chauffage un grand nombre de livres.
4. *Hell. cont.*, n° 4. Les logements de moins de trois pièces sont dans la proportion de 71 % dans les villages de moins de 2.000 habitants, de 54 % à Athènes.
5. *Hell. cont.*, n° 5. Au 31 décembre 1946, un enfant grec sur cinq était orphelin. Sur un total de 246.000 orphelins, 200.000 ne peuvent subvenir à leurs besoins, et 12.000 seulement sont assistés par l'Etat. Depuis deux ans, les enfants grecs s'adonnent à la mendicité dans les villes, et sont mitraillés dans les campagnes.

porain, c'est que la responsabilité de l'aggravation de cet état de choses incombe au gouvernement Sophoulis, qui entretient la guerre civile au lieu de rechercher l'union de toute la nation, dans le régime démocratique qu'elle exige.

Aussi la vraie Grèce se reconnaît-elle de plus en plus dans le gouvernement démocratique du général Markos, qui n'a pas cessé de faire des propositions de pacification. C'est lui qui a rétabli la liberté dans les territoires qu'il contrôle, par exemple pour les coopératives, qui a organisé la reconstruction de l'enseignement et la réouverture des cantines scolaires, qui a suspendu le remboursement des dettes des paysans envers la Banque agricole de Grèce [1], qui a promulgué une législation démocratique du travail [2], et constitué une garde civique populaire, dont la tâche est de protéger les libertés et les droits du citoyen et de « réprimer toutes les entreprises de division du peuple grec, toute action tendant à la discrimination raciale et en général toute propagande chauvine » [3].

On comprend maintenant pourquoi le gouvernement du général Markos est si populaire. On comprend aussi la vaillance, l'héroïsme des « synagonistes » sous la direction d'un tel chef [4]. Des faits d'armes comme ceux de Niala ou du Kazani (avril 1947) prouvent une volonté tenace de résister jusqu'au bout.

L'armée démocratique se bat partout. Elle contrôlait, à la fin de l'hiver de 1947-48, plus de la moitié du territoire. Toutes les offensives montées par les Anglais, puis par les Américains, ont abouti à des échecs. Si certains esprits manifestent quelque scepticisme devant cette énergie, prêtent l'oreille aux calomnies, et croient à une aide militaire venue du Nord et à un mouvement purement communiste, rappelons-leur que les communistes sont en minorité dans l'armée démocratique, dans laquelle, au témoignage de Simone Téry, on répugne aux discussions de tendances politiques, et que d'après les constatations faites par le colonel Sheppard sur l'origine de son armement, 75 % de ses armes était en 1947 d'origine britannique, prises de guerre, le reste allemand, italien ou américain. Les armes américaines ont dû depuis se multiplier dans les mains des *andartès*.

L'armée démocratique nous semble invincible. Comme l'armée de nos sans-culottes, celle des va-nu-pieds de l'Olympe est une armée populaire, liée avec toute la nation, et a maintenant sept années d'expérience dans la lutte contre l'occupant. Elle a inscrit sur ses bannières un mot qui rappelle celui de Léonidas aux Thermopyles : « Quand un peuple se trouve devant la menace de la

---

1. Décrets du 8 octobre du Q.G. de l'armée démocratique.
2. Loi de février 1948 du Gouvernement démocratique provisoire. Les droits syndicaux et le droit de grève sont rétablis, les assurances sociales, les congés, les salaires réglementés officiellement. (Le *Patriote grec*, n° 57).
3. Décret du 20 octobre 1947 de l'armée démocratique.
4. La personnalité de Markos n'est pas plus mythique que celle de Tito. Vafiadis Markos est né dans la province de Théodosia, en Asie mineure, de parents pauvres, en 1906. Ouvrier dans une manufacture de tabac, il prend part aux luttes populaires, et adhère à 18 ans aux Jeunesses communistes. Au septième congrès, il est élu membre du Comité central. Il est persécuté, emprisonné, déporté plusieurs fois. En juillet 1938, il organise le soulèvement de la Canée contre la dictature de Métaxas. Interné à Gavdos, l'île de la mort, il s'en échappe en mai 1941. En 1942 à Salonique il prend part à la résistance. En 1943, il gagne la montagne et devient l'âme de la dixième division de l'E.L.A.S. En juillet 1944 le général Markos est à la tête du groupe des quatre divisions de l'E.L.A.S. en Macédoine. Il bat les Allemands à Fliaka-Korassia, Agriofyllou, malgré l'aide que leur apportent les bandes fascistes. Il libère Salonique en octobre 1944. Il dirige personnellement la reconstruction de la Macédoine dans l'hiver. Quand se déclenche la terreur monarchiste, il est bientôt décrété d'arrestation (été 1946). Markos reprend alors la montagne, et le 28 octobre 1946, il est élu général en chef des forces de partisans. Il organise l'armée démocratique dans une discipline ferme, mais libérale. Markos est le type d'un grand dirigeant issu du peuple et resté au service du peuple. Il allie la fermeté politique et la compétence militaire à la bravoure personnelle et à la bonne humeur

tyrannie, il choisit entre les chaînes ou les armes. Le peuple grec a choisi les armes. [1] »

L'héroïsme paie toujours. Les Grecs ne se battent pas pour l'honneur, en désespérés. Léonidas succomba sous le nombre, mais derrière lui les cités helléniques s'unirent et battirent le gigantesque Empire de Xerxès. Il doit en être de même chez les peuples du monde moderne, et par l'expression pacifique de leur force. On comprend un peu partout maintenant que le drame grec a une importance internationale, que les *andartès* ne défendent que le secteur avancé du front des peuples attachés à la paix et à la liberté. Déjà les hommes de bonne foi se dressent, comme au temps de Chateaubriand, pour protester contre la politique *inhumaine* des gouvernements réactionnaires, qui reprend les conceptions et les méthodes de l'hitlérisme. Une conférence internationale pour l'aide à la Grèce démocratique s'est tenue à Paris les 10 et 11 avril derniers. Groupant les représentants de vingt nations, malgré l'obstruction sournoise du gouvernement français [2], elle a montré que les démocrates du monde entier sont décidés à aider les Grecs qui se battent pour eux, par tous les moyens pacifiques dont ils disposent.

Ainsi épaulée, sûre de la confiance et de l'admiration des peuples, la vraie Grèce ne peut périr.

P.S. — Les lignes qui précèdent ont été écrites au mois d'avril. Les espoirs que nous y formulions ont été en partie satisfaits. Le monde démocratique a pris conscience de la signification des évènements de Grèce. Une vague d'indignation a soulevé l'opinion devant les massacres d'otages à la mode hitlérienne. Les gouvernements vraiment démocratiques ont protesté avec fermeté. Regrettons que le gouvernement français se soit borné à une démarche dérisoire et que la majorité de la presse française, soumise aux influences de ses maîtres anglo-saxons, ne réserve qu'une place restreinte à ces ignominies : la France devrait se trouver aujourd'hui, comme il y a un siècle, au premier rang pour défendre la Grèce opprimée.

1. C'était la phrase inscrite sur la banderole portée par trois jeunes filles lors de la manifestation du 3 décembre 1944. Elles s'agenouillaient sur les morts à chaque mitraillade. Ainsi les a photographiées le reporter du magazine américain *Life*.

2. Le gouvernement Schuman n'a pas osé interdire la conférence, mais a refusé ou n'a pas donné le visa d'entrée aux représentants des démocraties populaires. Le gouvernement de Washington a refusé son passeport au député Isaacson, qui, patronné par Wallace, fut élu triomphalement à New-York au début de 1948.

RÉFLEXIONS SUR LA GÉOGRAPHIE

par Jean DRESCH

La géographie est une science — peu importe pour le moment le sens que l'on attache à ce terme — à la fois très ancienne et toute récente. Depuis l'antiquité, des savants se sont attachés à décrire, et plus ou moins à expliquer, la surface de la terre, les phénomènes physiques et humains qui la caractérisent, leurs influences réciproques toujours complexes, et leur répartition. Mais bien que le terme même de géographie soit fort antique, la plupart des auteurs ont fait de la géographie sans tenter de la définir et souvent sans le savoir. Pour que la géographie prenne conscience d'elle-même, il a fallu, depuis la Renaissance, les grandes découvertes, l'exploration progressive du monde, sa pénétration par les formes diverses de l'économie capitaliste et par les populations européennes, son partage enfin en Empires coloniaux ou zones d'influences par les grands Etats impérialistes ; il a fallu que se multiplient et se perfectionnent les sciences que les géographes qualifient, non sans quelque dédain, de sciences annexes, sciences physiques (astronomie, météorologie, géologie, biologie végétale et animale), sciences humaines (ethnographie, sociologie, démographie, économie politique, histoire).

*
* *

Aussi n'a-t-elle progressé et n'a-t-elle été définie que tardivement. Non point au xve ou au xvie siècle : malgré l'extraordinaire et brutale extension du champ d'observation provoqué par les grandes découvertes, ces dernières n'ont donné naissance qu'à des cartes de plus en plus précises, nécessaires pour la préparation de nouveaux voyages, ou à des récits plus ou moins pittoresques. Le conquistador en quête d'or, le commerçant en quête de denrées précieuses, le missionnaire en quête d'âmes à convertir ne se souciaient guère d'explorer scientifiquement les contrées nouvellement découvertes et, dans les pays d'où partaient les caravelles et les premiers colons, l' « opinion » restait fort indifférente à moins qu'elle ne fût trompée par de savantes propagandes. L'Eldorado fut un des premiers slogans de la moderne réclame destinée à gagner la confiance de futurs colons et, plus tard, des actionnaires des sociétés par commandites ou des compagnies coloniales. Le mercantilisme n'a jamais été favorable à la recherche scientifique. C'est pourquoi la géographie n'a guère suivi non plus aux xviie et xviiie siècles les progrès des autres sciences physiques et humaines. Elle est en retard sur les sciences physiques et naturelles dont les progrès accompagnent la révolution industrielle, elle est en retard sur l'histoire et l'économie politique dont les progrès accompagnent l'essor de la bourgeoisie et du capitalisme libéral.

Elle ne date, en tant que science moderne, que du xixe siècle, et même de la seconde moitié du siècle plutôt que de la première. Humboldt et Ritter en sont considérés comme les fondateurs. Ils sont morts tous deux en 1859. Le premier a jeté les bases de la géographie physique ; mais le second, historien et philosophe, bien que sa valeur scientifique ait été bien moindre, a exercé une influence beau-

coup plus profonde. Son gros ouvrage (*Die Erdkunde im Verhältniss zur Natur und zur Geschichte des Menschen*) porte un titre symbolique : la géographie aura désormais des ambitions démesurées ; elle englobe toutes les sciences de la nature et de l'homme, et elle aboutit à l'homme. Dès ses débuts, elle répond à une idéologie nécessairement orientée. Ritter cherchait des *Raüme*, des espaces, ancêtres des constructions régionales et des espaces vitaux. Il a engagé la géographie dans une voie dangereuse. Née non pas pendant l'essor, mais au cours du triomphe de la bourgeoisie, elle a été, dès ses débuts, une philosophie autant qu'une science, philosophie que les géographes allemands, comme les historiens, ont utilisée à des fins politiques. Elle fut trop souvent utilisée comme un moyen de propagande nationale ou internationale, une arme de combat entre Etats et entre Empires, plus encore, peut-être, que l'histoire. De toute façon, elle supporte encore les conséquences de sa jeunesse et des conditions économiques, sociales et politiques dans lesquelles elle s'est développée. Faute d'avoir ses méthodes propres, elle a, plus qu'aucune autre science, subi l'influence des idéologies en cours, la géographie humaine naturellement, plus encore que la géographie physique.

Elle est toujours conçue comme une discipline universelle, englobant toutes les sciences de la terre et toutes les sciences humaines, toutes les sciences concrètes de l'espace. La géographie physique est également géographie mathématique, géophysique, météorologie et climatologie, hydrologie, géologie, biogéographie ; la géographie humaine utilise les données de l'histoire, de l'économie politique, de l'ethnographie, de la sociologie, de la linguistique ; et l'on pourrait allonger la liste indéfiniment. La géographie est ainsi moins une science particulière qu'une sorte de synthèse de sciences multiples, un point de vue. Le géographe devrait être suprêmement intelligent, riche de vastes connaissances non délimitées, au courant de tout. Volontiers méprisant pour chaque spécialiste aux horizons bornés, qu'il tient pour incapable de vastes comparaisons, il projette la lumière sur les sciences de la terre et de l'homme, car la géographie est l'origine et la fin de toute science de la terre. Il est l'homme des idées générales et, comme Lyautey au Maroc, il tire avec satisfaction la « philosophie de la chose ». Impérialiste, il n'hésite pas à être tour à tour géologue et historien, botaniste et économiste, et à piétiner toutes les plates-bandes, au grand scandale des spécialistes qui l'ignorent, il est vrai, le plus souvent, autant que le grand public, et qui lui rendent son mépris.

***

Ce n'est pas là un portrait dramatisé, ni une caricature. Aussi bien, cette universelle ambition a-t-elle sa grandeur, et, pour le géographe lui-même, son charme. Mais concevable au temps de la Renaissance, elle dépasse aujourd'hui les forces d'un homme. Un jeune géographe, candidat à l'agrégation de géographie, désormais pourvue de son état-civil et distincte de celle d'histoire, doit s'attendre à être interrogé sur tout. On lui demande essentiellement d'avoir une information quasi-universelle, une solide culture générale. Mais quelle culture générale ? Celle de l'instituteur et du « cloutard », dont les bourgeois parvenus à de plus hautes destinées se sont assez gaussés en lui reprochant son assurance de « primaire » ; ou celle de ce bourgeois lui-même, bien pourvu de diplômes, aimable discoureur, soi-disant objectif et volontiers sceptique, au moins en apparence ? Ni l'une ni l'autre, évidemment, bien que les exemples ne soient pas rares en effet d'une géographie « primaire » ou d'une géographie pour gens du

monde, assez à la mode de nos jours où les journaux quotidiens déplacent notre attention sur les points les plus divers et les plus éloignés d'un globe rétréci. Le géographe, le vrai, — l'universitaire ! — a une conception plus sérieuse de la géographie. Mais il ne peut éviter d'être submergé sous la masse de documents qu'il prétend manier. Qui trop embrasse mal étreint, dit le vieux proverbe. En voulant utiliser les résultats de sciences trop variées, il condamne nécessairement son entreprise à l'échec. La description géographique risque de faire place à l'énumération de faits, plus ou moins arbitrairement choisis, plus ou moins isolés dans l'abstrait. Combien de monographies régionales se réduisent à n'être qu'une accumulation de fiches, classées selon un ordre établi, et conduisent le lecteur de la structure géologique à l'habitat en passant par le relief, l'hydrographie, le climat, la végétation, le peuplement, les genres de vie, l'économie, série de tiroirs tirés en séquelle ! Leur juxtaposition n'est pas une explication et l'explication elle-même risque de n'être plus qu'une gymnastique intellectuelle dans le vide.

Aussi bien, le géographe aperçoit-il le danger. Les thèses récentes ne sont plus des géographies encyclopédiques. Les uns se spécialisent en géographie physique, les autres en géographie humaine. En géographie physique, les uns se spécialisent en géomorphologie, d'autres en hydrologie ou « potamologie », d'autres en climatologie, d'autres en géographie botanique. En géographie humaine, les uns étudient de préférence des problèmes de peuplement, ou de genres de vie ou des questions économiques ; certains même orientent leurs recherches plus ou moins exclusivement vers la structure agraire, l'habitat, les villes ou l'industrie. Tous, sans doute, prétendent tout embrasser et n'admettent pas la vanité d'un effort démesuré. Mais ils cherchent à fixer les limites de la géographie et tentent de procéder à un bornage savant du territoire géographique. La géographie doit, en effet, s'insérer dans les subdivisions administratives de l'enseignement universitaire. Elle y a conquis tardivement sa place. Il faut la légitimer. Et, de même qu'un philosophe s'étiquette psychologue, logicien, moraliste, sociologue ou métaphysicien, les géographes distinguent les géographies physique, humaine, économique, agricole, industrielle, politique, historique, régionale. Récemment, George nous a donné une géographie sociale. Mais allez donc vous y reconnaître dans toutes ces épithètes ! Tel géographe se plonge dans l'histoire et les archives et arrête ses enquêtes au XVIIIe siècle..., mais il n'est pas historien ; tel autre fait un volume de géologie structurale, mais il n'est pas géologue. Bien au contraire, il s'en défend, et chacun cherche à s'isoler plus ou moins dans une spécialité qu'il enrichit à l'occasion d'une terminologie particulière, comme si la géographie prenait conscience d'elle-même dans la mesure où elle devient hermétique.

***

Dans ces conditions, faut-il ranger la géographie côté sciences ou côté lettres ? Est-elle une science ou un art ? Elle est une science parce qu'elle emprunte ses méthodes aux autres sciences sur lesquelles elle s'appuie, qu'elle se plaît, surtout en géographie physique il est vrai, à des démonstrations rigoureuses, qu'elle peut essayer d'exprimer en formules mathématiques, et parvient à des lois. Mais elle est aussi un art parce qu'elle se dégage des techniques particulières, recherche les descriptions vivantes et imagées, les rapprochements et les idées générales qui sont à la limite de la philosophie. Elle établit la transition entre les sciences naturelles et les sciences humaines. Mais, en France, elle est côté lettres. Elle l'a toujours été et tient à le rester. La géographie d'Elisée

Reclus était purement descriptive et, quand la géographie a obtenu droit de cité dans l'Université, qu'elle a été consacrée à l'extrême fin du XIXe siècle, c'est un historien, Vidal de la Blache, qui se vit désigné comme fondateur de l'école géographique française. Et la géographie française, un temps réduite à la géographie historique, s'est dégagée lentement de l'histoire. C'est qu'en France plus qu'ailleurs, mais conformément aux principes établis par Ritter, l'aboutissement de l'œuvre géographique est l'homme. Le géographe peut étudier la structure d'une montagne, des pénéplaines, des terrasses fluviales ou des formes glaciaires ; il ne s'agit là que d'une introduction à la géographie humaine, que de l'étude d'un milieu dans lequel on s'apprête à placer l'homme. Quant à savoir quelle place lui faire dans ce milieu, voilà qui est plus délicat. Il fut un temps où certains adoptèrent un déterminisme mécaniste enfantin. Par réaction, et à la suite d'historiens ou de sociologues, les géographes contemporains ont tendance à accorder la prépondérance aux traditions, aux facteurs humains sur les facteurs physiques, au rite sur l'outil, qu'il s'agisse de nos paysans, de Touareg ou de Teda. Le géographe, considérant l'homme comme libre, dans l'absolu, vis-à-vis de son milieu, devient idéaliste.

Il y a dans tout cela beaucoup de confusion, beaucoup de contradictions. Elles s'expliquent sans peine si l'on songe à l'époque où la géographie prit naissance et s'est développée, aux idéologies en cours au sein d'une bourgeoisie déjà décadente, et, plus spécialement, de notre Université napoléonienne fossilisée. Pour relativement brillante que soit la géographie dans la crise que traverse la production intellectuelle française, il n'en est pas moins vrai qu'elle est embourbée.

*
* *

Quoi qu'il en soit, son domaine est immense, même si l'on tente de le borner. Il serait par suite logique que le travail de recherche soit un travail d'équipe, que l'enquête générale ou régionale, que la recherche des documents soient collectivement organisées. Il n'en est guère question. Selon les méthodes chères aux intellectuels bourgeois, et spécialement français, chacun poursuit sa tâche individuelle, isolé de la vie comme de son voisin. Il n'existe pas de géographie appliquée ; il n'existe pas d'organisation de la recherche digne de ce nom. Chacun tente d'accumuler pour son compte personnel sa propre documentation, quitte à ne jamais sortir de son bureau, et accuse le voisin d'incompétence et d'ignorance.

Le géographe physicien doit avoir une solide formation en mathématiques, physique, chimie et dans toutes les sciences naturelles. Mais en France, il est souvent bachelier de grec, et, il n'y a pas longtemps encore, licencié d'histoire avec une épreuve de latin. Certains doivent refaire leur instruction, ceux qui se spécialisent, mais dans de mauvaises conditions. Aussi certains domaines leur sont-ils d'un abord difficile. Les géographes physiciens limitent généralement leurs recherches à la géomorphologie à laquelle les géologues français ne s'intéressent guère. Encore faut-il reconnaître que, quelle que soit la valeur des travaux français en la matière, ce sont des Américains surtout, pour une moindre part des Allemands, en général géologues, qui ont jeté les bases de la géomorphologie moderne. On étudie les formes d'érosion ou d'accumulation sans avoir une culture en physique ou en chimie suffisante pour en analyser la genèse ; il a fallu longtemps pour accorder l'importance qui convient aux facteurs clima-

tiques et l'on reste fidèle au principe du cycle d'érosion normal, qui n'est normal que parce que nous habitons des pays de climat tempéré.

Mais c'est surtout en géographie humaine que les insuffisances apparaissent graves. On s'est ingénié à la couper en petits morceaux. On a pris l'habitude de distinguer géographie économique et géographie humaine. La première se réduit à une analyse souvent fastidieuse de la production, à une énumération de produits et de chiffres, indépendamment des producteurs. On étudiera minutieusement l'habitat. Le chiffre comme la maison ou la ville deviennent des notions abstraites, plus ou moins isolées de la structure économique, des techniques de production et d'échange, des rapports sociaux. On distingue de même une géographie politique, comme si l'Etat et les frontières n'étaient que des constructions encore abstraites à l'image de cet homme-citoyen que l'idéologie bourgeoise distingue de l'homme privé, comme si la vie des groupes humains n'était pas un tout, dont les éléments sont indissociables. La spécialisation n'est pas, pour le géographe, un moyen d'éviter le reproche d'être un amateur superficiel ; bien au contraire, elle dissimule la complexe épaisseur de la réalité humaine, elle émousse la curiosité du chercheur. La géographie en est réduite à subir l'impulsion de sciences dites annexes. Il n'y a pas plus de géographie économique que de géographie sociale, de géographie politique que de géographie historique. Il n'y a qu'une géographie humaine, liée à l'histoire, à l'économie, à la sociologie, à toutes les autres sciences humaines dont elle est, en effet, une sorte de synthèse, limitée toutefois aux phénomènes actuels et concrets. Description totale de la vie des groupes humains, elle est aussi une explication et c'est pourquoi elle est liée aux autres sciences humaines : une explication en profondeur.

Et c'est naturellement cette interprétation qui est entravée par les idéologies en cours. Les exemples en pourraient être multipliés. Les campagnes et les paysans sont à la mode, et l'étude des campagnes de nos pays s'est enrichie des études de Marc Bloch, un historien, sur les structures agraires, dont Soboul se fait ici même l'écho. Mais si elles permettent de comprendre les formes actuelles des champs et des villages et par suite sont du domaine du géographe, ces structures sont en Europe des reliques et la vie des campagnes est aussi liée aux structures économiques contemporaines dont certains aspects sont évidents, comme la répartition des propriétés et des exploitations, mais dont d'autres sont plus complexes et plus ou moins soigneusement voilés, comme le rôle des grossistes ou grosses entreprises dans l'organisation du marché, des marchands d'engrais ou de matériel, des compagnies d'assurances, etc., ou celui de la législation en vigueur : rôle essentiel dans la comptabilité, la rentabilité de l'entreprise agricole et, en définitive, dans ses possibilités de transformation. Encore le paysan inspire-t-il facilement la sympathie, et l'on se plaît à s'attendrir sur le terroir, la ferme et le cycle des saisons. Mais que dire du citadin, de l'ouvrier? Ce dernier n'est encore, le plus souvent, qu'une main-d'œuvre, un être abstrait, sans chair ni os, dont on mesure le prix ou le rendement et qui se réduit à un matériel de statistique. Et l'entreprise dans laquelle il travaille est elle-même considérée comme un être abstrait que l'on peut mettre en chiffres, chevaux-vapeur, broches, ouvriers. On distingue le créateur, mais le fonctionnement de l'entreprise apparaît mal. On parle de concentration verticale et horizontale, mais il n'est pas, ou guère, question de l'origine des capitaux de l'entreprise et de ses liens avec les grands organismes commerciaux, industriels et bancaires nationaux ou internationaux. Evidemment, ils ne se montrent pas. On n'en parle que quand ils sont trop évidents, aux Etats-Unis ou pour le

pétrole. Et pourtant, comment comprendre la transformation de nos pays, comment comprendre la vie humaine des pays dépendants, coloniaux ou semi-coloniaux, si l'on n'analyse pas les conditions et la forme de cette dépendance ? Comment comprendre l'Algérie et la Tunisie sans Rotschild, Mirabaud et Mallet, le Maroc sans la Banque de Paris et des Pays-Bas, l'Indochine sans la Banque d'Indochine, l'Afrique occidentale sans les sociétés de commerce, les vieilles colonies sans les sociétés sucrières, pour ne prendre que quelques exemples ? On décrit l'indigène ; on décrit même son évolution ; comme le paysan de chez nous, il est assez facile à observer pour peu qu'on s'en donne la peine. Mais l'œuvre coloniale, au sens large, se réduit à une énumération de produits et de voies ferrées. Les capitaux investis, la façon dont ils sont investis, il n'en est généralement pas question. Ce n'est pas de la géographie ? Comme s'ils ne déterminaient pas, en dernière analyse, la vie du pays, des indigènes comme des Européens, et son aspect, qu'il convient justement d'expliquer. Comment interpréter autrement les moyens et techniques de production, maintenus dans leur état ancien, ou profondément transformés, et les rapports de production, le maintien d'anciennes structures sociales ou la formation de nouvelles catégories, pourvues de leur propre idéologie, enfin, les conditions d'évolution de ces groupes sociaux et de la vie politique ? La géographie humaine doit conduire à la sociologie et à la politique. Elle étudie les reliques du passé, sans être tournée vers lui, comme l'histoire ; elle doit permettre de comprendre le présent et le sens de ses transformations.

***

Pareil programme est difficile à réaliser pour deux raisons. L'une qui provient toujours de l'étendue des connaissances exigées du géographe, l'autre de la nécessité de se débarrasser des méthodes et des idéologies en cours à l'Université. Tout travail géographique, même de vulgarisation, suppose un dépouillement gigantesque de documents variés. Il suppose également une remise sur le chantier des conceptions admises et un travail de recherche de première main, afin de combler les lacunes de la documentation publiée. La conséquence peut être l'abstention : ne vaudrait-il pas mieux attendre que de publier des ouvrages qui ne peuvent être au point ? Pierre George a eu plus d'audace, en publiant successivement dans la collection « Que sais-je ? » une série d'études de vulgarisation intitulées *Géographie sociale*, *Géographie agricole*, *Géographie industrielle*, *Economie des Etats-Unis*. Louons l'effort et le progrès que l'on peut constater d'un livre à l'autre. Soboul a dit ici tout le bien qu'il pense de la *Géographie sociale*. Je suis pour ma part, moins enthousiaste, et George, tout le premier, attend plus, j'en suis sûr [1], de la critique que de la congratulation. D'abord, le terme de *Géographie sociale* n'est pas heureux : comme si l'on pouvait abstraire la société de la production ! concession sans doute involontaire de l'idéalisme, ou à l'éditeur, mais qu'il n'y a pas lieu de justifier. Et, au surplus, que nous apprend la géographie sociale ? Qu'il y a des sociétés rurales traditionnelles, des sociétés complexes européennes, et des terres d'expérience, U. S. A. et U. R. S. S. ? La géographie sociale ne serait-elle donc que la géographie traditionnelle des genres de vie, isolés de la structure économique et sociale capitaliste qui, ici, permet le maintien des formes traditionnelles

1. Ces réflexions sont, depuis longtemps, connues de George et ont fait entre nous l'objet de discussions qui, nous l'espérons, seront profitables à nos communs travaux.

d'économie et de société, ailleurs les a bouleversées ou a provoqué la naissance de formes nouvelles dans le cadre du capitalisme, ailleurs enfin a été remplacée par de nouvelles structures qui ne sont pas de simples « expériences » ? Comment comprendre les formes de production et de rapports de production, les structures des sociétés dites traditionnelles et leurs transformations en faisant abstraction des conditions modernes de production et d'échange ? C'est se limiter à des descriptions, dont il n'est pas question de relever ici les erreurs de détail, et à des explications qui ne sont établies que sur des apparences. Une interprétation marxiste ne saurait se limiter à l'emploi d'une terminologie formelle et ce n'est pas parce qu'on a qualifié une société de « féodale » qu'on l'a pour autant expliquée. George n'a pas davantage réussi à se débarrasser des cadres idéologiques traditionnels quand il traite de géographie agricole et de géographie industrielle. Comment expliquer l'espace agricole actuel sans tenir compte à la fois des facteurs techniques et aussi des facteurs économiques propres à une production de type capitaliste, qui ont déterminé l'occupation agricole du monde, les types de production et le marché des produits agricoles ? Qu'est-ce qu'un paysan et quels sont ses divers types actuels ? Comment se maintiennent les traditions dans les vieux pays agricoles et dans quelle mesure sont-elles ébranlées ? Comment s'exerce en pays neuf ou en pays d'agriculture indigène traditionnelle le contrôle du marché, sinon de la production, comme celui de la *United Fruit Co* ou, plus encore, celui d'*Unilever* sur les corps gras ? La géographie industrielle de George est de même essentiellement descriptive, et l'on est ici plus surpris encore de trouver, sans doute, des définitions abstraites des formes de concentration, — pourquoi à propos de la France ? —, mais non pas des exemples concrets de concentration industrielle, commerciale ou bancaire sur les plans régionaux, nationaux ou internationaux, à de rares exceptions près ? Les trusts japonais étaient-ils donc plus typiques que ceux des U.S.A. ? Reconnaisons que quand George étudie l'économie de ces derniers, son analyse est plus serrée, plus solide. Mais l'économie des U.S.A. désormais n'est pas limitée aux frontières de la Confédération. Comment séparer l'économie des U.S.A. de l'exportation des capitaux américains, de la conquête de marchés extérieurs de matières premières ou de l'aménagement méthodique de zones d'influence économique ? L'économie nationale est inséparable de l'économie impérialiste ; les conséquences de la guerre et la reconversion ne sauraient être comprises que dans ce cadre.

*
* *

Ces critiques ne sont pas critiques vaines. Elles en provoqueront en retour. Elles soulignent l'effort de P. George et ses limites. La tâche est dure. Reste à savoir comment la mener à bien, comment organiser le travail. La géographie est quasi-universelle; c'est là sa raison d'être. Il ne s'agit ni de la limiter ni de la couper en morceaux. Mais il faut bien reconnaître que, s'il existe une coupure dans la géographie, c'est bien entre la géographie physique et la géographie humaine. On les met d'ordinaire bout à bout, avec l'homme comme fin. Ce n'est là ni une complète erreur ni, non plus, la vérité. C'est relativement une erreur en géographie générale, c'est relativement une vérité en géographie régionale. La géographie physique est un aspect, un point de vue des sciences naturelles. Elle a leurs méthodes et suppose la même formation. L'homme peut être un facteur de l'évolution du relief, des transformations de la couverture végétale ou de la géographie des animaux. Mais il n'est alors qu'un facteur,

non une fin. Qu'importe à l'homme que telle pénéplaine soit posthercynienne ou éogène, que telle gorge soit surimposée ou antécédente, que tel relief soit de type jurassien ou appalachien, qu'il ait évolué sous un climat plus ou moins humide ou aride? Ce qui importe pour lui, c'est la forme actuelle du relief, une haute montagne, plus ou moins aérée, un plateau, une plaine d'érosion ou alluviale dont le sol et le sous-sol sont plus ou moins riches ; ce n'est pas leur genèse. Doit-on pour autant séparer géographie physique et géographie humaine ? Rejeter l'une dans les Facultés des sciences, l'autre dans les Facultés des lettres ? Pareille attitude a été taxée de « gauchisme » en U.R.S.S. En tout cas, ce serait accepter trop docilement nos classifications universitaires. Là encore, il faut se méfier de définitions formelles. Du moins convient-il de spécialiser des chercheurs en géographie physique et d'autres en géographie humaine, sans quoi c'est se résigner à une géographie médiocre et superficielle. La coupure doit se faire, non pas au sein de la géographie, mais au sein de la recherche. Quant à la géographie humaine, elle ne saurait s'isoler de l'histoire, de la sociologie ou de l'économie. Pourquoi un géographe ne ferait-il pas de l'histoire à l'occasion d'une recherche géographique ? Pourquoi un historien n'adopterait-il pas, à l'occasion, un point de vue géographique ? Dès qu'il s'agit d'étudier des groupes humains, les méthodes de travail sont les mêmes, la documentation est identique. Méfions-nous des terminologies limitatives et, toujours, des définitions abstraites et formelles.

Mais, au delà de la géographie générale physique et de la géographie générale humaine, la géographie régionale est une synthèse où les deux géographies se prêtent un mutuel appui et sont inséparables. Et si cette synthèse est difficile à réaliser par un seul homme, du moins peut-elle être l'œuvre de groupes spécialisés de chercheurs, travaillant côte à côte, en équipes, car, en géographie comme dans les autres sciences, le progrès, de moins en moins, ne saurait résulter de l'effort inorganisé de chercheurs isolés.

DANS LES SYNDICATS UNIVERSITAIRES

par Ernest KAHANE

Les réflexions encore confuses des lendemains de congrès ne sont assurément pas les plus sereines, et ce que les congressistes conservent d'amertume à la suite de débats passionnés risque peut-être de fausser quelque peu leur jugement. Ces réflexions ont cependant une acuité qui est destinée à s'émousser rapidement au contact des réalités quotidiennes, et dont il convient de tirer parti sur le champ.

La scission est prononcée.

Sans doute n'est-ce pas celle dont on a tant parlé et autour de laquelle de mauvais bergers ont fait tant de tapage, celle qui a semblé à bien des militants le seul écueil à éviter. Celle-ci, la scission fédérale, n'est pas consommée, si l'unité de la Fédération est quelque peu ébranlée. Les dirigeants des grands syndicats nationaux ont manifestement reculé devant la lourde responsabilité qui leur incombait, et le désordre dans lequel a sombré le congrès les a placés dans une position où toute l'initiative leur appartient.

Leur responsabilité est entière, car nous n'avons pas varié dans les principes que nous avons toujours affirmés : d'une part, notre attachement à l'unité pour la défense de nos intérêts corporatifs, pour la reconstruction d'une école et d'une Université puissantes, pour l'affermissement d'une laïcité plus que jamais menacée ; d'autre part, notre volonté de continuer à faire corps avec la C.G.T. où nous restons associés à l'immense majorité de la classe ouvrière organisée, dont nous sommes partie intégrante, et qui sait qu'en servant nos revendications particulières, elle sert l'idéal commun de démocratie, de progrès et de paix.

Nous avons soutenu qu'il n'y a pas incompatibilité entre ces deux objectifs, entre cette double fidélité. Il y a certes des difficultés administratives, mais la virtuosité bureaucratique de la F.E.N. n'est pas à démontrer, et nous savons qu'elle est armée, la bonne volonté aidant, pour les surmonter. Pour nous, nous n'avons pas voulu quitter un organisme auquel nous avons participé de tout cœur et avec tout notre dévouement, et qui, en dépit d'un égarement passager, est destiné à revenir au sein de la C.G.T. Nous avons montré au maximum notre esprit de conciliation et notre volonté d'union, en particulier dans les syndicats où nous sommes majoritaires. Nous les montrons de la même façon sur le plan de l'organisation administrative de la nouvelle F.E.N. autonome. D'avoir été 38 % à décider de faire pleinement honneur à la signature que nous avions donnée en adhérant à la C.G.T. nous paraît une raison suffisante d'être pleins de confiance dans l'évolution future de la situation. La C.G.T. est forte même dans l'enseignement. Des dizaines de milliers d'éducateurs lui sont fidèles ; demain, s'ils sont résolus et actifs, ils seront majorité.

Nous voulons croire que la majorité présente sera aussi attachée que nous-mêmes à l'idée de l'unité fédérale, et qu'elle saura tempérer son intransigeance. A ce prix, nous travaillerons de concert dans la F.E.N. autonome, et nous rendrons à nos camarades séparés et retranchés de la vie ouvrière l'inappréciable service de maintenir un contact intime avec les travailleurs organisés.

Des camarades abusés ont cru de bonne foi à la priorité de l'objectif qu'on leur

présentait comme le seul essentiel : unité à l'échelle du syndicat de catégorie, unité à l'échelle fédérale. Ils ont perdu de vue l'objectif essentiel, l'unité confédérale, sans laquelle l'action du syndicat ou de la Fédération est ravalée au rang d'une activité purement corporative, privée de son support naturel et dépourvue de racines sociales.

Voilà le phénomène important, et que nous devons nous efforcer d'interpréter, car il serait trop simpliste de le tenir pour un accident, ou pour l'effet pur et simple de l'action personnelle de quelques dirigeants fanatisés soutenus par la bureaucratie ministérielle. Il accuse, selon moi, le détachement de tout notre système d'enseignement de l'ensemble du système social. Une partie importante des maîtres et des professeurs ont cru devoir réaliser l'unité corporative au détriment de l'unité tout court, parce qu'ils n'ont pas encore acquis, *en fait,* le sentiment des liens qui les unissent, sur le plan professionnel lui-même, au reste de l'activité sociale. Le corporatisme qui a prévalu au dernier congrès n'est que la traduction, sur le terrain syndical, du fonctionnement en terrain clos de l'école et de l'Université françaises, et souligne le mensonge de la pancarte gigantesque qui surmontait la tribune : *l'éducation nationale au service du peuple.*

Les preuves abondent de ce divorce et de la sclérose de l'enseignement. La majeure partie du personnel enseignant vit à l'écart de tout contact avec la réalité sociale essentielle : le travail productif. Le mandarinat qui sévit un peu partout, l'auto-recrutement qui reste l'objectif primordial sont des témoignages de cet état d'esprit qui voit dans l'enseignement une fin en lui-même et non le moyen de préparer les hommes à leur fonction sociale, et qui feint de croire, dans un idéalisme anachronique ou trop actuel, que le mouvement de l'enseignement et de la science est indépendant du mouvement de la société.

Ce n'est pas par hasard que la proposition de quitter la C.G.T. a rencontré plus de succès dans l'enseignement secondaire classique et moderne que partout ailleurs, et que l'enseignement primaire lui-même l'a accueillie volontiers, quoique avec moins d'empressement. Si les Centres d'apprentissage et les Collèges techniques ont marqué de façon diverse leur fidélité à la C.G.T., c'est que leur activité s'insère plus étroitement dans celle de l'ensemble des producteurs ; il en est de même pour certains secteurs de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Nous ressentons d'autant plus douloureusement la décision, même provisoire, de la F.E.N. de quitter la C.G.T., qu'elle accuse ce détachement du système enseignant à l'égard de tout ce qui fait sa raison d'être. Si cette décision nous incite à resserrer encore les liens qui nous unissent à la C.G.T., elle doit nous inciter aussi à travailler avec plus d'ardeur à la réforme de l'enseignement, sur les bases définies par la commission Langevin-Wallon, de telle sorte que chaque membre du personnel sente profondément les incidences sociales de son activité, oriente et adapte celle-ci en fonction des besoins d'avenir de la société et renonce à considérer l'école comme la préoccupation particulière de l'éducation nationale, mais voie en elle la chose commune de tous les citoyens.

Replacer l'école et l'Université dans la vie, voilà à quoi nous devons nous employer, tandis que, d'autre part, sans nous enfermer dans quelque orgueilleux sentiment de « pureté » sectaire, sans nous glorifier en paroles de la supériorité de nos conceptions sociales, mais en sentant au contraire les devoirs pratiques que cette supériorité nous impose, nous prendrons courageusement la part la plus lourde du travail *corporatif.* Nous nous ferons les champions *avertis et compétents* de chaque *revendication,* afin de gagner encore en autorité sur le terrain syndical et de ramener très vite la Fédération de l'enseignement tout entière dans la C.G.T. Il y a quarante ans, la C.G.T. avait quelques dizaines de partisans dans l'enseignement. Elle en a aujourd'hui des dizaines de milliers. L'avenir est à elle.

CHRONIQUE SCIENTIFIQUE

LE CENTENAIRE D'UNE GRANDE DÉCOUVERTE

par Jacques NICOLLE

Le lundi 22 mai 1848 était présenté devant les membres de l'Académie des sciences à Paris, un travail de Louis Pasteur. Il s'agissait d'un extrait de son *Mémoire sur la relation qui peut exister entre la forme cristalline et la composition chimique, et sur la cause de la polarisation rotatoire*. Les commissaires étaient MM. Biot, Regnault, Babinet et Balard.

Les résultats que venait d'obtenir le jeune chimiste — Pasteur avait alors 26 ans — étaient d'une importance particulière, car ils annonçaient la *découverte fondamentale* qui devait être le point de départ de toute l'œuvre géniale du savant, et qui servait de réfutation à une curieuse observation de Mitscherlich. Le chimiste berlinois, dans une note adressée à l'Académie des sciences de France, en 1844, par l'intermédiaire de M. Biot, le maître de Pasteur, s'exprimait ainsi :

> Le paratartrate et le tartrate (doubles) de soude et d'ammoniaque ont la même composition chimique, la même forme cristalline, avec les mêmes angles, le même poids spécifique, la même double réfraction, et, par conséquent, les mêmes angles entre les axes optiques. Dissous dans l'eau, leur réfraction est la même. Mais le tartrate dissous tourne le plan de la lumière polarisée, et le paratartrate est indifférent, comme M. Biot l'a trouvé pour toute la série de ces deux genres de sels ; mais ici la nature et le nombre des atomes, leur arrangement et leurs distances sont les mêmes dans les deux corps comparés.

Pasteur prouva que le paratartrate de soude et d'ammoniaque se compose de deux sortes de cristaux déviant le plan de la lumière polarisée, à droite pour les uns, à gauche pour les autres. Ils étaient, a dit Pasteur, hémiédriques, les uns à droite, les autres à gauche, et la déviation de la lumière dépendait de cette dissymétrie. Au moyen d'un triage opéré sous la loupe, le savant avait pu séparer les cristaux d'un corps dit « racémique » en deux constituants identiques quant à la composition chimique, mais orientés différemment du point de vue cristallographique, et que l'on nomme des *antipodes optiques*. Pasteur devait encore donner deux méthodes pour la séparation d'un racémique en utilisant d'autres corps eux-mêmes actifs sur la lumière polarisée, ou des organismes vivants, tels que des ferments qui, s'accommodant à des degrés divers d'un des antipodes, permettent de recueillir l'autre au cours d'une fermentation. Ces antipodes constituent des corps énantiomorphes, c'est-à-dire que l'un est l'image de l'autre dans un miroir. Pasteur les comparait à une main droite et à une main gauche ou à des tétraèdres irréguliers, c'est-à-dire à des corps qui ne peuvent se recouvrir.

Des travaux que nous venons de citer est née la grande idée de ce savant : l'absence de plan de symétrie dans une molécule se traduit par la propriété optique rotatoire. Réciproquement, le pouvoir rotatoire révèle la dissymétrie moléculaire. D'une part, la stéréochimie venait de naître, et, d'autre part, par un enchaînement logique, Louis Pasteur allait poursuivre brillamment ses recherches dans des domaines très divers.

Je voudrais ici me permettre une comparaison très hardie et qui pourra sembler irrespectueuse, mais que je dois formuler pour être tout à fait exact. Je dirai donc que Louis Pasteur a mené ses enquêtes comme un détective génial. Tous les problèmes qui lui furent posés, l'illustre chimiste les a résolus. Beaucoup de faits étaient connus, mais les liens avaient échappé aux investigateurs précédents. L'énigme restait entière, Louis Pasteur prenait l'affaire en main, montrait qu'il n'y avait aucun mystère, et avec une logique et une clarté extraordinaires, apportait au monde émerveillé la solution du problème. C'est ainsi que tour à tour il donna une réponse précise aux questions relatives aux fermentations et aux générations dites spontanées (1857-1862), aux problèmes concernant le vinaigre et le vin (1863), la bière (1871). En 1865, il avait résolu les problèmes des maladies des vers à soie et s'attaquait avec succès, de 1880 à 1885, aux maladies virulentes, pour terminer par la prophylaxie de la rage. Pasteur n'a jamais publié un travail, sans s'être soumis à la rigoureuse discipline de l'expérimentation. Il savait également que vouloir séparer la théorie de la pratique, c'est imposer une barrière arbitraire qui ne peut être qu'un obstacle au progrès. En effet le savant confirme ou infirme expérimentalement l'idée théorique qu'il a conçue, puis se trouve en présence de nouveaux problèmes que la nature lui pose, et sans fin il progresse dans la connaissance.

Pour reprendre, sous une forme condensée, une idée chère au grand savant Paul Langevin, nous dirons : « La pensée, née de l'action, retourne à l'action ».

*
* *

Pour terminer, je voudrais signaler qu'environ un mois avant la présentation de son *Mémoire* à l'Académie des sciences en mai 1848, Pasteur, en traversant la place du Panthéon, aperçut sur une baraque improvisée les mots « Autel de la Patrie » où les républicains venaient déposer leurs offrandes. Il retourna à l'Ecole normale, où il était alors préparateur de chimie et, ayant trouvé au fond d'un tiroir ses modestes économies, s'empressa de les apporter aux citoyens de l' « Autel de la Patrie ».

CHRONIQUE ARTISTIQUE

RÉFLEXIONS D'UN VIEIL ARTISTE A PROPOS DE WILLIAM TURNER ET DE PAUL KLEE

par Francis JOURDAIN

Nul n'est censé ignorer la loi. Nul n'est censé ignorer les lois de la peinture et d'aucuns ont même été avisés de l'inexistence de ces lois.

Quoique la vogue dont jouit actuellement la peinture ne soit pas sans provoquer quelques perturbations, ne nous frappons pas. On se fait à tout, même à la beauté, et nous devons nous féliciter que l'ennui tende à s'atténuer, que faisait naguère naître en bien des âmes la déambulation sur le parquet trop bien ciré des musées.

Le parquet des musées est moins bien ciré aujourd'hui qu'il ne l'était hier, mais il est à cette heureuse transformation de nos mœurs, d'autres raisons sur lesquelles on pourrait sans inconvénient épiloguer plus longuement que je n'entends le faire céans.

Le fait que le tableau soit devenu un objet de spéculation n'est pas absolument étranger à cette mutation brusque de l'esthétique — ou du moins de l'éthique. Je n'insinue pas que le connaisseur apprécie seulement et en toute occasion, la valeur marchande de l'œuvre d'art et son devenir sur le marché. Les choses ne sont pas si simples. Qu'il me suffise de laisser entendre que, soucieux d'expliquer l'extension prise par une louable curiosité, l'analyste attentif aurait tort de ne pas faire la part de la notion vénale dans le goût que prend le public de la chose peinte — plus précisément dans la généralisation de ce goût.

Toujours est-il que la fréquentation des chefs-d'œuvre est devenue une habitude de la bourgeoisie. Il n'en faudrait toutefois pas déduire que cette assiduité et les fluctuations de ce zèle puissent tenir lieu de thermomètre artistique, être considérés comme le probant témoignage soit de l'importance réelle de telle ou telle manifestation, soit du degré d'influence profondément exercée par l'une ou l'autre. Aussi, en disant que l'Exposition Turner semble n'avoir remporté qu'un succès de politesse, je fais moins allusion aux recettes encaissées (j'en ignore le montant et je le suppose fort élevé) qu'à l'indifférence dont j'ai cru percevoir les traces dans les brefs et déférents propos de la plupart de mes camarades artistes. Pour beaucoup d'entre eux, Turner était presque un inconnu et l'exposition de l'Orangerie une vraie révélation. Elle les a laissés froids. J'y ai, quant à moi, pris — outre un plaisir qu'il serait oiseux de commenter et un peu présomptueux de vouloir faire partager — un très vif intérêt dû sans doute, j'en conviens volontiers, à ma prédilection pour les recherches, les inquiétudes et la témérité qui font si attachant l'intelligent XIXe siècle.

Mon sentiment à cet égard n'est pas celui de mes cadets et je me rends compte que Turner n'est guère actuel. Ses préoccupations n'ont rien de commun avec celles des jeunes et ceux-ci n'ont aucune raison de s'intéresser à ce que dut hier au grand Anglais l'accélération d'un processus qu'ils déplorent. La fréquence et, faute d'éloquence, la complaisance avec lesquelles beaucoup d'entre eux parlent d'un nécessaire « retour » — retour à..., retour à... c'est le refrain de la ballade dont l'envoi reste à écrire — disent

assez bien de quelle nostalgie ils sont les victimes désemparées. Ceux-là oublient que « c'est en allant vers la mer que le fleuve reste fidèle à sa source » ; les autres désespèrent de la peinture, la dépouillent, lui laissant pourtant — on ne sait trop pourquoi — son nom, renoncent à renouveler les moyens d'expression dont en tout temps elle disposa, mais nient que ces moyens aient conservé leur efficacité, et cherchent ceux qui, nouveaux, seraient susceptibles de réaliser certaines fins — nouvelles, elles aussi.

Ni les uns ni les autres de ces artistes ne sauraient donc accorder grande attention aux initiatives (à leurs yeux regrettables) et aux responsabilités que prit Turner pour participer au salut de la peinture, c'est-à-dire lui assurer les possibilités de ce renouvellement qui est le propre de la vraie tradition, puisqu'il est celui de la vie.

*
* *

L'idée était excellente, de faire accueillir les visiteurs, au seuil de l'Exposition, par Claude Gellée — mort 93 ans avant la naissance de Turner — et Claude Monet qui avait 11 ans à la mort de ce dernier. Rien ne pouvait ni rappeler plus pertinemment le rôle joué par Turner, ni plus exactement tracer tout à la fois la courbe de son destin et le sens délibérément donné à sa démarche.

Car l'œuvre de Turner n'a pas seulement un intérêt historique, elle n'est pas seulement le lien qui relie deux états de la peinture, elle n'apporte pas seulement, par une convaincante démonstration de continuité et de logique, une sorte de satisfaction apaisante. Cette œuvre, qui décèle une personnalité forte et singulière, constitue en outre un remarquable exemple de ce qu'on pourrait appeler la mue d'une pensée, la preuve de la transformation à laquelle est contraint l'artiste aux yeux de qui les règles apprises ont moins de rigueur que la découverte n'a d'attraits, et pour qui ces règles sont moins impératives que ne l'est sa conscience.

*
* *

Les premiers succès que remporte Turner, il les doit à un talent sans éclat, de tout repos. Le débutant est tôt expérimenté, adroit, honnête et si sage qu'il est, à 27 ans, membre de l'Académie. Sans doute est-ce alors que, venu sur le continent, il voit des toiles de Claude Gellée, tout de suite séduit par l'intelligence qu'a mise le Lorrain à assimiler la leçon de Nicolas Poussin, de six ans son aîné, séduit aussi par l'audace de l'apport personnel de Claude ou plutôt par les conséquences de cette audace.

Le Lorrain, en effet, a modifié l'aspect du Paysage Historique, utilisant savamment les observations auxquelles l'amènent la finesse de son œil et son amour, son perspicace amour de la lumière. C'est de ces jeux de la lumière et de leur imprévu qu'à son tour Turner s'éprend. Il en pénètre mieux chaque jour la subtilité, mais longtemps encore il se défendra contre l'espèce d'ivresse que ces jeux lui procurent, il refusera d'en faire l'essentiel de son art ; longtemps encore, il restera soumis aux conventions qui le retiennent aux côtés d'Ulysse, d'Apollon et de Didon. Peu à peu cependant, la fable qui, en raison des usages, détermine le choix de ses *sujets*, tend à n'être plus que le prétexte des propos qu'enrichit son souci, de plus en plus obsédant, de la réalité.

Turner n'est historien ni conteur, il est paysagiste ; et bientôt il n'a plus

aucune honte à l'avouer, à se l'avouer. Il ne répudie pour autant rien de son lyrisme ; plus libre, son faire garde toute sa maîtrise, sa matière garde toute sa saveur, voire sa précieuse rareté. Son sûr et beau métier, le bon artisan que Turner ne cessera pas d'être le met au service de la passion qui l'aide à vaincre le despotisme des conventions et la tyrannie de la mode. L'objet de sa passion, c'est la nature ; c'est elle et elle seule qu'il veut contempler, aimer, chanter ; c'est devant elle qu'il veut méditer.

***

Mil huit cent trente...! Le vent du romantisme souffle en tempête. Turner a 55 ans. Il a remisé les oripeaux de la mythologie. Il oublie Tyr et Carthage, il regarde son pays, ses eaux, son ciel, la mobile architecture des nuages, les mille et un trucs dont disposent le soleil et la brume pour faire de tout cela une perpétuelle et toujours surprenante merveille.

En renonçant à la collaboration — certes, sans nocivité, mais sans nécessité inéluctable — de l'histoire ou de la légende, Turner, le peintre Turner trouve la raison d'être du tableau, les caractères spécifiques de la mission de l'art ; elle n'est ni de nous transporter, ni de nous déporter, de nous porter *ailleurs*, n'importe où, hors du monde, mais bien de nous révéler la splendeur de ce monde-ci, du moins un des aspects de cette multiple splendeur.

« ...Un trésor est caché dedans », dit le laboureur à ses enfants en leur léguant et confiant son champ. L'astucieux compère est avisé dialecticien ; il sait fort bien quelle répercussion peut avoir l'effet sur la cause, jusqu'à se substituer à elle, et la recherche du trésor créera le trésor ; il sait fort bien que le trésor dont il a affecté de faire don est en réalité dans l'activité que son artifice oblige ses héritiers à déployer.

N'en va-t-il pas un peu de même du peintre ? Le trésor qui est en lui, il ne le découvrira qu'en labourant non pas les nuées, mais la glèbe.

Un tableau n'est pas un récit. Il serait plutôt une description. C'est bien pourquoi on ne saurait le décrire. Vous n'avez rien dit de lui, quand vous avez dit ce qu'il représente — Dieu, table ou cuvette. Que savez-vous du poème, lorsque vous a été obligeamment communiquée l'énumération alphabétique des mots qui le composent ? Que les notes de la symphonie vous soient familières ne vous apprend rien d'elle. L'art est dans la disposition de ces mots, de ces notes et — bien sûr ! — dans le résultat de ces combinaisons, c'est-à-dire dans la pensée ou le sentiment que, par le truchement de ces notes et de ces mots « en un certain ordre assemblés », l'auteur se propose d'exprimer. Aussi, en disant qu'un tableau pourrait être considéré comme une description, je n'empruntais pas ce terme au vocabulaire juridique, qui le fait synonyme d'inventaire ; je lui donnais plutôt le sens de *définition*, étant entendu que ce que définit l'art du peintre, ce n'est pas l'objet mais le concept de l'objet. L'idée que le peintre se fait de l'objet n'est pas identique à l'objet, mais si le concept de l'objet implique l'existence de l'objet (Cf. La Palisse), le concept est. lui aussi, une réalité, la réalité de l'artiste.

Aussi toute peinture est-elle dans quelque mesure, impressionniste, je veux dire conditionnée par l'impression.

*
* *

Impressionniste... Jadis fabriqué pour tourner en dérision des ouvrages probes, scandaleux, féconds et aujourd'hui de nouveau décriés, ce néologisme n'était pas mal imaginé ; mais, bien qu'on en ait dit, ces recherches téméraires et sagaces n'étaient pas gestes de velléitaires dont la sotte turbulence aurait vidé la peinture de son contenu essentiel. L'impressionnisme est notamment accusé d'avoir éloigné le peintre du « sujet », de ce sujet grâce à quoi, si paradoxal que cela paraisse, l'œuvre d'art deviendrait accessible à ceux pour qui l'art est lettre morte. C'est jouer sur les mots. Je m'obstine à penser que, pour aimer la *Bethsabée* de Rembrandt, l'intérêt porté (supposition toute gratuite) à la mère de Salomon, voire la parfaite connaissance du comportement de la dame, sont de peu de poids, comparés à l'émoi du passant ignorant de l'histoire sainte et sensible à la peinture la plus profane.

Toujours est-il que si les impressionnistes ont sans restriction admiré Delacroix (*Peintre d'histoire,* dit son diplôme d'académicien), ils se sont conféré le droit de négliger respectueusement les leçons de l'historien et de tirer maints enseignements des leçons du peintre, adaptant ces leçons aux expériences qu'ils tentaient pour le service de la vérité, d'une vérité.

Bien entendu, l'impressionnisme n'a pas *découvert* la réalité des apparences ; même, il n'a pas découvert que l'apparence — apparence de la couleur, apparence de la forme (il a pressenti que de l'une à l'autre, il n'y a pas solution de continuité) — est modifiée par les sortilèges de la lumière ; mais il s'est attaché à faire de cette évidence une démonstration plus convaincante, et il a, dans une large mesure, *inventé* les nouveaux moyens de cette démonstration.

Ce n'est pas tout. L'impressionnisme a prouvé, ou plutôt confirmé que la peinture *peut* vivre de ses propres ressources, c'est-à-dire des ressources qu'elle tire elle-même — je ne dis pas *d'elle-même* — qu'elle tire du monde extérieur, sans avoir recours à d'autres méthodes que les siennes, à d'autres procédés que ceux de la plastique, qu'elle *peut* — je ne dis pas qu'elle *doit* — se passer de l'affabulation, qu'elle *peut,* tout comme la musique, se passer du poème — je ne dis pas *de la poésie*. Aussi, peut-on parler de libération, cette renonciation à contracter des emprunts ou à s'aventurer sur les territoires des voisins, n'ayant aucun des caractères de l'interdiction dogmatique.

L'impressionnisme a été libérateur, puisqu'il a donné à la peinture des libertés, sans pour autant créer par ailleurs quelque astreinte que ce soit. Capacité n'est pas obligation. Toute licence reste au peintre d'entreprendre un bref ou long récit, mais moins que jamais, il n'y est tenu.

Cette aisance, que d'aucuns réprouvent, poussant jusqu'à l'acceptation de la servitude leur désir d'une discipline qu'ils se bornent à souhaiter mais n'ont ni la force ni le courage de s'imposer, cette aisance n'est assurément pas le fait des seuls impressionnistes. Maublanc rappelait fort judicieusement ici-même la genèse, aux Pays-Bas, il n'y a guère plus de 300 ans, d'un paysage ambitionnant de se suffire à lui-même, de vivre en tant que tel, ne sollicitant d'autres concours que ceux qu'offrent, sous un ciel serein ou tourmenté, les champs, les routes, les moulins infatigables, les arbres frissonnants, le miroir des canaux, la houle, les vieilles masures et les maisons neuves (*neuves* et cependant — heureux temps ! — pittoresques, c'est-à-dire dignes d'être peintes).

Cet abandon de tout apprêt devait prendre chez les impressionnistes l'allure d'un système, presque d'une provocation. Ce sans-gêne, parfois un peu affecté lui-même, était une façon de réagir contre les excès de l'affectation et il n'était pas limité au paysage ; il bousculait les habitudes du citadin : telles mises en page de Degas engagent une danseuse dans le cadre de la toile, coupent le bras voire la tête d'une modiste ou le corps d'un cheval de course, dressent inopinément, devant la chanteuse qu'elle cache à moitié, la crosse d'une contrebasse — et cela, à vrai dire, de manière évidemment plus intentionnelle qu'inévitable et tout à fait spontanée.

Plus réservés et restant, malgré tout, encore attachés aux conventions dont ils mettent en doute l'efficace, les Hollandais du XVIIe acceptent l'imprévu de la nature, manifestent le souci d'une prise de contact directe avec elle, souci qui devait être le trait typique de l'école baptisée impressionniste. Aussi, celle-ci est-elle pleinement justifiée à faire valoir qu'elle compte parmi ses ancêtres Hobbema et Ruysdaël, Van Goyen, le Vermeer de la vue et de la rue de Delft, le Rembrandt des paysages gravés, dessinés, ou (les plus beaux, les plus expressifs) génialement griffonnés.

En dépit de toute logique, le naturisme de Jean-Jacques ne favorise point un mouvement que, tout au contraire, le maniérisme d'Hubert Robert ralentit, freine, finalement arrête, et il fallut — autre paradoxe — l'arrivée du romantisme pour tempérer l'exubérance ou l'afféterie du paysagiste, rendre le promeneur solitaire à une rêverie sans rêves et à la contemplation méditative, passionnée, de tout ce qu'il lui était donné de chérir.

Tandis que les arbres de Barbizon, la plaine de Chailly, les étangs de Ville d'Avray, la campagne romaine et les façades du quai des Célestins faisaient l'enchantement de peintres dont bon nombre étaient de grand mérite, certains tout à fait excellents et quelques-uns incomparables, William Turner s'accoutumait à rôder seul — du moins sans Clio ni Polymnie — dans des bocages que ne hantait plus le serpent Python, au bord d'une mer dans les flots de laquelle ne se baignait plus Phryné, sur une plage dont Démosthène ne risquait plus d'avaler les cailloux.

Turner n'écoutait plus l'appel des Sirènes. Leur chant était maintenant couvert par le hululement grave ou strident de leurs redoutables rivales, les sirènes des paquebots et des trains. Les premières locomotives lâchaient leur vapeur. Le vieux soleil s'y trompait, il vous patinait et dorait cet ersatz de nuages avec le zèle et l'ingéniosité surprenante qu'il eût mis à patiner et dorer les nuages des meilleures marques. Turner était émerveillé. La campagne la moins endimanchée était une amie dans l'intimité de laquelle s'achevaient heureusement ses jours. Il n'en voulait plus d'autres ; il eût considéré comme sacrilège de faire d'elle le décor des reconstitutions dont il se désintéressait. La nature n'était plus l'accessoire de ses tableaux, elle en était le sujet.

Est-ce pour cela qu'ils sont plus beaux, plus émouvants, plus rares, plus poétiques aussi ? Je n'ose l'affirmer, constatant cependant que plus le motif est dépouillé, plus le tableau est riche. Je ne sais à peu près rien de l'homme Turner ; je connais la belle aventure du peintre Turner. Ses toiles la racontent de façon fort attachante. On ne peut dire que cette aventure soit, comme le furent tant d'autres, déterminée par un grand tourment. On admire tout au contraire la sérénité d'un peintre assez indépendant pour obéir aux injonctions de sa seule conscience et dont l'intelligence, nourrie de l'intelligence d'un Claude Lorrain, fait prévoir l'intelligence d'un Claude Monet.

*
* *

Le Lorrain... Turner l'Anglais... le Parisien Monet... Si le mystère de cette trinité est riche d'enseignements, il en est d'autres à tirer de l'Exposition récente. En quittant la glorieuse triade, on tombait (façon de parler, car cette image n'avait rien de renversant), on tombait sur une petite affiche illustrée (illustrée...! Quelle imprudence !) annonçant je ne sais trop quelle manifestation de « *la Jeune peinture en Grande-Bretagne* », affiche abstraite d'une manifestation abstraite de peinture abstraite, comme il se doit.

Dresser un parallèle entre les œuvres de trois maîtres et les essais d'un jeune inconnu serait une entreprise non seulement peu généreuse mais franchement ridicule. Comparer l'indigence à la magnificence... Non, j'aurais trop beau jeu. Le rapprochement que, répudiant une trop facile sévérité, je risque, ne tend nullement à analyser une différence de degré, mais à souligner une différence de nature. Je veux dire qu'il ne saurait être ici question que de l'esthétique dont se réclame la misérable et niaise petite élucubration.

Au vrai, je me montre bien léger en parlant aussi irrespectueusement de la dite image. Comme pour maintes illustrations de maints catalogues quotidiennement adressés à maints hommes de bonne volonté, la question se pose de savoir si cette vignette est d'une toute autre qualité que les trois cent soixante-cinq œuvres du feu professeur Paul Klee, soumises en février dernier à la dévotion des amateurs auxquels le souvenir des erreurs commises par leurs grands-pères imbéciles inspire, devant l'audace même la plus contestable, une prudence assez proche de la lâcheté. La question se pose surtout de savoir pourquoi la production du professeur (la renommée a fait de lui un génie authentique) serait véritablement d'une autre classe que le tout-venant des trois cent soixante-cinq expositions annuellement organisées par les disciples. (Un d'eux, Américain d'origine italienne, présentait récemment une rétrospective de ses œuvres. Je dis bien une *Rétrospective* : il a 27 ans (*sic*) et la guerre, de longs mois durant, interrompit sa fâcheuse activité. A vingt-sept ans... Une rétrospective... Ce touchant exemple de modestie abstraite ne découragerait-il pas le plus acariâtre des commentateurs ?)

*
* *

Que je sois un homme de bonne volonté, c'est ce dont témoignent et le nombre des catalogues dont ici je remercie les expéditeurs, et le nombre presque aussi considérable des experts que j'ai consultés pour connaître les critères grâce auxquels le bon grain abstrait peut être séparé de l'ivraie non-figurative.

Je sais bien pourquoi cette enquête paraîtra à d'aucuns naïve et, à parler franc, inepte. Je sais bien pourquoi le plus embarrassé — donc le moins hurluberlu — des spécialistes auprès de qui je l'ai consciencieusement menée, semblait triompher de ma sottise, lui opposant la sagesse des nations : Des goûts et des couleurs... Vous connaissez la chanson. Il arrive aux nations de n'avoir à nous offrir qu'une sagesse défaillante ou inutilisable ; elle n'est plus alors qu'une pièce en plomb, à retirer de la circulation. En l'espèce, l'emploi du vieil adage constitue une dérobade, car l'art abstrait ne nous a jamais été présenté comme un art sans préméditation, engendré par le hasard ou le caprice, ne visant, comme le kaléidoscope, qu'à distraire, tuer le temps et charmer.

S'il en était ainsi, toute discussion serait vaine en effet, et avantageusement remplacée par la constatation que telle combinaison de lignes et de couleurs plaît à X et que telle autre, tout aussi arbitraire qui lui plaît moins, plaît au contraire bien davantage à Y.

Le kaléidoscope n'est pas un « état d'âme ». Le kaléidoscope n'est ni un moyen d'expression, ni un moyen d'échange.

Si, parti d'une sage, adroite et pauvre petite peinture d'élève appliqué et studieux, Paul Klee, le professeur Paul Klee a voulu et a su se dépasser, c'est en rêvant d'une œuvre qui serait un miroir « *dont le champ embrassât tout le domaine de l'élémentaire, de l'objectif, du contenu et du formel* ». Encore qu'imprécis, ce rêve est noble. Le professeur avoue — avec une humilité que ses admirateurs trouvent excessive — que ce rêve, il ne l'a pas entièrement réalisé, n'ayant trouvé du miroir que « *des morceaux, mais non le tout*[1] ». L'aveu de cette demi-défaite (qui, d'ailleurs, est la proclamation d'une demi-victoire) n'autorise personne à prétendre que l'ambition du professeur se borne à procurer — grâce à un incontestable et fort agréable talent de coloriste — des satisfactions d'ordre purement sensoriel ; et les plus mal doués de ses épigones se défendent furieusement de n'être que des mosaïstes. Paul Klee fait œuvre de poète. Ce sont du moins les poètes, certains poètes dont de forts bons, qui s'en portent garants. Paul Klee

> fait répondre chacun de ses ouvrages à l'appel d'une désignation qui l'identifie, le plus souvent, à quelque chose d'autre que son apparence.

Voyez là une allusion aux titres donnés par le professeur à ses compositions. Ils tiennent, dans l'œuvre édifiée par Klee, une place énorme. Cela, paraît-il, est admirable. Faute d'en être prévenu, je serais enclin à penser que, s'agissant d'un peintre, il y a là un aveu d'impuissance sur lequel il serait cruel d'insister. Toujours est-il que la poésie de ce plasticien est si peu plastique qu'il lui faut avoir recours, pour qu'elle apparaisse, aux signes de l'écriture : la poésie du professeur ne s'inscrit pas dans le cadre de ses tableaux, mais *sur le* cadre. De petits cartouches portent des indications dont voici un choix :

> Menace et fuite. La maison à la flèche d'aviateur. Encore une fois envoûté. Monument au pays des fruits. Altimétrie individualisée des sites. Grand-père dirigeable. Paysage avec des accents. Dessin au point d'orgue. Demoiselle démoniaque. Oiseau en voie de disparition. Crise d'angoisse III. Tout court après. Ange encore féminin. L'effondrement du serpent biblique. Objets sacrés hors de la fenêtre. Germination pathétique. Oui, les passions ! Un délit s'ajoute pourtant ainsi à l'autre. Vers l'amont, et puis après ? Inertie et mouvement paraissent. Céramique, érotisme, religion. Immobilisé par opération magique. Le bateau passe le jardin botanique..., etc.

*
* *

J'ai dit déjà et je m'entête à répéter que l'art abstrait est, par définition, proprement absurde et que le caractère même des fins qu'il se propose est symptomatique d'une débilité qui, pour n'être pas incurable, n'en est pas moins alarmante ; mais ses conséquences sont trop nettes et trop nombreuses pour que la moquerie ait raison de

---

1. Et il ajoute : « *Nous n'avons pas encore cette force suprême, car aucun peuple ne nous porte* ».

cette déraison. Aussi résisterai-je à la tentation de plaisanter la qualité de la littérature dont cette *aplastique* est condamnée à s'affubler. Sans rester insensible à l'humour avec lequel sont tressées ces guirlandes de mots, il serait facile de commenter des titres comme « Un fou trouve des imitateurs » ou comme « Equilibre incertain ». C'est sans ironie que je souligne la portée que me semblent avoir ces deux-ci : « *Fuite loin de soi* (*premier stade*) » et surtout « *Hardi et hésitant* ». Ils me paraissent caractériser assez heureusement l'un, le vieux romantisme qui est à l'origine de cette laborieuse tentative d'évasion, l'autre la fallacieuse audace d'un art sans rigueur.

Le sens que je me risque à prêter, quitte à les alourdir, à ces mots dont la gratuité fait la séduction, rien ne m'autorise à penser qu'il inspira celui qui les traça sous l'image par lui peinturlurée — rien, et assurément pas l'examen de la dite image. En effet, les liens qui unissent à la composition (?) peinte (?) le texte qui l'illustre ou qu'elle illustre, restent invisibles. Les disciples assurent que la poésie de leur maître est justement dans l'imprécision de cette attache. J'ai grand peur qu'ils aient raison. J'ai grand peur que le professeur soit vis-à-vis de lui-même moins exigeant que ne l'est pour soi l'Œdipe du café du Commerce : ce pilier d'estaminet ne connaît le repos qu'après avoir trouvé la solution de l'énigme proposée par le sphinx de son journal habituel. Le professeur n'a pas de ces scrupules. Il est indolent. Ou bien peut-être le peintre prend-il le pinceau non pas pour dissiper, mais pour augmenter l'obscurité des propos balbutiés par le poète. Chacun prend son plaisir... etc. Voir : Nations (sagesse des).

***

Ces incertitudes de la pensée, ces défaillances, ces engagements volontaires dans les rangs de l'Incohérence sont aujourd'hui présentés comme vertus fécondes. Elles permettent au professeur Klee et à ses élèves de s'installer confortablement dans un monde « *qui n'est pas notre monde déformé* » dit M. Hoppenot, préfacier du catalogue, qui « *n'est même pas un monde assemblé* », qui est « *un* autre *monde, soustrait aux forces impératives* MAIS FORTUITES *de la nature, et l'artiste ne s'appuie un instant sur ce qui existe que pour le doubler en quelque sorte de* CE QUI AURAIT AUSSI BIEN PU EXISTER. *La métamorphose déborde ici les limites de l'élémentaire et de l'individuel. Elle s'étend à la création tout entière* ». Paul Klee refuse de « *tenir pour achevé le travail des Sept Jours* ». Si je comprends bien, Paul Klee est un type dans le genre de Dieu-le-Père. En moins gaffeur, bien entendu.

« La seule excuse de Dieu, c'est qu'il n'existe pas », disait Stendhal.

Paul Klee existe-t-il ?

La question est indiscrète. Elle n'est pas oiseuse. Elle m'était tout à l'heure posée par un homme de bonne volonté, riche de ses seuls yeux tranquilles.

Et je n'ai pas trouvé cela si ridicule...

CHRONIQUE LITTERAIRE

LA LITTÉRATURE EXPRESSION DE LA SOCIÉTÉ

par Jean LARNAC

BIBLIOGRAPHIE. — Les *Cahiers de la Pléiade*, nº 3, éd. Gallimard ; Paul ELUARD : *le Meilleur Choix de poèmes est celui que l'on fait pour soi*, 1818-1918, éd. du Sagittaire, 1948 ; Simone TÉRY : *La Porte du soleil*, éd. Hier et Aujourd'hui, 1948 ; Serge GROUSSARD : *Solitude espagnole*, éd. Plon, 1948 ; Paul VAILLANT-COUTURIER : *Nous ferons se lever le jour*, éd. Hier et Aujourd'hui, 1947 ; Charles PLISNIER : *Mères*, t. II : *Nicole Arnaud*, éd. Corrêa, 1948 ; Max JACOB : *Méditations religieuses*, préface de l'abbé MOREL, éd. Gallimard, 1948 ; Roger GARAUDY : *Une Littérature de fossoyeurs*, éd. sociales, 1947 ; Luc DURTAIN : *Mémoires de votre vie*, t. II : *la Fuite des sirènes*, éd. Flammarion, 1948 ; Julien BENDA : *Du Style d'idées : réflexions sur la pensée, sa nature, ses réalisations, sa valeur morale*, éd. Gallimard, 1948.

S'il est encore des gens pour croire que la littérature évolue selon sa loi propre, indépendamment de toute influence politique, sociale et économique, certains faits que l'on peut observer en ce moment les inciteront, sauf le cas d'une insigne mauvaise foi, à reviser leur jugement. Nous assistons, en effet, à un furieux réveil des écrivains qui, par pudeur ou pour s'incliner devant le verdict de l'opinion, s'étaient tus depuis la Libération. Non seulement les libraires présentent en vitrine des ouvrages de gens qui, ne se sentant pas encore assez « blanchis », se font imprimer à l'étranger ou sous un nom d'emprunt, mais des revues se fondent, comme la *Table ronde*, à seule fin d'offrir une tribune aux écrivains qui firent la pluie et le beau temps sous l'égide d'Abetz ; dans l'espoir de ranimer leurs affaires, ruinées par une « réforme » monétaire et fiscale absurde, des directeurs de théâtres affichent de nouveau les noms de Giono, de Sacha Guitry, de Marcel Aymé ; il n'est pas jusqu'aux luxueux *Cahiers de la Pléiade*, conçus pour plaire à une élite fortunée, qui n'ouvrent leurs colonnes avec une complaisance attentive aux talents que l'indignation publique condamnait au silence depuis 1944. Oublions le passé, semblent nous dire les meneurs du jeu nouveau ; dans notre appréciation des œuvres de l'esprit, ne tenons aucun compte de l'opinion ou de l'attitude de l'ouvrier, l'art est chose sacrée en quoi doivent communier les fidèles de toutes les Eglises.

> Nous ne savons ce qu'il en est des ministres, déclare Jean Paulhan en présentant le troisième numéro, et ne nous occupons guère de politique. Nous supposons simplement qu'il est bon qu'il demeure un lieu — si réduit soit-il, et si modeste — où paix continue à vouloir dire paix ; et littérature, littérature. Où les hommes et les mots (et les livres) soient patiemment nettoyés des ruses et des tricheries (fût-ce les plus sympathiques), bref de la crasse accumulée pendant les années d'avant-guerre, de guerre, d'occupation et de délivrance.

O temps ! suspends ton vol, me semble-t-il entendre ; nous ne sommes d'aucun pays ni d'aucune époque ; attachés au culte de Minerve, nous ne voulons écouter et concevoir qu'une musique sereine dont la mélodie n'évoque ni le tumulte de la foule en délire, ni le bourdonnement de l'usine, ni le tourment des travailleurs exploités par les oisifs... Il se peut que de bonnes âmes, des cœurs tendres, des délicats aspirent à s'enclore dans une thébaïde contre laquelle déferle en vain la rumeur du monde. Mais, qu'ils le veuillent ou non, ils servent les intérêts de ceux qui craignent de voir se dresser contre leurs privilèges le prestige de l'artiste ou du penseur ; qu'ils le veuillent ou non, ils prennent parti. En prétendant que la signification des mots *paix* et *littérature* ne dépend point des circonstances, Jean Paulhan semble ne faire œuvre que de clerc soumis aux lois de l'éternel chères à Julien Benda, se refuser à toute compréhension du réel immédiat, se rétracter devant les conjonctures qui courbent les mots, comme les choses dont ils sont les signes, sous leur joug ; en fait, il s'oppose à l'opinion de ceux d'entre nous qui font une différence entre la paix honteuse et la paix conquise, entre la littérature servile et la littérature héroïque, et il le sait bien. Son ami et collaborateur Marcel Arland s'engage, lui aussi, dans le parti de la réaction en réhabilitant Montherlant, Céline et Giono dans le temps même où d'autres font campagne pour libérer Philippe Pétain. Il dénonce en ces termes la « terreur » qui régna dans la République des lettres aussitôt après la guerre :

> Pendant longtemps, il n'y eut à peu près aucun critique, aucun journal qui voulût ou pût parler d'une œuvre selon la seule valeur de cette œuvre.

Mais à quoi, lui demanderai-je, reconnaître le prix d'un poème, d'un roman, d'un essai ? « Souci des valeurs durables, expose-t-il, respect et amour de l'œuvre, fragile espoir d'éveiller un peu d'amitié dans une génération future » : en cela réside la « noblesse essentielle de l'écrivain ». Nous voici bien avancés ! La prose mélodieuse s'appuie sur des termes particulièrement charmeurs, mais quelle idée en sort-il ? Certes, tout écrivain qui aime le bien dire et le bien faire conviendra que, pour éveiller chez un lettré les frissons de l'admiration, il faut se soumettre aux règles internes de l'art. Encore serait-il bien risqué de vouloir les formuler. Encore ne faudrait-il pas oublier qu'un écrivain ne devient grand que s'il participe, fût-ce sans quitter son établi, à la lutte que se livrent les hommes pour l'instauration du mieux, s'il accouche les idées en puissance dans la communauté sociale ou enchâsse, en des formules particulièrement saisissantes, les inquiétudes et les espoirs. Des figures maintes fois statufiées disparaissent de nos manuels et des visages hier inconnus les remplacent : n'est-ce point que nous désapprouvons le jugement de la classe dirigeante d'hier, que nous prenons plaisir à sortir de l'oubli les révoltés, les esprits originaux dont les concepts, les images, les outrances de pensée et de langage choquèrent le philistin, mais trouvent le chemin de notre pensée et de notre cœur ? C'est aux novateurs d'autrefois que va l'estime des générations montantes ; à Pierre Corneille et non à Thomas, à Jean-Jacques Rousseau et non à Jean-Baptiste, à Baudelaire plutôt qu'à Lebrun... Tout novateur parie pour l'avenir, se bat contre les conformistes, les mondains, les désabusés. Il bataille en tête de la caravane humaine.

Quelle que soit l'ingénuité de certains apôtres du pardon, quels que soient l'effort et l'habileté des réactionnaires de la littérature, quels que soient les moyens dont ils disposent, je crois pouvoir prédire aux uns comme aux autres un échec. Peut-être parviendront-ils à susciter de nouvelles écoles d'art et de pensée, du moins ne ressusciteront-ils pas l'époque où l'on tenait Céline pour un nouveau Rabelais, Giono pour le Virgile de Manosque, Montherlant pour un Barrès plus viril.

Les guerres ni les révolutions n'ont jamais rien changé à la structure intime des œuvres d'art,

ose prétendre un autre rédacteur des *Cahiers*. Rien de plus faux que cette assertion dont le responsable, Wladimir Weidlé, a d'ailleurs senti qu'il devait l'amenuiser par deux restrictions successives. Qui pourrait soutenir que la littérature de 1820 ressemble à celle de 1750 ? Que Lamartine et Hugo furent de nouveaux Lebrun-Pindare ? que le drame romantique suit les règles de la tragédie voltairienne ? Qui ne voit, dans la vogue du réalisme amorcée par la publication de *Madame Bovary*, une conséquence de l'échec de 1848 ? Qui n'aperçoit la différence foncière entre Bourget, France, Barrès — les trois « grands » d'avant 1914 — et Gide, Proust, Valéry, les trois grands d'après le traité de Versailles ? Il faut être aveuglé par l'esprit de parti pour avancer de telles absurdités. Soyons-en sûrs : les grands d'après 1944 ne seront pas ceux d'avant Munich. A moins qu'ils ne se renouvellent entièrement, ni Gide, ni Montherlant, ni Giono ne retrouveront leur influence. Ils ont exprimé leur temps, ce temps n'est plus. Roger Caillois me refusera-t-il le droit d'affirmer qu'en raisonnant ainsi je n'utilise nullement ce qu'il nomme, avec dédain, le « raisonnement du crocodile » et que, loin de partir d'une théorie pour y plier les faits, je me soumets tout simplement aux enseignements de l'histoire ? [1]

*
* *

L'influence de la seconde guerre mondiale sur la littérature, le lecteur le moins prévenu la sentira en feuilletant l'anthologie poétique du dix-neuvième siècle que vient de publier Paul Eluard. Il y a cinquante ans, les florilèges faisaient une place majeure à Lamartine, Hugo, Musset, Vigny, Leconte de Lisle, Sully-Prudhomme, Coppée, Hérédia. On chercherait en vain, dans le « choix » constitué par Eluard, la moindre trace de Coppée, de Sully-Prudhomme, de Leconte de Lisle, de Hérédia, voire de Musset et de Lamartine. En revanche, des poètes que l'Université a longtemps ignorés ou tenus pour indésirables occupent ici une place importante, comme Aloysius Bertrand, Xavier Forneret, Baudelaire, Lautréamont, Rimbaud, Germain Nouveau, Charles Cros, Tristan Corbière... On dira qu'en donnant à son ouvrage ce long titre significatif : *le Meilleur choix de poèmes est celui que l'on fait pour soi*, Eluard a souligné le caractère strictement personnel de ce choix. Il n'empêche que beaucoup de lecteurs ayant aujourd'hui moins de cinquante ans l'adopteront dans ses grandes lignes. Lorsqu'un Lanson refusait à Baudelaire et à Rimbaud le *dignus intrare*, il se faisait le cerbère d'une société qui prenait Bourget et Bouguereau pour de grands hommes. Lorsqu'Eluard accorde 32 pages à Rimbaud, 27 à Baudelaire, 22 à Apollinaire, 18 à Jarry, 17 à Lautréamont, il exprime des goûts qui ne sont pas seulement les siens mais ceux de son époque.

On discutera l'importance de la place réservée par Eluard à Claudel (23 pages), on le chicanera pour avoir inscrit Henri Bataille à son palmarès, on se demandera par suite de quelle tendresse venue de l'adolescence il a consacré huit pages à celle que Lucien Descaves nomma « Notre-Dame des pleurs » : Marceline Desbordes-Valmore. Devant l'anthologie nouvelle, chacun réagira selon ses goûts propres, trouvant une délicieuse excitation spirituelle à confronter ses préférences avec celles du grand poète contemporain, quitte ensuite à lui tirer un coup de chapeau en disant : « Vous êtes orfèvre, monsieur

---

1. Ce raisonnement du crocodile, il en accuse (*Cahiers de la Pléiade* n° 3, p. 102) les rédacteurs de la *Pensée*, aussi bien que les collaborateurs d'une revue de psychanalyse. Dans l'une comme dans l'autre, notre essayiste n'a vu « que pensée primitive, affublée de pédanterie scientifique ». Venant d'un spécialiste en pédanterie, le jugement paraîtra cruel. Mais on peut se distinguer parmi les Trissotins sans rien entendre à la pensée scientifique, même si l'on a été formé aux disciplines mathématiques. Contentons-nous donc de sourire lorsque notre contempteur affirme ainsi les progrès constants de notre revue, mise sur le même pied que la revue psychanalytique : « Dans chaque numéro, les fruits passent la promesse des fleurs ».

Josse ! » Mais qui ne le remerciera pour avoir mis à notre portée, dans un livre de chevet, à côté de textes déjà bien répandus, des pièces rares ? Je ne formulerai que deux regrets. Pour certains poètes ignorés de la plupart des bacheliers — et qui sait ! qui sait si leurs professeurs...? mais jetons le manteau de Noë — une notice biographique n'aurait pas été superflue. En outre, peut-être eût-il fallu — quitte à rejeter les notes à la fin du volume pour éviter la rupture de la ferveur poétique — indiquer la référence aux œuvres originales, afin de permettre aux jeunes lecteurs alléchés par les extraits de poursuivre leur chasse.

*
* *

A ceux qui prétendent que la littérature engagée se meurt sous le regard indifférent du public, Serge Groussard et Simone Téry apportent un démenti, puisque le reporter vient d'obtenir le prix Claude Blanchard avec son courageux réquisitoire contre l'Espagne franquiste, et que la romancière est en passe d'obtenir un beau succès avec son épopée populaire consacrée à la guerre civile espagnole.

Le début de la *Porte du soleil* me plaît peu. Cette Josette Florent qui, après un puéril chagrin d'amour, se dirige vers la péninsule ibérique dans l'espoir d'y trouver la mort me paraît bien naïve pour une jeune fille bourgeoise ayant fait des études supérieures. Le fait qu'elle voyage dans le même compartiment qu'un ouvrier parisien engagé dans les brigades internationales, un socialiste nébuleux et timide, et une affreuse bonne femme nourrie de *Gringoire* laisse trop voir le désir qu'a Simone Téry de symboliser les opinions alors les plus répandues chez nous. On voudrait plus d'imprévu, plus de nuances aussi dans les caractères. Mais, dès que la romancière nous fait conter, par une journaliste suédoise, la prise de Malaga livrée au bon plaisir des Maures, alors nous nous sentons plongés dans la réalité la plus vivante, la plus tragique. Et le récit atteint une grandeur épique lorsqu'il nous conduit dans Madrid assiégée mais inébranlable. Rien de plus difficile pourtant que de se maintenir sur le plan de l'épopée sans quitter le réel. Un Stendhal y arrive en se bornant à des notations strictement limitées dans le temps et l'espace ; un Malraux y réussit à force de trémolos métaphysiques. Simone Téry, elle, a choisi le style le moins concerté, le moins accessible à la crainte du déjà dit analysée par Paulhan dans ses *Fleurs de Tarbes* ; car, dédaignant l'audience des inquiets et des esthètes, elle a seulement voulu communiquer aux foules encore accessibles au malheur et à la vraie grandeur les émotions qu'elle ressentit naguère et dont on voudrait nous faire croire qu'elles ne sont plus de mode. Louons-la d'y avoir réussi.

Solitude espagnole de Serge Groussard complète fort heureusement la *Porte du soleil*. C'est tout récemment, en effet, que Serge Groussard a parcouru l'Espagne, tantôt avec un passeport, tantôt clandestinement, interrogeant les fonctionnaires franquistes, bavardant avec des résistants, voire des maquisards, de ces indomptables qui, traqués par une police innombrable, parcourent sans cesse les sierras et maintiennent l'espoir dans les âmes bien nées. Son témoignage s'impose non seulement par son actualité, mais par son impartialité. Si jamais on était tenté de le prendre pour l'œuvre d'un communiste, dès les premières pages on serait détrompé car, à la manière des messieurs de la Troisième Force, Serge Groussard distribue les nasardes à gauche lorsqu'il vient d'en gratifier la droite ; selon une méthode bien connue, il assimile grossièrement le « totalitarisme » franquiste à la dictature du prolétariat. Que les amis de Franco s'en mordent ou non les doigts, c'est un modéré, un catholique qui a prononcé contre leur grand homme les plus terribles accusations et qui nous a rapporté ces mots bouleversants du chef maquisard Gafas :

> Les auto-mitrailleuses qui nous cernent marchent avec l'essence vendue par le gouvernement

du travailliste Bevin, et leurs moteurs viennent de Detroit... Les salauds qui nous déciment sont payés grâce aux livres et aux dollars des démocrates de l'Ouest, et bouffent du *corned beef* fabriqué à Chicago... Mais nous, les antifranquistes des Sierras, ça ne nous dirait rien, de vendre des aérodromes ou des mines de plomb aux Anglo-Saxons. Et nous n'avons pas envie de nous battre sans raison nationale contre les Russes. Alors, au fond, nous gênons. Et pour faire semblant de nous aider, on nous envoie des tracts qui gueulent contre la dictature. Qu'ils se les foutent au cul, leurs tracts ! (P. 268-269.)

De tels propos, dont on ne peut savoir si celui qui les tint vit encore, ne se lisent pas sans révolte contre les dirigeants de la politique internationale grâce auxquels subsiste, au sud-ouest de l'Europe, un régime honni de tous les honnêtes gens. Comment se retrancher dans son cabinet lorsqu'un journaliste sincère vous fait entendre les cris de rage et de détresse jetés par des héros à qui l'on refuse toute aide après les avoir comblés de promesses ?

***

L'intelligence est à la croisée des chemins, écrivait Paul Vaillant-Couturier dans un texte réimprimé, avec d'autres, sous le titre : *Nous ferons se lever le jour* (p. 276-277),

> Il lui faut choisir !
> La guerre ou la paix,
> La servitude ou la liberté,
> La haine ou l'amour,
> Le mensonge ou la vérité,
> La passivité ou l'action,
> La misère ou le bien-être créateur.
> Qu'elle décide !

Aujourd'hui, où les problèmes de guerre, de justice, de liberté se posent, au vu de tous, sur le plan mondial, le dilemme est devenu plus impérieux encore. Et des écrivains qui feignent de mépriser tout engagement ne peuvent s'empêcher d'exprimer leur dégoût devant les turpitudes qu'il leur faut observer. A côté des engagés volontaires, il ne serait nullement paradoxal de distinguer les engagés involontaires [1]. Balzac ne fut-il pas de ceux-là, lui qui fit la plus cruelle analyse de la société bourgeoise en formation sous Louis-Philippe ? André Gide, François Mauriac, Charles Plisnier ont, depuis, poursuivi son travail corrosif. Sauf Gide, durant un temps bref, ils n'ont certes pas voulu sortir de la critique et de la satire pour commencer une action révolutionnaire qu'ils réprouvent et devant laquelle leurs intérêts s'insurgent mais, cette action, ils la préparent, ils l'ont justifiée d'avance, ils y encouragent les jeunes gens qui ne sauraient, comme eux, se contenter de gémir et de désespérer.

Rien de plus horrible que l'univers où nous introduit le dernier roman de Charles Plisnier : *Nicole Arnaud*. Cet univers, nous le connaissions déjà par *Mes bien-aimées* [2], mais, cette fois, l'intrigue ne nous détourne pas du désir de l'observer à loisir, car, dans ce deuxième ouvrage consacré aux *Mères*, l'écrivain, négligeant toute action importante, s'est contenté de suivre le comportement quotidien de ses personnages, passant de l'un à l'autre selon un rythme monotone qui renforce notre dégoût par l'ennui. Tous sont riches, aux yeux du monde, mais dans quelles épouvantables contradictions ils se débattent ! Fils d'un châtelain exploitant une importante malterie, Bernard Estivandier souffre de ce qu'un psychanalyste nommerait le complexe d'Œdipe. Malingre, tourmenté, intelligent, il a aimé sa mère d'un amour sans mesure et, maintenant qu'elle est morte, il ne peut pas plus se livrer au travail que se délivrer du tourment par un nouvel amour ; en vain cherche-t-il à se dévouer, à s'immoler au bonheur de quelque misérable pour imiter la charitable défunte ; il sombre dans l'impuissance. Pour sa sœur, Corinne, que

---

1. Ceci dit, je souscris, bien entendu, au propos de Roger Garaudy (*Une Littérature de fossoyeurs*, p. 34) : « L'engagement, sans métamorphose ni dérobade, n'a qu'un sens concret : participer à la lutte des forces progressives à la tête desquelles il y a la classe ouvrière ».
2. Voir la *Pensée*, nº 13, p. 89-90.

Julien Daru a soumise au démon de la chair, elle ne peut ni abandonner le mari et l'enfant ni s'offrir tout entière à l'amant, aussi s'enfonce-t-elle dans le désespoir. Nicole Arnaud qui, elle, ne possède pas de fortune puisqu'elle n'a pas été reconnue par les Estivandier, travaille durant la journée comme institutrice parisienne et, la nuit, se livre à la prostitution dans une maison de rendez-vous, afin de subvenir aux besoins d'une fille hautaine et sans tendresse. Quant à Julien Daru, dit Juda, c'est le monstre par excellence, un monstre qui rappelle celui dont Maria Le Hardouin avait orné son *Etoile absinthe*. Athée, certes, Julien Daru veut l'être : ne représente-t-il pas, en quelque sorte, le démon ? Mais un véritable athée ne prend pas un plaisir sadique à suspendre par les pieds le Christ qu'il trouve dans sa chambre de louage, il se contente de le décrocher (ou bien il le laisse tranquillement à sa place, sans s'occuper de lui). Ce Julien Daru qui se veut fort, insensible, méprisant comme Julien Sorel, est peut-être le plus misérable exemplaire de la faune qui gravite autour du château des Estivandier, car il aime Corinne et il enrage de ne pas la voir revenir à ses pieds. Aussi prend-il plaisir à corrompre peu à peu une collégienne sous les yeux de la mère dont il est l'amant. Il lui faut piétiner l'ingénuité, le rire, la joie, pourrir tout ce qu'il approche. Il ressemble parfois à Maurice Sachs, parfois aussi il s'apparente aux existentialistes :

> Cette civilisation, il la récusait tout entière. Ne voulait-il pas justement, au regard de ses impératifs, faire un acte « monstrueux », un acte qui le posât à ses propres yeux comme un *outlaw*, un acte après lequel il pût se dire : J'étais vraiment libre ?

Presque tous les personnages de *Nicole Arnaud* sont des obsédés sexuels, même la douce Marie-Do. Et tous méprisent la chair. « Pour ce que vaut le corps ! », dit Marie-Dominique à Bernard qu'elle aime en secret (p. 229). Une telle contradiction s'expliquerait par le manichéisme chrétien qui prête à Dieu et au démon des pouvoirs ennemis. Ce fut ainsi que le pauvre Max Jacob s'expliqua les « désirs sensuels continuels » qui le harcelaient dans le temps même où il s'imaginait sur la croix pour répondre aux conseils de ses directeurs spirituels : il faut lire, à ce propos, ses *Méditations religieuses*, curieux mélange de rouerie et de naïveté. Mais, à part la défunte Charlotte Estivandier, les héros de Plisnier vont peu à l'Eglise. Si bien qu'ils finissent par apparaître comme des sensuels exacerbés qui dressent des barrières comme à plaisir devant leur désir, afin d'obtenir le paroxysme de la jouissance. Ecoutons Nicole Arnaud, elle qui pourtant « hait l'homme et se donne à peu près comme on se tue » (p. 229). Voici en quels termes elle s'adresse à l'amant défunt dont elle entretient le culte avec un soin jaloux :

> C'est par la carcasse qu'elles croulent, toutes ces amantes à vœux éternels, les veuves dûment éplorées. Leurs sens exigent. « Que voulez-vous ? J'ai un vagin ! » Elles prononcent : « Un cœur ! » Qui sait, Denis, si au moment même où je me croyais le plus absente de ces accouplements hideux, ma chair ne s'apaisait pas à mon insu ? Qui sait, Denis, si sans ces accouplements hideux, tu me posséderais toujours ? (P. 389-390.)

Le naturalisme (au sens que Zola donnait à ce mot) n'a de sens que chez le rationaliste, alors il s'accompagne d'une sérénité rabelaisienne. Marié au sentiment de péché, il forme un couple répugnant Faut-il croire que ces châteaux, utilisés par Mauriac et Plisnier comme décor habituel de leurs récits, sont des champignonnières privilégiées où mûrit ce qu'il y a de plus vénéneux en l'homme ? Est-ce à la vie affreuse des Estivandier que se trouve nécessairement condamnée la bourgeoisie catholique ? Aucune critique interne de cette classe ne saurait susciter un dégoût aussi violent que la lecture de *Nicole Arnaud*.

Littérature de fossoyeurs, dirait Garaudy dont on lira l'opuscule qu'il vient de publier sous ce titre :

> Voilà ce qu'une classe et un régime font de nos artistes. Dans leur liberté d'écrivain, ils

peignent un monde sordide auquel ils appartiennent tout entiers. (P. 32.)

Jean-Paul Sartre, François Mauriac, André Malraux, Arthur Koestler lui ont servi à montrer ce que devient la littérature lorsqu'elle exprime une classe en décadence. Il n'a pas sous-estimé le talent de Mauriac, ni surtout celui de Malraux dont il a fait un portrait extrêmement pénétrant, le plus suggestif qu'il m'ait été donné de lire, mais il a souligné ce qu'il y a de nauséabond ou de morbide dans l'œuvre de ces deux écrivains :

L'invasion de la pourriture dans l'art a un sens précis : la classe qui s'était fait de la culture une sorte de principe noble est entrée dans une irrémédiable décadence.

... Comment, à un monde qui meurt, pourrait-on présenter sans lui inspirer haine et terreur, l'image de l'homme qui vient, de la classe conquérante et joyeuse qui monte à l'assaut de l'avenir en balayant les puissances du passé ? (P. 88.)

* * *

Du dernier roman de Luc Durtain, la *Fuite des sirènes,* deuxième tome des *Mémoires de votre vie,* j'attendais mieux. Luc Durtain a fréquenté bien des milieux, il a connu bien des hommes qui ont joué un rôle dans l'histoire, la science ou la littérature, on pouvait croire que, s'essayant à retrouver l'atmosphère du début de ce siècle à travers ses souvenirs, il serait conduit à écrire une autobiographie plus ou moins déguisée. Et, sans doute, son héros Vincent Febvre lui ressemble-t-il par bien des côtés. Peut-être, comme Vincent et pour les mêmes raisons, le docteur Nepveu (Luc Durtain) dut-il abandonner ses recherches de laboratoire après avoir réalisé des découvertes prometteuses. L'émotion la plus vive, nous la ressentons dans les pages où, derrière l'écrivain, se découvre le praticien : dans la description de la morgue (p. 30), dans les scènes d'hôpital (le mot de la petite fille à qui l'on vient de couper la jambe, p. 200). Mais une autobiographie ne prend toute sa valeur que si le ton y demeure toujours personnel. Or, volontairement, Luc Durtain a cherché le ton objectif. Et, fidèle à l'unanimisme, il a tenté, par des scènes situées à Moscou, à Berlin, à Rome, de donner l'impression qu'autour de son personnage parisien dont l'influence ne s'étend pas au delà du cercle familial et professionnel, palpitait l'univers où se préparaient des révolutions, des guerres. Or, ces scènes rompent l'intérêt qui s'attache à l'intrigue principale et l'on en trouve difficilement un autre dans le sentiment qu'une immensité vivante s'agite autour du moindre individu. J'imagine fort bien une œuvre romanesque où, avec plus d'ampleur que dans la *Grosse Galette* de John dos Passos, la petite histoire individuelle s'inscrirait dans la grande histoire du monde. Mais quel génie saurait la réaliser ? Ce n'est pas seulement l'intention qui compte, en art. Enfin, l'incessant bavardage de Vincent Febvre et de ses amis fatigue. Il faut croire qu'en 1900 les jeunes gens se plaisaient à des parlottes interminables : André Wurmser et Aragon nous l'ont rappelé il y a peu. Seulement, plus jeunes que Durtain, ils n'ont connu cette époque que par ouï-dire et ont profité du recul nécessaire à l'historien, tandis que Luc Durtain n'a pas décrit sans nostalgie les *Voyageurs de l'impériale* et, refusant de s'abandonner à cette nostalgie, il n'a pas su, en contrepartie, se discipliner.

* * *

Après avoir lu son dernier ouvrage, *Du Style d'idées,* les ennemis de Benda (il n'en manque pas, ce qui prouve qu'il n'a rien perdu de son humeur belliqueuse) dénonceront le rationalisme sclérosé d'un vieillard quinteux. Pourtant, à notre époque où les philosophes à la mode se complaisent dans la métaphysique, le mysticisme, l'ésotérisme, et usent d'un langage rébarbatif propre à éblouir les nigauds, il faut saluer l'effort d'un logicien qui ramène nos disputeurs de salon, nos distillateurs d'essence et de quintessence aux principes élémentaires du raisonnement.

Ce que le savant, en tant que savant, ne peut admettre, écrit-il (p. 60), c'est la thèse d'une certaine école selon laquelle il n'est point d'autre réalité que celle qu'il crée par son action... Action sur quoi, sinon sur une réalité extérieure à lui ? (En note, même page.)

L'existence de cette réalité, notre penseur n'ose l'affirmer comme un dogme ; prudemment, il en fait une hypothèse commode. Et, non moins prudemment, après s'être attaqué à l'existentialisme, il s'en prend au matérialisme historique où il ne voit qu'une déduction « toute verbale » :

Les œuvres qui présentent l'histoire comme la manifestation d'une loi sont le type des œuvres faussement organisées. (P. 103-104.)
La prétention hégélienne d'une histoire purement déductive repose sur un sophisme. (En note, p. 103.)

Ce disant, il s'appuie sur une critique déjà faite par Höffding (*Philosophie moderne*, tome II). La thèse A ferait surgir dans l'esprit la thèse non-A, la négation de non-A faisant surgir à son tour la thèse B : ainsi Höffding et son continuateur schématisents-ils la dialectique hégélienne. Mais, remarquent-ils, la négation de non-A ne peut logiquement donner que A, donc... On voit jusqu'où peut conduire le formalisme. Réduire le déroulement dynamique des faits à un schéma est absurde. Je laisse aux spécialistes le soin de réfuter le sophisme. Mais de multiples exemples tirés de l'histoire ou de l'expérience individuelle montrent au premier venu que la thèse appelle l'antithèse, qui fait surgir l'idée nouvelle. Au surplus, Julien Benda fera bien de dépouiller les *Briseurs de chaînes*, cette somme extraordinairement riche d'idées établie par Jean Fréville pour servir de commentaire au *Manifeste communiste* dont on fête le centenaire. Il y verra que la dialectique marxiste ne peut se concevoir que dans la complexité mouvante du développement vital.

Si j'en avais la place, il me serait facile d'ailleurs de prendre Benda en flagrant délit d'analyse superficielle : lorsqu'il critique les promoteurs d'une morale de la science, par exemple (p. 122), ou lorsqu'il utilise, pour sa démonstration, un mot de sens extrêmement vague, comme le mot *classique* (p. 206) pour en affubler Baudelaire. Mais je voudrais en venir à son propos essentiel : ce qu'il nomme le style d'idées. Examinant le style des grands penseurs français à travers les siècles, il en dénonce la décadence et en accuse les professeurs qui, de plus en plus, monopolisent la science, la philosophie (p. 231). Je crois qu'il faudrait chercher d'autres raisons à la transformation — je ne dis pas : au déclin — du « style d'idées ». Un savant pourrait-il aujourd'hui user du style de Buffon, de Montesquieu, de Descartes ? A mesure que la philosophie et la science (qui s'en est détachée) cessent d'être l'apanage de l'homme du monde pour devenir le champ de travail du savant, le style littéraire fait place nécessairement à un autre, moins séduisant, mais plus précis, l'idéal étant, Einstein l'a montré, la substitution du langage mathématique au langage usuel trop imprécis ; Benda n'a-t-il pas reconnu que

les concepts purement mathématiques paraissent appelés à tenir une place de plus en plus constitutive dans les constructions de la pensée appliquée à rendre compte du réel ?

Pour avoir beaucoup fréquenté Renouvier et Spinoza, Julien Benda aspire à une parfaite géométrie de la connaissance, exprimée dans un discours complet et cohérent, un catéchisme rationnel et universel écrit en un langage marmoréen. Ce furent là des rêves du passé. D'autres perspectives s'ouvrent à nous.

POLÉMIQUES

I

VARIATIONS SUR LE *MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE*

Edouard Dolléans est un historien du mouvement ouvrier. Il a été amené au cours de ses études à étudier Marx et Proudhon. Son admiration va à Proudhon [1]. C'est son droit. Mais il importerait tout de même de ne point trop tirer sur la couverture.

Voici un passage du livre que publia en 1944 Edouard Dolléans, *Drames intérieurs* :

> En France, on retrouve les formules de l'idée de classe chez un certain nombre d'auteurs mineurs. Un de mes maîtres, auquel j'ai gardé un souvenir vivant et un profond respect, Charles Andler, a consacré un remarquable commentaire au *Manifeste communiste* de Marx et Engels. Charles Andler attribue à Bazard et à *l'Exposition de la doctrine saint-simonienne* l'un des premiers développements en France de l'idée de classe et auquel se rattacheraient les formules de Karl Marx. Je ne le crois pas. Je pense que l'interprétation de Charles Andler n'est pas conforme à la réalité des choses (page 152).

Et un peu plus loin :

> L'idée de classes est étrangère à notre tempérament national, une sorte de greffe qui a paru prendre à un certain moment, mais a, d'une façon générale, heureusement, mal pris. (Page 155.)

Nous ne forcerons pas les textes en dégageant de ces quelques lignes trois conclusions :

1. L'idée de la lutte de classes est une idée étrangère à la France.
2. La doctrine saint-simonienne est opposée à une « telle conception rigide d'une exaspération des antagonismes entre les classes sociales ». (Page 153.)
3. Charles Andler a eu tort de rattacher à la doctrine de Saint-Simon la formule marxiste de la lutte des classes.

Nous sommes bien d'accord.

Ouvrons maintenant l'*Histoire du Mouvement ouvrier* de Dolléans (troisième édition, 1947). Nous lisons au tome I, page 218 :

> Karl Marx a su faire une magnifique utilisation de la théorie de la lutte des classes ; mais l'idée que tout le contenu de l'histoire est une série de luttes de classes est un des thèmes les plus anciens de la tradition socialiste. En 1829, Bazard avait dit : « Les hommes sont partagés en deux classes : les exploitants et les exploités, les maîtres et les esclaves, les propriétaires et les travailleurs. »

Nous ne forcerons pas ce deuxième texte en en dégageant trois conclusions :

1. L'idée de la lutte des classes est dans la tradition du socialisme français.
2. Elle se dégage d'une étude des doctrines saint-simoniennes ;
3. Charles Andler a eu raison de rattacher à la doctrine de Saint-Simon (exprimée en l'occurrence par Bazard) la formule marxiste de la lutte des classes.

---

1. Edouard Dolléans nous a envoyé l'important ouvrage qu'il vient de consacrer à Proudhon. Nous l'étudierons dans un prochain numéro.

Comparez les deux textes. Comparez les deux séries de conclusions qui s'en dégagent en toute objectivité. A quoi bon commenter ?

Contentons-nous d'une seule question. Pourquoi ce qui était la vérité en 1936 (première édition de l'*Histoire du mouvement ouvrier*) devient-il une erreur au deuxième trimestre 1944 (publication des *Drames intérieurs*) et redevient-il une vérité en 1947 (troisième édition de l'*Histoire du mouvement ouvrier*) ?

A chaque époque sa vérité !

Jean BRUHAT

II

LE COLONIALISME ET LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE DANS L'UNION FRANÇAISE

Quelques faits concrets.

L'auteur de ces lignes travaille depuis quinze ans à Madagascar. Arrivé là-bas très jeune, sans aucune idée politique préconçue, il a été amené peu à peu, par un examen objectif de la situation économique et sociale, à prendre une part de plus en plus large à la vie militante dans la grande île.

Quiconque se préoccupe de recherche appliquée s'étonne en effet, dès son arrivée dans un territoire d'outre-mer, du peu qui a été fait pour la mise en œuvre des richesses locales. Il est alors amené infailliblement aux constatations suivantes :

1° Le niveau des techniques est extrêmement bas. Des industries telles que les sucreries, par exemple, travaillent avec un matériel périmé, sans aucun contrôle chimique, d'où un extraordinaire gaspillage. Pourquoi cet état de choses ? Parce que les salaires sont tellement bas qu'on n'éprouve pas le besoin de remplacer l'effort humain par la machine, et encore moins l'installation primitive par une plus perfectionnée. Même gaspillage dans les services publics où aucun travail n'est mécanisé.

2° Tout le commerce extérieur se trouve entre les mains de quelques grandes compagnies, rameaux de puissants trusts métropolitains qui ne font dans le pays que le minimum indispensable d'investissements et drainent toutes les richesses produites, provoquant une hémorragie permanente de capitaux.

3° S'il existe très peu de techniciens dignes de ce nom dans les entreprises privées, il n'y en a pas non plus, ou tout au moins beaucoup trop peu, dans les services publics. En effet, le système de tutelle rigide qui est appliqué oblige à une telle multiplication des rouages de l'administration générale que tout le budget y est englouti. Les services techniques sont donc extrêmement pauvres et leurs moyens sont entièrement disproportionnés à l'étendue du pays.

Partant de ces constatations, le chercheur colonial est donc amené peu à peu à comprendre que son action est stérile s'il n'arrive pas, d'une part, à provoquer le perfectionnement technique en s'attaquant à la base même du problème : salaires et niveau de

vie des travailleurs, s'il ne réagit pas, d'autre part, contre une structure administrative qui s'oppose elle-même au progrès.

Il n'y a donc pour lui que deux voies possibles : se résigner à l'état de choses existant et travailler sans enthousiasme à des recherches qu'il sait d'avance vouées à la stérilité, ou bien se lancer résolument dans l'action militante. C'est cette deuxième voie que choisissent les hommes respectueux d'eux-mêmes et de leur devoir social.

Mais alors le chercheur, quelles que soient ses qualités techniques, se voit l'objet d'attaques haineuses ; il se heurte à tous les préjugés et aux hommes désespérément attachés à leurs privilèges et, si on ne parvient pas à l'amadouer, à l'acheter, à le compromettre par toutes les bassesses coutumières, on le fait éliminer en brandissant en haut lieu l'épouvantail du communisme.

Peu importe que ses travaux aient une valeur irréfutable, qu'il y ait consacré le meilleur de lui-même, peinant dans les conditions difficiles d'un climat malsain, sans moyens, avec un équipement inexistant, une documentation précaire ou qu'il a dû acquérir sur son propre traitement. Peu importe que l'économie du pays souffre de la suppression de ses recherches, que des milliers de vies humaines en dépendent parfois. Tout cela n'est que peccadille. Il a commis un crime majeur : il est « communiste ». Alors, on l'élimine impitoyablement.

Le gouvernement fasciste de Vichy avait du moins la franchise de dire dans ses instructions secrètes que peu importait la valeur technique des fonctionnaires recrutés pourvu qu'ils soient dévoués à ses conceptions politiques. L'actuel gouvernement n'énonce pas ce principe, mais il l'applique plus sévèrement que ne le faisait Vichy lui-même.

Ainsi la recherche se voit privée outre-mer d'éléments expérimentés, susceptibles de traiter les problèmes à fond et de choisir, en connaissance de cause, les techniques les mieux adaptées au pays.

La thèse du chercheur “ apolitique ”.

Un haut fonctionnaire de l'Office de la recherche scientifique coloniale m'écrivait un jour dans un style fleuri que « la science et la politique sont deux maîtresses exigeantes et qu'on ne saurait les servir simultanément ». C'est la thèse officiellement en faveur, non seulement au sein de cet organisme, mais encore, peut-on dire, chez presque tous ceux qui ont la responsabilité d'un service technique au ministère de la France d'outre-mer.

Et il ne s'agit pas là d'une simple pétition de principe, puisque je me suis récemment entendu dire : « Je connais l'importance et la valeur des travaux scientifiques que vous avez accomplis à Madagascar, mais je ne vous y renverrai pas en raison de l'activité politique que vous y avez déployée. Vous irez dans un autre territoire et si j'entends encore parler de votre activité politique, vous serez immédiatement rappelé dans la métropole. »

Ainsi, d'après cette thèse officielle, la recherche scientifique s'interdit, outre-mer, l'emploi des hommes entiers, il lui faut des hommes qui perdent leur qualité de citoyens en devenant chercheurs, des eunuques comme jadis à la Chapelle Sixtine.

Ce qui est grave, c'est qu'en adoptant ce point de vue, non seulement elle se prive du concours de chercheurs qualifiés, mais encore elle se condamne elle-même à

un rôle purement spéculatif, sans rapport avec un contexte vivant, elle se prive volontairement du contact avec le réel.

C'est un reste dangereux de conceptions métaphysiques périmées que de limiter la recherche à un effort d'analyse sans jamais tenter de synthèse et l'on risque d'arriver ainsi à des résultats tout à fait erronés.

De même que le chimiste qui a établi par l'analyse la formule d'un corps nouveau ne peut être absolument sûr de la valeur de cette formule tant qu'il n'a obtenu ce corps de synthèse en partant d'autres éléments ; de même le chercheur, quel qu'il soit, ne peut être sûr d'avoir trouvé la solution d'un problème scientifique qu'après en avoir recomposé les données en les intégrant dans leur cadre naturel.

C'est, par exemple, un fait scientifique intéressant de découvrir que telle plante renferme 30 % de cellulose utilisable en papeterie, mais ce fait ne prend une importance humaine que si, après ce travail analytique, on considère les modes d'extraction possibles, la répartition géographique de la plante en cause, la densité de ses peuplements, les conditions économiques de leur exploitation. Et comment aborderait-on ce second aspect du problème sans tenir compte des facteurs humains qui le déterminent ? Si le chercheur les méconnaît, il commet une erreur au moins aussi grave que s'il avait dosé l'amidon pour de la cellulose.

Mais la répercussion la plus dangereuse, c'est encore le rétrécissement de la personnalité du chercheur qu'implique cet état d'esprit. Mettre volontairement des œillères, renoncer à aborder l'étude d'un problème, quel qu'il soit, quand la nécessité de la recherche vous y amène, ne saurait être le fait d'un chercheur scientifique digne de ce nom. Car le prétendu esprit apolitique se révèle bientôt en contradiction formelle avec l'honnêteté même de la recherche. Les préjugés politiques, les interdits opportunistes ne sont pas d'autre nature que les autres préjugés, que tous les obstacles psychologiques qui ont barré la route, au cours de l'histoire, à tous les hommes de science. Claude Bernard lutta pour faire accepter l'application de la science à l'homme pris en tant qu'individu comme nous luttons actuellement pour faire appliquer la science à la société humaine, à l' « individu de société ». Quiconque veut ignorer le préjugé au lieu de le renverser est bientôt amené par la force des choses à composer avec lui, à donner à l'expérimentation le coup de pouce qui le justifie. Un chercheur qui respecte de tels obstacles épistémologiques ne saurait être, scientifiquement parlant, un chercheur honnête.

Dégradation de ses propres chercheurs, condamnation à la stérilité de leurs efforts, voilà à quoi se voue une recherche qui se veut « apolitique ».

Le cloisonnement métaphysique de la recherche.

Lorsqu'on a admis une fois que le chercheur, en dépouillant la blouse du laboratoire, peut également dépouiller sans risque les disciplines de la pensée rationaliste, quand on a accepté ce premier partage métaphysique de la personnalité, on en vient fatalement à la conception d'un fractionnement illimité de la recherche.

Après avoir accepté les œillères sur le plan de la vie, notre chercheur-abstraction n'aspire plus qu'à de nouvelles œillères. S'il est chimiste, il voudra ignorer la biologie d'un côté et la physique de l'autre. Il s'insurgera contre les incursions intempestives dans sa spécialité, dans son fief intellectuel ; il deviendra le pontife traditionnel, d'autant

plus pénétré de l'importance de sa science qu'elle est plus inapplicable au domaine du réel. Ayant volontairement renoncé à exercer son esprit critique dans un certain domaine, puis dans des domaines de plus en plus nombreux parce que fatalement liés les uns aux autres, il s'interdira bientôt cet exercice jusque dans sa propre discipline.

Cette déformation rend elle-même impossible tout travail d'équipe. En effet, des spécialistes, étroitement cantonnés les uns et les autres dans leur domaine propre, ne peuvent accéder à cet esprit de coopération désintéressée indispensable au travail d'équipe. Chacun d'eux, persuadé de la supériorité indiscutable de sa discipline, s'attribuera tout le mérite des travaux et minimisera systématiquement la part de ses associés. Il s'élèvera a priori contre une critique logique pour la seule raison qu'elle émane d'un non-spécialiste et parce qu'il a perdu lui-même l'esprit d'auto-critique.

Et pourtant à une époque où toutes les cloisons métaphysiques s'effondrent, où les problèmes doivent être appréhendés dans leur totalité et au sein de leur contexte historique, seul le travail d'équipe peut être fructueux. C'est précisément pour réagir contre l'ancien cloisonnement arbitraire des services techniques dans la France d'outre-mer qu'avait été créé l'Office de la recherche scientifique coloniale. Mais, aussitôt créé, il s'empresse de retomber dans l'erreur de ses devanciers en substituant au véritable esprit d'équipe des échanges de vue sans portée dans le cadre de commissions sans cohésion.

Telle est la déviation fatale à laquelle on aboutit en soutenant le mythe de la recherche « apolitique ».

Les sciences humaines et le paternalisme.

Le tabou « apolitique » ne s'applique pas seulement aux sciences physiques, chimiques et naturelles ; il s'étend aux sciences de l'homme. Géographes, ethnologues, sociologues ne peuvent poursuivre leurs travaux dans l'Union française que s' « ils ne font pas parler d'eux sur le plan politique », c'est l'euphémisme pudique sous lequel on voile l'anticommunisme dans ce domaine.

Il y a là, pour ces disciplines, un danger particulier qui se surajoute à ceux que nous avons dénoncés plus haut sur un plan général.

Deux attitudes sont, en effet, possibles pour le chercheur : ou bien il se considère comme l'égal des hommes qu'il étudie, et cela n'est pas vrai tant qu'il n'a pas pénétré dans leur confiance par une lutte au coude à coude avec eux, par une communion fraternelle que seule l'action militante est susceptible de lui procurer ; ou bien il se considère comme un supérieur qui observe des êtres inférieurs et le préjugé paternaliste fausse toutes ses observations, les déforme jusqu'à leur faire perdre toute valeur objective.

Beaucoup d'hommes bien intentionnés pensent qu'il suffit dans ce domaine de ne pas avoir une âme de négrier, de ne pas traiter brutalement les « indigènes ». Il serait nécessaire de se placer vis-à-vis d'eux sans porter ostensiblement une trique, comme on observe des abeilles à travers la vitre d'une ruche expérimentale sans avoir recours à l'enfumoir. C'est l'équivalent dans le domaine scientifique de l'état d'esprit des coloniaux polis qui, sans doute, ne rudoient plus habituellement les peuples parmi lesquels ils vivent parce qu'il pourrait en résulter pour eux quelques désagréments, mais qui n'en continuent pas moins à les mépriser cordialement, même lorsqu'ils affectent de rechercher pour eux le bonheur sur commande de l'assimilation à la race supérieure.

Cet état d'esprit est peut-être valable pour étudier une société d'insectes avec qui aucune fraternité n'est possible, mais il faut pour étudier des hommes une communion autrement profonde et un minimum d'amitié réciproque que l'attitude la plus polie ne saurait remplacer.

Le chercheur n'est pas une abstraction soustraite à l'influence de la société dans laquelle il vit. Or, dans les meilleures conditions, son climat social sera celui du paternalisme poli, et alors ses observations ne valent rien. Elles sont faussées par le miroir déformant de son climat social. S'il veut y échapper, il devra rompre avec ses préjugés, abandonner résolument cette société et ses routines pour plonger dans la masse du peuple qu'il étudie et participer à sa vie nationale ou tribale. Il n'y a pas de position intermédiaire, parce qu'il n'y a pas de milieu social intermédiaire.

Au surplus, les sciences humaines, comme toutes les sciences, ne comportent pas seulement un côté analytique ; elles nécessitent une synthèse. Cette synthèse, c'est le dégagement des valeurs propres au peuple considéré et elle ne saurait se réaliser sans un minimum de démocratie d'une part, et sans s'intégrer, d'autre part, dans un sentiment national qui en est le substrat nécessaire. Ainsi, dans le domaine des sciences humaines, un chercheur qui n'opte pas pour l'émancipation nationale du peuple qu'il étudie ne peut accomplir pleinement sa mission.

Le concept d'Union française et la recherche scientifique.

Au nom de quelle conception pourrait-on entraver cette pleine efficacité du chercheur qui a voué sa vie aux problèmes de l'Union française ? Une seule peut s'y opposer : celle qui consiste en un faux antagonisme entre la France et les peuples de l'Union française, la vieille conception colonialiste suivant laquelle il fallait que la métropole trompât le peuple dépendant ou fût trompée par lui.

Or, de deux choses l'une : ou bien il s'agit là d'une fausse alternative et l'Union française est possible. Les intérêts du peuple français et ceux des peuples d'outre-mer sont les mêmes et ils doivent s'unir dans un même combat contre des oppresseurs communs.

Ou bien l'antagonisme est réel et l'idée d'Union française n'est qu'une hypocrisie de plus, destinée à voiler pudiquement la poursuite des mœurs colonialistes.

Mais le peuple français s'est prononcé souverainement sur la question. Il a opté pour le principe de l'Union française. Il l'a fait sincèrement, en pleine connaissance de cause. Comment alors des organismes peuvent-ils condamner en fait une attitude qui découle logiquement de cette option ?

Trêve d'hypocrisie. Ou bien l'on maintient l'obscurantisme colonialiste et alors faisons franchement le sacrifice d'organismes de recherche qui ne constituent qu'une façade et un luxe coûteux, puisque voués d'avance à l'échec.

Ou bien enlevons les œillères des chercheurs et orientons-nous hardiment dans la seule voie constructive : celle de la science véritable qui n'a à respecter aucun tabou.

Octobre 1947.

Pierre BOITEAU

DOCUMENTS

I

LA CRISE DE L'ÉCOLE PRIMAIRE AUX ÉTATS-UNIS

Nous lisons dans la Nouvelle Gazette de Zurich, *en date du* 15 *avril* 1948, *la correspondance suivante, dont nous donnons, sans commentaires, le texte in-extenso.* — G.C.

12.000 directeurs ou maîtres des écoles primaires et secondaires ont assisté au 74e congrès de l'*American Association of School Administrators*, qui s'est tenu dans la dernière semaine de février à Atlantic City. Les discussions parfois très vives de l'assemblée plénière comme celles des nombreuses commissions, discussions suivies par l'élite du corps enseignant américain, ont été dominées par trois problèmes principaux :

1. Le manque de maîtres dans les écoles primaires et secondaires ;
2. Le nombre et la qualité insuffisants des bâtiments scolaires et des moyens d'enseignement ;
3. Le service militaire obligatoire.

L'Association nationale de l'enseignement (*National Education Association*), la grande organisation à laquelle sont affiliés tous les groupements pédagogiques américains, avait provoqué il y a deux ans une enquête approfondie sur la situation générale des écoles primaires et secondaires d'Amérique. Les résultats de cette enquête ont été soumis au congrès d'Atlantic City dans un rapport intitulé l'*Enseignement pour tous les enfants d'Amérique*. Ces résultats étaient si alarmants que les rapporteurs ont montré la situation actuelle comme conduisant au « suicide de l'enseignement » (*éducational suicide*), si de rapides et énergiques mesures ne sont pas prises. Il y a présentement six millions d'enfants d'âge scolaire, c'est-à-dire un enfant sur cinq, qui ne fréquentent absolument aucune école. Les causes de cette situation résident dans le manque catastrophique de personnel enseignant, ainsi que dans l'insuffisance numérique et l'état déplorable des bâtiments scolaires et de leurs installations. L'année en cours ne fournira qu'une promotion de 10.000 nouveaux instituteurs primaires, alors qu'il en aurait fallu 150.000. Si cette situation continue, il manquera dans 5 ans 500.000 membres de l'enseignement primaire.

La position de l'école secondaire est meilleure, étant donné qu'on prépare présentement 30.200 candidats à un poste dans cet enseignement, ce qui correspond sensiblement aux besoins actuels. Sur les 875.000 instituteurs primaires qui sont pour l'instant en service, il en est 450.000 qui n'ont aucune formation universitaire,

c'est-à-dire qui n'ont que le diplôme de fin d'études secondaires dans le meilleur des cas. Sur 48 Etats fédérés, il n'en est que 14 qui exigent de leurs instituteurs une formation d'au moins 4 années de « college »[1] (ce qui correspond environ à 2 années d'études universitaires en Europe); 3 autres Etats seulement projettent d'adopter ce même règlement. Les 31 Etats restants confèrent les diplômes d'enseignement primaire sans exiger d'études appropriées. Dans certains Etats, on obtient le droit d'enseigner dès qu'on a achevé l'école secondaire et suivi, en guise de formation professionnelle, un cours d'été de 6 semaines.

Pour rehausser le niveau de l'enseignement primaire, les trois principales associations des établissements chargés de la formation des maîtres — *American Association of Teachers Colleges, National Association of Teacher Education Institutions, National Association of Colleges and Departments of Education* — ont constitué le 21 février à Atlantic City une *fédération unitaire : l'American Association of Colleges for Teacher Education*. Cette nouvelle fédération, qui s'est affiliée à l'Association nationale de l'enseignement, établira pour la formation des maîtres des écoles primaires et secondaires des directives unifiées reposant sur la fréquentation d'un « college » pendant 5 ans.

Pour faire disparaître la menace qui pèse sur les écoles primaires et secondaires, le rapport sur *l'Enseignement pour tous les enfants d'Amérique* préconise une réforme fondamentale de l'école d'Amérique. Il s'agit de doubler le traitement des instituteurs primaires, en fixant un minimum de 2.400 dollars pour les membres de l'enseignement ayant reçu une formation professionnelle; on diminuera le temps de travail, dont l'extension à l'heure actuelle exerce une influence défavorable sur toute la profession, et, d'une façon générale, on donnera un plus grand attrait à l'ensemble des conditions de travail. Au lieu d'être ouvertes cinq jours par semaine, les écoles fonctionneraient six jours, et les maîtres seraient en service douze mois par an, y compris un mois de vacances, au lieu de ne travailler que neuf mois par an comme aujourd'hui. Chaque école devrait avoir son camp de vacances où les élèves pourraient passer les mois d'été. Pas d'école avec plus de 500 élèves. Les bâtiments scolaires ne doivent avoir qu'un étage, et les salles de classe, être pourvues de l'équipement le plus moderne, y compris la radio et la télévision. Les élèves avanceraient d'un cours à l'autre non plus une fois par an ou une fois par semestre, mais à n'importe quelle date, dès qu'ils auraient atteint la maturité demandée et le niveau de connaissances requis.

L'application de la réforme doublerait les dépenses de fonctionnement des écoles *primaires* en les portant à quatre milliards de dollars par an.

A l'heure présente, l'entretien des écoles primaires et secondaires des Etats-Unis prises ensemble coûte au total trois milliards de dollars par an. Cette somme serait portée au total considérable de huit milliards de dollars. On demanderait les ressources nouvelles à une augmentation des subventions des différents Etats et avant tout aux finances fédérales. Les 12.000 éducateurs réunis à Atlantic City ont été unanimes à adopter une résolution qui demande au Congrès de Washington d'accorder aux écoles « les subsides fédéraux sans contrôle fédéral ». Cependant, les subsides fédéraux ne devraient être accordés qu'aux écoles publiques, à l'exclu-

1. On nomme *College* en Amérique l'enseignement pré-universitaire (N.R.).

sion des écoles confessionnelles et autres écoles privées. Puisque les groupements confessionnels et autres ont le droit d'avoir leurs propres écoles, c'est à eux, et à eux seuls, de les financer.

L'établissement du service militaire obligatoire a été réclamé le 23 février dans un rapport détaillé qui fut présenté par le chef de l'état-major en personne, le général Omar N. Bradley. Il a déclaré que le service militaire obligatoire était pour les Etats-Unis le système défensif le plus intelligent et le moins coûteux.

Si les Etats-Unis, a-t-il expliqué, veulent maintenant forger une arme efficace pour se défendre en cas de besoin, il faut que les citoyens soient prêts à risquer pour cette défense non seulement leurs biens, mais pareillement leur personne.

Cet appel n'a pas réussi à décider les délégués du corps enseignant à inclure le service militaire obligatoire dans leur programme officiel. Ils ont adopté une résolution sur la sécurité du pays, dans laquelle on peut lire :

Nous exprimons à nouveau notre conviction que des dispositions appropriées sont nécessaires pour la sécurité du pays. Nous renouvelons instamment la recommandation que le Congrès des Etats-Unis, en établissant le plan de sécurité nationale, s'en tienne aux institutions civiles existantes pour développer des programmes pour la jeunesse qui visent à améliorer sa santé physique et intellectuelle, ses connaissances scientifiques, son sentiment de la responsabilité civique, ses aptitudes techniques et l'extension d'autres qualités susceptibles de fortifier le pays et de maintenir son équilibre.

Cette prise de position ne signifie nullement que le corps enseignant d'Amérique n'a pas conscience des responsabilités qui lui incombent en matière de sécurité nationale. Mais les maîtres expriment la conviction que le maintien des institutions démocratiques des Etas-Unis ne saurait être mieux garanti que par le relèvement de l'instruction publique.

II

UNE FORME MALADROITE DE PROPAGANDE AMÉRICAINE

par R.M.

Georges Cogniot a déjà fait allusion ici à un fait étrange qui s'est produit en juillet dernier à la distribution des prix du lycée Henri IV : à presque tous les paquets de prix étaient joints un, deux, trois ou quatre exemplaires d'une de ces revues de « condensés » américains qui inondent aujourd'hui nos librairies.

Cogniot avait posé au ministre de l'Education nationale une question écrite à propos de cette propagande intempestive. Dans la réponse qu'a reçue « l'honorable député », le ministre reconnait qu' « un lot de numéros dépareillés de la revue *Omnibook* » a été offert au lycée Henri IV par un certain club « The Bridge » et

que « les exemplaires ont été effectivement distribués en grand nombre, en même temps que les prix d'anglais » (il serait plus juste de dire : en bien plus grand nombre que les prix d'anglais). Cela prouve du moins que la revue en question n'arrive pas à écouler son stock dans un public français récalcitrant, et qu'elle « bouillonne » intensément.

La réponse du ministre dit encore que « des instructions précises sont données aux établissements pour que de pareils faits ne puissent pas se reproduire ». Il appartiendra aux universitaires, le cas échéant, de veiller à ce que ces instructions soient suivies.

Mais le plus curieux est le rapport de l'inspecteur général chargé d'examiner le contenu de ces ouvrages pour chercher s'ils ne constituaient pas une propagande politique. Il signale particulièrement, comme « article éventuellement utilisable à des fins de propagande politique ou confessionnelle », le résumé d'un livre intitulé *The Plotters* (les Conspirateurs) et signé du pseudonyme John Roy Carlson :

> [Il] met en garde tout particulièrement les démobilisés récents contre tout embrigadement par les divers agitateurs, émeutiers et « saboteurs de la démocratie » au nom d'une lutte de classes ou d'un racisme quelconques... La conclusion souligne l'opportunité pour l'Amérique de maintenir la diversité essentielle des composants politiques de toute décision collective (*sic*) et sa volonté de ne se laisser dominer par aucun totalitarisme, soit fasciste, soit communiste.

Autrement et plus clairement dit, le livre consiste à mettre constamment sur le même pied et à renvoyer dos à dos les communistes et les nazis, ces deux adeptes du « totalitarisme ». C'est sans doute une idée familière aux Américains, mais on peut s'étonner de lire ensuite sous la plume de l'inspecteur général d'Hangest :

> Bien que les sujets politiques n'en soient pas exclus, comme il est légitime, je ne crois pas que l'ensemble de ces articles ou extraits, dans ces quatre numéros d'*Omnibook*, constitue une propagande politique marquée.

Mais la fin du rapport est plus curieuse encore :

> Même si la préoccupation profonde de l'entreprise avait un caractère de propagande politique, elle ne pourrait, présentée à nos élèves dans un anglais farci d'américanismes et d'allusions à de multiples comparses d'obédiences diverses, totalement inconnus de notre grand public, les atteindre réellement ; il faudrait pour cela qu'ils fussent convertis à l'avance, et qu'ils eussent le temps et l'énergie d'un effort soutenu d'analyse, devant ces textes qui dépassent de beaucoup par leurs problèmes de langue et leur étendue le niveau de leurs connaissances.

C'est-à-dire, si nous comprenons bien, que les textes incriminés sont écrits en un tel charabia (et l'inspecteur général semble assez compétent en la matière) qu'ils en deviennent inoffensifs, parce que totalement incompréhensibles !

Il est probable en effet que les élèves du lycée qui reçurent cette générosité américaine n'en furent pas profondément troublés pour la simple raison qu'ils ne s'obstinèrent pas à lire ces brochures ; mais ce n'est point une excuse, et cette façon désinvolte de faire profiter les enfants « occidentaux » des résidus de la « culture » américaine, avec l'autorisation de l'administration française, a quelque chose de déplaisant, sinon de scandaleux.

Pour ceux de nos adversaires qui nous accuseraient de grossir un incident sans importance, il suffit de faire remarquer qu'ils auraient poussé de beaux cris si des

brochures soviétiques avaient été mêlées aux prix distribués dans un lycée français. Et le seul fait qu'une telle supposition soit absurde montre assez de quel côté se montre la volonté de faire pression sur l'opinion publique des pays étrangers, de quel côté le viol des consciences et l'impérialisme agressif.

III

CINQUIÈME CONGRÈS INTERNATIONAL D'HISTOIRE DES SCIENCES.

par le docteur Mieczyslaw CHOYNOWSKI de Cracovie,
président du Cercle pour la science de la science [1].

Du 30 septembre au 6 octobre 1947 s'est tenu à Lausanne le cinquième congrès international d'histoire des sciences, convoqué par l'Académie internationale et l'Union internationale d'histoire des sciences. La présidence était assurée par le professeur Arnold Reymond, président de l'Académie, fondée en 1928 à Oslo. Les précédents congrès se sont tenus à Paris (1929), Londres (1931), Lisbonne (1934) et Prague (1937) ; le prochain aura lieu en 1950 à Bucarest, sur l'invitation du professeur P. Sergescu. Il y a deux ans qu'existe l'Union internationale d'histoire des sciences, créée sur l'initiative de l'UNESCO ; elle est composée de l'Académie et des délégations des groupes nationaux. Grâce à cet organisme, l'histoire des sciences est représentée au Conseil international des unions scientifiques (ICSU) et peut bénéficier de l'aide financière de l'UNESCO, en vertu de l'accord passé entre l'UNESCO et l'ICSU le 16 décembre 1946, selon lequel l'UNESCO reconnaît les unions scientifiques internationales comme fournissant une forme naturelle et appropriée pour l'organisation internationale de la science, et l'ICSU comme leur organisme aux fins de représentation et de coordination. De son côté, l'ISCU a reconnu l'UNESCO comme l'organisation principale des Nations unies dans le domaine des relations scientifiques internationales. Grâce à cet accord, l'ICSU a obtenu en 1947 de l'UNESCO, une subvention d'un montant de 247.529 dollars, qui a permis la réalisation de 143 projets d'ordre divers.

Dans les discours préliminaires du congrès le prof. Reymond a traité rapidement de l'activité menée dans le passé par l'Académie, tandis que le prof. Pierre Brunet, remplaçant le secrétaire permanent le prof. Aldo Mieli, qui réside actuellement à Buenos-Aires, pré-

---

1. Le cercle pour la science de la science, fondé à Cracovie en 1945, a pour tâches la recherche et la vulgarisation scientifiques dans tous les domaines, ainsi que l'étude de l'enseignement scientifique et la publication d'éditions scientifiques. Il facilite l'échange des informations et la collaboration de tous les spécialistes. Il publie une revue mensuelle *Zycie Nauki* (*La Vie de la Science*) dont il a été rendu compte ici-même. Son adresse est : SlovacKiego 66, Cracovie, Pologne.

sentait un bilan des travaux du secrétariat touchant la création de l'Union et annonçait la prochaine parution du premier numéro des *Archives internationales d'histoire des sciences,* continuation de l'organe d'avant-guerre de l'Académie, l'*Archeion.*

Ont participé au congrès environ quarante personnes, représentant 15 pays. Une quarantaine de conférences ont été lues, dont il convient de citer quelques-unes parmi les plus intéressantes. Le prof. Sergescu a parlé de la renaissance de la pensée mathématique au début du XIXe siècle en indiquant les quatre facteurs de l'essor des sciences mathématiques à cette époque : démocratisation des sciences, systématisation accomplie par Monge, abandon de l'intuitionnisme pour un retour aux méthodes exactes, besoins pratiques de la vie. Le prof. J.H. Volgraff, de Leyde, a retracé l'activité du constructeur du premier sous-marin, Cornelis Drebbel (1572-1633), dont l'embarcation, mue à l'aide de rames, pouvait, dit-on, séjourner trois heures sous l'eau ; selon des sources incomplètement vérifiées, Drebbel aurait effectué par ce moyen le voyage de Westminster à Greenwich (2 milles environ). Le prof. W.H. Schopfer, de Berne, a donné un bref aperçu du développement des vues scientifiques sur le cambium au moment de la genèse de l'anatomie végétale moderne (XIXe siècle), en exprimant la conviction que Schleiden s'est attribué indûment la découverte de la théorie cellulaire, dont le principal mérite revient au botaniste français Mirbel. Le prof. R. Almagia, de Rome, a consacré au problème de l'origine des cartes marines une conférence où il a attribué la primauté en ce domaine aux Gênois (la première carte sous-marine connue, du reste anonyme, date de la fin du XIe siècle et est due à un Gênois). Une discussion s'en est suivie au cours de laquelle le prof. A. Cortesao a fait remarquer que le problème n'en est pas pour autant résolu et que bien des arguments parlent en faveur de la thèse selon laquelle les Portugais seraient les inventeurs. Le prof. F.S. Bodenheimer, de Jérusalem, a parlé de la zoologie dans l'antiquité en Sumérie et en Arcadie, tandis que le prof. P.S. Codellas, de San-Francisco, traitait du rôle des femmes dans l'histoire des sciences de la Grèce ancienne. Le docteur A.C. Crombie, de Londres, s'est attaché à montrer les rapports entre le développement de la méthode expérimentale (Galilée) et celui de la logique scolastique (Duns Scott, William Ockham). Le docteur Suzanne Delorme, de Paris, a fait un exposé sur le caractère étonnamment précurseur des vues de Pierre Perrault, auteur du livre *De l'origine des fontaines* (1674), touchant la méthode expérimentale (dépendance des résultats de l'observation scientifique à l'égard des instruments et des méthodes employés). Le prof. A. Cortesao, chargé de l'histoire des sciences à l'UNESCO, a donné le compte rendu d'activité de l'UNESCO en soulignant l'intérêt que cette institution porte à l'histoire des sciences et en donnant un aperçu de sa collaboration avec l'ICSU en ce domaine. Un plan d'éditions des grands classiques de la science est en cours d'élaboration, ainsi qu'un ample programme de vulgarisation scientifique embrassant l'histoire des sciences, les principes et méthodes scientifiques, les aspects sociaux de la science. Le prof. Charles Singer, qui a publié récemment un ouvrage sur Vesalius, a montré la valeur des travaux du grand anatomiste à qui l'on doit la libération de la médecine à l'égard de l'astrologie, et dont le *De Fabrica Corporis Humani* (1534) est « le premier ouvrage, dans l'histoire des sciences, qui soit impré-

gné de la première à la dernière page de l'esprit de la science moderne ». Le prof. R. Hooykaas, de Hollande, a marqué au cours d'un exposé fouillé la différenciation entre substances « naturelles » et « artificielles » et sa signification pour le développement de la théorie corpusculaire de la matière. Le prof. L.C. Karpinski, d'Ann Harbor, ancien président de l'*History of Science Society*, a raconté, sur un plan beaucoup plus personnel, comment la société avait exigé qu'il se démît de ses fonctions de président à cause de l'action qu'il menait pour mettre en lumière que les savants américains ne servent pas « uniquement l'intérêt public », mais acceptent de l'argent de diverses entreprises privées pour favoriser leurs intérêts. Il s'est avéré par exemple que la *National Electric Light Association* avait payé environ 1500 hommes de science pour qu'ils agissent par la parole et par la plume contre le projet de prise en charge des installations d'utilité publique par les institutions sociales et coopératives. Cet exemple jette une lumière singulière sur la dépendance de la science à l'égard de la grande industrie dans les pays capitalistes. Le Dr. S. Lilley, de Cambridge, a retracé une intéressante période de l'histoire de la théorie de la chaleur, les premières années du XIXe siècle, alors que la théorie matérielle de la chaleur, bien qu'erronée comme on le sait à présent, avait en sa faveur sensiblement plus d'arguments fondés sur l'observation que la théorie mécanique. Aussi, comme le montre l'orateur, l'erreur était à cette époque en apparence plus scientifique (bien que toutefois les phénomènes de frottement dussent appeler quelques réserves). Il fallut que fussent formulées les deux lois de la thermodynamique pour que la théorie mécanique de la chaleur devînt virtuellement victorieuse, tout en permettant des applications pratiques. Le prof. O. Matousek, de Prague, a consacré son exposé aux problèmes de l'histoire de la science en Tchécoslovaquie.

Au cours des séances administratives de l'Académie et de l'Union, les nouveaux bureaux ont été constitués comme suit : *Académie :* Président, prof. P. Sergescu ; vice-présidents : Mme D.W. Singer, prof. R. Almagia et prof. J.A. Volgraff et remplaçant du secrétaire, prof. P. Brunet (le prof. Aldo Mieli restant secrétaire permanent) ; *Union :* Président, prof. C. Singer ; vice-présidents, prof. Georges Sarton et prof. A. Reymond ; administrateur, prof. J.A. Volgraff ; membres du Bureau, prof. J. Pelseneer et docteur S. Lilley ; secrétaires, prof. P. Sergescu et prof. P. Brunet. L'Union rassemble à l'heure actuelle 9 pays : Belgique, Brésil, France, Grande-Bretagne, Palestine, Portugal, Roumanie, Suisse, Tchécoslovaquie. Cinq commissions ont été créées par l'Académie : d'enseignement de l'histoire des sciences (Reymond, Quido Vetter, Volgraff), bibliographique (Mme Singer), d'édition (Mieli), du Proche-Orient (Bodenheimer) et d'histoire des relations sociales de la science. Cette dernière mérite une mention spéciale en raison de l'importance de ses buts. Elle a pour but le développement de l'histoire des relations sociales de la science, désigne les influences mutuelles entre la science d'une part, de l'autre les facteurs sociaux internes et externes de tout ordre tels que : l'organisation de la science, les systèmes éducatifs, le développement des moyens de communication, l'influence des cultures les unes sur les autres, les facteurs de tradition, les régimes sociaux, les courants politiques, religieux, philosophiques et culturels, le développement de l'instruction, de la médecine, de la

technique, de l'industrie, etc. Cette Commission a été constituée comme suit : président, prof. L. Rosenfeld, de Grande-Bretagne; membres, prof. Gordon Childe, J.G. Crowther, prof. B. Farrington, Dr. S. Lilley et H.T. Pledge, de Grande-Bretagne; prof. J. Pelseneer, de Belgique; prof. M. Prenant, de France; prof. J.M. Burgers et prof. C.R. Forbes, de Hollande; prof. C. Bialobrzeski et l'auteur de l'article, de Pologne; prof. R.K. Merton et Dr. B.J. Stern, des U.S.A.

Le congrès s'est clos sur le vote de résolutions exprimant la conviction des participants qu'il ne convient pas de dissocier l'histoire des sciences et celle de leurs applications dans la vie sociale, deux domaines étroitements liés.

Le congrès témoigne sa satisfaction du progrès que l'enseignement de l'histoire des sciences a fait récemment dans beaucoup de pays et exprime l'espoir que cette étude soit introduite dans l'enseignement supérieur de tous les pays. Le congrès aimerait que les savants des divers pays créent des commissions nationales pour l'établissement de fichiers bibliographiques de savants, et propose de consacrer la prochaine session au problème des influences et des précurseurs dans la science.

Le dernier jour a eu lieu une excursion en chemin de fer et autocars aux Rochers-de-Naye, avec une conférence du prof. Elie Gagnebin : « L'histoire des théories géologiques sur la formation des Alpes ».

LES REVUES

REVUE INTERNATIONALE

numéros 16, 17, 18 ; juin, juillet, octobre 1947.

Il arrive à la *Revue internationale* ce qui se produit pour beaucoup de revues contemporaines, en France. Par défaut d'un mouvement proprement artistique susceptible de les alimenter, elles se transforment en revues d'enquête. Sans doute, la revision des valeurs admises ne peut-elle manquer de servir à l'éclosion d'une littérature, mais il ne semble pas que ce soit en déterminant cette critique en fonctions de problèmes étrangers que l'on y puisse parvenir.

La *Revue internationale* a ouvert un grand débat autour d'un ouvrage qui ne méritait pas tant d'honneur et qui, sans cette propagande, ne se trouverait idolâtré que par quelques politiciens du dimanche, *l'Ere des organisateurs,* d'un Mr James Burnham. Ce personnage est fort connu dans les milieux d'économistes pour avoir publié aux U.S.A. un ouvrage qui ne pouvait manquer de plaire aux « loups-cerviers » de la haute finance, où l'on disait notamment que l'âge de la « technocratie » commençait, qu'une classe nouvelle surgissait et que cette classe devait, dans chaque pays, devenir la classe dominante.

Il n'est pas inutile de rappeler l'ouvrage d'un autre économiste, Rizzi, d'origine italienne, celui-là, et publié à Paris en 1939 : *la Bureaucratisation du monde.* Les deux auteurs partent d'une idée analogue : le développement de la technique, dans tous les pays, (l'on voit la finesse ?) conduit directement à la suprématie économique et politique d'une espèce d'hommes nouveaux, les « technocrates ». Ceux-ci constituent à proprement parler une « classe » nouvelle de directeurs, qui, peu à peu, va supplanter les autres classes ; appartiennent à cette élite les grands ingénieurs, financiers, techniciens, nécessaires au fonctionnement du machinisme moderne ; ce retour à un saint-simonisme suspect nous rappelle que les saint-simoniens de 1830 se retrouvèrent presque tous, de Perrégault à Lesseps, dans le haut personnel financier et industriel dont s'entoura Napoléon III et qui fut, des années durant, son soutien le plus solide. Les saint-simoniens, tout comme MM. Burnham et Rizzi, faisaient de l'économie romanesque : ils prenaient acte du développement intensif de l'industrie, pour stabiliser arbitrairement le mouvement de l'évolution économique.

> En acquérant de nouvelles forces de production, les hommes changent leur mode de production, et en changeant leur mode de production, la manière de gagner leur vie, ils changent leurs rapports sociaux. Le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain ; le moulin à vapeur, la société avec le capitaliste industriel. Les mêmes hommes qui établissent les rapports sociaux conformément à leur productivité matérielle produisent aussi les principes, les idées, les catégories conformément à leurs rapports sociaux... il y a un mouvement continuel d'accroissement dans les forces productives, de destruction dans les rapports sociaux, de formation dans les idées ; il n'y a d'immuable que l'abstraction du mouvement, *mors immortalis* [1]...

Et Marx au tome premier (chapitre I, paragraphes 12 à 14) du *Capital* reviendra sur cette affirmation essentielle. Mr Burnham, sociologue, a très bien compris le mouvement antérieur du processus de développement, mais quand il en arrive à l'étape momentanée de ce développement, s'ap-

1. Cf. Karl Marx : *Misère de la philosophie*, p. 68. Editions sociales, 1947.

puyant en cela sur l'exemple des grands technocrates impérialistes des Etats-Unis, il dépouille la réalité concrète de ce qu'elle a de fondamental, son mouvement, arrête ce mouvement et reconstruit l'histoire et l'avenir, avec ses idées. Il oublie seulement que « l'homme est un animal qui ne peut s'isoler que dans la société » et que faire porter l'optique de son analyse sur un aspect déterminé, mais non séparable de l'ensemble, est une dangereuse utopie. En fait, M. Burnham a reflété purement et simplement l'idéologie de ceux-là mêmes dont il se voulait l'apologiste. Le donnant pour mesure de l'économie actuelle, il a fait du technocrate le dieu d'un univers dont il avait, non sans précautions, extirpé l'essentiel : l'homme. Tout cela reste une illustration parfaite de ce que peut inventer en tant que superstructure idéologique une classe capitaliste parvenue au stade supérieur de son développement. La technocratie est l'invention abstraite des technocrates. Quelques pages suffiraient à montrer que cette conception fasciste du monde convient parfaitement aux régimes impérialistes. Jadis Morin a rappelé dans son livre *l'Allemagne notre souci* (Hier et Aujourd'hui) quelles traces de cette idéologie demeurent encore dans le cerveau des industriels allemands. De même, quelques lignes, et quelques chiffres suffiraient à montrer quel danger court l'Amérique du Nord pour qui une telle utopie a cessé depuis longtemps d'être une utopie. Mais, posant le débat d'une manière générale : « l'avenir est-il à la classe directoriale ? » la *Revue internationale* prétend sans doute « élargir » le problème, non sans perfidie, non sans violence, à l'économie concrète, à *tous* les pays...

Laissons M. Charles Bettelheim ruiner les affirmations de Burnham dont il écrit (numéro 16, page 389) que

> la politique du fascisme allemand a représenté la systématisation la plus complète de ces tendances du capitalisme moderne [et que] les interventions de l'Etat auxquelles cette politique a donné lieu ont en Allemagne été particulièrement profondes...

Laissons, dans le numéro suivant, M. Gilles Martinet affirmer :

> Pour notre part nous ne voyons pas de guide plus sûr, d'instrument mieux éprouvé que la méthode marxiste ; cette méthode qui dégonfle la baudruche « directoriale » en montrant que les grands techniciens et les managers ne forment pas une classe, qu'ils sont socialement des prolétaires, mais des prolétaires qui servent le capitalisme comme jadis les grands commis bourgeois servaient la monarchie (page 23).

Venons-en à ce numéro 18 dont il semble qu'il soit l'aboutissement normal d'une enquête aussi curieusement ouverte. Ecoutons, non sans quelque humour, M. Baissaignet injurier MM. Martinet et Bettelheim dont « les articles concourent à une justification déguisée du stalinisme » (?). Les autres réponses ne diffèrent guère de celle-ci : injures traditionnelles et tellement « vieillies » (n'est-ce pas ?) contre l'U.R.S.S., affirmations sans preuves, bref tout l'arsenal traditionnel. Tout ceci n'a pas beaucoup d'intérêt par soi-même. Du moins avons-nous un échantillon de quelques bourdes économico-politiques d'envergure, mais l'on pouvait s'attendre à ce débordement, quand on avait, par avance, ouvert un débat qui, dans la forme même des questions posées, préparait ces conclusions-là !

Quant à la partie littéraire de la *Revue,* elle est inexistante. Des articles sociologiques, presque tous d'ailleurs consacrés à des situations non françaises, comme celles de Mr Dumont sur les nègres américains du Cotton Belt, celles de Mr C.L.R. James sur Haïti, d'autres sur le Viet-Nam ; bref la *Revue* se consacre, semble-t-il, désormais non seulement à l'étude de problèmes économiques, mais aussi à des recherches très spéciales, et devient une revue de techniciens... du reste assez ennuyeuse.

Jean Auger-Duvignaud.

REVUES FRANÇAISES EN ALLEMAGNE : LANCELOT (Neuwitz am Rhein). WORT UND TAT (Rastatt).

Non sans ambiguïté se sont posés à la fin de la guerre les problèmes culturels allemands ; ambiguïté qui reflétait assez fidèlement les complexités de la situation politique. Aussi bien, chercher dans l'héritage du passé proprement allemand consistait souvent à opérer un retour à tel ou tel idéologue où le fascisme avait puisé déjà, sans scrupule, des raisons de duper les siens et les autres. Bien entendu, un retour à Gœthe signifiait moins que la découverte de voies nouvelles, cherchant leurs racines dans les aspirations des démocrates sincères. Ainsi, le problème culturel se trouve-t-il tourné vers l'avenir et vers des valeurs non pas allemandes seulement, mais dont la portée se trouvait être, pour le moment, du moins, internationale. L'immense retentissement d'une revue comme *Aufbau* qui joue à Berlin, en zone soviétique, le rôle à la fois de la *Pensée* et d'*Europe*, la résurrection de vieilles publications progressives comme *die Weltbühne* s'appuyaient sur une curiosité fougueuse de la jeunesse et des éléments favorables à la démocratie. De plus, le retour en zone soviétique des grands écrivains de la seule génération d'artistes qui ait pu quitter le Reich avant les répressions, retour d'Anna Seghers, de Leonhard, de Becher et de bien d'autres posait le problème singulier d'auteurs qui avaient conquis, pendant la lutte antifasciste, un public étranger, face à face à un public allemand sans auteurs. Il semble, et Leonhard nous disait précisément le succès obtenu par le congrès récent des écrivains allemands qui s'est tenu à Berlin, que cette rencontre n'ait pas abouti à un échec.

Un autre problème restait : celui de la découverte par le public allemand des zones « occidentales » d'une culture étrangère qu'il ne connaissait pas. Aussi bien, malgré les efforts d'un Heidegger pour ramener les jeunes étudiants à dix siècles en arrière, tentative qu'encourageait le catholicisme, malgré la diffusion d'un *Readers Digest* de langue germanique, dont le moins qu'on puisse dire est qu'il est à la culture véritable ce que la caricature est à Picasso, la curiosité d'un public, dans une certaine mesure vierge, demandait à connaître, non seulement les artistes français et étrangers (mais parlons des Français puisqu'aussi bien eux seuls ici nous intéressent) qui, depuis 33 en leur pays s'étaient fait un nom (et toujours en quelque manière pour avoir été de grands artistes *et* des antifascistes), mais aussi les écrivains de la résistance. Il ne s'agissait certes pas d'imposer à ce public l'influence et les hommes de la culture française, ce qui aurait abouti à développer chez lui une artificielle « mauvaise conscience », mais de faire le point, pour lui, de la littérature et des arts de la France moderne.

Tel a été l'objectif que se proposèrent Jacqueline Grappin et les collaborateurs de *Lancelot* dont le beau nom, s'il évoque le cycle breton des légendes françaises, parlait par cela même plus directement au public allemand.

« Il faut que la guerre s'en aille
mais seulement que l'homme en sorte triomphant »

dit l'épigraphe d'Aragon dont on voit que s'orne la couverture. Donc un Humanisme. Bien ; quel humanisme ? Assurément ce que la France, actuellement, produit de plus indépendant, mais aussi de plus conforme à son héritage culturel. Les 8e et 9e cahiers que j'ai entre les mains, semblent assez bien atteindre ce but. D'autres ont parlé des œuvres qu'on y voit figurer lors de leur publication à Paris et l'on ne fait injure à personne que de citer tous ceux qui d'Aragon à Loys Masson, de Baissette à Claude Roy, du professeur Vermeil à Cocteau figurent au sommaire. Certains

textes avaient déjà paru dans l'ancienne *Commune,* certains autres, que nous ne connaissions pas, (comme cette étude de René Nelli sur l'opuscule de Roger Bacon qui détermine, dès 1260, les éléments d'une méthode scientifique), certaines notes sont inédites, l'ensemble est sans doute ce qu'on fait de plus *évident* pour faire entendre outre-Rhin sur la France une vérité qui ne soit pas sectaire. On me dit, par ailleurs, le succès rencontré par *Lancelot* dès sa parution (j'ignore quelles conséquences aura pour la revue la politique américaine de l'actuel Quai d'Orsay), on évoque l'image de cet Allemand grillant cigarettes sur cigarettes pour se mettre au ton de traduire tel poème d'Aragon. Tout ceci est de bon augure. Peut-être conviendrait-il de ne pas borner cet effort à la seule littérature ; le groupe des philosophes français semble assez riche pour figurer dignement aux côtés de ses amis artistes et « mordre » tout autant sur le public allemand.

Evidemment, les objectifs de *Wort und Tat* (le Verbe et l'Action) sont différents et le sommaire des cahiers 4 et 5 porte surtout des noms d'écrivains « existentialistes », sans doute pour montrer aux Allemands que la France est satisfaite de Heidegger ou de Husserl. De plus, une collaboration catholique et sociale-démocrate allemande ne tend pas au même but que *Lancelot.* Ce n'est pourtant pas sans déplaisir qu'on y retrouve des textes de Jules Supervielle, une bonne étude de Zahar sur Rouault et avec beaucoup de joie trois nouvelles de ces *Enfants sans âge* que Jean Cassou publiait, voici deux ans, dans le très hoffmannien « Squelette ». Je voudrais seulement attirer l'attention sur un bien anodin (apparemment) tableau synoptique terminant un essai de Gaëtan Picon sur la « situation de la littérature française de 40 à 46 ». On y voit figurer sous le titre de « Littérature de Résistance » des textes qui le méritent ; rien à dire jusque-là ; mais l'on découvre, classés sous la rubrique de « Littérature de témoignage » (*Literatur als Dokument*) le roman de Vailland et les nouvelles de Courtade, enfin, sous le nom de « Littérature Pure », rangés, non sans humour, peut-être, André Gide et André Breton (dont il faut saluer au passage la rentrée dans la « pureté » !)... Quant au « nouveau réalisme », nous apprenons qu'il s'agit de l'existentialisme. Pour qui sait le goût que peut porter à des classifications simples un esprit sans préparation, — et tout Allemand, devant la jeune littérature française, est une espèce d'autodidacte, — on ne peut que s'attrister de schématisations trop faciles.

J. Auger-Duvignaud.

LES REVUES ETRANGERES

WEG UND ZIEL (Vienne)

Le peu de place dont *La Pensée* dispose pour la critique des revues ne nous a pas permis jusqu'ici de rendre hommage comme elle le mérite à cette revue autrichienne pour les questions de la démocratie et du socialisme scientifique. On a surtout gardé le souvenir néfaste de l'austro-marxisme et nous sommes heureux de saluer dans cette publication toute une série de penseurs autrichiens qui ont délibérément rompu avec cet héritage et en dénoncent les prolongements chez certains hommes politiques qu'on n'a pas vus sans quelque étonnement reparaître sur la scène viennoise.

La revue, dont la tenue et la présentation vont s'améliorant, traite de toutes les questions qui se posent à l'homme actuel et elle est une riche source de documentation, tant en ce qui concerne le « drame » autrichien lui-même que sur le plan des problèmes économiques et politiques généraux dont dépend la vie des démocraties après la deuxième guerre mondiale. La situation particulière de l'Autriche, occupée par les quatre puissances victorieuses, au voisinage immédiat des démocraties nouvelles, en fait le carrefour de toute sorte d'influences et d'intrigues. Aussi voyons-nous certains problèmes se poser avec plus d'acuité que chez nous et préfigurer en quelque sorte les nôtres.

Ainsi le problème de la « Troisième Force » que le Parti socialiste autrichien (sous quelle inspiration ?) pose dès la fin de 1946 sous la forme de la troisième voie vers le socialisme. Dans une série d'articles très documentés (notamment dans le n° 2, février 1947), Franz Marek réfute ces tentatives de falsification du socialisme. Il n'y a pas un socialisme de l'Ouest (américain?) et un socialisme de l'Est (russe) entre lesquels viendrait s'insérer un troisième socialisme (type Labour-Party), plus progressiste que le premier (qui n'est d'ailleurs un socialisme que sous la plume de ces illusionnistes habiles à fausser la valeur et le sens des mots) et moins autoritaire que le second. Il y a en vérité le socialisme, c'est-à-dire l'abolition du salariat, et le capitalisme (ou l'impérialisme) dont certains partis socialistes ne sont que les « gérants honnêtes ». S'il y a une voie nouvelle vers le socialisme, c'est celle des démocraties populaires, qui, par la transformation des bases de l'économie, s'acheminent vers le socialisme vrai.

On retrouve la même idée dans un autre article de Marek (n° 6, juin 47) qui commémore le centenaire de la fondation de la Ligue des communistes et fait le point des progrès réalisés par les forces de progrès depuis un siècle. Il marque combien il est devenu difficile de faire de la politique contre les peuples à une époque où l'Etat socialiste a vu se renforcer sa puissance et son crédit, où des pays entiers ont été arrachés à la toute-puissance du capital monopolisateur par l'irruption dans la vieille société des formes nouvelles de démocratie et où les peuples coloniaux se sont levés dans la lutte pour leur libération.

Si l'on rapproche ces articles de celui d'Eva Priester sur le pessimisme qui s'est emparé de la bourgeoisie et dont elle se sert comme arme, on a une idée claire de cette atmosphère si particulière qui est depuis le début du siècle la caractéristique de la vie autrichienne. Là comme ailleurs les forces de progrès et d'optimisme sont du côté du peuple et de la classe ouvrière consciente,

mais là aussi le capitalisme pourrissant applique tous ses efforts, et notamment en utilisant aussi le Parti socialiste, à répandre le trouble et la démoralisation.

Chacun des numéros de *Weg und Ziel* est riche de renseignements et d'enseignements et nous signalerons en particulier la rubrique économique qui traite des problèmes de planification en Europe centrale et un remarquable article (*Die Russenbetriebe,* nº 5, mai 47) qui rétablit la vérité sur cette question si controversée et volontairement faussée des entreprises autrichiennes contrôlées par l'administration soviétique.

Mais à côté des questions purement politiques et économiques, une place est faite aussi aux questions théoriques et il convient de mentionner des rubriques comme « Théorie pour la pratique » dans laquelle Hans Grümm présente la pensée marxiste en une sorte de cours assez élémentaire peut-être, mais si nécessaire dans un pays qui a connu pendant sept ans la domination hitlérienne et où il faut absolument repartir des éléments de base et des définitions fondamentales. Signalons également l'hommage rendu à Paul Langevin (nº 1, janvier 47), un article saisissant de Walther Hollitscher sur « Les savants marxistes anglais » (nº 5, mai 47) qui fait l'histoire de l'épanouissement de la pensée marxiste en Angleterre après la grande crise de 1931 et la participation des savants soviétiques au congrès international d'histoire des sciences et de technologie, une courte étude de Hans Grümm sur l'origine de la terre (nº 7-8, juillet-août 47). Enfin, les questions artistiques y trouvent aussi leur place et des articles sur l'art populaire ou la question de l'art d'avant-garde (nº 4, avril 47) montrent que les problèmes d'esthétique sont posés et discutés par les marxistes autrichiens dans le même sens et avec la même passion que chez les marxistes français.

E. Bottigelli.

EINHEIT

Revue théorique du socialisme scientifique (Berlin)

A Pâques 1946, le Parti communiste et le Parti social-démocrate allemands de la zone soviétique d'occupation constituaient le Parti socialiste unifié. L'unité des partis ouvriers, qui, depuis la défaite avait été le vœu de toute la classe travailleuse, se réalisait sur la base de la reconnaissance théorique et pratique de la valeur du marxisme. Les deux partis s'étaient mis d'accord pour publier en commun la revue *Einheit* (Unité) qui devait sceller par la confrontation des thèses ce grand rassemblement.

Depuis le 1er janvier 1947 la revue a changé de caractère et d'objet. Elle n'a plus pour but de soutenir les tendances unitaires, mais elle devient le grand organe de discussion théorique des problèmes du marxisme. Ce qui ne signifie pas qu'elle perd de vue le côté pratique de l'action, mais elle se fixe pour objet

l'analyse marxiste de tout notre état social actuel, sous tous ses aspects : économie, politique, philosophie, science, art, en Allemagne et dans le reste du monde.

Et elle devient de ce fait le plus vaste organe théorique du matérialisme dialectique de langue allemande.

Il est assez remarquable qu'après 12 ans de domination fasciste et deux ans seulement après la renaissance des partis démocratiques une telle pléiade d'auteurs marxistes se retrouvent pour collaborer à cette œuvre commune. Car si les articles sont parfois de valeur inégale, le niveau général de la revue est excellent et ce sont presque toutes les pages qu'il faudrait citer. Nous nous bornerons à examiner pour cette fois les 6 premiers fascicules, réservant pour un prochain examen les six derniers numéros de 1947.

Le premier numéro est entièrement con-

sacré à la discussion d'un projet de Constitution de la République allemande démocratique. Mais son intérêt dépasse largement le cadre de l'Allemagne elle-même et de multiples thèses s'y confrontent, tant sur le rôle du Parlement et les droits de la femme que sur des sujets beaucoup plus vastes. Aussi signalerons-nous une excellente critique de l'idéologie juridique allemande par le Dr. Karl Polak, intitulée « Le marxisme et la doctrine de l'Etat».

Le numéro de février (nº 2), offre par contre, une grande diversité de thèmes, qui va d'un article curieux et bien documenté d'Ernst Wittmann sur l'histoire de la musique, phénomène social qui porte pour titre « Naissance de la dissonance », à une étude historique sur le développement de la dictature au sein de la République de Weimar. A. Demal rappelle fort opportunément dans « Racines de l'idéologie nazie dans la philosophie de Hegel » que, si la méthode hégélienne est susceptible d'être une source féconde de recherches pour les marxistes, son système fournissait le prétexte de toutes sortes d'apologies de l'Etat où les théoriciens du IIIe Reich ont largement puisé. Nous retiendrons également l'article du professeur Eduard Erkes sur « L'histoire de la Chine, illustration de la dialectique ». C'est une vaste fresque de l'évolution de ce grand pays depuis l'âge de pierre, qui, quoique brossée à grands traits, donne une idée claire de la façon dont ce peuple s'est développé suivant un processus où le mouvement dialectique est particulièrement perceptible. Peut-être pourra-t-on faire quelques réserves sur la façon dont l'auteur simplifie et schématise, mais l'ensemble forme un tableau saisissant, avec des aperçus tout à fait intéressants sur la façon dont le régime de la production agricole, à ses différents stades, à déterminé la forme de l'Etat et sur la lenteur particulière au développement de cette très vieille civilisation.

Nous ne pourrons donner un compte rendu systématique du contenu des numéros suivants, malgré l'intérêt qu'ils présentent. Nous nous contenterons de signaler une fort intéressante étude du prof. Werner Krauss sur « Les déviations marxistes jadis et aujourd'hui » (nº 3 et 4), les articles juridiques du Dr. Polak, des études sur « Le problème de la vie », « L'idéologie dans l'histoire » (nº 5), « La naissance de l'épopée » (nº 6).

Mais nous voulons cependant faire une place particulière à la partie économique de la revue qui est absolument remarquable, ce qui nous touche de près, dans la carence où nous sommes d'économistes marxistes français qui s'expriment. Le prof. Behrens, de Leipzig, et le Dr. Jurgen Kuczynski, de Berlin, se partagent les chroniques. Le premier présente une étude sur « Revenu national et plus-value sous le régime nazi » dans le numéro de mars et un excellent exposé sur « Les classes moyennes dans la société capitaliste » (nº 5 et 6).

Il étudie dans cet article l'évolution des classes moyennes et leur composition. Il distingue très justement les « classes moyennes anciennes », composées de petits producteurs qui sont en réalité des vestiges de l'ancienne petite bourgeoisie, et les « classes moyennes nouvelles », qui englobent ceux qui ne sont pas directement des producteurs et dont l'existence est le produit du développement moderne de la grande industrie et de l'Etat (fonctionnaires, haut personnel salarié, intellectuels). Les premières constituent un groupe social assez homogène et sur elles se vérifie nettement la théorie de Marx qui prévoyait leur passage progressif au prolétariat.

> Si elles deviennent anticapitalistes, elles ne luttent pas contre le capital en tant qu'organisation sociale, mais contre le grand capital, en particulier contre la forme monopoliste du capital.

Par contre, la classe moyenne nouvelle ne forme pas un tout aussi homogène. Par leur situation économique, ses membres sont plus proches encore du prolétariat que les artisans, mais leur conscience politique et les formes de leur vie, en un mot la fonction pour laquelle le capitalisme les a

créés, en font des défenseurs de l'ordre bourgeois. Cela est particulièrement net pour les intellectuels :

> Le double caractère de la situation des intellectuels vient du fait que, dans leur couche supérieure, ils servent la bourgeoisie par conviction, dans leurs couches moyennes et inférieures, parce qu'ils en dépendent matériellement. Dans la mesure où ils ne sont pas des producteurs, les membres de la couche des intellectuels sont en grande partie payés pour produire une idéologie différente de celle qui correspondrait à leur situation économique.

Mais lorsqu'ils deviennent anticapitalistes

> ils ne combattent pas une forme particulière du capitalisme, mais le capital en tant que régime social, en tant qu'ordre.

Bref, une excellente étude aux riches prolongements économiques et sociologiques.

Le Dr. Kuczynski consacre un premier article (n° 4) aux « profits extraordinaires de l'industrie monopoliste » et montre comment ces profits, qui se réalisent au début aux dépens de l'industrie non monopoliste, ont finalement pour conséquence une aggravation de la situation de la classe ouvrière et une exploitation systématique des couches non industrielles de la société. Il termine par l'examen d'une source nouvelle de profits extraordinaires du fait de l'exploitation de l'industrie des pays occupés qui jette un jour cru sur la politique des trusts anglo-saxons dans l'Allemagne occidentale.

La seconde étude de Kuczynski (n° 5) a pour titre « Le commerce dans les conditions du capitalisme pourrissant ». Après avoir défini la fonction du capital commercial et étudié le rapport de ses variations en fonction du capital industriel, l'auteur consacre quelques pages à la situation actuelle de production insuffisante et montre comment le marché noir est une méthode nouvelle d'exploitation des acheteurs. Il définit le rôle du commerce dans les régimes impérialiste et démocratique :

> Sous le capitalisme monopoliste l'importance croissante du commerce conduit à une exploitation plus intensive de la classe ouvrière. Dans une économie planifiée et dirigée démocratiquement elle sert à enrichir et à faciliter la vie du peuple.

La situation actuelle commande toute une politique commerciale :

> Plus un peuple est pauvre, plus il doit concentrer ses efforts sur la production et donner au commerce la forme la plus simple. Plus notre appareil commercial est réduit, mieux cela vaut pour nous...

Autrement dit, ce qui importe dans une situation de pénurie, c'est essentiellement l'augmentation de la production et la suppression des intermédiaires.

Il serait souhaitable que certains de ces articles si importants paraissent en traduction dans des publications françaises. En tout cas, la richesse et la variété de cette revue, l'objectivité avec laquelle des thèses différentes sont confrontées sur un même sujet montrent combien ont pu être féconds pour la vie intellectuelle deux ans d'évolution démocratique et d'unité ouvrière. Comme il est une fois de plus ridicule de prétendre que l'occupation soviétique a stérilisé et uniformé les esprits !

E. Bottigelli.

PEDAGOGICKA REVUE

Revue pédagogique (Prague)

La *Pedagogická Revue,* qui achève sa première année d'existence, est l'organe de l'Institut de recherches pédagogiques J. A. Komensky de Prague. Dans une brève introduction parue en tête de son premier numéro, en septembre 1946, la revue se présentait comme porte-parole de cette institution, « qui veut être le « foyer de recherche scientifique des « enseignants de tous les ordres et de

« tous les degrés ». La rédaction y annonçait également son intention de ne pas faire de la science pour la science, mais au contraire de veiller à ce que tous les problèmes de la pédagogie et des sciences connexes soient traités dans ses colonnes avec le souci constant de rester au contact des besoins réels de la vie et « de « manière à présenter des résultats qui « comportent le maximum d'utilité prati- « que pour l'éducation et pour l'école, pour « l'élève et pour le maître ». La revue se réclamait de la tradition pédagogique tchécoslovaque, basée sur le « démocratisme scientifique » ; son ambition était de participer activement à la réalisation du nouvel ordre social par une étude exacte et approfondie du problème du comportement humain, « dont un amé- « nagement rationnel par l'éducation « pourra seul consolider les résultats de la « transformation économique et sociale ».

Cette attitude initiale ne s'est pas démentie tout au long de l'année scolaire, comme en témoigne la riche collection d'articles originaux publiés par la *Pedagogická Revue* en 1946-47, dans les domaines les plus divers en rapport avec la pédagogie. Nous nous bornerons à citer, comme particulièrement significatives, les études sur la pédagogie et le droit privé, sur la démocratisation de l'enseignement de l'histoire, sur l'éducation des élites, sur l'intellectualisme, sur la formation des maîtres en Grande-Bretagne, sur le matériel d'enseignement de la langue russe, sur « le monde du petit lecteur », sur la fonction esthétique chez l'enfant, sur l'évaluation de l'importance relative des disciplines dans l'enseignement du second degré, sur les programmes comparés d'enseignement technique en Tchécoslovaquie et en U.R.S.S., sur le choix des matières d'enseignement en mathématiques, ou sur le choix des questions de tests par voie statistique. Nous espérons pouvoir y revenir par ailleurs.

Outre ces articles originaux, la revue comprend des articles critiques, des analyses de publications tchécoslovaques et étrangères, des notes bibliographiques, des comptes rendus de congrès, etc... Le congrès européen de la Ligue internationale pour l'éducation nouvelle (Paris, juillet-août 1946) a fait notamment l'objet d'un important compte rendu du Dr. J. Vâna, directeur de la revue et de l'Institut J.A. Komensky.

Un des premiers articles de la *Pédagogická Revue* expose l'organisation de l'Institut J.A. Komensky et de sa succursale de Brno. Nous avons décrit par ailleurs cette organisation et nous n'y reviendrons pas. Mais ce qui n'a pas été dit, et que nous tenons des organisateurs eux-mêmes, c'est que le plan de l'Institut et de la revue a été conçu et élaboré dans la clandestinité par un groupe d'universitaires syndicalistes appartenant à tous les degrés d'enseignement. A la Libération, ce travail préparatoire étant achevé, l'Institut a pu fonctionner presque aussitôt. Nous avons eu la possibilité d'y faire un stage de deux semaines en septembre 1946. Cela nous a permis de constater le dynamisme de l'équipe groupée autour du Dr. Vâna et d'assister à la mise au point définitive des projets qui constituent la participation des universitaires tchèques au plan biennal de l'Etat tchécoslovaque. Il est surprenant, pour un Français accoutumé aux lenteurs et aux temporisations administratives, de voir comment, dans l'ambiance de l'Institut J.A. Komensky, une simple « bonne idée » prend vite corps et devient rapidement un projet, déjà en voie de réalisation grâce à la collaboration presque unanime de l'ensemble du corps enseignant.

La *Pédagogická Revue*, organe officiel de coordination des recherches et de diffusion de la documentation pédagogique tchécoslovaque, poursuit une carrière déjà brillante. Il y a lieu de regretter que, faute de crédits suffisants, une analyse documentaire approfondie des travaux remarquables publiés par cette revue ne puisse pas, pour l'instant, être mise à la disposition du corps enseignant français, à défaut d'une publication intégrale qui serait souhaitable.

A. et J. Arnaudiès.

LES LIVRES

Paul Labérenne : **l'Origine des mondes.** Paris, éditions Hier et Aujourd'hui.

L'Origine des mondes de Labérenne vient d'être rééditée, la première édition de ce livre datant de 1936. Les progrès de l'astrophysique depuis 10 ans ont été considérables et des découvertes peut-être parmi les plus importantes ont été faites depuis cette date. Citons essentiellement les travaux de Bethe sur la production d'énergie dans les étoiles et les recherches modernes sur la forme des nébuleuses spirales. Ces progrès ont entraîné des additions et des modifications.

Je dois regretter à ce propos la présence d'un petit nombre de légères erreurs, trace des difficultés qu'il y a à suivre l'évolution d'une science aussi jeune et en période de croissance aussi rapide que l'est l'astrophysique. Ces erreurs sont même un exemple de la transformation dialectique de la vérité d'hier en erreur d'aujourd'hui. Notons que les explications nouvelles auxquelles je fais allusion ici sont souvent publiées postérieurement au livre de Labérenne et parfois même encore inédites. Il est donc impossible d'en tenir compte.

Le lecteur trouve au chapitre II un résumé des notions fondamentales qui lui permet d'aborder en connaissance de cause en deuxième partie les discussions sur l'évolution des théories cosmogoniques. Les cosmogonies primitives situées dans le cadre historique qui leur servit de berceau font l'objet du chapitre III. Citons en particulier une critique pertinente de la Genèse (faite sur l'une des traductions de la Bible les plus répandues en France), accompagnée d'un aperçu des origines de ce texte. Citons également dans ce chapitre une mise au point des premières cosmogonies matérialistes (Démocrite, Epicure) et de leur caractère nécessairement borné par les connaissances limitées de l'époque. Le chapitre IV comporte une description des systèmes cosmogoniques des temps modernes. La liaison entre les luttes politiques et sociales (luttes de classes) et les cosmogonies médiévales fait l'objet d'une attention toute spéciale, car

> il ...faut d'abord examiner l'*infrastructure* (conditions économiques et techniques) avant de passer à la *superstructure* (ici l'idéologie et la science).

Pour le moyen âge et la Renaissance, comme pour les XVIIIe et XIXe siècles, l'étude des conditions politiques et sociales précède l'étude des différentes cosmogonies de Descartes, Buffon, Kant, Laplace, Darwin.

Les théories de Jeans tiennent, avec les développements ultérieurs qu'on leur a donnés, tout le chapire V. On trouve là essentiellement le côté positif de certaines théories modernes, et, en particulier, on apprend que, contrairement à l'opinion encore répandue, le soleil nous fera périr de chaleur dans 18 milliards d'années, et non pas de froid. De telles éventualités, du fait qu'on les connaît et les comprend, nous donnent le droit avec Labérenne d'être optimistes et

> de supposer que l'humanité saura finalement trouver les moyens d'assurer sa survie et d'asservir ainsi d'une manière presque totale la nature.

Munis des renseignements indispensables, connaissant le mouvement des théories cosmogoniques, nous abordons dans la troisième partie les discussions actuelles. Le chapitre VI est consacré au problème de la vie dans l'univers, le chapitre VII au principe de Carnot, le chapitre VIII à

l'expansion de l'univers, le chapitre IX aux discussions sur l'infini du temps. Les théories qui ont été développées à propos de ces différents points ont souvent revêtu un caractère réactionnaire, car elles mettaient en question la « création » de l'univers. Nous devons savoir gré à Labérenne, par l'emploi de textes admirablement bien choisis, de nous avoir montré quelles positions déistes et fidéistes défendaient les ouvrages de vulgarisation largement répandus de Jeans et d'Eddington, et même comment la volonté de défendre des positions idéalistes a été jusqu'à retarder et égarer le développement scientifique et à stériliser partiellement d'aussi grands savants. Les mêmes positions fausses se présentent dans la théorie de l'atome primitif de Lemaître ou les théories de Milne, riches surtout en obscurités. Les discussions sur l'infini du temps sont abordées par Labérenne, afin de tenir compte de l'importance que leur accordent certains philosophes et savants. Le caractère scolastique, vidé de tout contact avec l'expérience, des théories du temps fini ou du retour éternel éclate et nous les fait apprécier à leur juste valeur. La théorie de Milne est sommairement exposée également, ainsi que la théorie de Haldane, mais ne sont pas à mon avis l'objet d'une critique assez vigoureuse.

En conclusion, Labérenne nous montre comment il arrive que notre connaissance encore fragmentaire de l'univers, une fois portée à l'absolu, soit exploitée à des fins réactionnaires, mais l'avance prodigieuse faite dans le domaine des théories cosmogoniques nous donne l'espoir de voir l'homme

repartir toujours plus courageusement à l'assaut de nouveaux problèmes vers la domination toujours plus complète de la nature.

Le livre de Labérenne met ainsi entre nos mains un instrument puissant de combat contre les mystifications idéalistes et les dangers qui menacent la science. Ces dangers ne sont pas nouveaux. En annexe, Labérenne nous montre de quelles persécutions Galilée a été l'objet et réfute les réhabilitations de l'Eglise tentées par certains catholiques. Pour être anciens, ces dangers n'existent pas moins aujourd'hui. Les textes de M. Louis de Launay cités par Labérenne datent d'il y a 12 ans, mais ils sont toujours actuels, car l'expérience de l'hitlérisme nous a montré jusqu'à quelles abjections et quels crimes de telles violences réactionnaires pouvaient mener.

Plein de valeur et d'intérêt, arme acérée, tel est le livre de Labérenne.

Evry SCHATZMAN.

ANCHEL (Robert) : **les Juifs de France** Collection « La Roue de la fortune », Edit. J.-B. Janin, un volume de 291 pages. Paris, 1946.

Robert Anchel est, sans conteste, l'érudit qui connaît le mieux l'histoire des Juifs de France. En 1928, il nous avait donné une thèse sur *Napoléon et les Juifs* (voir les comptes rendus de Mathiez dans les *Annales historiques de la Révolution française*, 1928, p. 313-363; et de Driault dans la *Revue historique*, t. LVII, p. 283-296). Il publie aujourd'hui, non pas une histoire des Juifs de France qui reste à écrire et qui serait d'un puissant intérêt, mais un ensemble d'études qui préparent la voie à un ouvrage plus général.

Nous soulignerons d'abord l'importance de l'introduction qui pose un certain nombre de problèmes de méthode. L'auteur ne cache pas la nécessité qu'il y aurait eu pour lui à faire de cette introduction comme un résumé de l'histoire des Juifs de France, ne fût-ce que pour relier entre elles des études fragmentaires. Mais cette histoire n'est pas faite. Une telle entreprise soulève en effet de nombreuses difficultés, ne serait-ce que par l'absence d'unité entre les diverses communautés juives de France qui ont suivi le plus souvent leur destin local.

La religion même n'est pas une matière propre à constituer cette unité ; car l'histoire juive en France ne doit pas être seulement religieuse, mais encore politique et sociale.

A cette première difficulté, s'ajoute la nécessité d'un effort documentaire considérable. L'histoire des Juifs a été surtout traitée à l'aide des sources narratives ; pour la renouveler, il faudrait faire moins de cas de ces sources narratives, et recourir à des documents d'archives nombreux, mais très dispersés. Cette tâche immense dépasse les possibilités d'un chercheur isolé. Les pièces d'archives intéressant l'histoire des Juifs sont éparpillées dans la masse des documents des diverses séries. Par exemple, il faudrait parcourir tous les actes d'un cartulaire pour en extraire, le cas échéant, une charte qui pourrait être révélatrice d'une activité juive ; si bien qu'il serait nécessaire de dépouiller l'ensemble des archives. Tâche qui ne sera menée à bien que par des équipes de chercheurs ; mais ceci pose le problème de la réorganisation du travail historique.

A ces difficultés d'ordre technique s'en ajoute une autre, d'ordre psychologique : l'historien des Juifs devra s'affranchir des habitudes séculaires d'hostilité systématique, rejeter les innombrables témoignages et récits qui ne sont guère, au travers des siècles, que les échos les uns des autres. Il peut paraître puéril d'insister sur ces points. Mais que l'on songe un instant à l'obstination qu'il a fallu aux hommes de raison, pour vaincre la croyance au crime rituel dont on chargeait les Juifs qui se seraient servis de sang chrétien, notamment dans la préparation des pains azymes. Que l'on songe aux controverses que soulève encore l'usure juive, qu'il importe de considérer et d'étudier enfin comme n'importe quel autre fait historique.

Après avoir précisé ces importants points de méthode, l'auteur, dans une première étude sur « Les Juifs des origines aux Croisades », montre que les Juifs, depuis la conquête romaine et jusqu'au neuvième siècle, ont mené à peu près la même existence légale et matérielle que les autres hommes. C'est l'Eglise catholique qui fut, durant le haut moyen âge, à l'origine des persécutions contre les Juifs.

Au fur et à mesure que l'Eglise se constitua plus fortement, sa doctrine vis-à-vis des Juifs se fit plus sévère ; elle entraîna les esprits à sa suite, et l'hostilité populaire se manifesta avec une violence toujours plus grande contre la religion d'une minorité que l'Eglise elle-même dut prendre ensuite sous sa protection (p. 38).

Ces nouvelles conditions de vie transformèrent progressivement l'activité juive ; les communautés se fermèrent sur elles-mêmes, se détournèrent de leurs anciennes occupations et se spécialisèrent dans le domaine financier. Les griefs d'ordre économique vinrent alors s'ajouter à ceux d'ordre religieux. C'est à partir du XIIIe siècle surtout que les Juifs se concentrèrent dans les villes. M. Anchel éclaire ce phénomène social par deux études, l'une sur la « Toponymie juive », l'autre sur les « Anciens quartiers juifs de Paris ».

A la fin du moyen âge, les communautés juives connaissent une décadence profonde, encore accentuée par les misères de la guerre de Cent ans. Elles se relèvent au XVIe siècle, et poursuivent une existence toujours difficile sous la monarchie absolue (voir l'étude VII sur la « Vie économique des Juifs de Metz aux XVIIe et XVIIIe siècles ») : elles demeurent dans les conditions politiques, économiques et morales héritées du moyen âge. La Révolution fit des Juifs français des citoyens de plein droit. Napoléon les dota d'une organisation officielle de leur culte, et hâta ainsi l'assimilation complète des Juifs français, qu'un régime oppressif avait maintenus jusque là en marge de la communauté nationale (étude IX, « Napoléon et les Juifs »).

Une importante bibliographie complète cet ouvrage désormais indispensable à qui voudra étudier objectivement l'histoire des Juifs de France.

Albert SOBOUL.

Jacques Sadoul : **Naissance de l'U.R.S.S.,** t. I, Paris. Editions Charlot.

Jacques Sadoul peut à juste titre être considéré comme un pionnier de l'amitié franco-soviétique. Ses lettres de Russie révélèrent à beaucoup de Français le sens de la Révolution de 1917. Nous n'étions que des potaches et nous faisions circuler ses *Notes sur la Révolution bolchévik* que Barbusse avait préfacées et qui parurent en 1919 et ses *Quarante lettres* qui furent publiées en 1922. La Librairie de *l'Humanité* qui édita cette dernière plaquette formulait alors un vœu :

> C'est que Jacques Sadoul se décide à publier la deuxième partie dont la rédaction a été poursuivie par lui, non plus sous la forme de lettre aux socialistes français — à cause du blocus — mais sous celle de journal intime.

On peut dire qu'aujourd'hui par ce premier ouvrage Jacques Sadoul réalise le vœu que formulait il y a vingt-cinq années la librairie de *l'Humanité*. . Que de changements se sont produits durant ce quart de siècle ! En 1922, la jeune République russe sortait à peine d'une guerre qui avait duré quatre années, quatre années au cours desquelles elle avait dû lutter non seulement contre ses propres Chouans mais encore contre la plupart des grandes puissances. Aujourd'hui, l'U.R.S.S., parce qu'elle était un Etat socialiste, est devenue comme Jacques Sadoul le rappelle

> une des deux nations les plus avancées et les plus puissantes de l'univers (page 11).

Jacques Sadoul était avant 1914 avocat à la Cour de Paris. Capitaine de réserve, il fut envoyé en Russie en septembre 1917, comme attaché à la mission militaire française. Socialiste, Jacques Sadoul partageait à l'égard du bolchévisme bien des préventions de ses amis du Parti socialiste français. Il fut convaincu par les faits, et, contre le courant, il affirma, dès la fin de 1917, le caractère progressif et durable du gouvernement de Lénine. De toutes ses forces, il travailla à empêcher les puissances alliées d'intervenir contre la Russie soviétique. Il joua en particulier un rôle important pendant l'absence de l'ambassadeur français Noullens, entre février et avril 1918. Au printemps de 1918, l'Entente adopta à l'égard du gouvernement des Soviets une attitude résolument hostile. Dès lors, Sadoul se mit à la disposition de Lénine, servant ainsi à la fois l'intérêt de son pays et la cause du progrès. Il combattit sur tous les fronts et assuma les hautes fonctions d'inspecteur général de l'Armée soviétique. Comme les marins de la mer Noire, Sadoul avait contribué à sauver l'honneur français en terre russe. Il avait été condamné à mort par un conseil de guerre. Quand il revint en France en 1925 il fut arrêté, jugé et finalement acquitté. J'ai rappelé ces quelques faits, car ils expliquent que *Naissance de l'U.R.S.S.* a la valeur d'un témoignage. Jacques Sadoul rapporte bien des conversations qu'il eut avec Lénine. On est frappé de l'intérêt que Lénine portait aux choses de France. « *Lénine avait retrouvé un jour chez moi,* dit Sadoul, *un exemplaire de* l'Armée nouvelle *de Jaurès, lui-même éminent spécialiste des questions militaires. Il fit traduire de longs passages de ce livre et les communiqua aux organisateurs de l'Armée rouge. De même, il avait fait traduire de nombreux articles de Jules Guesde, extraits de deux recueils que je lui avais passés.* » (page 108) Sur bien des points controversés, l'ouvrage de Jacques Sadoul apporte des explications nouvelles. On ne peut plus désormais mettre en doute la responsabilité de l'Entente dans la rupture des relations avec le gouvernement soviétique. Sadoul précise que la répudiation des dettes de l'ancien régime ne fut pas décidée sans hésitation par les bolchéviks. Lénine était prêt à reconnaître les obligations contractées par la Russie au profit des petits porteurs — à une condition, c'est que le gouvernement français ne s'immisçât point dans les affaires intérieures russes. Cette offre de Lénine communiquée par Sadoul à Clemenceau fut repoussée par le gouvernement français

(pages 261-262). Au moment de Brest Litovsk une note rédigée avec la collaboration de Sadoul fut adressée par Lénine aux représentants de Londres, de Paris et de Washington. Elle demandait dans quelle mesure, en cas de guerre, le gouvernement soviétique pouvait compter sur l'appui de l'Entente « *étant entendu que le régime des Soviets est un régime socialiste et qu'il évoluera comme tel* » (pages 301-302). Voilà, entre beaucoup d'autres, deux documents qui projettent un jour nouveau sur les débuts de la révolution russe. Le premier volume de Sadoul s'arrête à 1928. Le second — dont nous espérons qu'il paraîtra bientôt — nous conduira du premier plan quinquennal à nos jours.

Jean BRUHAT.

JAMES BURNHAM : **Pour la domination mondiale.** Collection « Liberté de l'Esprit » dirigée par Raymond Aron. Calmann-Lévy, édit.

James Burnham est un nouveau prophète qui nous vient d'Amérique. Il est patroné par Raymond Aron qui le fait imprimer chez Calmann-Lévy et par Léon Blum qui préfaça récemment son premier livre traduit en français, *l'Ere des organisateurs.*

Je ne conseille pas à nos lecteurs de pratiquer J. Burnham. Il est ennuyeux, faussement savant, et d'un pragmatisme pédant sous une simplicité affectée. On risquerait de mal juger sur cet exemplaire les sociologues des Universités américaines.

Le thème de *Pour la domination mondiale* est : les Soviets ou l'Amérique ? (On remarquera que toujours l'alternative nous vient d'Amérique.)

Il m'a paru suffisant, pour qu'on puisse juger le livre, de citer le passage suivant qui résume les conclusions de l'auteur. Il s'agit de définir les conditions de la paix future :

1. Il faudrait reconnaître que la paix n'est pas et ne peut pas être l'objectif de la politique étrangère [des Etats-Unis].

2. Il faudrait renoncer à ce qui subsiste de la doctrine de l' « égalité des nations ». Les Etats-Unis devraient ouvertement se porter candidats à la direction de la politique mondiale.

3. Il faudrait abandonner entièrement le principe de « non intervention dans les affaires intérieures des autres nations » qui, déjà, n'est plus qu'une forme vide...

4. Les Etats-Unis auraient à admettre la nécessité d'une propagande mondiale comme une arme politique indispensable dans le monde moderne...

Les Etats-Unis possèdent, par rapport aux communistes, la possibilité d'un avantage particulier pour l'exercice de la propagande sur les masses. La propagande américaine aurait avantage à être, pour la plus grande partie, vraie ou proche de la vérité, et elle le pourrait. Ce qui est le plus nécessaire est d'appeler les choses par leur nom. Il est temps de cesser d'appeler l'Union soviétique l'une des « démocraties pacifiques », etc.

5. Les amis auront à être distingués des ennemis. La règle devrait devenir d'apporter aux amis toute l'aide possible et rien, moins que rien, aux ennemis...

6. En application de la règle 5, aucune faveur ne sera attribuée aux communistes ou à leurs amis, et les raisons du refus seront franchement données : rien à telle personne, ou telle organisation, ou tel pays, parce qu'il ou elle est communiste. On dira clairement aux ouvriers qu'un syndicat dirigé par les communistes ne sera pas traité comme un syndicat dirigé par des non-communistes...

7. Il faudra faire une déclaration pratique de non-collaboration avec l'Union soviétique.

8. Enfin, cette politique ne pourra être mise en pratique que si les Etats-Unis sont capables d'employer la force, s'ils y sont décidés, et si on le sait... (P. 242 et suivantes.)

Détail biographique sur James Burnham : il fut trotskiste jusqu'en 1939 et, avant de se faire le théoricien de l'impérialisme américain, il spécula sur la victoire d'Hitler pour réaliser un super-Etat européen :

Les Français étaient prêts pour ce que la situation commandait si impérieusement : une Fédération européenne... une Fédération dirigée par l'Allemagne. (P. 253.)

Jeanne GAILLARD.

Jacques DUCLOS : **Batailles pour la République.** Paris, Editions sociales, 1947.

Ces discours, nous les avions lus au jour

le jour dans l'*Humanité* ou *France nouvelle*. Je viens de les relire dans ce recueil qui les a réunis. Ils n'ont pas vieilli, encore que les événements se pressent à un rythme rapide. De la première (27 décembre 1944), à la dernière (16 janvier 1947), ces interventions sont dominées par une seule idée : pas d'issue en dehors de la confiance dans le peuple. Jacques Duclos parle sans doute pour le Parlement (et il a repris ce qu'il y avait de meilleur dans la tradition de l'éloquence parlementaire), mais il ne parle jamais exclusivement pour le Parlement. Sa parole dépasse les murs du Palais Bourbon : elle atteint le paysan, l'ouvrier, l'intellectuel, la ménagère... C'est le langage d'un vrai représentant du peuple.

En faisant confiance au peuple, c'est-à-dire à la masse des Français — car on ne saurait établir je ne sais quel distinguo subtil entre les masses et le peuple, comme certains ont tendance à le faire — en faisant confiance au peuple, nous pourrons envisager l'avenir avec sérénité. (27 décembre 1944).

Et quelle continuité de vues dans cette grande bataille pour la République ! Dès le 2 mars 1945, Jacques Duclos dénonce l'action des hommes de Vichy, les campagnes qui s'amorçaient déjà en faveur de la réhabilitation de Pétain. Et combien Jacques Duclos avait raison (nous le sentons encore plus nettement aujourd'hui en 1948) quand il lançait cet avertissement :

Ce qui est certain, c'est que, si l'on veut relever la France, il faut mettre hors d'état de nuire les hommes des trusts, il faut chasser les éléments vichyssois de tous les postes où ils font tant de mal à la France. Malheureusement, on fait preuve de beaucoup trop de timidité quand il s'agit de flétrir les traîtres de Vichy ; on passe trop sous silence les crimes de Bazaine-Pétain dont peuvent se réclamer encore impunément des fonctionnaires de l'Etat, alors qu'on inculpe des résistants pour des actions patriotiques accomplies quand les Boches souillaient le sol de la patrie. (Page 40.)

A l'occasion du plan Mayer les communistes ont pris l'initiative de rassembler tous ceux — ouvriers, commerçants, paysans, artisans — qui en étaient les victimes. On a crié au scandale! On a opposé aux communistes des références doctrinales à un marxisme « pur » ! On a parlé d'une manœuvre dictée par le « Kominform » ! Je songeais à un discours de Jacques Duclos vieux déjà de près de trois années, puisqu'il fut prononcé le 27 juillet 1945.

Nous ne nous laisserons pas impressionner par les arguments de certains prétendus théoriciens qui voudraient faire croire que la concentration industrielle, opérée à coups de décisions gouvernementales, pour le plus grand profit des trusts, constituerait une mesure progressive. On chuchote que nous ne serions plus marxistes parce que nous ne voulons pas favoriser une politique de mainmise encore plus étroite des trusts sur l'économie du pays. On murmure que nous ne sommes plus marxistes parce que nous défendons les commerçants et les artisans, les petits et les moyens industriels. A la vérité, ceux qui nous accusent ainsi voudraient nous faire prendre des vessies pour des lanternes. (Page 93.)

Dans sa propagande actuelle, le général de Gaulle veut nous faire croire que tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes quand le 20 janvier 1946 il a quitté la présidence du Gouvernement provisoire. Neuf jours plus tard, Jacques Duclos situa pour l'histoire les véritables responsabilités du général de Gaulle.

Voyons les choses plus clairement. Un homme ayant eu le pouvoir en main pendant longtemps comme le président démissionnaire, a forcément cristallisé autour de lui un entourage dont il est compréhensible qu'il ait la nostalgie du pouvoir, de son style de vie, de son ambiance et de ses attraits.

Un dernier mot. Quand on referme ce livre, on ne peut pas ne pas songer à une des accusations les plus imbéciles et les plus sordides lancées contre les communistes français et contre les hommes que librement, démocratiquement, ces communistes français ont placés à leur tête. Oui, c'est entendu, Koestler est un bon Français et aussi Kravtchenko et aussi l'agent nazi Krebs (plus connu sous le nom de Valtin). Il est normal que *Carrefour* demande à Koestler ce qu'il pense de l'avenir de la France. Il est normal que le

Figaro ouvre ses colonnes à Krebs. Mais les communistes français sont des « nationalistes étrangers » [Léon Blum] et des « séparatistes » [de Gaulle] ! Et cependant quel bel exemple d'éloquence française que celle de Jacques Duclos ! Avec quelle émotion il exalte ce qu'il appelle « notre parler de France ». Mais oui (que mes lecteurs m'excusent si je ne peux pas tuer en moi le professeur), il y a dans ce receuil des morceaux d'anthologie que plus tard on fera lire aux élèves. Passion ardente, mais toujours mesurée par la raison, clarté (songeons aux exposés sur la question financière), ironie populaire, esprit de finesse, bonne humeur (cette bonne humeur dont Marcel Cachin rappelle dans sa préface qu'elle est le signe d'une bonne conscience). Tout y est. Et comme on ne saurait jamais chez Jacques Duclos séparer la forme et le fond, on peut dire qu'il ne s'agit point seulement de « batailles pour la République », mais aussi d'une bataille pour la France.

Jean BRUHAT.

Claude ROGER-MARX : **Avant la destruction d'un monde (De Delacroix à Picasso).** Plon, édit.

Claude Roger-Marx a, étant enfant, vu son père accrocher aux murs d'un appartement vieillot de la rue Saint-Lazare, les tableaux de jeunes peintres dont, tout près de là chez le bon Le Barc, les expositions déclenchaient les sarcasmes des gens sérieux. Car, quand on est sérieux, c'est pour longtemps et les connaisseurs avisés n'allaient pas accorder au jeune Bonnard ou au débutant Toulouse-Lautrec, l'attention qu'ils refusaient encore à Renoir et à Cézanne.

En ces temps lointains, l'audace était réprouvée. Les choses ont bien changé et je m'empresse d'ajouter que nous devons nous en réjouir ; tout compte fait, même niaisement systématique, la bienveillance envers ce qui est peut-être neuf, offre beaucoup moins d'inconvénients que l'hostilité jadis marquée à ce qui l'était assurément. Félicitons-nous donc que, loin d'être honnie comme naguère, l'audace soit — il faut bien dire le mot — *à la mode*. Ainsi, en malmenant certains « novateurs », ne courrons-nous pas le risque d'accabler des parias : nous attaquerons des privilégiés. Cela nécessite quelque courage.

C'est de ce courage que témoigne Cl. Roger-Marx. J'ai laissé entendre que, dès longtemps habitué aux audaces, il ne s'effarouche d'aucune ; mais, d'aucune, il n'accepte que le succès puisse maintenant faire un tabou. Si excellentes que soient les pages au cours desquelles, vantant le génie d'un Delacroix, d'un Courbet, d'un Rodin, il fait montre d'une très sensible sagacité, l'intérêt de son livre est davantage dans l'aveu qu'il fait et les explications qu'il fournit de la méfiance que lui inspire l'actuel engouement provoqué sans discernement par toutes les manifestations dites d'avant-garde. Beaucoup de ces hardiesses lui semblent d'une authenticité discutable.

Trop souvent, dit-il, durant ces dernières années, des esprits naïfs ou des ignorants ont faussé les proportions, pris pour du nouveau ce qui ne l'était guère, et prostitué l'admiration.

Il est exact que la facilité avec laquelle cette admiration fut gagnée, a favorisé la fatuité — partant, la paresse d'esprit — de maints artistes trop tôt convaincus de l'immense importance de leur plus fugace caprice et ne reculant pas devant « l'exhibition au grand jour d'expériences de laboratoire ».

Cette complaisance envers soi-même a d'abord incité quelques grands artistes (et sans doute, cela ne s'était-il jamais produit avant la fin du XIXe siècle) à inviter le public « sur le chantier où gisent pêle-mêle les matériaux du travail, où le créateur, en négligé, sue, souffre et se débat avec lui-même », mais, pour nouvelles qu'elles aient alors été, cette impudeur et cette immodestie s'accompagnaient naguère

d'une inquiétude souvent émouvante. Ils se sont vite débarrassés d'elle, les sots « comédiens » et les prétentieux « suiveurs qui prennent la laideur ou le négligé pour une mode et font semblant de s'enivrer d'horreurs ». Il n'y a pas de raisons pour que viser à « plaire en déplaisant » soit, par définition, le plus noble et de meilleur aloi que chercher « à séduire par les gentillesses du métier, par l'agrément du fini, ou le raccrochage des sujets ». Dans un cas comme dans l'autre, les exigences du snobisme sont déterminantes.

> La grâce, écrit Cl. Roger-Marx, ne trouve plus grâce devant tel public blasé qui demande à être malmené et déçu, n'aime que ce qu'il ne comprend pas et ne comprend que ce qui le rebute.

Faute d'être sensible à la vie des formes, à leur éloquence, ce public croit faire preuve de subtilité en affectant d'attacher grand prix aux commentaires que de faux maîtres, déjà vrais *chers-maîtres*, eux-mêmes incapables d'autres réactions que de « réactions *théoriques* », donnent de leurs propres œuvres, et en accordant audience à de graves souteneurs de thèses dont la misère — si elle ne le faisait rire aux larmes — désolerait l'élève de l'école primaire auquel on aurait la cruauté d'infliger ces sornettes pour l'amener à désespérer de l'intelligence. On ne saurait raisonnablement accuser Claude Roger-Marx d'être aveuglé par quelque parti-pris que ce soit. Il voit clair et serait volontiers enclin à l'indulgence. Il ne manifeste d'hostilité qu'à l'Académisme, à tous les Académismes, aussi bien à celui dont nous sommes fort heureusement débarrassés qu'à celui dont nous sommes menacés. Et celui-ci pourrait bien, en définitive, n'être pas moins réactionnaire que celui-là. En dépit de certaines apparences, il y a sans doute plus de parenté entre l'idéologie (!) de Bouguereau et celle de tel révolutionnaire (?) préposé à l'abstraction, qu'entre une œuvre de ce dernier et une nature morte de Cézanne, du naturaliste Cézanne.

Un des mérites de Claude Roger-Marx est de dénoncer le caractère fallacieux de tentatives dont il ne faut pas se hâter de penser que, favorablement accueillies aujourd'hui, elles ont les vertus et sont le prolongement de celles qui, hier, valaient à leurs honnêtes auteurs le mépris des bien-pensants et la haine des orthodoxes.

J'ai ici vanté la témérité héroïque du petit gars qui, dans le conte d'Andersen, se refuse à voir les habits (prétendument rendus invisibles aux seuls imbéciles) prêtés par l'imposture au grand duc et ose affirmer que celui-ci est ridiculement nu. N'est-ce pas un peu ce beau rôle que rêve de jouer Claude Roger-Marx? Nous l'en devons d'autant mieux remercier que son réquisitoire n'est point celui des grincheux qui, devant les erreurs ou la bêtise auxquelles n'échappent pas complètement même de vrais artistes, pensent que tout est à jamais perdu. En dépit du titre qu'il donne à son ouvrage, Claude Roger-Marx fait confiance à l'avenir. Il a cent fois raison d'être sûr que

> les formules auxquelles s'accrochent des inventeurs désespérés, et comme dégoûtés de l'humain, paraîtront fragiles et creuses sitôt que de nouveaux venus, soutenus par la fatalité du don — bienfait auquel nulle volonté ne supplée — se découvriront, dans un monde que, seuls, les êtres épuisés croient épuisé, des réserves insoupçonnées de mystère et de nouvelles raisons d'aimer.

Francis JOURDAIN.

Jean LURÇAT : **Tapisserie Française.** Paris, Editions Bordas, 1947.

En cent pages écrites avec une aisance et une bonne humeur qui les rendent d'un accès fort agréable, le peintre Jean Lurçat donne l'essentiel des idées auxquelles l'ont amené, outre ses travaux personnels, une attentive étude des chefs-d'œuvre du passé et, davantage encore, une longue méditation sur l'art qu'il s'efforce de rénover, plus exactement de sortir de la léthargie où tant d'erreurs l'ont, depuis plus de deux cents ans, plongé.

La plus grave de ces erreurs réside dans la méconnaissance où furent les spécialistes non, certes, de la technique, mais bien plutôt des caractères spécifiques de la tapisserie.

Les progrès de l'industrie chimique — en l'espèce des procédés tinctoriaux — ont mis à la disposition des fabricants des gammes de couleurs si étendues que devenait possible la copie tissée de toute peinture exécutée à de tout autres fins que la décoration. Lurçat rappelle fort justement que la tapisserie est déterminée par les conditions de sa fabrication et par sa fonction qui est de décorer. Faire d'une tapisserie l'imitation apparemment fidèle d'un tableau est un tour de force dont les trouvailles du chimiste permettent la longue et patiente réalisation, mais qui n'en est pas moins proprement absurde. Exécuter cette espèce d'acrobatie, c'est se livrer à un jeu vain et inepte, c'est aussi se rendre complice d'une supercherie, d'un mensonge, d'une malhonnêteté.

Je suis, quant à moi, moins que Lurçat porté à incriminer la science du chimiste et celle du licier... En dépit d'un romantisme qui nous incite à pleurnicher volontiers sur le passé, à regretter ses errements, à avoir honte des perspectives que le présent nous ouvre, je reste convaincu que nous devons toujours espérer (et favoriser) la venue du grand artiste dont le génie utilisera les ressources de tout progrès industriel. Mais nous sommes bien d'accord pour accuser, avant tout, la prétentieuse sottise du *cartonnier* qui — sans tenir aucun compte de ce qui différencie essentiellement une tenture tissée d'un tableau peint, — livre à l'exécutant au lieu d'un *carton* à transposer, une peinture dont il exige ou accepte que soient soigneusement respectées et copiées non seulement les touches mais la trace du pinceau, les bavures, les hasards de palette, les repentirs et jusqu'aux faux traits.

Il faut convenir que si Lurçat a rallié beaucoup de ses confrères à une plus juste compréhension de leur tâche, ils ne se sont cependant pas complètement déshabitués de ces fâcheuses pratiques. Elles restent celles d'artistes dont le talent n'exclut pas la suffisance et l'irréflexion. Malgré maintes proclamations doctrinales, leurs tapisseries restent la copie servile d'agréables tableaux, souvent de belles et hâtives esquisses.

C'est pour parer aux inconvénients de cette routine que Lurçat préconise et fait sienne une méthode de travail consistant non plus à colorier une maquette — ce qui reste assez proche de son habitude pour induire en erreur le peintre, favoriser ses penchants, l'exposer à la tentation — mais à inscrire sur un dessin raisonné, les numéros des échantillons choisis dans un nombre restreint de laines diversement teintes. Ainsi ce n'est plus le licier qui se prête aux caprices ou à l' « inspiration » du maquettiste, mais, tout au contraire, celui-ci qui se soumet aux exigences du « métier ».

Conforme au bon sens, cette méthode l'est aussi au souci que doit avoir le décorateur, d'écarter d'une composition destinée à la lice, ce qui est le propre du tableau de chevalet.

Sans méconnaître les vertus de celui-ci, Lurçat n'est pas éloigné de le tenir pour une forme de cette décadence dont serait responsable la virtuosité des maîtres de la Renaissance. On parle beaucoup actuellement de retour à la grande tradition de la peinture murale. J'avoue que ce mot de retour m'inspire quelque méfiance. Le *retour* est souvent la solution paresseuse. Il n'est justifié que devant l'erreur dûment reconnue. Or, la preuve ne me paraît pas administrée que le clair-obscur et la perspective aérienne aient conduit la peinture dans une impasse dont elle serait à la veille d'atteindre le fond. La preuve ne me paraît pas administrée que la décoration murale (qui, née dans les cavernes de la préhistoire, n'a cessé d'être l'occasion de tant de chefs-d'œuvre) soit par définition, comme d'aucuns le prétendent, plus apte que le tableau à exprimer le social et réaliser la communion des masses.

Lurçat d'ailleurs laisse judicieusement entendre que, ne poursuivant pas les mêmes

fins, peinture murale et peinture de chevalet peuvent fort bien coexister et poursuivre dans le même temps chacune son évolution. Il est naturel qu'il ait un faible pour un art qu'il a obstinément servi et auquel il a réfléchi avec une rare efficacité. Non seulement son parti pris passionné est infiniment sympathique, mais il fait de la présente étude, un ouvrage d'autant plus attachant pour un fervent de la controverse, que certaines de ses assertions sont, parmi tant de vues pertinentes, discutables — j'entends dignes d'être discutées.

Francis JOURDAIN.

Agnès HUMBERT : **Louis David.** Collection « Les grandes figures ». Paris, éditions Hier et Aujourd'hui.

Le peintre de l'ancien régime finissant, le peintre des grandeurs révolutionnaires, le peintre des pompes impériales : cette haute figure devait tenter un historien de l'art. Précisons : un historien de l'art qui ne se contente point d'une étude tout extérieure de la forme et de la couleur, mais qui veuille encore une explication de son héros, en intégrant son œuvre à son époque, et en mettant au vif les liens intimes et vivaces qui unissent l'une à l'autre. Une telle critique d'art exige une méthode sûre et pénétrante.

Agnès Humbert, qui en a usé avec bonheur, s'en explique dans sa préface. Dans quelle mesure les conditions sociales et économiques comme les événements ont influé sur l'œuvre du peintre, dans quelle mesure aussi l'œuvre du peintre a réagi sur ses contemporains : cette recherche semble, de prime abord, aller de soi. La critique d'art n'en considère pas moins, le plus souvent, l'œuvre artistique comme un produit mystérieux sans lien avec le réel. Soyons reconnaissant à Agnès Humbert d'avoir replacé David parmi les hommes de son temps, d'avoir éclairé son génie des lumières décadentes de cette société finissante d'ancien régime, de la grande flamme révolutionnaire, puis des feux de la gloire impériale.

Quel autre artiste en effet fut plus intimement lié à son époque ? Quel artiste appartient plus à sa classe ? Ses tableaux, du premier au dernier, a pu souligner l'auteur, portent l'empreinte de la classe sociale pour laquelle ils sont peints. D'abord, parce que, comme en tout temps, l'artiste fut tributaire du « marché », c'est-à-dire de sa clientèle, mot affreux aux oreilles délicates de la critique idéaliste, mais qu'il faut cependant prononcer pour comprendre bien des œuvres. Ensuite, parce que, membre d'une classe sociale en plein essor, consciente de sa force, de ses droits et de ses buts, David en partagea, corps et âme, dans la vie quotidienne comme aux heures les plus dramatiques, l'idéal et les luttes. Peintre aimable à la manière du XVIIIe siècle, il se fait sévère sous la tutelle des héros grecs et romains, lorsque se prépare la Révolution. Au Salon de 1791, David expose les *Horaces Brutus*, la *Mort de Socrate*.

Bientôt, les événements grandioses dont ils sont les témoins, auxquels ils participent à leur rang, au milieu du peuple tout entier, renouvellent l'inspiration des artistes. Ils luttent pour la Révolution. Le Salon de 1793 en témoigne.

> Il semblera peut-être étrange à d'austères républicains, dit le livret, de nous occuper d'art, quand l'Europe coalisée assiège le territoire de la Liberté... Nous n'adoptons point cet adage connu : *In armis silent artes*. Nous rappellerons plus volontiers Protogène traçant un chef-d'œuvre au milieu de Rhodes assiégé.

David est député à la Convention, membre du Comité de sûreté générale de l'an II. Il lutte sur deux fronts, à son banc de député, à son atelier de peintre. Il abandonne un moment les modèles antiques pour exprimer sa foi de républicain et de Jacobin, dans des tableaux pathétiques qui ornent la salle de la Convention et rappellent aux représentants du peuple la grandeur périlleuse de leur tâche : Le

Pelletier martyr de la liberté, Marat assassiné dans sa baignoire. L'art est sorti du palais des rois pour se mettre, avec tout le prestige de ses ressources, au service du peuple. Les tableaux de David sont exposés dans Paris ; le peuple s'y rend en masse pour y puiser une leçon de beauté et d'énergie républicaine. Moment sublime dans l'histoire de notre art : les artistes en étroite communion avec le peuple, savent trouver les sujets et les formes qui retentissent profondément dans son âme et le soulèvent ; le peuple, de son côté, apporte aux artistes la force de son approbation, l'élan de son enthousiasme. A une époque où une partie de l'art s'enlise dans l'abstraction ou la complication stériles, pour la délectation artificielle d'une minorité de connaisseurs sophistiqués, il est bon de rappeler la grande leçon de David en l'an II.

La nécessité nationale de l'art, le rôle social de l'artiste, David les démontre encore et les illustre en organisant les fêtes républicaines. David est en effet le créateur de cet art nouveau, qui, en associant à la musique et à la peinture l'art du costume, celui du décor et celui du cortège, donne à la Révolution la pompe des religions. Le peuple n'est pas spectateur ; il est acteur, il chante, il défile ; les masses de figuration s'ordonnent sous des symboles parlant pour tous. Les fêtes nationales de la Révolution devaient laisser dans la mémoire des participants un souvenir impérissable, dont nous trouvons encore l'écho, un siècle plus tard, dans les *Souvenirs d'enfance et de jeunesse* de Renan. Elles portèrent au plus haut point l'enthousiasme du peuple et sa foi patriotique, ses sentiments de dévouement envers une République capable de lui révéler un sens si profond de la beauté.

Le 9 Thermidor et la chute de la République démocratique tarissent cette œuvre populaire et si féconde de David. Il est repris par sa classe ; les conditions matérielles de sa production changent. Bientôt, il sera le peintre officiel du premier Consul, puis de l'Empereur...

Mais il n'est pas de notre propos de retracer la vie et l'œuvre de David. Le lecteur les trouvera dans les pages si denses et pénétrantes d'Agnès Humbert.

De son livre, retenons d'abord une leçon de méthode. Le critique ni l'historien ne sauraient considérer l'œuvre d'art comme une création jaillie on ne sait d'où.

> L'art suit le sort de la classe pour laquelle il est créé ; et la classe elle-même subit un choc en retour et sera influencée par son art.

Leçon de méhode, — mais aussi leçon d'esthétique.

> Les périodes les plus fécondes de sa vie d'artiste sont précisément celles où il est le plus en contact avec la vie : l'époque où Louis David est un homme qui lutte et fait de la peinture.

Cette production révolutionnaire dans le sens le plus authentique du mot, porte condamnation de l'art pour l'art, de l'art abstrait.

> L'art sera-t-il compréhensible à tous les hommes et en communion avec eux ?

se demande Agnès Humbert. Assurément, s'il veut vivre.

C'est là la leçon de David conventionnel, de David créateur d'un art qui exalte l'enthousiasme non plus seulement d'une minorité de connaisseurs, mais d'un peuple unanime, communiant dans la grandeur de la patrie libérée.

Albert Soboul.

Jean Larnac : **George Sand révolutionnaire.** Paris, 1947, éditions Hier et Aujourd'hui. Collection « Grandes figures », 256 p. in-16.

Voici un type de biographie exemplaire.

Tout n'y est pas dit sur l'héroïne, le titre l'indique. Mais les amours de George Sand étant comme son œuvre littéraire tombées dans le domaine public, l'auteur n'avait pas à les décrire. Surtout la biographie d'un personnage, fût-ce une femme, ne se résume pas dans ses amours... Son

attitude révolutionnaire définit George Sand mieux que son œuvre littéraire elle-même. Elle implique, en effet, une conception du monde, une expérience sociale, des habitudes et une sensibilité, bref un ensemble de qualités que nulle autre activité ne met en jeu.

Il est évident que les historiens littéraires se sont trompés en ne prenant pas le socialisme de George Sand au sérieux. Le plus récent des manuels, celui de Jasinski [1], retient dans la vie de la romancière la date de 1839. A cette date George Sand

> regagne Nohant... Rassérénée en apparence, elle mène une vie simple occupée aux soins de son domaine, etc... etc...

Or, en 1839, nous apprend Jean Larnac, George Sand entamait un combat courageux contre la *Revue des Deux-Mondes*, dont le directeur Buloz prétendait lui imposer une copie conformiste (p. 52 et suivantes).

Voilà un fait aussi digne, semble-t-il, de retenir l'attention de l'historien littéraire que la gestion de Nohant !

Jean Larnac fait aussi éclater la classification simpliste qui est d'usage pour les œuvres de George Sand. Alors que M. Jasinski distingue soigneusement, après Lanson, les romans sociaux dus à l'influence de Pierre Leroux des romans champêtres dus à l'influence lénitive du Berry (« Revenue elle-même à cette simplicité patriarcale, etc., etc. » p. 501, *op. cit.*), Jean Larnac écrit :

> George Sand poursuivait son œuvre de propagande par le roman. Publiés ou simplement conçus avant 1848, *la Mare au Diable*, *François le Champi*, *la Petite Fadette* ne furent pas, comme on le croit trop souvent, le refuge où elle se consola de l'échec populaire ; ils complétèrent les romans sociaux.

Toutes les œuvres révolutionnaires ne parlent pas forcément de socialisme :

> C'est parce qu'elle cherchait à réaliser *l'art pour tous*, continue Jean Larnac, à réagir contre la tradition qui, depuis la Renaissance, réserve la littérature à une « élite », qu'elle fut amenée à écrire ces idylles paysannes, les mieux connues aujourd'hui de toutes ses œuvres. (p. 80).

Au contraire les « bergeries » qu'elle écrivit quand elle ne fut plus socialiste sont aujourd'hui complètement oubliées.

Même si ce n'est pas pour lui l'essentiel, l'historien littéraire ne peut pas faire silence sur l'activité révolutionnaire de George Sand. Les trois mois que la romancière a consacrés à la République de 48 sont capitaux pour l'histoire de sa pensée et l'avenir de son talent. Jean Larnac leur a consacré la moitié de son livre. Il a minutieusement analysé l'activité de son héroïne de février à mai ; son livre contient de larges extraits des brochures, articles de journaux rédigés par George Sand ; il établit son intimité avec Barbès, Louis Blanc, Ledru-Rollin surtout pour lequel elle écrivit la plupart des *Bulletins de la République* destinés à la propagande. En établissant ces faits, Jean Larnac ne se propose pas d'éclaircir quelques points mal connus de la petite histoire, il veut tracer le portrait le plus objectif de son héroïne et montrer à travers son action toutes les générosités et toutes les insuffisances du socialisme utopique.

A vrai dire, le lecteur retient surtout les insuffisances, malgré l'impartialité du biographe. George Sand était pour le peuple, elle se disait « communiste » et comprenait même la nécessité de la violence ; « l'idéal est une conquête », écrivait-elle à son maître Pierre Leroux, pacifiste invétéré (p. 93). Cependant, elle restait fidèle à un évangélisme nuageux et gardait des réflexes de grande dame. Il est trop facile d'accuser son sexe et sa nature ; le socialisme utopique fixa justement les traits les plus chimériques et les plus réactionnaires de George Sand ; doctrine sans rigueur, il ne lui imposa ni une analyse con-

---

1. *Histoire de la littérature française* de René Jasinski, édit. Boivin, 2 vol.

traignante de la réalité, ni un mode d'action défini.

Le récit de Jean Larnac montre que les contradictions de George Sand s'accusent à mesure que la lutte des classes se précise. Dans son dernier *Bulletin*, le 15 avril, elle invite le peuple à manifester, mais elle désavoue la Journée du 15 mai. Jean Larnac pense qu'elle s'est contredite, je croirais plutôt qu'elle voulut un mouvement populaire au profit des conciliateurs qui faisaient, eux, le jeu de la bourgeoisie. La réalité ne confirmant pas ses illusions, elle donna tort à la réalité et se désintéressa du socialisme. Elle en garda seulement un humanitarisme vague qui autorisa sa réconciliation avec l'Empire et justifia le rôle de médiatrice auquel elle se complut désormais. Cette faillite révolutionnaire méconnue par les historiens littéraires s'appelle chez Lanson « évolution imprévue » !

S'il en était ainsi, la vie de George Sand ne comporterait pas de leçon et la biographie serait un genre sans intérêt. Naturellement, Jean Larnac ne le pense pas. Il pose les problèmes qui furent ceux de son héroïne d'une manière assez générale pour amener le lecteur à réfléchir sur lui-même, use de rapprochements sans tomber dans l'anachronisme et trouve pour ses conclusions des formules d'une excellente frappe. En voici une entre autres :

> Quand un « communiste » n'a plus aux lèvres que les mots de Saint-Jean : « Frères, aimez-vous les uns les autres », c'est un communiste usé, un communiste qui n'attend plus rien que du ciel (p. 231).

Et encore celle-ci :

> Avec une inconséquence naïve, ils [les intellectuels] font bon marché de leur idéal politique, en écartant pour le seul plaisir de se réaliser, le meilleur moyen de le réaliser (p. 194).

Le lecteur ne peut pas ne pas comprendre : les utopies sociales, la religiosité sans religion et l'humanitarisme charitable, l'art pour l'art, autant d'impasses où risque d'échouer la bourgeoisie mal contente. C'est la leçon que donne George Sand révolutionnaire ; elle est toujours actuelle.

Jeanne GAILLARD.

Elio VITTORINI : **les Hommes et les autres.** Traduit de l'italien par Michel Arnaud. Gallimard, éditeur (décembre 1947).

J'aurais quelque scrupule à détailler ici, après tant de comptes rendus élogieux, les beautés que la critique française unanime a reconnues au livre de Vittorini. Elle s'est accordée à souligner tout spécialement les pages émouvantes consacrées à la description de Milan sous l'occupation. Ces pages versent l'humiliation et le sentiment de la dignité humaine, l'épouvante et l'espoir, la terreur et la révolte. Oui, c'était bien cela... nous avons, nous aussi, connu sous l'occupation cette prise de conscience ; ce drame qui a forcé le peuple à penser le bonheur pour échapper au néant auquel les nazis l'avaient condamné, la France l'a vécu aussi.

Mais le livre de Vittorini n'est pas seulement un beau livre. L'auteur ne cesse de dire [1] que la culture doit être à l'avant-garde de la civilisation et qu'il veut être lui-même un découvreur. Les *Hommes et les autres* sont-ils le manifeste d'un art nouveau au service d'une pensée nouvelle ? La forme du roman de Vittorini semble avoir parfois surpris la critique. Les tons coexistent, brutalement juxtaposés : lyrisme, symbolisme, réalisme puissant qui rappelle le jeune cinéma italien. Parfois, l'auteur s'introduit dans le roman, et pétrit son héros sous nos yeux, modèle ses pensées.

« Ce sont, a déclaré Vittorini à Mme Brandon Albini, (cf. la *Marseillaise* du 2-5-46) les étrangers Joyce, Proust, les Américains qui nous [les écrivains italiens]

1. ELIO VITTORINI : *Politique et culture* (lettre à Togliatti), cité par *Esprit* (janvier 1948).

ont formés. » Peu importe l'origine des techniques de Vittorini, il les a faites siennes et il en tire assurément un effet de choc que ne donne pas la forme narrative usuelle, mais leur usage n'est pas sans danger. Elles donnent à l'auteur une telle liberté qu'il peut être tenté de s'en servir non comme moyen d'approche, mais pour se dérober à son sujet. Il y a parfois chez Vittorini un avant-goût de procédé, une complaisance à lui-même, qui le mènent vers un art subjectif et arbitraire.

Ce reproche n'est cependant pas essentiel. Beaucoup plus grave me paraît être l'absence d'équilibre du livre. Il y a deux sujets dans les *Hommes et les autres* : l'histoire du chef des partisans N2, et Milan sous l'occupation. Or ces deux thèmes n'arrivent pas à se rejoindre. D'où une certaine confusion qui nuit à l'économie générale du roman.

Vittorini préfère N2 à ses autres héros peut-être parce que celui-ci est un héros malheureux. N2 est, en effet, enlisé dans un amour sans espoir, une vie sans avenir et même sans présent. La Libération ne viendra jamais pour lui et rien n'indique qu'il croit à sa signification pour les autres. Cependant, il meurt en combattant, une grenade à la main ; en réalité il se suicide en beauté. Vittorini prodigue la poésie la plus touchante pour rendre sensibles le désespoir amoureux et la solitude de N2 ; mais l'estime qu'il apporte à son héros n'est pas justifiée, les raisons qu'il en donne paraissent spécieuses :

> Que l'homme croie ou non à la possibilité de se libérer, écrit-il dans une notice jointe au roman, cela n'a, dans le cas présent, pas d'importance. Ce qui, par contre, a de l'importance, c'est que l'homme se comporte comme s'il croyait à cette possibilité. En ceci, il est homme. S'il manque à le faire, il manque aussi à être homme.

L'ensemble du roman de Vittorini ne confirme pas le jugement qui précède. Quand il ne croit pas, un homme ne peut se comporter comme s'il croyait. N2 lutte en *desperado* ; ses camarades lui auraient retiré son commandement même s'il n'avait pas été photographié par les Allemands lors d'un coup de main. Sans l'espoir de ceux qui luttent pour avancer l'heure du bonheur, la « force de son désespoir d'homme » serait inefficace, car elle n'a pas de méthode et ne propose pas de fin.

Le combat de N2 n'a pas la même « importance » que celui des résistants pleins d'espoir.

> Un homme qui lutte pour que les autres soient heureux, dit la vieille Selva, une camarade des partisans, doit savoir ce qu'il faut aux hommes pour être heureux.

Lui-même, N2 vit comme s'il ne combattait pas ; Vittorini ne le montre guère dans l'action — le pourrait-il ? — mais surtout dans sa chambre et perdu dans ses rêves.

Aussi, peu à peu, la figure de N2 recule-t-elle et la résistance milanaise, gonflée de vie, nourrie d'espoir passe au premier plan du livre. Vittorini, militant actif de la clandestinité, romancier de race est resté un témoin, en dépit de lui-même, il est allé là où l'amenait son sujet.

Il y serait venu plus tôt, et surtout il aurait donné à la physionomie de N2 un autre éclairage, s'il avait été, plus encore qu'il dit, romancier d'avant-garde. Mais Vittorini ne semble pas tout à fait détaché d'une conception périmée de l'humanisme. La révolte à vide de l'individu contre l'indignité de sa condition lui paraît le signe de la plus haute qualification humaine ; il ne préfère pas la conscience lucide qui mène vers plus d'humanité. Et cependant, c'est le militant obscur qui à la fin du livre se joint aux partisans, plein de la volonté d' « apprendre », c'est celui-là qui porte en lui la renaissance de l'homme et fait l'histoire.

Jeanne GAILLARD.

P.S. : L'épreuve de ce compte-rendu venait de me parvenir quand un article de Jean Noaro dans *les Lettres françaises* du 18 mars 1948 est venu m'apporter quelques informations essentielles pour les

intentions de Vittorini et le sens de son livre.

Que je transcrive d'abord une note annexée par Vittorini au texte italien et que les éditions Gallimard n'ont pas reproduite :

> A l'occasion de ce livre j'aurais pu disserter de beaucoup de choses sur lesquelles depuis longtemps j'ai mon avis à dire : sur l'art et la culture, les buts sociaux de l'écrivain, son devoir de participer à la renaissance italienne, et les moyens dont il dispose dans le cadre du développement historique de la culture pour atteindre à ces buts, pour accomplir ce devoir. J'aurais écrit une préface, et elle aurait été longue, peut-être plus longue que mon livre. J'ai renoncé à cela, mais il est nécessaire que je dise au moins une chose.
>
> Ce n'est pas parce que je suis un militant communiste que l'on sera en droit de penser que ce livre est un livre communiste. Chercher par le moyen de l'art le progrès de l'humanité est tout autre chose que de lutter pour un tel progrès sur le terrain politique et social. En art ne comptent ni la volonté, ni la conscience abstraite, ni les argumentations rationnelles ; tout est lié au monde psychologique de l'homme et rien de neuf ne peut être affirmé qui ne soit de pure et simple expérience humaine. Mon appartenance au Parti communiste indique donc ce que je veux être, cependant que mon livre peut seulement indiquer celui que je suis effectivement. Il y a dans mon livre un personnage qui met au service de la foi la force de son désespoir d'homme. Peut-on le considérer comme un communiste ? Le même point d'interrogation est suspendu sur mon œuvre d'écrivain. Et que le lecteur juge en tenant compte que le seul mérite de ce livre tient à ma qualité de communiste. Le reste provient de mes faiblesses d'homme. A ce propos, en tant qu'écrivain, je ne puis rien promettre. « Je ferai mieux la prochaine fois » : c'est tout ce que je puis ajouter, comme le fait l'ouvrier de mon épilogue.

L'omission de ce texte capital juge les éditions Gallimard. Elles se sont bornées à reproduire sur la bande des *Hommes et les autres* une note ambiguë qui inclinait le lecteur à voir dans Vittorini un romantique, un anarchisant, un individualiste, bref tout ce que l'on voudra, sauf un communiste. Et elle privait le lecteur du seul commentaire susceptible de lui éviter un contresens sur la personne et sur l'œuvre de Vittorini.

Une erreur sur le titre complète cette omission. Michel Arnaud traduit *les Hommes et les autres*, titre qui peut s'interpréter ainsi : les nazis (dont un personnage du livre dit « esnada », ce n'est rien) et les hommes, les vrais. Mais la traduction exacte : *Homme et non homme*, rétablie par Jean Noaro, n'a évidemment pas ce sens ; elle désigne le conflit intime qui déchire N2 pris entre l'amour impossible et son devoir de résistant.

Je tenais à donner tous ces détails pour montrer comment on peut détourner une œuvre en méritant à peine d'être traité de faussaire !

J. G.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Dr. Paul CHAUCHARD : **le Sommeil et les états de sommeil.** Paris, Flammarion, 1947. Un volume in-8, 283 pages, 215 francs.

Plus d'un tiers de notre vie se passe dans le sommeil et depuis que l'homme observe et réfléchit, le problème du sommeil est un mystère qui n'a cessé de préoccuper son esprit. De nombreux travaux de physiologistes, de pathologistes, de psychologues ont été consacrés à percer ce mystère et c'est à leur exposé qu'est consacré le présent volume.

Dans une première partie sont décrites les particularités du sommeil naturel, avec ses signes physiologiques, appartenant les uns à la vie de relation, les autres à la vie de nutrition, et ses signes psychologiques qui sont constitués essentiellement par les rêves. La nécessité du sommeil y est discutée. Une deuxième partie traite des troubles du sommeil (hypersomnies, insomnies, sommeils dissociés des cataplexies et du somnambulisme, hypnose, hystérie) et du sommeil expérimental, que l'on sait déclencher chez les animaux par plusieurs procédés. La troisième partie est consacrée à l'étude des comas qui sont des états particuliers de sommeil, provoqués par une intoxication plus ou moins importante du cerveau, laquelle peut avoir des causes très variées : troubles circulatoires, compression du cerveau, asphyxie, séjour à haute altitude, ultra-sons, froid ; deux chapitres sont réservés l'un aux narcoses qui sont des comas réglables provoqués par les anesthésiques, l'autre à l'électronarcose, l'électrochoc et la comathérapie. Enfin, la quatrième partie traite des mécanismes du sommeil : rappel des théories anciennes, mais surtout exposé des conceptions actuelles, principalement de la théorie chronaximétrique, à laquelle l'auteur a apporté une importante contribution personnelle. Un court chapitre de physiologie comparée où est étudié en particulier le sommeil (?) des animaux inférieurs et des plantes, termine cette quatrième partie.

Le sommeil apparaît, en fin de compte, comme une fonction de défense du cerveau, une obligation pour l'organisme, rendue nécessaire par le développement de l'activité cérébrale ; c'est une des merveilleuses adaptations de la machine nerveuse, particulière aux êtres supérieurs. Il est conditionné par un système régulateur spécial situé dans la base du cerveau, mais son véritable mécanisme est encore bien obscur.

Pierre REY.

André MAUROIS : **Histoire des Etats-Unis,** Paris, éd. Albin Michel, 1947, in-8, 565 p.

André Maurois a, de l'histoire, une conception qu'il faut bien appeler *pâtissière*. Ayant à conter, pour ses lecteurs qui ne sont pas assurément ceux de *la Pensée*, l'histoire des Etats-Unis longue de cinq siècles (1492-1946), il la découpe, tel un pâtissier son gâteau, d'abord en six parts, puis chaque part en dix tranches, enfin chacune de ces tranches en une dizaine de bouchées, à peine longues d'une page (il y en a quelque six cents), que chacun peut absorber au gré de ses loisirs ou de son appétit intellectuel. Les lecteurs et lectrices d'André Maurois sont gens distingués, paisibles, confortables, amis des digestions faciles : les bouchées offertes par l'auteur admettent le moins possible les épisodes violents, tragiques, sanglants, à tout prendre inquiétants, qui remplissent l'histoire des Etats-Unis ;

elles évitent surtout les explications profondes qui pourraient les rendre un peu lourdes à digérer. Bien plutôt elles sont fourrées d'anecdotes, portraits, bons mots, traits pittoresques qui doivent assurer une absorption aussi facile qu'agréable. Par exemple le touchant mais ridicule président Harrison aura droit pour sa seule candidature en 1840 à deux bouchées; mais une seule suffit pour avaler sans peine et sans émotion la dramatique présidence de Hoover (1929-1933) qui fut marquée par la plus formidable débâcle économique jamais enregistrée aux Etats-Unis.

Je dois confesser que je ne suis pas très amateur de pâtisserie. C'est sans doute pourquoi j'ai mis un long temps à absorber les six cents bouchées offertes par André Maurois.

S. Molinier.

G. Jaeger-Stux : **Histoire de la Chine.** Collection « Triptyque ». Paris, Richard-Masse, 1947.

Petit livre agréablement présenté sur un grand sujet. C'est une initiation claire et précise à l'usage de ceux qui ne savent rien, c'est-à-dire l'immense majorité. Une rapide histoire de la Chine précède un exposé sur la mentalité chinoise, Confucius, Lao-Tsé et le bouddhisme, la littérature et les arts. L'auteur termine par l'histoire contemporaine, depuis l'intervention européenne qu'il juge sans aménité. Petit ouvrage très objectif et utile.

J. Dresch.

René Pottier : **Histoire du Sahara.** Paris, Nouvelles éditions latines, 1947.

L'auteur, qui connaît le Sahara et lui a déjà consacré de nombreux livres, tente une histoire du désert, une histoire d'où il cherche à proscrire soit la fantaisie d'imagination, soit le goût épique de trop nombreux prétendus historiens. Souci très honorable et difficile, car le désert est terre de légende et de mirages. Il ne le cache pas : c'est une histoire sans documents, ou presque. Elle se compose tout naturellement de trois parties : les premiers occupants, les envahisseurs et les derniers d'entre eux, les Français. René Pottier est prudent sur la préhistoire, sceptique sur les fameux Guaramantes et la révolution du chameau, sur l'origine des Touareg et l'interprétation de leurs mœurs. Il conserve cette attitude à propos des Juifs du Sahara, de leur influence sur les Berbères et à propos des Berbères du Nord eux-mêmes, montrant ce qu'on peut tirer des anecdotes et des légendes à propos de Touggourt ou de Beni Abbès : pas grand'chose, sinon que la vie a toujours été au désert plus ou moins ce que nous voyons maintenant. Il relate avec le même souci la pénétration romaine, vandale et byzantine puis arabe, l'expansion de l'Islam, des mzabites et du maraboutisme. Les explorations et la conquête française sont exposées avec sobriété. Après le mystère qui accompagne les migrations venues de l'Est ou du Nord, la « création » française : tranquillité et prospérité relative. C'est le seul morceau de bravoure, qui fait conclusion. Illusion aussi, car on devine, en lisant ce livre précis, que le nomade n'est plus qu'une relique mourante, et, si les esclaves sont bien libérés, les oasis sont-elles vraiment, même relativement prospères ?

J. Dresch.

Documents secrets du ministère des Affaires étrangères d'Allemagne. Premier recueil : la Turquie. Editions Paul Dupont. Paris.

Voici la traduction des documents qui ont été découverts par l'Armée soviétique en Allemagne. Le premier volume contient trente-six pièces relatives à la po-

litique allemande en Turquie de 1941 à 1943. Un tel recueil ne se résume point. Nous ne pouvons qu'en souligner l'intérêt. On s'est étonné que l'U.R.S.S. ait demandé la révision de l'accord de Montreux. On le comprend mieux quand on connaît l'attitude de la Turquie pendant la guerre mondiale :

1. La Turquie souhaitait la défaite de l'U.R.S.S. Le maréchal Tchakmak, chef d'état-major de l'armée turque, était favorable à une aide à la *Wehrmacht*, tout au moins sur le front du Caucase.

> L'armée turque dispose d'un grand nombre d'anciens officiers caucasiens et surtout azerbaïdjanais qui connaissent très bien le pays. Au cas où les opérations se développeraient favorablement, il [le maréchal Tchakmak] donnera aux officiers des congés si nous [c'est von Papen qui parle] le désirons (page 75). L'anéantissement de la Russie, [déclare le président du Conseil H. Saradjoglou à von Papen] est un exploit du Führer et de tels exploits ne peuvent être accomplis qu'une fois par siècle (page 89).

2. Les dirigeants turcs ont fait preuve d'une duplicité qui les discrédite à jamais. Rendant compte de son entretien avec le président du Conseil turc, von Papen rapporte :

> Quand le président m'assura, vers la fin de l'entretien, que, dans ses paroles, il était allé bien au delà des limites permises par une neutralité objective, il a voulu sans doute exprimer par là le vœu qu'un tel appui des pays de l'Axe par la Turquie ne soit pas connu de l'ennemi prématurément... (p. 57).

En bref, il apparaît que la Turquie fut alors un foyer d'intrigues antisoviétiques. Est-ce pour cette raison que le président Truman lui donne aujourd'hui un appui sans réserve ?

J. Bruhat.

Paul Cribeillet : **Vie et combats de partisans.** Editions Hier et Aujourd'hui, collection « France d'abord », Paris, 1947.

Dans la Bresse, en un point stratégique essentiel pour les nazis, naît et se développe le 1er Bataillon F.T.P.F. de l'Ain. Son chef, le capitaine Grillon, retrace son existence depuis la formation des premiers groupes, en 1943, jusqu'à la prise de Bourg aux côtés des Alliés, au début de septembre 1944 : les groupes se sont peu à peu accrus, multipliés ; on les voit s'organiser, attaquer l'ennemi, faire sauter des trains, on assiste à toute cette vie secrète et haletante jusqu'au jour du débarquement où surgit une armée véritable.

Ce récit sincère et simple ne déguise rien des difficultés, des déceptions, mais il est animé d'un bout à l'autre d'une ardeur intense et d'une inaltérable confiance dans les compagnons de lutte et les civils qui comprennent peu à peu ce qui se passe autour d'eux, découvrent « On », puis « le Maquis », puis « la Résistance » et font preuve d'un courage et d'une générosité inlassables.

Ce n'est ni un roman, ni un ouvrage à prétention philosophique ; les réflexions d'ordre général sont rares, mais les conclusions se dégagent d'elles-mêmes de ce récit. Ce qu'on sent chez ces hommes simples et courageux, ce n'est ni le goût de l'aventure pour elle-même, ni le goût de la destruction, c'est la volonté de lutter contre l'oppression nazie pour construire ensuite quelque chose de solide et de beau. Les chefs ne perdent jamais de vue l'objectif lointain et cherchent à développer chez leurs compagnons de lutte ce qu'il y a en eux de meilleur, à former des hommes.

> Nous ne partirons pas, leur dit le commissaire aux effectifs au moment d'un déboulonnage de rails, sans réfléchir profondément à ce que nous allons faire. Chez nous, voyez-vous, pas d'esprit d'aventure. Le travail que nous allons accomplir, nous ne le ferons pas la joie au cœur. Oui, camarades, c'est sans joie que nous allons détruire ce que d'autres ont eu tant de mal à concevoir et à réaliser... Notre enthousiasme, nous le dépenserons ailleurs, au combat d'abord, et en devenant des bâtisseurs ensuite.

La joie existe pour eux, mais c'est la joie de la camaraderie, du dévouement, du sentiment d'être aimés et compris par ceux-là même qui sont exposés aux représailles.

Un tel livre est utile, à un moment où l'on cherche à discréditer la Résistance ou tout au moins à la minimiser. Et pour ceux qui savent qu'elle exista mais ne la connurent pas de près, il la fait sortir de la légende et la montre telle qu'elle fut, avec ses angoisses, ses douleurs, ses difficultés, ses joies et sa signification profonde.

Madeleine HERR.

Jean LURÇAT : **Le Bestiaire de la tapisserie au Moyen Age.** Editions Pierre Cailler.

Des chevaux, des chiens, des fouines et des renards, des oiseaux, des singes, des lapins et des loups, des cerfs, dont de volants, des lions fréquentant plus volontiers le blason que le désert, des ânes, voire des licornes... Dans les tapisseries d'un passé qui lui est devenu familier, Lurçat a choisi une trentaine d'animaux dont les excellentes photos constituent un bel album. La ménagerie est ici mélangée à la basse-cour pour le plaisir de nos yeux et aussi pour illustrer les proses que le montreur d'images — chasseur, berger, dompteur et, par surcroît, poète — dédie aux bêtes qu'il chérit. Il ne va pas pour autant oublier que, peintre, il a prodigué à la tapisserie les manifestations d'un amour auquel il reste fidèle. Il nous conte donc aussi les étapes de son aventure et les difficultés qu'il lui fallut surmonter pour qu'elle soit, comme on sait, couronnée de succès.

Fr. JOURDAIN.

Albert DAUZAT : **Grammaire raisonnée de la langue française.** Editions IAC (Lyon), Collection « Les langues du monde », 1947, in-16, 465 pages.

En expliquant son titre dans l'Introduction, l'auteur écrit :

...Si nous entendons raisonner notre grammaire, c'est en replaçant les faits sur leurs bases scientifiques : le langage s'explique, avant tout, par l'histoire et non par la raison ; dans son évolution, l'analogie, l'association des idées, sans parler des facteurs psycho-physiologiques qui commandent la prononciation, jouent un rôle prépondérant, alors que celui de la logique est restreint.

Cette grammaire est la plus riche que nous possédions comme ouvrage maniable et la plus renseignante sur les détails Presque toujours (il y a quelques omissions), elle suit l'usage jusqu'au plus moderne, et évite les condamnations puristes.

Les grandes lignes n'apparaissent pas dans l'exposé, sinon l'idée de la complexité des faits, qu'il est utile de toujours considérer.

Il est impardonnable qu'il manque des index, d'autant plus que maints sujets, en vertu du plan adopté, se trouvent traités en plus d'un endroit, avec des répétitions ou des petites différences.

Marcel COHEN.

Marguerite DURAND : **Voyelles longues et voyelles brèves. Essai sur la nature de la quantité vocalique.** Paris, Klincksieck, Collection de la Société de linguistique, 1946, in-8, 195 pages.

L'auteur est une phonéticienne douée d'une bonne oreille et experte aux mesures instrumentales ; mais elle est aussi au courant des méthodes d'interprétation phonologique.

Voici, en bref, le résultat de ses observations, portant sur de nombreuses langues.

Dans certaines langues où s'opposent régulièrement deux ou plusieurs quantités de voyelles, les mesures concordent avec l'effet auditif : les longues entendues sont bien de durée prolongée.

Mais dans beaucoup d'autres langues, comme le français, où on distingue seulement occasionnellement des voyelles ordinaires et des voyelles perçues comme plus longues (ainsi *faîte* long, *faite* bref ; *grande*

bref, *grande* long), les instruments accusent très souvent des différences de durée minimes, moindres que celles qu'on note entre certaines brèves ; mais d'autre part, ils montrent régulièrement une différence d'intonation : les brèves sont à mélodie montante, les longues à mélodie descendante. Il y a donc une illusion de nos sens quand nous parlons de la longueur.

La conclusion qu'on peut tirer de cette recherche est double. Il faut tenir compte du sentiment des sujets parlants, qui est une réalité de la vie sociale, et peut d'ailleurs perpétuer une ancienne distinction physique. D'autre part, il faut employer quand on peut les instruments pour déterminer des faits physiques, qui peut-être deviendront conscients plus tard s'ils ne le sont pas actuellement.

Marcel COHEN.

Jaime SABARTÈS : **Don Julian.** Paris, la Bibliothèque française, 1947.

Don Julian a disparu : nous ne connaîtrons le héros qu'à travers l'angoisse des siens qui l'attendent sans rien savoir, à travers les impressions de ses voisins et des commerçants qui se demandent ce qu'il est devenu. C'est un personnage ordinaire, craintif d'une façon presque maladive, banal autant qu'il est possible, et pourtant le drame de sa disparition nous étreint, tant il est décrit avec simplicité. On assiste à ce drame chez lui où sa sœur, ses enfants, sa servante attendent anxieusement ; puis on voit son retentissement dans la ville où chacun brûle de commenter l'avènement, mais n'ose pas en parler. La liaison entre l'intérieur et l'extérieur de la maison est faite par le beau-frère qui est venu à cette occasion et se met en quête de renseignements.

Une atmosphère intensément lourde règne partout, atmosphère de crainte, de mystère. A dessein, l'auteur donne peu de précisions sur les circonstances générales dans lesquelles se déroule le drame, et cette imprécision contraste avec la minutie des détails d'ordre psychologique et même matériel. Ce contraste est d'un effet puissant ; il montre la vie des individus qui continue en dépit de l'anxiété générale, de la peur de la délation, de la crainte de se compromettre aux yeux des puissants de l'heure comme à ceux de leurs adversaires. Don Julian s'est-il suicidé? A-t-il été exécuté? Chacun pense qu'il est mort, mais se méfie du voisin et garde le silence. Cette crainte paralysante et contagieuse est évoquée d'une façon saisissante lorsque Don Geno, le beau-frère de Don Julian, se reproche de l'avoir ajoutée à l'angoisse de Cristina, sa sœur :

> Si je t'avais parlé franchement en te racontant tout ce que j'ai fait et en te répétant tout ce qu'on m'a dit, même si je te l'avais crié au milieu de la rue, je t'aurais fais moins de mal, crois-moi, qu'en t'apportant ce microbe de crainte vague. Parce que tu ne pourras jamais t'en débarrasser, tu auras beau faire, tu le communiqueras aux autres comme je viens de te le communiquer sans le vouloir...

Les romans d'analyse psychologique ne manquent pas à l'heure actuelle. Mais ils ont en général pour thèmes des situations extraordinaires, des personnages anormaux ou monstrueux. Ici, au contraire, il n'y a rien de tel, et le drame n'en est que plus vrai et plus intense. Ce premier roman de Sabartès, l'ami de Picasso, l'auteur de nombreuses études sur la peinture contemporaine, révèle un grand romancier.

Madeleine HERR.

LIVRES REÇUS

(*Du 16 février au 15 avril 1948*)

Nous rappelons que la liste suivante est un simple accusé de réception des livres qui nous ont été adressés par les auteurs ou les éditeurs, et ne signifie aucunement que nous en recommandions la lecture.

Poésie.

Esther FELDMAN : *Mon fils Valentin Feldman.* Paris.

Georges LINZE : *Poème de la ville survolée par les rêves.* Liège, éditions Anthologie.

Romans.

Simone TÉRY : *la Porte du soleil.* Paris, Hier et Aujourd'hui.

Hans KIRK : *les Pêcheurs.* Traduit du danois par Mme M. METZGER. Paris, éditions « Je sers ».

John KNITTEL : *El Hakim.* Traduit de l'anglais par Marguerite GAY. Paris, Albin Michel.

Claude ROY : *la Nuit est le manteau des pauvres.* Paris, Julliard.

André KÉDROS : *le Navire en pleine ville.* Paris, Hier et Aujourd'hui.

Boris TCHIRSKOV : *le Tournant décisif.* Adaptation française de E. Cary. Paris, éditions Roger Seban.

Contes et Nouvelles.

Courtes histoires américaines. Paris, Corrêa.

René ARCOS : ... *De source.* Paris, éditions du Sablier.

Théâtre.

L'Heptalogie de Ruffenach. Tome II. Version française. Paris, Stock.

Essais.

John BUNYAN : *le Voyage du pélerin.* Traduit par Charles Albert REICHEN. Paris, éditions « Je sers ».

André PRÉVOT : *Petit Dictionnaire à l'usage des optimistes.* Préface de Pierre DESCAVES. Paris, Deux-Rives.

Jean-Pierre DUPREY, Pierre HULIN, Jean MONGE, Jacques RIMM : *Fauteurs de paix.* Paris, En Marge.

Emile MOUSSAT : *Etre chic ! De la morale du sport à une morale sportive.* Paris, éditions Messein.

Histoire littéraire.

Jean LARNAC : *George Sand révolutionnaire.* Collection « Grandes figures ». Paris, Hier et Aujourd'hui.

Abbé Charles JUSTE : *Sous le signe du poète sublime.* Gap, éditions Ophrys.

Histoire.

Général A. GUILLAUME : *Pourquoi l'Armée rouge a vaincu.* Paris, René Julliard.

Sylvain MOLINIER : *Blanqui.* Collection du Centenaire de la révolution de 1848. Paris, Presses universitaires de France.

Jean BRUHAT : *les Journées de février* 1848. Même collection.

E. TERSEN : *le Gouvernement provisoire et l'Europe.* Même collection.

Jean CASSOU : *le Quarante huitard.* Même collection.

Armand CUVILLIER : *P.J.B. Buchez et les origines du socialisme chrétien.* Même collection.

Robert SCHNERB : *Ledru-Rollin.* Même collection.

Paul BASTID : *l'Avènement du suffrage universel.* Même collection.

1848 *révolution créatrice.* « La nouvelle Journée ». Paris, Bloud et Gay.

Pierre DOMINIQUE : *les Journées de quarante-huit.* Paris, Flammarion.

Marcel EMERIT : *les Mémoires de Terson, déporté de* 1848. Alger, Société historique algérienne.

Jean BABELON : *Charles-Quint.* Collection Epoques et Visages. Paris, S.E.F.I.

Cécil ROTH : *Histoire du peuple juif* (des *origines à nos jours*). Paris, éditions de la Terre retrouvée.

René LA BRUYÈRE : *la Marine de Richelieu. Sourdis archevêque et amiral.* Paris, Plon.

David J. DALLIN : *la Vraie Russie des Soviets.* Traduit de l'anglais par G. NAUDIN. Paris, Plon.

Robert MINDER : *Allemagnes et Allemands.* T.I. Collections Esprit « Frontière ouverte ». Paris, éditions du Seuil.

Robert Lawrence NICHOLSON : *Tancred.* The University of Chicago Libraries.

Paulin-Gérard SCOLARDI : *Krijanich, messager de l'union des chrétiens et père du panslavisme.* Paris, A. et J. Picard.

Histoire des religions.

Shri AUROBINDO : *la Bhagavad-Gîtâ.* Traduction française de Camille RAO et Jean HERBERT. Paris, Albin Michel.

Essais politiques.

Questions du Communisme. Confluences, nos 18-20.

Documents et Témoignages.

La vérité sur le Viet-Nam. Paris, la Bibliothèque française.

Charles DU BOS : *Journal,* 1924-1925. Paris, Corrêa.

Jules LAROCHE : *Quinze ans à Rome avec Camille Barrère* (1898-1913). Paris, Plon.

Anna et Maxa NORDAU : *Max Nordau. L'homme, le penseur, le sioniste.* Paris, éditions de la Terre retrouvée.

Proclamation de la République populaire roumaine. Bucarest.

L'Union culturelle à Berlin. Berlin, Aufbau-Verlag.

Linguistique.

R. TCHOLAKOFF : *la Grandeur de la langue russe.* Sofia, chez l'auteur (en langue bulgare).

Philosophie.

Pierre HERVÉ : *Individu et Marxisme.* Paris, éditions Club Maintenant.

Philippe FAURÉ-FRÉMIET : *l'Univers non-dimensionnel et la vie qualitative.* Préface de Emile BRÉHIER. Bibliothèque de philosophie contemporaine. Paris, Presses universitaires de France.

André LALANDE : *Vocabulaire technique et critique de la philosophie.* 5e édition augmentée. Paris, Presses universitaires de France.

Atti del Congresso internazionale di filosofia. II. *L'esistenzialismo.* Milano, Castellani.

Philippe DE FÉLICE : *Foules en délire, extases collectives. Essai sur quelques formes inférieures de la mystique.* Paris, Albin Michel.

Pietro PIOVANI : *Per una interpretazione unitaria del Critone.* Roma, Istituto di Studi filosofici.

Esthétique.

Robert GUILLOU : *l'Art invincible.* Chartres, Lela.

Eugenio GARIN : *la Disputa delle Arti nel Quattrocento.* Firenze, Vallecchi.

Pius SERVIEN : *Science et Poésie.* Bibliothèque de philosophie scientifique. Paris, Flammarion.

Renzo RAGGIUNTI : *l'Arte come letterature e come musica.* Firenze. Universitaria.

Sciences psychologiques.

Pierre RIJLAUT : *Eléments de physiologie psychologique.* Paris, Masson.
Jean-C. FILLOUX : *l'Inconscient.* Collection « Que sais-je ? » Paris, P.U.F.
Ruth BOCHNER et Florence HALPERN : *l'Application clinique du test de Rorschach.* Bibliothèque scientifique internationale. Paris, P.U.F.

Sciences sociales.

Jean FRÉVILLE : *les Briseurs de chaînes.* Paris, Editions sociales.
Georges GUY-GRAND : *la Pensée de Proudhon.* Paris, Bordas.
Lubozar TCHOLAKOFF : *la Propriété dans la Constitution de la République populaire de Bulgarie.* Sofia, chez l'auteur (en langue bulgare).
J.B.S. HALDANE : *Hérédité et Politique.* Traduit par Paul COUDERC. Paris, P.U.F.
Antonio GRAMSCI : *il Materialismo storico e la fisolofia di Benedetto Croce.* Torino, Einaudi.
Louis CHEVALIER : *le Problème démographique nord-africain.* Institut national d'études démographiques. Paris, P.U.F.

Sciences physico-chimiques.

A. BOUTARIC : *Au Seuil de l'ère atomique.* Bibliothèque de philosophie scientifique. Paris, Flammarion.

Sciences biologiques.

Marcel PRENANT : *Biologie et Marxisme.* Paris, Hier et Aujourd'hui.

Techniques industrielles.

René BOUVIER : *le Caoutchouc.* Bibliothèque de philosophie scientifique. Paris, Flammarion.

Divers.

John J. MAC CLOY : *Europe's Hope for Recovery.* Philadelphia.
Raymond MARCAND : *Mes Témoignages à la cause du Christ, roi des nations et prince de la paix.* 2 vol. Bordeaux, chez l'auteur.
Sri AUROBINDO : *l'Enigme de ce monde.* Pondichéry.

Revues.

(en dehors des revues signalées précédemment).

La Revue Hommes et Mondes.
Le Médecin français.
Le Médecin de Paris.
U.R.S.S. (Bureau soviétique d'information).
Bulletin analytique du C.N.R.S. — Philosophie.
Inter Fac.
Doc (Peuple et culture et Travail et culture).
Réforme.
Traits.
1848.
Droit et Liberté.
Revista de Economia (Lisboa).
Il Comunista (Trieste).
Isvestia, série historique et philosophique (Moscou).
La Roumanie nouvelle (Bucarest).
Djelo (Zagreb).
Masses and Mainstream (New-York).
Political Affairs (New-York).
Modern Review (Calcutta).
Culture mondiale (Téhéran).

Imprimerie Comte-Jacquet. — Bar-le-Duc.
Nº d'éditeur : 4. — Dépôt légal : 3e trimestre 1948.
L'Administrateur-gérant : Joseph DUCROUX.